



BNP PARIBAS

QUATRIEME AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2022

DEPOSE AUPRES DE L'AMF LE 26 OCTOBRE 2023

Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2022 déposé auprès de l'AMF le 13 mars 2023, sous le numéro D. 23-0087

Premier amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2022 déposé auprès de l'AMF le 3 mai 2023 sous le numéro D.23-0087-A01

Second amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2022 déposé auprès de l'AMF le 27 juillet 2023 sous le numéro D.23-0087-A02

Troisième amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2022 déposé auprès de l'AMF le 3 août 2023 sous le numéro D.23-0087-A03

Société anonyme au capital de 2 329 375 778 euros
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS
R.C.S. : PARIS 662 042 449

TABLE DES MATIERES

1. INFORMATION FINANCIERE AU 30 SEPTEMBRE 2023.....	3
2. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PRORES – PILIER 3 [NON AUDITES].....	84
3. FACTEURS DE RISQUE.....	95
4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	118
5. RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES.....	122
6. RESPONSABLE DU DOCUMENT D’ENREGISTREMENT UNIVERSEL.....	123
7. TABLES DE CONCORDANCE	124



Ce quatrième amendement au document d’enregistrement universel 2022 a été déposé le 26 octobre 2023 auprès de l’AMF, en sa qualité d’autorité compétente au titre du Règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l’article 9 dudit règlement.

Le document d’enregistrement universel peut être utilisé aux fins d’une offre au public de valeurs mobilières ou de l’admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s’il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d’enregistrement universel. L’ensemble est approuvé par l’AMF conformément au Règlement (UE) n°2017/1129.

Le présent document d’enregistrement universel peut faire partie de tout prospectus de l’émetteur composé de documents séparés au sens du Règlement (UE) n°2017/1129.

1. INFORMATION FINANCIERE AU 30 SEPTEMBRE 2023

Le 25 octobre 2023, le Conseil d'administration de BNP Paribas, réuni sous la présidence de Jean Lemierre, a examiné les résultats du Groupe pour le troisième trimestre 2023.

Jean-Laurent Bonnafé, Administrateur Directeur Général, a déclaré à l'issue de ce Conseil d'administration :

« Le Groupe continue de mobiliser l'ensemble de ses ressources et de ses expertises au service des particuliers, entreprises et institutionnels et plus largement de l'économie européenne.

La bonne performance du Groupe au troisième trimestre témoigne de la solidité de notre modèle et de notre engagement sur le long terme pour accompagner nos clients dans toutes les phases du cycle économique. Cette performance est le reflet de notre approche de long terme, de l'efficacité de nos plateformes, de notre diversification par métier, zone géographique et clientèle et de notre gestion proactive et prudente des risques.

Pour répondre aux enjeux de transformation de nos économies et de nos sociétés, le Groupe poursuit, avec tous ses métiers, la mise en œuvre de ses engagements en faveur du climat, de la biodiversité ainsi que de l'inclusion sociale.

Je tiens à remercier les équipes de tous les métiers du Groupe et nos clients pour leur confiance. »

*
* *

DES RÉSULTATS SOLIDES

Le modèle diversifié et intégré de BNP Paribas et la capacité à accompagner les clients et l'économie de façon globale en mobilisant ses équipes, ses ressources et ses expertises, ont continué de soutenir la croissance de l'activité et des résultats au troisième trimestre 2023.

Soutenue par la force du modèle diversifié, la performance du Groupe, reflétée par le résultat distribuable¹, est solide. Sur cette base¹, les revenus sont en croissance de 4,3% et les frais de gestion de 3,4% par rapport au troisième trimestre 2022. Les frais de gestion sont bien maîtrisés et le Groupe génère un effet de ciseaux positif. Bénéficiant d'une approche de long terme et d'une gestion prudente et proactive des risques, le coût du risque est toujours à un niveau bas (33 points de base des encours de crédit à la clientèle) et inférieur à 40 points de base, la guidance du plan GTS 2025.

Le résultat net distribuable¹ s'élève à 8 810 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2023. Il est en forte croissance de 9,5% par rapport au résultat des neuf premiers mois de 2022². La croissance organique du Groupe compense les effets de la cession de Bank of the West. Le résultat distribuable reflète ainsi la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique.

Le Groupe renforce sa politique d'engagement dans la société. Il déploie une approche globale et s'engage aux côtés de ses clients dans la transition vers une économie durable et bas carbone avec

¹ Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) tel que détaillé dans les diapositives 8 et 44 de la présentation des résultats du 3T23 – Évolutions calculées sur cette base - RNPG distribuable 9M23 ajusté conformément aux annonces faites en février 2023 soit le RNPG publié hors éléments extraordinaires (au 9M23, plus-value liée à la cession de Bank of the West (+ 2 947 M€) et impact négatif de l'ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la BCE au 4T22 (-891 M€)) et ajustements complémentaires (+916 M€ en RNAI dont +802 M€ lié à l'anticipation de la fin de la constitution du FRU)

² Publié le 3 novembre 2022 soit 8 046 millions d'euros

des ambitions et des objectifs clairs contribuant à l'avènement d'une économie neutre en carbone en 2050. Le Groupe a en particulier publié en mai 2023 son rapport climat détaillant les mesures engagées pour l'alignement de ses portefeuilles de crédits sur la base du scénario « net-zéro 2050 » de l'Agence Internationale de l'Énergie sur les secteurs les plus émetteurs¹ en cohérence avec la recherche de l'atteinte de ses engagements de neutralité carbone. La mobilisation du Groupe est reconnue. BNP Paribas est ainsi numéro 1 mondial pour l'émission d'obligations vertes et numéro 1 mondial pour les financements durables au premier semestre 2023².

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire s'établit à 11 581 millions d'euros (11 141 millions d'euros au troisième trimestre 2022). Il enregistre l'impact extraordinaire négatif de -58 millions d'euros lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la Banque Centrale Européenne au quatrième trimestre 2022 (exclus du résultat distribuable du troisième trimestre 2023).

Hors cet impact extraordinaire et un ajustement complémentaire de -14 millions d'euros, liés à la cession de Bank of the West, le produit net bancaire ajusté pour établir le résultat net part du Groupe distribuable s'élève à 11 625 millions d'euros et augmente de 4,3%.

Dans les pôles opérationnels, le PNB augmente de 3,7% (+4,8% à périmètre et change constants). Il est en hausse de 3,0% (+5,1% à périmètre et change constants) chez Corporate & Institutional Banking (CIB) soutenu par la diversification de son modèle. Les revenus de Global Banking sont en très nette hausse (+24,7% à périmètre et change constants) et la progression des revenus de Securities Services est forte (+12,4% à périmètre et change constants). Les revenus de Global Markets sont en baisse de 8,4% à périmètre et change constants en lien avec une activité des clients plus normalisée. Le PNB³ est en hausse de 6,1% (+6,7% à périmètre et change constants) chez Commercial, Personal Banking & Services (CPBS), avec une nette progression des banques commerciales (+7,4%³) et l'augmentation des revenus des métiers spécialisés (+4,1%³). Enfin, le PNB d'Investment & Protection Services (IPS) est en retrait de 2,6% (-1,8% à périmètre et change constants). Il est en hausse de 4,5% hors la contribution des métiers Real Estate et Principal Investments, porté par une forte croissance des revenus des métiers Wealth Management (+9,1%) et Assurance (+4,3%).

Les frais de gestion du Groupe s'établissent à 7 093 millions d'euros (6 860 millions d'euros au troisième trimestre 2022). Ils sont en hausse de 3,4%. Le Groupe dégage ainsi un effet de ciseaux positif. Les frais de gestion intègrent l'impact exceptionnel des coûts de restructuration et d'adaptation (40 millions d'euros) et des coûts de renforcement informatique (87 millions d'euros) pour un total de 127 millions d'euros (125 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Dans les pôles opérationnels, les frais de gestion progressent de 3,2% (+4,7% à périmètre et change constants). L'effet de ciseaux est positif (+0,5 point). Les frais de gestion de CIB sont maîtrisés et augmentent de 1,7% (+5,0% à périmètre et change constants). L'effet de ciseaux est positif (+1,2 point). Les frais de gestion³ sont en hausse de 4,8% chez CPBS (+5,2% à périmètre et change constants). L'effet de ciseaux est positif (+1,3 point). Les frais de gestion sont en hausse de 4,3%³ dans les banques commerciales avec un effet de ciseaux positif et progressent de 6,0%³ dans les métiers spécialisés en accompagnement de la croissance et de la transformation. Enfin, pour IPS, les frais de gestion sont quasi stables (+0,1% à périmètre et change historiques, +1,0% à périmètre et change constants). L'effet de ciseaux est positif hors la contribution des métiers Real Estate et Principal Investments.

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit ainsi à 4 488 millions d'euros. Il s'établissait au troisième trimestre 2022 à 4 281 millions d'euros.

Le résultat brut d'exploitation du Groupe ajusté pour établir le résultat net part du Groupe distribuable s'établit à 4 532 millions d'euros au troisième trimestre 2023. Il est en forte hausse de 5,9%.

¹ Voir Rapport Climat du Groupe, publié en mai 2023

² Source : Dealogic - All ESG Fixed Income, Global & EMEA Financements durables (*ESG Bonds and Loans*), bookrunner en volume au 1S23

³ Intégrant 100% de la Banque Privée (hors effets PEL/CEL en France)

Le coût du risque du Groupe s'établit à 734 millions d'euros (897 millions d'euros au troisième trimestre 2022), soit 33 points de base des encours de crédit à la clientèle. Il est à un niveau toujours bas. Il enregistre des dotations sur créances douteuses (strate 3) à un niveau bas, (390 millions d'euros hors le coût du risque sur créances douteuses de Personal Finance) et des reprises modérées de provisions sur encours sains (strates 1 et 2). Il enregistrait au troisième trimestre 2022, l'impact exceptionnel de la « loi d'assistance aux emprunteurs (204 millions d'euros).

Le résultat d'exploitation du Groupe s'établit à 3 754 millions d'euros. Il s'établissait au troisième trimestre 2022 à 3 384 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation du Groupe ajusté pour établir le résultat net part du Groupe distribuable s'établit à 3 798 millions d'euros au troisième trimestre 2023. Il est en forte hausse de 12,2%.

Les éléments hors exploitation du Groupe s'élèvent à 60 millions d'euros (215 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Le résultat avant impôt du Groupe est de 3 814 millions d'euros. Il s'établissait au troisième trimestre 2022 à 3 599 millions d'euros.

Le résultat avant impôt du Groupe ajusté pour établir le résultat net part du Groupe distribuable s'établit à 3 858 millions d'euros au troisième trimestre 2023. Il est en forte hausse de 7,2%.

Le Groupe a réalisé la cession de Bank of the West le 1^{er} février 2023. Les conditions de cette opération annoncée le 20 décembre 2021 rentrent dans le champ d'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente. En application de la norme IFRS 5, le résultat des activités destinées à être cédées s'établissait à 136 millions d'euros au troisième trimestre 2022.

Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à 2 661 millions d'euros au troisième trimestre 2023. Il s'établissait au troisième trimestre 2022 à 2 773 millions d'euros (2 637 millions d'euros hors le résultat des activités destinées à être cédées).

Conformément aux annonces faites en février 2023, le résultat net part du Groupe du troisième trimestre 2023 est ajusté pour calculer le résultat net part du Groupe distribuable. Il reflète ainsi la solide performance intrinsèque du Groupe post-cession de Bank of the West et post-contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique. Le résultat net part du Groupe distribuable s'établit ainsi à 2 705 millions d'euros au troisième trimestre 2023 après ajustement du PNB de 44 millions d'euros du fait de la correction de 58 millions d'euros de l'impact négatif extraordinaire lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la Banque Centrale Européenne au quatrième trimestre 2022 et d'un ajustement complémentaire de -14 millions d'euros liés à la cession de Bank of the West. Il n'y a pas eu d'autres ajustements troisième trimestre 2023.

Au 30 septembre 2023, le ratio « *common equity Tier 1* » s'établit à 13,4%¹. Le *Liquidity Coverage Ratio* (fin de période) s'établit à 138% au 30 septembre 2023. La réserve de liquidité du Groupe, instantanément mobilisable, est de 439 milliards d'euros, soit plus d'un an de marge de manœuvre par rapport aux ressources de marché. Le ratio de levier² s'établit à 4,5%.

L'actif net comptable tangible³ par action s'élève à 86,3 euros, soit une croissance de 33,2% depuis le 31 décembre 2018 illustrant la création de valeur continue au travers des cycles économiques.

Pour les neuf premiers mois 2023, le produit net bancaire, à 34 976 millions d'euros est en hausse de 1,2% malgré l'impact extraordinaire négatif de -891 millions d'euros lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la Banque Centrale Européenne au quatrième trimestre 2022

¹ CRD5 ; y compris dispositions transitoires IFRS9

² Calculé conformément au Règlement (UE) n°2019/876

³ Réévalué

et, l'impact exceptionnel de -125 millions d'euros de provisions pour litiges. Hors l'impact des éléments exceptionnel et extraordinaire, le produit net bancaire augmente de 4,2%.

Dans les pôles opérationnels, le PNB augmente de 3,0% (+3,6% à périmètre et change constants). Il est en progression de 1,6% (+2,8% à périmètre et change constants) chez CIB soutenu par la très forte hausse des revenus de Global Banking (+18,8% à périmètre et change constants) et la forte progression de Securities Services (+7,1% à périmètre et change constants). Les revenus de Global Markets sont en baisse de 6,7% à périmètre et change constants du fait d'une activité des clients plus normalisée. Le PNB¹ est en hausse de 5,1% (+5,4% à périmètre et change constants) chez CPBS, soutenu par la croissance des banques commerciales (+5,2%¹) et l'augmentation des revenus des métiers spécialisés (+4,8%¹). Enfin, le PNB d'IPS est en baisse de 0,6% (-0,3% à périmètre et change constants) avec l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments (+5,5% hors la contribution des métiers Real Estate et Principal Investments), porté par la progression soutenue de Wealth Management (+8,8%) et de l'Assurance (+6,6%).

Les frais de gestion du Groupe à 23 173 millions d'euros, sont en hausse de 3,5% (+4,3% à périmètre et change constants). Ils intègrent pour les neuf premiers mois de l'année l'impact exceptionnel des coûts d'adaptation globaux liés au métier Personal Finance (236 millions d'euros), des coûts de restructuration et d'adaptation (128 millions d'euros) et des coûts de renforcement informatique (275 millions d'euros) pour un total de 639 millions d'euros (302 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2022). Hors l'impact des éléments exceptionnels, les frais de gestion sont en augmentation de 2,0%. Sur cette base, le Groupe dégage un effet de ciseaux positif.

Dans les pôles opérationnels, les frais de gestion sont en hausse de 2,6% (+3,3% à périmètre et change constants). L'effet de ciseaux est positif. Les frais de gestion de CIB sont en hausse de 1,5% (+3,1% à périmètre et change constants) avec une évolution des frais de gestion maîtrisée. L'effet de ciseaux est positif. Les frais de gestion¹ sont en hausse de 3,3% chez CPBS (+3,6% à périmètre et change constants). L'effet de ciseaux est positif (+1,8 point). Les frais de gestion¹ sont en hausse de 2,0% dans les banques commerciales et de 6,2% dans les métiers spécialisés. Enfin, pour IPS, les frais de gestion progressent de 2,5% (+2,7% à périmètre et change constants) et de 3,1% hors la contribution des métiers Real Estate et Principal Investments.

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit ainsi à 11 803 millions d'euros. Il s'établissait pour les neuf premiers mois de 2022 à 12 152 millions d'euros. Hors l'impact des éléments exceptionnels et extraordinaires, il progresse fortement de 8,1%.

Le coût du risque du Groupe s'établit à 2 065 millions d'euros (2 306 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Il enregistre pour les neuf premiers mois 2023, l'impact exceptionnel de provisions en Pologne (130 millions d'euros). Il enregistrait sur les neuf premiers mois de 2022, l'impact exceptionnel de la « loi d'assistance aux emprunteurs (204 millions d'euros). Il s'établit à 31 points de base des encours de crédit à la clientèle, un niveau toujours bas. Il reflète des reprises de provisions sur encours sains de 238 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2023.

Le résultat d'exploitation du Groupe s'établit à 9 738 millions d'euros. Il s'établissait pour les neuf premiers mois de 2022 à 9 846 millions d'euros. Hors l'impact des éléments exceptionnels et extraordinaires, il progresse fortement de 11,3%.

Les éléments hors exploitation du Groupe s'élèvent à 511 millions d'euros (578 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Ils enregistraient pour les neuf premiers mois de 2022 l'impact positif de l'écart d'acquisition négatif sur bpost banque pour +244 millions d'euros et d'une plus-value de +204 millions d'euros, compensés par la dépréciation des titres d'Ukrsibbank pour -159 millions d'euros et l'impact négatif du recyclage de la réserve de conversion pour -274 millions d'euros.

Le résultat avant impôt du Groupe s'établit à 10 249 millions d'euros. Il s'établissait pour les neuf premiers mois de 2022 à 10 425 millions d'euros. Hors l'impact des éléments exceptionnels et extraordinaires, il progresse fortement de 10,2%.

¹ Intégrant 100% de la Banque Privée (hors effets PEL/CEL en France)

Le taux moyen d'impôt sur les bénéfices s'établit à 30,1% (30,4% pour les neuf premiers mois de 2022), du fait notamment de la comptabilisation au premier trimestre des taxes et contributions au titre de l'année en application de la norme IFRIC 21 « Taxes » dont une part importante n'est pas déductible.

Le Groupe a réalisé la cession de Bank of the West le 1^{er} février 2023. Les conditions de cette opération annoncée le 20 décembre 2021 rentrent dans le champ d'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente. En application de la norme IFRS 5, le résultat des activités destinées à être cédées s'établit à 2 947 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2023, reflétant la plus-value de cession de Bank of the West, considérée comme un élément extraordinaire. Ce résultat s'établissait à 502 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2022.

Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à 9 906 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2023 (6 959 millions d'euros hors le résultat des activités destinées à être cédées). Il s'établissait pour les neuf premiers mois de 2022 à 7 706 millions d'euros (7 205 millions d'euros hors le résultat des activités destinées à être cédées).

Conformément aux annonces faites en février 2023, le résultat net part du Groupe des neuf premiers mois 2023 est ajusté pour calculer le résultat net part du Groupe distribuable. Il reflète ainsi la performance intrinsèque du Groupe post-cession de Bank of the West et post-contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique. Le résultat net part du Groupe distribuable s'établit ainsi à 8 810 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2023.

La rentabilité annualisée des fonds propres tangibles non réévalués est de 12,7%. Elle reflète les solides performances du Groupe BNP Paribas grâce à la force de son modèle diversifié et intégré.

*
* *

CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING (CIB)

Fort d'un modèle diversifié et intégré au service des clients et de l'économie, CIB enregistre des résultats en forte hausse, un effet de ciseaux positif et une baisse du coût du risque.

CIB continue de gagner des parts de marché et confirme ses positions de leader. Ainsi CIB est par exemple le numéro 1 en EMEA¹ sur les marchés de capitaux sur la base des revenus et le numéro 1 mondial et en EMEA¹ en financements durables².

Les métiers de financement enregistrent un très bon niveau d'activité de la clientèle, en particulier dans les zones Amériques et EMEA¹. L'activité est soutenue sur les marchés d'actions en particulier sur les dérivés d'actions et en volume sur les activités de *Prime Brokerage* et la demande est en forte hausse sur les marchés de crédit. Sur les marchés de taux, de change et de matières premières, l'environnement est plus normalisé. Enfin, le métier Securities Services poursuit une bonne dynamique commerciale et les encours moyens sont en hausse avec le rebond des marchés.

Au troisième trimestre 2023, les revenus de CIB, à 3 896 millions d'euros, sont en hausse de 3,0% (+5,1% à périmètre et change constants), soutenus par une très forte hausse de Global Banking (+24,7%³) et de Securities Services (+12,4%³) et une bonne résistance de Global Markets (-8,4%³).

Global Banking enregistre une très bonne dynamique commerciale et ses revenus sont en forte hausse. Le métier renforce ses parts de marché et consolide sa position de leader européen sur les marchés obligataires et de crédits syndiqués. Il est aussi numéro 1 ex-aequo en EMEA¹ en *transaction banking* sur la base des revenus du premier semestre 2023⁴.

A 179 milliards d'euros, les encours de crédit⁵ sont en baisse de 1,8%. A 208 milliards d'euros, les encours de dépôt⁵ progressent de 2,5%.

Les revenus de Global Banking sont en très forte augmentation de 24,7% à périmètre et change constants (+19,9% à périmètre et change historiques), à 1 404 millions d'euros. Ils sont en hausse dans les zones Amériques et EMEA¹ soutenus par la très forte augmentation des revenus de Transaction Banking, notamment en EMEA¹ (+58,7%³) et la très forte progression des revenus de la plateforme Capital Markets, notamment dans les zones Amériques et EMEA¹.

L'activité est soutenue en dérivés d'action et la dynamique sur les volumes est bonne en *Prime Brokerage*. L'activité ralentit sur les marchés de taux, de change et de matières premières par rapport à une activité très soutenue au troisième trimestre 2022. Le marché du crédit enregistre une forte hausse d'activité au global et notamment en EMEA.

A 1 800 millions d'euros, les revenus de Global Markets sont en baisse de 8,4% à périmètre et change constants (-9,1% à périmètre et change historiques). Les revenus de FICC⁶ s'élèvent à 1 021 millions d'euros (1 156 millions d'euros au troisième trimestre 2022), en baisse de 14,3% hors l'impact d'une activité en cours de transfert de Equity & Prime Services vers FICC. La très bonne performance sur les activités de crédit est compensée par un niveau d'activité plus normalisé en EMEA¹ par rapport à une base élevée au troisième trimestre 2022. Les revenus d'Equity & Prime Services, à 779 millions d'euros (824 millions au troisième trimestre 2022), sont en légère baisse (-

¹ Europe, Middle-East, Africa

² Source : Dealogic – All ESG Fixed income, Global & EMEA Financements durables (ESG Bonds and Loans), bookrunner en volume, 9M23

³ A périmètre et change constants

⁴ Source : Coalition Greenwich Competitor Analytics ; no 1 ex-aequo, classement basé sur les revenus des banques de l'indice Top 12 Coalition Index en Transaction Banking (Cash Management et Trade Finance, hors Correspondent Banking) au 1S23 en EMEA

⁵ Encours moyens, variation à périmètre et change constants

⁶ Fixed Income, Currency and Commodities

0,2%) hors l'impact d'une activité en cours de transfert de Equity & Prime Services vers FICC soutenue par l'activité en dérivés d'action.

La VaR (1 jour, 99%), qui mesure le niveau des risques de marché se maintient à un niveau faible de 33 millions d'euros, en légère hausse par rapport au second trimestre 2023.

S'appuyant sur un modèle diversifié, les revenus de Securities Services sont en forte hausse et l'activité est dynamique. Le métier gagne de nouveaux mandats, notamment de gestion tripartite des collatéraux avec Unisuper en Australie et poursuit son développement soutenu en *Private Capital*. Les encours moyens sont en forte hausse de 8,3% par rapport au troisième trimestre 2022 portée par le rebond des marchés et, les volumes de transaction sont en baisse de 2,9% en lien avec une moindre volatilité dans les marchés.

À 691 millions d'euros, les revenus de Securities Services, sont en très forte progression de 12,4% à périmètre et change constants (+9,4% à périmètre et change historiques). Ils sont portés par l'effet de la hausse des encours moyens et la poursuite de l'effet favorable de l'environnement de taux.

Les frais de gestion de CIB, à 2 368 millions d'euros, sont en hausse de 5,0% à périmètre et change constants (+1,7% à périmètre et change historiques). L'effet de ciseaux est positif au global. Il est très positif pour Global Banking et Securities Services.

À 1 528 millions d'euros, le résultat brut d'exploitation de CIB est en augmentation de +5,2% à périmètre et change constants (+4,9% à périmètre et change historiques).

Le coût du risque de CIB est en reprise de 47 millions d'euros. Il est en reprise de 46 millions d'euros pour Global Banking, en lien avec des reprises de provisions sur encours sains (strates 1 et 2) et sur créances douteuses (strate 3). Il s'établit à -11 points de base des encours de crédit à la clientèle.

CIB dégage ainsi un résultat avant impôt de 1 555 millions d'euros, en forte croissance de +12,8% à périmètre et change constants (+13,6% à périmètre et change historiques).

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire de CIB, à 12 766 millions d'euros, progresse de 1,6% (+2,8% à périmètre et change constants) porté par la très forte croissance de Global Banking (+16,8%) et l'augmentation des revenus de Securities Services (+5,2%). Les revenus de Global Markets sont en retrait de 7,3% par rapport à une base élevée pour les neuf premiers mois de 2022.

Les revenus de Global Banking, à 4 283 millions d'euros, augmentent très fortement de 16,8% (+18,8% à périmètre et change constants) avec une très forte hausse de l'activité *Transaction Banking*, en particulier en EMEA¹, et de la plateforme Capital Markets. Le métier poursuit ses gains de part de marché, en particulier en EMEA¹.

À 6 476 millions d'euros, les revenus de Global Markets, sont en baisse de 7,3% (-6,7% à périmètre et change constants) par rapport à une base très élevée pour les neuf premiers mois de 2022. À 4 053 millions d'euros, les revenus de FICC sont en retrait de 5,4%, du fait d'une activité plus normalisée aux second et troisième trimestres 2023, dans un environnement moins dynamique, notamment sur les produits de taux et de change et sur les matières premières. À 2 423 millions d'euros, les revenus de Equity & Prime Services sont en recul de 10,3% sur les marchés d'actions avec un environnement moins porteur notamment aux deuxième et troisième trimestres 2023.

À 2 007 millions d'euros, les revenus de Securities Services sont en augmentation de 5,2% (+7,1% à périmètre et change constants), portés par l'effet favorable de la hausse des taux et de la hausse des encours moyens partiellement compensé par la baisse des volumes de transactions.

¹ Europe, Middle-East, Africa

Les frais de gestion de CIB, à 8 083 millions d'euros, sont en hausse de 1,5% (+3,1% à périmètre et change constants), en lien avec l'accompagnement de la croissance de l'activité. L'effet de ciseaux est positif au global. Global Banking et Securities Services dégagent un effet de ciseaux très positif.

Le résultat brut d'exploitation de CIB est ainsi en croissance de 1,9% (+2,3% à périmètre et change constants), à 4 684 millions d'euros.

Le coût du risque de CIB est en reprise de 125 millions d'euros, en lien avec des reprises de provisions sur encours sains (strates 1 et 2) et un coût du risque sur créances douteuses (strate 3) à un niveau bas. Il est en reprise de 132 millions d'euros pour Global Banking et s'établit à -10 points de base des encours de crédit à la clientèle.

CIB dégage ainsi un résultat avant impôt de 4 789 millions d'euros, en forte augmentation de 7,7% (+8,0% à périmètre et change constants).

*
* *

COMMERCIAL, PERSONAL BANKING & SERVICES (CPBS)

L'activité du pôle CPBS est en croissance et le pôle dégage un effet de ciseaux positif. Les encours de crédit augmentent de 2,1% par rapport au troisième trimestre 2022 (+9,5% par rapport au troisième trimestre 2021). Ils sont quasi stables dans les banques commerciales de la zone euro (-0,6%) et en forte hausse dans les métiers spécialisés. Les dépôts sont en retrait de 3,2% par rapport au troisième trimestre 2022 mais en hausse sur une plus longue période (+3,7% par rapport au troisième trimestre 2021). La banque privée enregistre une très forte collecte nette de 4,3 milliards d'euros au troisième trimestre 2023 et de 13,8 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier 2023. Le nombre de nouveaux clients chez Hello Bank ! croît de 17,8% par rapport au 30 septembre 2022 et le rythme d'ouvertures de compte chez Nickel est élevé (+24,7% par rapport au 30 septembre 2022).

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire¹, à 6 754 millions d'euros, est en forte augmentation de 6,1% par rapport au troisième trimestre 2022, portée par la forte progression des banques commerciales (+7,4%) avec la très forte hausse des revenus d'intérêt (+11,6%) et, la croissance des revenus des métiers spécialisés (+4,1%, +14,2% hors Personal Finance).

Les frais de gestion¹, à 3 948 millions d'euros sont en hausse de 4,8%. L'effet de ciseaux est positif (+1,3 point) tiré par les banques commerciales et Arval & Leasing Solutions.

Le résultat brut d'exploitation¹, à 2 806 millions d'euros, est en forte augmentation de 8,0%.

Le coût du risque¹ s'établit à 762 millions d'euros (681 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), le pôle dégage un résultat avant impôt² de 1 931 millions d'euros, en retrait de 2,2%. La forte hausse du résultat brut d'exploitation¹ est compensée en résultat net avant impôt¹ par l'impact de la situation d'hyperinflation en Turquie³ sur les « autres éléments hors exploitation ».

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire¹, à 20 202 millions d'euros, est en hausse de 5,1%, porté par la bonne performance des banques commerciales et la hausse des métiers spécialisés avec une très forte croissance d'Arval. Les frais de gestion¹ progressent de 3,3%, à 12 309 millions d'euros, contenus par l'effet des mesures d'économies de coût. L'effet de ciseaux est positif (+1,8 point) soutenu par l'effet de ciseaux des banques commerciales (+3,1 points). Le résultat brut d'exploitation¹ s'établit ainsi à 7 893 millions d'euros et progresse fortement de 7,9%. Le coût du risque¹ s'établit à 2 146 millions d'euros (1 892 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), le pôle dégage un résultat avant impôt² de 5 682 millions d'euros, en hausse de 0,9%. La hausse du résultat brut d'exploitation¹ est partiellement compensée en résultat net avant impôt¹ par l'impact de la situation d'hyperinflation en Turquie³ sur les « autres éléments hors exploitation ».

¹ Intégrant 100% de la banque privée (hors effet PEL/CEL en France)

² Intégrant 2/3 de la banque privée (hors effet PEL/CEL en France)

³ Effets de l'application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture en Turquie

Banque Commerciale en France (BCEF)

BCEF résiste bien et les marges se redressent progressivement. Les encours de crédit sont quasi stables (-0,2% par rapport au troisième trimestre 2022) et l'ajustement des marges se poursuit. Les encours de dépôts sont en baisse de 4,5% par rapport au troisième trimestre 2022. Les dépôts se stabilisent (-0.5% par rapport au deuxième trimestre 2023) avec une bonne tenue des marges et un ralentissement de la transformation vers les supports rémunérés¹. Les encours d'épargne hors-bilan progressent de 9,1% par rapport au 30 septembre 2022. La Banque Privée réalise une très bonne collecte nette de 1,6 milliard d'euros au troisième trimestre 2023 et de 5,6 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier 2023.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire² est en baisse de 3,2%, à 1 602 millions d'euros. Les revenus d'intérêt² sont en retrait de 5,9% mais progressent de 3,1% hors l'impact des couvertures inflation. Les commissions² sont stables (-0,2%), soutenues par une bonne performance des commissions de *cash management* et sur les moyens de paiement.

Les frais de gestion², à 1 133 millions d'euros, sont stables grâce à l'effet continu des mesures d'économie de coûts.

Le résultat brut d'exploitation² s'élève à 469 millions d'euros, en baisse de 10,3%.

Le coût du risque² s'établit à 117 millions d'euros (102 millions d'euros au troisième trimestre 2022). Il enregistre une dotation de provisions sur encours sains (strates 1 et 2) et une baisse du coût du risque sur créances douteuses (strate 3) par rapport au deuxième trimestre 2023. Le coût du risque s'établit à 20 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEF dégage un résultat avant impôt³ de 309 millions d'euros en recul de 19,7%.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire² s'élève à 4 988 millions d'euros, en augmentation de 0,3%. Les revenus d'intérêt² sont en hausse de 0,6%, du fait de la bonne tenue des marges, malgré la progression des coûts de refinancement. Les commissions² sont stables. La progression des commissions bancaires, et notamment des commissions sur les moyens de paiement et le *cash management*, est compensée par la baisse des commissions financières. Les frais de gestion², à 3 523 millions d'euros, sont en hausse de 1,0%, contenus par l'effet des mesures d'économie de coûts. Le résultat brut d'exploitation² s'élève à 1 465 millions d'euros, en retrait de 1,3%. Le coût du risque² s'établit à 343 millions d'euros (259 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022) soit 20 points de base des encours de crédit à la clientèle. Il enregistre l'impact d'un dossier spécifique. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEF dégage un résultat avant impôt³ de 998 millions d'euros en recul de 12,6%, du fait d'une base élevée des « éléments hors exploitation » au troisième trimestre 2022 et de la hausse du coût du risque en lien avec un dossier spécifique.

¹ Comptes d'épargne et dépôts à taux de marché

² Intégrant 100% de la banque privée (hors effet PEL/CEL)

³ Intégrant 2/3 de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL)

BNL banca commerciale (BNL bc)

Les résultats de BNL bc. sont en très forte hausse. Les encours de crédit sont en baisse de 6,2% par rapport au troisième trimestre 2022 et en baisse de 5,0% sur le périmètre hors crédits douteux. Les crédits aux particuliers sont stables et les crédits aux entreprises sont en retrait avec une amélioration des marges. Les encours de dépôts baissent de 2,1% par rapport au troisième trimestre 2022 mais sont en hausse de 1,2% par rapport au premier trimestre 2023. Les encours d'épargne hors-bilan sont en retrait de 3,6% par rapport au 30 juin 2023. La collecte nette de la Banque Privée est très bonne (1,0 milliard d'euros) au troisième trimestre 2023, mais aussi depuis le début de l'année (3,0 milliards) soutenue par les synergies avec le métier entreprise.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire¹ augmente de 1,2% à 660 millions d'euros. Les revenus d'intérêt sont en progression de 4,2%, soutenus par la bonne tenue des marges sur les dépôts en partie compensée par la hausse des coûts de refinancement. Les commissions sont en baisse de 3,0%, en lien avec la baisse des commissions financières et la résilience des commissions bancaires.

Les frais de gestion¹, à 448 millions d'euros, sont maîtrisés (+1,8%).

Le résultat brut d'exploitation¹ s'établit ainsi à 213 millions d'euros, en progression de 0,1%.

Le coût du risque¹ s'établit à 98 millions d'euros, en amélioration de 15 millions d'euros. Il enregistre, hors l'impact ce trimestre de la vente de crédits douteux, une baisse significative et continue du coût du risque sur créances douteuses (strate 3) sur la clientèle des particuliers et des entreprises. Il s'établit à un niveau bas de 51 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BNL bc dégage un résultat avant impôt² de 110 millions d'euros, en très forte hausse de 16,3%.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire¹ augmente de 2,3% et s'établit à 2 023 millions d'euros. Les revenus d'intérêt¹ sont en progression de 4,5%, portés notamment par l'impact positif de l'environnement de taux et la bonne tenue des marges sur les dépôts, malgré la hausse des coûts de refinancement. La hausse est accompagnée par une croissance des revenus plus marquée sur la clientèle des entreprises du fait de l'accompagnement des clients dans la transition énergétique. Les commissions¹ sont quasi-stables (-0,8%), soutenues par la progression des commissions bancaires. À 1 339 millions d'euros, les frais de gestion¹ sont en hausse de 2,3%, contenus par l'effet des mesures d'efficacité opérationnelle compensant partiellement l'impact de l'inflation. Le résultat brut d'exploitation¹ augmente de 2,2%, à 683 millions d'euros. À 277 millions d'euros, le coût du risque¹ est en forte amélioration de 74 millions d'euros. Il s'établit à 47 points de base des encours de crédit à la clientèle. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BNL bc dégage un résultat avant impôt² de 387 millions d'euros, en très forte progression de 29,4%, une hausse amplifiée par la baisse du coût du risque.

¹ Intégrant 100% de la Banque Privée

² Intégrant 2/3 de la Banque Privée

Banque Commerciale en Belgique (BCEB)

Les résultats de BCEB sont en forte hausse et le métier génère un effet de ciseaux très positif. Les encours de crédit augmentent de 2,1% par rapport au troisième trimestre 2022, portés par la progression sur l'ensemble des segments et y compris les crédits aux entreprises. Les encours de dépôt sont en recul de 2,1% par rapport au troisième trimestre 2022 (-0,7% hors l'impact de l'émission des obligations par l'État belge à échéance septembre 2024¹). L'épargne hors-bilan progresse de 1,1% par rapport au 30 septembre 2022 portée par les OPCVM. La collecte nette de la Banque Privée est bonne (2,7 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier 2023).

Au troisième trimestre 2023, à 1 014 millions d'euros, le produit net bancaire² est forte croissance de 10,7% par rapport au troisième trimestre 2022. Les revenus d'intérêt² sont en très forte hausse de 14,9%, soutenus par la bonne tenue des marges, et malgré la progression des coûts de refinancement. Les commissions² augmentent de 1,0%, portées par la hausse des commissions financières notamment liée à la souscription des obligations de l'État belge.

A 591 millions d'euros, les frais de gestion² sont en hausse de 5,8%. L'effet de ciseaux est très positif (+4,8 points) grâce à la maîtrise des frais de gestion compensant partiellement l'impact de l'inflation.

Le résultat brut d'exploitation², à 424 millions d'euros, est en très forte croissance de 18,1%.

À 22 millions d'euros au troisième trimestre 2023, le coût du risque² s'établit à un niveau très bas de 6 points de base des encours à la clientèle.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEB dégage un résultat avant impôt³ de 379 millions d'euros en très forte augmentation de 16,4%.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire² est en forte hausse de 7,8% et atteint 3 036 millions d'euros. Les revenus d'intérêt² sont en très forte croissance de 11,4%, grâce à la bonne tenue des marges et malgré la hausse des coûts de refinancement. Les commissions² sont en léger recul de 0,3%. La hausse des commissions financières est compensée par la baisse des commissions bancaires. À 2 104 millions d'euros, les frais de gestion² sont en augmentation de 4,4%, contenus par les mesures d'économie de coûts qui compensent partiellement l'impact de l'inflation. L'effet de ciseaux est très positif (+3,4 points). Le résultat brut d'exploitation² est en très forte progression de 16,4%, à 932 millions d'euros. À 50 millions d'euros (16 millions pour les neuf premiers mois de 2022), le coût du risque² est à un niveau toujours bas et s'établit à 5 points de base des encours de crédit à la clientèle. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEB dégage un résultat avant impôt³ de 825 millions d'euros, en très forte croissance de 10,4% en lien avec la forte augmentation du résultat brut d'exploitation partiellement compensée par la hausse du coût du risque par rapport à une base faible pour les neuf premiers mois de 2022 (reprise de provisions au premier semestre 2022).

¹ Impact de -6,9 Md€ sur les volumes de dépôts fin de période compensé par une hausse des volumes sur les comptes titres (+5,1 Md€ en fin de période) pris en compte dans les actifs clientèle hors bilan mais non pris en compte en épargne hors bilan

² Intégrant 100% de la Banque Privée

³ Intégrant 2/3 de la Banque Privée

Banque Commerciale au Luxembourg (BCEL)

Les résultats de BCEL sont en très forte hausse. Les encours de crédit augmentent de 0,8% par rapport au troisième trimestre 2022, portés par la hausse des crédits aux entreprises et des crédits immobiliers. Les encours de dépôt sont en recul de 7,1% par rapport au troisième trimestre 2022.

Au troisième trimestre 2023, à 152 millions d'euros, le produit net bancaire¹ augmente très fortement de 31,0% par rapport au troisième trimestre 2022. Les revenus d'intérêt sont en très forte hausse de 37,6% tirés par la progression des encours de crédit et la bonne tenue des marges sur dépôts, notamment sur la clientèle entreprise. Les commissions progressent de 2,7%.

Les frais de gestion¹, à 71 millions d'euros, sont en forte hausse de 14,5% en lien avec l'accompagnement de la croissance de l'activité. L'effet de ciseaux est très largement positif (+16,5 points).

Le résultat brut d'exploitation¹, à 81 millions d'euros, est en très forte progression de 50,1%.

A 4 millions d'euros, le coût du risque¹ est à un niveau très bas (reprise de 3 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEL dégage un résultat avant impôt² de 76 millions d'euros (56 millions au troisième trimestre 2022) en très forte croissance de 34,2%.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire¹ augmente très fortement de 28,3% pour atteindre 442 millions d'euros. Les revenus d'intérêt¹ sont en très forte hausse de 36,4%, en lien avec la progression des encours de crédit et la bonne tenue des marges sur dépôts, notamment sur la clientèle entreprise. Les commissions¹ sont en retrait de 1,8% par rapport à une base élevée en 2022. À 228 millions d'euros, les frais de gestion¹ progressent de 9,7%. L'effet de ciseaux est très largement positif (+18,7 points). A 6 millions d'euros, le coût du risque¹ est à un niveau très bas. Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEL dégage ainsi un résultat avant impôt² de 203 millions d'euros, en très forte progression de 39,8%.

Europe Méditerranée

Les résultats d'Europe Méditerranée sont en forte hausse et l'effet de ciseaux est très positif. Les encours de crédit sont stables par rapport au troisième trimestre 2022³. Ils sont en progression sur la clientèle des entreprises notamment en Pologne. L'origination est prudente et ciblée en Turquie et sur la clientèle des particuliers en Pologne. Les dépôts augmentent de 4,4%³ par rapport au troisième trimestre 2022, portés par la hausse des volumes en Pologne.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire d'Europe Méditerranée¹, à 809 millions d'euros, est en très forte hausse de 38,2%⁴ par rapport au troisième trimestre 2022. Hors effet de la situation d'hyperinflation en Turquie⁵, il serait en augmentation de 19,5%⁴, en lien avec la bonne progression des revenus d'intérêts en Pologne.

Les frais de gestion¹, à 455 millions d'euros, sont en hausse de 21,0%⁴. Hors effet de la situation d'hyperinflation en Turquie⁵, ils seraient en augmentation de 8,9%⁴, en lien avec une inflation élevée.

Le résultat brut d'exploitation¹, à 354 millions d'euros, est en très forte hausse de 69,2% (+67 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022 lié à la situation d'hyperinflation en Turquie⁵).

¹ Intégrant 100% de la Banque Privée

² Intégrant 2/3 de la Banque Privée

³ A périmètre et change constants

⁴ A périmètre et change constants hors Turquie à effet de change historique en cohérence avec l'application d'IAS 29

⁵ Application de la norme IAS 29 et de la prise en compte de la performance de la couverture depuis le 01.01.23

Le coût du risque¹ s'établit à 50 millions d'euros (55 millions d'euros au troisième trimestre 2022). À 57 points de base, il est stable.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), Europe Méditerranée dégage un résultat avant impôt² de 238 millions d'euros, en forte progression de 9,6%³.

La situation d'hyperinflation en Turquie⁴ induit une hausse du résultat brut d'exploitation¹ de +67 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022, compensée par une baisse des « autres éléments hors exploitation »¹ (-119 millions par rapport au troisième trimestre 2022) dans un contexte de forte inflation et de stabilité de la livre turque/euro⁵.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire¹ à 2 060 millions d'euros, est en très forte hausse de 18,8% à périmètre et change constants. Hors effet de la situation d'hyperinflation en Turquie⁴, il serait en augmentation de 18,6%³, en lien avec la bonne progression des revenus d'intérêts en Pologne. Les frais de gestion¹ à 1 235 millions d'euros, sont en hausse de 5,3%³. Hors effet de la situation d'hyperinflation en Turquie⁴, ils seraient en augmentation de 5,1%³, en lien avec une inflation salariale élevée. L'effet de ciseaux est positif. Le résultat brut d'exploitation¹ progresse très fortement de 47,4%³ pour s'établir à 825 millions d'euros. Le coût du risque¹ augmente à 155 millions d'euros (143 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022) soit 58 points de base des encours de la clientèle. Il enregistre pour les neuf premiers mois de 2022, l'impact exceptionnel d'une dotation de 130 millions d'euros en Pologne. Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt² de 751 millions d'euros, en forte hausse de 12,8%³. La situation d'hyperinflation en Turquie⁴ induit une baisse des « autres éléments hors exploitation »¹ (-135 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2022¹).

Métiers spécialisés - Personal Finance

Personal Finance continue de mettre en œuvre sa transformation. Les encours de crédit sont en hausse de 11,5% par rapport au troisième trimestre 2022 tirée par une forte progression dans le secteur de la mobilité. Les marges à la production progressent par rapport au second trimestre 2023 malgré une pression toujours soutenue. Les mises en place de partenariats se poursuivent en crédit automobiles et contribuent à la progression des volumes et à l'amélioration structurelle du profil de risque. Le recentrage géographique des activités et la réorganisation du modèle opérationnel se déroulent bien.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire, à 1 292 millions d'euros, est en retrait de 3,9% (-2,4% à périmètre et change constants), du fait de la diminution des marges et malgré l'effet de l'augmentation des volumes.

Les frais de gestion, à 713 millions d'euros, augmentent de 3,5% (+5.0% à périmètre et change constants), en lien avec des projets de développement ciblés.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 580 millions d'euros, en recul de 11,7%.

Le coût du risque s'établit à 397 millions d'euros (336 millions d'euros au troisième trimestre 2022). Le coût du risque sur créances douteuses est stable par rapport au deuxième trimestre 2023 mais il enregistre une baisse des reprises de provisions sur encours sains (strates 1 & 2). Il s'établit à 147 points de base des encours de crédit à la clientèle.

¹ Intégrant 100% de la Banque Privée

² Intégrant 2/3 de la Banque Privée

³ A périmètre et change constants

⁴ Application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture depuis le 01.01.23

⁵ Faible effet de change TRY / EUR (-1,9% par rapport au 30 juin 2023) et hausse du CPI de 25% sur le trimestre

Le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 197 millions d'euros, en baisse de 42,1%.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire, à 3 907 millions d'euros, est en retrait de 3,9%¹, avec l'effet de la pression sur les marges malgré l'impact de l'augmentation des volumes. Les frais de gestion, à 2 256 millions, progressent de 4,1%¹ du fait de projets de développement ciblés. Le résultat brut d'exploitation est en recul de 13,1%¹ et s'établit à 1 650 millions d'euros. Le coût du risque s'établit à 1 117 millions d'euros (960 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022) soit 146 points de base des encours de la clientèle. Le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 609 millions d'euros, en retrait de 39,7%¹, sous l'effet de la baisse du résultat brut d'exploitation et de la hausse du coût du risque. Il inclut au deuxième trimestre 2023 l'impact positif d'un élément non récurrent en « autres éléments hors exploitation ».

Métiers spécialisés – Arval & Leasing Solutions

Arval et Leasing Solutions enregistrent de nouveau ce trimestre une très forte performance et génèrent un effet de ciseaux positif.

Avec 1,7 million de véhicules financés², la progression du parc financé d'Arval est très bonne (+9,7%³ par rapport au 30 septembre 2022). Les commandes sont en hausse de +4,7% par rapport au 30 septembre 2022.

À 23,7 milliards d'euros, les encours de Leasing Solutions progressent de 5,4%¹ par rapport au troisième trimestre 2022. Les partenariats se développent sur le segment *Vendor Finance*⁴ avec le lancement opérationnel du partenariat stratégique avec BMO Groupe Financier.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire d'Arval et Leasing Solutions est en forte augmentation de 9,6%, à 958 millions d'euros, grâce à la forte hausse des revenus d'Arval (+11,9%), soutenue par la progression du parc financé malgré la normalisation progressive, à un niveau élevé, du prix des véhicules d'occasion et la croissance de Leasing Solutions avec la hausse des encours.

Les frais de gestion augmentent de 7,8%, à 367 millions d'euros. L'effet de ciseaux est positif (+1,8 point).

Le résultat brut d'exploitation est en forte hausse de 10,8%, à 591 millions d'euros.

Le résultat avant impôt de l'ensemble Arval et Leasing Solutions progresse nettement de 11,0%, à 557 millions d'euros.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire, à 2 986 millions d'euros, est en très forte progression de 15,7%, portée par la très bonne performance d'Arval soutenue par la hausse du parc financé et malgré la normalisation progressive, à un niveau élevé, du prix des véhicules d'occasion et, la progression des revenus de Leasing Solutions. Les frais de gestion, à 1 128 millions d'euros, progressent de 7,6%. L'effet de ciseaux est largement positif (+8,1 points). Le résultat avant impôt d'Arval et Leasing Solutions est en très nette augmentation de 18,1% et atteint 1 732 millions d'euros. Il intègre l'impact des effets induits par la situation d'hyperinflation⁵ en Turquie sur les « autres éléments hors exploitation ».

Métiers spécialisés – Nouveaux métiers digitaux et Personal Investors

Les Nouveaux Métiers Digitaux et Personal Investors constituent des métiers moteurs pour l'acquisition de nouveaux clients.

¹ A périmètre et change constants

² Flotte fin de période

³ +7,0% hors acquisition de Terberg Business Lease et BCR

⁴ Solutions de financement de vente d'actifs

⁵ Effets de l'application de la norme IAS 29 et de la prise en compte de la performance de la couverture en Turquie

Nickel poursuit son déploiement en Europe avec le lancement en Allemagne, après l'Espagne en 2021, et la Belgique et le Portugal en 2022. Nickel maintient une progression continue d'ouvertures de comptes (environ 64 000 comptes par mois), avec environ 3,6 millions de comptes ouverts¹ au 30 septembre 2023, soit une hausse de 25% par rapport au 30 septembre 2022.

Floa fait plus que doubler le nombre de partenariats actifs depuis le début de l'année. Le niveau de production des crédits est bon et s'accompagne d'un resserrement des critères d'octroi.

Enfin, Personal Investors enregistre une progression des actifs sous gestion de 9,5% par rapport au 30 septembre 2022 en lien avec la hausse du nombre de clients (+5,9% par rapport au 30 septembre 2022).

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire² des Nouveaux Métiers Digitaux et de Personal Investors s'établit à 266 millions d'euros, en très forte croissance de 35,0%, grâce à la progression dans les Nouveaux Métiers Digitaux et à la forte hausse des revenus de Personal Investors soutenue par l'environnement de taux.

A 170 millions d'euros, les frais de gestion² sont en augmentation de 13,8% en accompagnement du développement. L'effet de ciseaux est très positif (+21,2 points).

Le résultat brut d'exploitation² est doublé à 96 millions d'euros.

Le coût du risque² s'établit à 29 millions d'euros (23 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Le résultat avant impôt³ de l'ensemble des Nouveaux Métiers Digitaux et de Personal Investors après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Allemagne au métier Wealth Management (pôle IPS), s'élève à 64 millions d'euros (22 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire², à 760 millions d'euros, est en très forte progression de 22,9%, portée par la très forte hausse des revenus de Personal Investors et des Nouveaux Métiers Digitaux. Les frais de gestion², à 494 millions d'euros, augmentent de 17,5%, en lien avec la stratégie de développement des métiers. L'effet de ciseaux est positif (+5,4 points). Le résultat brut d'exploitation² progresse très nettement de 34,5% pour s'établir à 267 millions d'euros. Le coût du risque² s'établit à 81 millions d'euros (58 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Le résultat avant impôt³ des Nouveaux Métiers Digitaux et de Personal Investors après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Allemagne au métier Wealth Management (pôle IPS), est en très forte hausse de 33,5%, à 177 millions d'euros.

*
* *

¹ Depuis la création, au total dans l'ensemble des pays

² Intégrant 100% de la Banque Privée en Allemagne

³ Intégrant 2/3 de la Banque Privée en Allemagne

INVESTMENT & PROTECTION SERVICES (IPS)

Les résultats d'IPS sont résilients dans des environnements contrastés. Les résultats du métier Assurance sont en forte augmentation, portés par les activités de Protection et la progression de la contribution des partenariats. Wealth Management enregistre une forte croissance des revenus et une bonne collecte nette (+13,7 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier 2023) notamment dans les banques commerciales. La performance intrinsèque du métier Asset Management¹ est bonne et accompagnée par la collecte nette globale (+11,3 milliards d'euros pour les neuf premiers mois 2023). L'environnement est moins porteur pour le métier Real Estate et la performance de Principal Investments se compare à une base élevée en 2022.

Au 30 septembre 2023, les actifs sous gestion² s'établissent à 1 204 milliards d'euros. Ils enregistrent l'effet de performance des marchés de +13,2 milliards d'euros et l'effet de la bonne collecte nette de +23,3 milliards d'euros, partiellement compensés par l'effet de change défavorable de -1,9 milliards d'euros. La collecte nette est bonne et soutenue notamment par la collecte en fonds monétaires du métier Asset Management et la très bonne collecte du métier Wealth Management. Les actifs sous gestion² sont en hausse de 4,1% par rapport au 30 septembre 2022.

Au 30 septembre 2023, les actifs sous gestion² se répartissent entre 551 milliards d'euros pour les métiers Asset Management et Real Estate, 408 milliards d'euros pour le métier Wealth Management et 245 milliards d'euros pour le métier Assurance.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire du pôle, à 1 420 millions d'euros, est en retrait de 2,6%. Il est en hausse de 4,5% hors la contribution des métiers Real Estate et Principal Investments, porté par la progression des revenus en Assurance (+4,3%), Wealth Management (+9,1%) et Asset Management (+2,6%¹, hors un effet de base négatif).

Les frais de gestion, à 884 millions d'euros, sont quasi stables (+0,1%). L'effet de ciseaux est positif (+4,3 points) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 536 millions d'euros, en recul de 6,8%.

Le résultat avant impôt d'IPS s'établit ainsi à 606 millions d'euros, en retrait de 6,7%. Il intégrait une plus-value de cession au troisième trimestre 2022 chez Wealth Management. Il est en très forte croissance de 12,3%, hors la contribution des métiers Real Estate et Principal Investments

Pour les neuf premiers mois de 2023, les revenus reculent de 0,6%, (+5,5% hors la contribution de Real Estate et Principal Investments). Ils sont soutenus par la bonne progression des revenus du métier Wealth Management et du métier Assurance et la bonne résistance des revenus du métier Asset Management¹. Ils enregistrent la forte baisse des revenus des métiers Real Estate et Principal Investments liée à un effet de base et des environnements peu porteurs. À 2 660 millions d'euros, les frais de gestion sont en progression de 2,5% (+3,1% hors la contribution de Real Estate et Principal Investments), contenus notamment par des mesures d'économie de coûts. L'effet de ciseaux est positif (+2,4 points) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments. Le résultat brut d'exploitation est de 1 599 millions d'euros, en retrait de 5,3%. À 1 792 millions d'euros, le résultat avant impôt d'IPS est en baisse de 5,1% (+9,2% hors la contribution de Real Estate et Principal Investments). Pour rappel, il intégrait pour les neuf premiers mois 2022 des plus-values liées à des cessions du métier Assurance et en Wealth Management et l'impact de la création d'une *joint-venture* en Asset Management.

¹ Hors Real Estate et Principal Investments

² Y compris actifs distribués

Assurance

Les résultats du métier Assurance sont en très forte hausse. L'activité Épargne enregistre une collecte brute de 17,1 milliards d'euros depuis le 1^{er} janvier 2023, avec une collecte nette positive en France, soutenue par la collecte en unités de compte. L'activité Protection poursuit une bonne dynamique en assurance affinitaire et en assurance dommages, en France et à l'International. La contribution des partenariats est en hausse.

Au troisième trimestre 2023, les revenus de l'Assurance sont en augmentation de 4,3%, à 536 millions d'euros, soutenue en particulier par la bonne performance de l'activité Protection notamment en France et en Italie.

Les frais de gestion de l'Assurance, à 202 millions d'euros, progressent de 1,7%. L'effet de ciseaux est très positif (+2,6 points).

A 411 millions d'euros, le résultat avant impôt de l'Assurance est en très forte hausse de 22,2%. Il enregistre au troisième trimestre 2023 une progression des contributions des sociétés mises en équivalence dans l'ensemble des régions.

Pour les neuf premiers mois de 2023, les revenus sont en augmentation de 6,6%, à 1 617 millions d'euros, portés par la bonne progression de l'activité Protection et la hausse du résultat technique. Les frais de gestion, à 608 millions d'euros, sont en hausse de 1,9%, en lien avec la poursuite de projets ciblés. À 1 192 millions d'euros, le résultat avant impôt de l'Assurance est en très forte croissance de 18,3%. Il intègre la hausse de la contribution des sociétés mises en équivalence dans toutes les régions.

Gestion Institutionnelle et Privée¹

L'activité des métiers de Gestion Institutionnelle et Privée¹ est résiliente au global mais contrastée. L'activité du métier Wealth Management progresse avec une bonne collecte nette (4,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2023), notamment dans les banques commerciales. Les marges se tiennent bien et les commissions sur les transactions sont en hausse. Asset Management enregistre une décollecte nette en fin de trimestre (-3,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2023) après une collecte soutenue au premier semestre 2023 en raison de sorties sur les fonds de gestion active de moyen et long terme partiellement compensées par la collecte nette sur les fonds de gestion passive. L'activité Real Estate ralentit nettement dans un environnement peu porteur et la performance de Principal Investments se compare à une base élevée en 2022.

Au troisième trimestre 2023, à 884 millions d'euros, les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée sont en recul de 6,4% mais progressent hors l'impact conjoncturel lié à Real Estate et Principal Investments (+4,6%). La hausse des revenus du métier Wealth Management est forte (+9,1%) et les revenus du métier Asset Management² augmentent de 2,6% hors un effet de base négatif. Les revenus des métiers de Real Estate et Principal Investments sont en forte baisse.

À 681 millions d'euros, les frais de gestion de la Gestion Institutionnelle et Privée sont en recul de 0,4%. L'effet de ciseaux est positif (+ 5,0 points) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments.

Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée s'élève ainsi à 195 millions d'euros. Il recule de 37,8% (-4,8% hors la contribution de Real Estate et Principal Investments). Il intégrait au troisième trimestre 2022 l'impact positif d'une plus-value de cession du métier Wealth Management.

Pour les neuf premiers mois de 2023, les revenus, à 2 642 millions d'euros, reculent de 4,6% mais progressent de +4,6% hors la contribution de Real Estate et Principal Investments,. Ils sont soutenus

¹ Wealth Management, Asset Management, Real Estate et Principal Investments

² Hors Real Estate et Principal Investments

par la très bonne performance du métier Wealth Management et la bonne résistance des revenus du métier Asset Management. Les revenus des métiers Real Estate et Principal Investments baissent fortement en raison d'un effet de base et des environnements peu porteurs. Les frais de gestion sont en hausse de 2,6% (+3,6% hors la contribution de Real Estate et Principal Investments), à 2 052 millions d'euros, contenue notamment par des mesures d'économies de coûts. L'effet de ciseaux est positif (+1,0 point) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments. Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée s'élève ainsi à 600 millions d'euros, en retrait de 31,9%. Il se compare à une base élevée pour les neuf premiers mois 2022 qui enregistrait l'effet des plus-values de cession liées à une cession en Wealth Management et une création de *joint-venture* du métier Asset Management.

*
* *

AUTRES ACTIVITÉS

La norme IFRS 17 « contrats d'assurance » remplace la norme IFRS 4 « contrats d'assurances » depuis le 01.01.23. Cette entrée en vigueur de la norme IFRS 17 est conjointe à la mise en œuvre de la norme IFRS 9 pour les activités d'assurance.

Les principaux effets sont les suivants :

- Les frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance » sont présentés comptablement en déduction des revenus et non plus en frais de gestion. Ces écritures comptables portent exclusivement sur le métier Assurance et les entités du Groupe (hors métier Assurance) distribuant des contrats d'assurance (dits distributeurs internes) et sont sans effet sur le résultat brut d'exploitation. L'impact de ces écritures pour les distributeurs internes est porté par « Autres activités », afin de ne pas perturber la lecture de leur performance financière.
- L'impact de la volatilité générée par la comptabilisation à la juste valeur de certains actifs sur le résultat financier (IFRS 9) est présenté en « Autres activités » et n'impacte donc pas les revenus du métier Assurance.

A partir du 01.01.23, le périmètre « Autres activités » intègre ainsi des retraitements qui, pour une meilleure lisibilité seront externalisés chaque trimestre.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire des retraitements liés à l'assurance sur « Autres Activités » s'élève à -239 millions d'euros (-280 millions d'euros au troisième trimestre 2022). Il enregistre pour -236 millions d'euros l'impact du retraitement des frais de gestion « dits rattachables » des distributeurs internes (-249 millions d'euros au troisième trimestre 2022) et pour -2 millions d'euros l'impact du retraitement de la volatilité du métier Assurance liée à la comptabilisation à la juste valeur (IFRS 9) (-31 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Les frais de gestion des retraitements liés à l'assurance sur « Autres Activités » s'élèvent à -236 millions d'euros (-249 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Le résultat avant impôt des « Autres Activités » des retraitements liés à l'assurance s'établit ainsi à -2 millions d'euros contre -31 millions d'euros au troisième trimestre 2022.

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire des retraitements liés à l'assurance sur « Autres Activités » s'élève à -809 millions d'euros (-1 056 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Il enregistre pour -757 millions d'euros l'impact du retraitement des frais de gestion « dits rattachables » des distributeurs internes (-759 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022) et pour -51 millions d'euros l'impact du retraitement de la volatilité du métier Assurance lié à la comptabilisation à la juste valeur (IFRS 9) (-297 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Les frais de gestion des retraitements liés à l'assurance sur « Autres Activités » s'élèvent à -757 millions d'euros (-759 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Le résultat avant

impôt des « Autres Activités » des retraitements liés à l'assurance s'établit ainsi à -51 millions d'euros (-297 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022).

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établit à -65 millions d'euros (-43 millions d'euros au troisième trimestre 2022). Il enregistre l'impact extraordinaire de l'ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la Banque Centrale Européenne au quatrième trimestre 2022 pour -58 millions d'euros. Enfin, il enregistre, une réévaluation du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (DVA) pour 22 millions d'euros (94 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Les frais de gestion des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établissent à 220 millions d'euros (222 millions d'euros au troisième trimestre 2022). Ils enregistrent, l'impact exceptionnel des coûts de restructuration et des coûts d'adaptation pour 40 millions d'euros (32 millions d'euros au troisième trimestre 2022) et des coûts de renforcement informatique pour 87 millions d'euros (93 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Le coût du risque des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établit à 7 millions d'euros. Il s'élevait à 126 millions d'euros au troisième trimestre 2022. Il enregistrait l'impact exceptionnel de la « loi sur l'assistance des emprunteurs » en Pologne (204 millions d'euros).

Les autres éléments hors exploitation des « Autres activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établissent à 19 millions d'euros (17 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Le résultat avant impôt des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établit ainsi à -273 millions d'euros (-374 millions d'euros au troisième trimestre 2022).

Pour les neuf premiers mois de 2023, le produit net bancaire des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établit à -904 millions d'euros (-34 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Il enregistre l'impact extraordinaire de l'ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la Banque Centrale Européenne au quatrième trimestre 2022 (-891 millions d'euros) et des provisions pour litiges (-125 millions d'euros). Il enregistre aussi l'impact négatif de 11 millions d'euros lié à la réévaluation du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (DVA) (+202 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022 compensé par l'impact d'un élément non récurrent négatif). Les frais de gestion des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'élèvent à 1 162 millions d'euros (951 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Ils enregistrent notamment la baisse des taxes soumises à IFRIC 21¹ et en particulier la baisse de la contribution au Fonds de Résolution Unique. Ils intègrent l'impact exceptionnel des coûts d'adaptation globaux liés au métier Personal Finance au premier trimestre 2023 (236 millions d'euros), des coûts de restructuration et des coûts d'adaptation pour 128 millions d'euros (85 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022) et des coûts de renforcement informatique pour 275 millions d'euros (216 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Le coût du risque des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance est de 34 millions d'euros (244 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Il enregistrait pour les neuf premiers mois de 2022 l'impact exceptionnel de la « loi sur l'assistance des emprunteurs » en Pologne (204 millions d'euros). Les autres éléments hors exploitation des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'élèvent à 140 millions d'euros (-50 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022). Ils enregistrent l'impact positif de plus-values de cession au deuxième trimestre 2023. Ils enregistraient pour les neuf premiers mois de 2022 l'impact négatif de la dépréciation des titres d'Ukrsibbank et du recyclage de la réserve de conversion² (-433 millions d'euros), partiellement compensé par les effets positifs de l'écart d'acquisition négatif lié à bpost banque (+244 millions d'euros) et d'une plus-value de cession d'une participation (+204 millions d'euros). Le résultat avant impôt des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établit ainsi à -1 960 millions d'euros (-1 280 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2022).

¹ Comptabilisation au 1T de la quasi-totalité des taxes et contributions au titre de l'année en application de IFRIC 21 « taxes » dont la contribution estimée au Fonds de Résolution Unique

² Précédemment constaté en capitaux propres

*
* *

STRUCTURE FINANCIÈRE

Le Groupe a une structure financière solide.

Le ratio « *common equity Tier 1* » s'élève à 13,4%¹ au 30 septembre 2023, en baisse de 20 points de base par rapport au 30 juin 2023, du fait principalement :

- de la mise en réserve du résultat net du troisième trimestre 2023 après prise en compte d'un taux de distribution de 60%, net de l'évolution des actifs pondérés (+20 pb),
- et des impacts liés au lancement de la seconde tranche de 2,5 milliards d'euros du programme de rachats d'action 2023 (-40 pb).

Les autres effets sont au global limités sur le ratio.

Le ratio de levier² s'élève à 4,5% au 30 septembre 2023.

Le *Liquidity Coverage Ratio*³ (fin de période) s'établit à un niveau élevé de 138% au 30 septembre 2023.

Les réserves de liquidité disponibles instantanément⁴ s'élèvent à 439 milliards d'euros au 30 septembre 2023 et représentent une marge de manœuvre de plus d'un an par rapport aux ressources de marché.

*
* *

¹ CRD5 ; y compris dispositions transitoires IFRS 9

² Calculé conformément au Règlement (UE) n°2019/876

³ Calculé conformément au Règlement (CRR) 575/2013 art. 451a

⁴ Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement



RÉSULTATS AU 30 SEPTEMBRE 2023

26 octobre 2023



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Avertissement

Les chiffres figurant dans cette présentation ne sont pas audités.

BNP Paribas a publié le 2 mai 2023 des séries trimestrielles de l'année 2022 recomposées pour tenir compte sur chacun des trimestres (i) de l'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente à la suite de la cession de Bank of the West le 1^{er} février 2023 ; (ii) de l'application de la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » et de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités d'assurance à partir du 1^{er} janvier 2023 ; (iii) de l'application de la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyper-inflationnistes » en Turquie à partir du 1^{er} janvier 2022 et (iv) de transferts internes d'activités et de résultats opérés chez Global Markets et dans la Banque Commerciale en Belgique. Les séries trimestrielles de l'exercice 2022 ont été retraitées de ces effets comme s'ils étaient intervenus au 1^{er} janvier 2022. Cette présentation reprend ces séries trimestrielles de 2022 ainsi recomposées.

Cette présentation contient des informations prospectives fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Ces informations prospectives comportent des projections et des estimations financières qui se fondent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces projections et estimations qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à BNP Paribas, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de BNP Paribas et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de BNP Paribas, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats actuels pourraient différer significativement de ceux qui sont projetés ou impliqués dans les informations prospectives.

BNP Paribas ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces informations prospectives qui sont données à la date de cette présentation. Il est rappelé dans ce cadre que le « Supervisory Review and Evaluation Process » est un processus conduit annuellement par la Banque Centrale Européenne, celle-ci pouvant modifier chaque année ses exigences relatives aux ratios réglementaires pour BNP Paribas.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que BNP Paribas, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni BNP Paribas ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

La somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté en raison des arrondis. Les indicateurs alternatifs de performance sont définis dans le communiqué de presse publié concomitamment avec cette présentation.

Crédits photos (page de couverture) : onlyyouqj ; HBS ; A_B_C ; Adam (Adobe stock).



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

25

Résultats au 30.09.23 | 2

Faits marquants 3T23 : Résultats solides

Progression des revenus portée par la force du modèle diversifié

- Corporate & Institutional Banking (+5,1%¹)
- Commercial, Personal Banking & Services (+6,7%¹)
- Investment & Protection Services (-1,8%¹, +5,6%¹ hors Real Estate et Principal Investments)

Effet de ciseaux positif

Coût du risque à un niveau bas

Forte hausse du résultat avant impôt

Structure financière solide

Forte croissance du résultat distribuable² (+9,5% / 9M22 publié)

- Performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post impact de la constitution du FRU
- RNPG 9M23 publié : 9 906 M€ y compris l'impact élevé des éléments exceptionnels et extraordinaires

Forte croissance du BPA distribuable³ (+14,9% / 9M22 publié)

3T23 distribuable²

PNB : +4,3% / 3T22

Frais de gestion : +3,4% / 3T22

Coût du risque : 33 pb

Résultat avant impôt : +7,2% / 3T22

RNPG : 2 705 M€

CET1 : 13,4%

RNPG distribuable 9M23² : 8 810 M€

BPA (distribuable) 9M23³ : 7,11 €

Confirmation de la trajectoire de croissance du résultat distribuable en 2023²

1. A périmètre et change constants et incluant 100% de la Banque Privée pour CPBS (hors PEL/CEL en France) ; 2. Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) – Cf. diapositives 8 et 44 – Evolutions calculées sur cette base ; 3. Bénéfice par action distribuable fin de période calculé sur la base du résultat distribuable 9M23 et du nombre d'actions en circulation en fin de période (6,85€ sur la base du nombre d'actions moyen) - Cf. diapositive 68

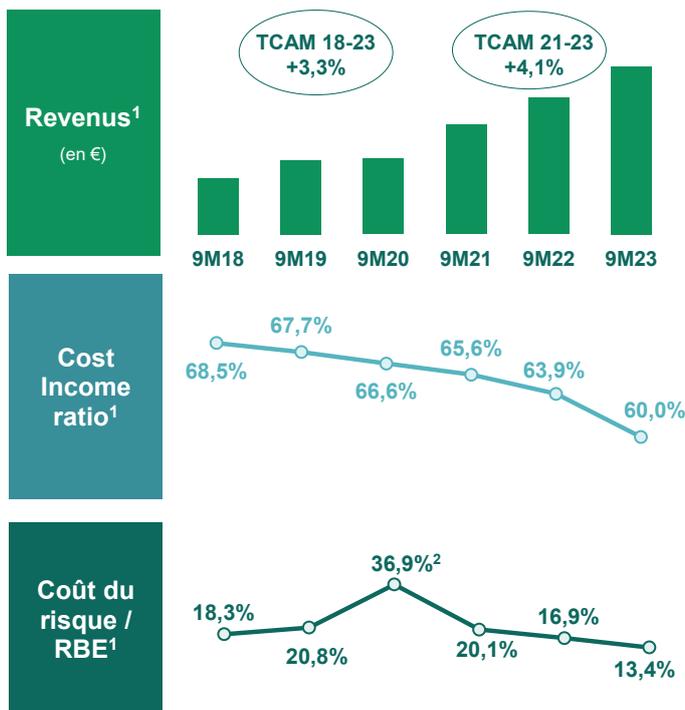


BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 3

Un leader européen positionné de manière unique pour générer une croissance solide



Croissance organique des revenus soutenue et résiliente

Plateformes complémentaires et stratégiquement alignées pour servir les clients à travers le cycle

Développement équilibré et potentiel de croissance renforcé par le redéploiement du capital et l'impact progressif de la hausse des taux

Baisse du C/I ratio² continue depuis 2018

Renforcement continu des plateformes industrialisées croissant à coût marginal

Programme d'économies de coûts récurrentes : 2,3 Md€ à horizon 2025 dont ~1,0 Md€ réalisé en 2022-23

Amplification en 2023 avec l'anticipation de la fin de la constitution du FRU reflétée par le résultat distribuable 9M23

Profil de risque prudent en amélioration continue

Gestion proactive et anticipée des portefeuilles (BNL, Personal Finance, secteurs sensibles, Russie...)

Sélectivité à l'origination et approche de long-terme

1. Hors éléments exceptionnels, hors contribution de Bank of the West et base distribuable en 2023 pour refléter la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post constitution du FRU – Application de la norme IFRS 17 et IFRS 5 à partir de 2022 ; 2. NB : 1,4 Md€ de provisions de strates 1 & 2 liées à la crise sanitaire en 2020



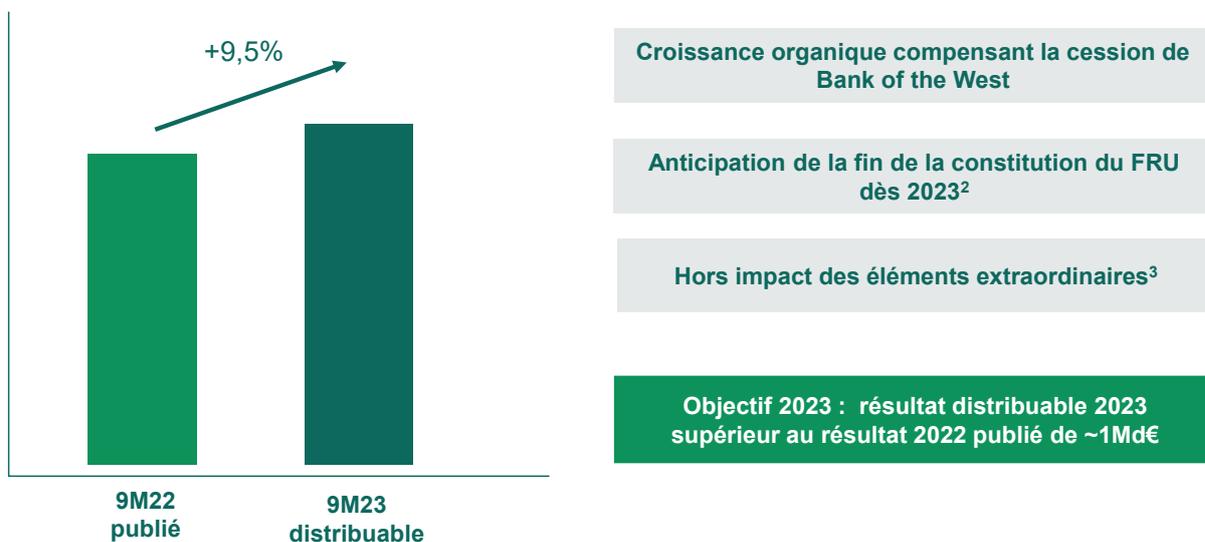
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 4

Résultat distribuable 9M23¹ en ligne avec l'objectif 2023

- **Forte hausse du résultat distribuable** : une performance reflétant le potentiel de croissance de BNP Paribas post cession de Bank of the West et post constitution du Fonds de Résolution Unique¹



1. Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) - Cf. diapositives 8 et 44 - Evolutions calculées sur cette base; 2. Fonds de résolution unique (1 002 M€ au 9M23, montant ajusté à 200 M€ dans le résultat distribuable 9M23 (cf. diapositive 11) pour refléter la performance du Groupe post constitution du FRU; 3. Ajustement des couvertures lié aux changements de modalités décidées par la BCE au 4T22 (891 M€ au 9M23) et plus-Value liée à la cession de Bank of the West (+2 947 M€ au 9M23)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 5



BNP PARIBAS

RÉSULTATS DU GROUPE

RÉSULTATS DES PÔLES OPÉRATIONNELS

CONCLUSION

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 3T23 ET 9M23

ANNEXES

Principaux éléments exceptionnels et extraordinaires – 3T23

	en M€	3T23	3T22
Éléments exceptionnels (hors éléments extraordinaires)			
Frais de gestion			
• Coûts de restructuration et coûts d'adaptation («Autres Activités»)		-40	-32
• Coûts de renforcement IT («Autres Activités»)		-87	-93
Total frais de gestion exceptionnels		-127	-125
Coût du risque			
• Impact de la « loi sur l'assistance aux emprunteurs » en Pologne (« Autres Activités »)			-204
Total coût du risque exceptionnel			-204
Élément extraordinaire (exclu de la base distribuable)			
Produit net bancaire			
• Ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la BCE au 4T22 («Autres Activités»)		-58	
Total des éléments exceptionnels et extraordinaires (avant impôt)		-185	-329
Total des éléments exceptionnels et extraordinaires (après impôt)¹		-153	-257
Effets induits par la situation d'hyperinflation en Turquie²			
Impact sur le résultat avant impôt		-34	0
Impact sur le RNPG		-123	-25

1. Part du Groupe ; 2. Application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture (CPI linkers)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 7

3T23 - Groupe consolidé Croissance intrinsèque solide

	en M€	3T23	Ajustements du résultat distribuable ²	3T23 (distribuable ²)	3T22	3T23 (distribuable ²) / 3T22	3T23 / 3T22
Produit net bancaire		11 581	+ 44	11 625	11 141	+ 4,3%	+ 4,0%
<i>NB: ajustement lié notamment aux changements de modalités du TLTRO au 4T22 (+58M€)</i>							
Frais de gestion		- 7 093		- 7 093	- 6 860	+3,4%	+ 3,4%
Résultat brut d'exploitation		4 488		4 532	4 281	+5,9%	+4,8%
Coût du risque		-734		- 734	-897	-18,1%	-18,1%
Résultat d'exploitation		3 754		3 798	3 384	+12,2%	+10,9%
Éléments hors exploitation		60		60	215	N/A	N/A
Résultat avant impôt		3 814		3 858	3 599	+7,2%	+6,0%
Résultat Net Part du Groupe (RNPG)¹		2 661		2 705	2 637	+2,6%	+0,9%

Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)³ : 12,7%

1. Hors résultat des activités destinées à être cédées (IFRS 5) (NB : cession de Bank of the West effective le 01.02.23) ; 2. Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) – Cf. diapositive 44 – Évolutions calculées sur cette base ; 3. Non réévalués, cf. détail du calcul en diapositive 71



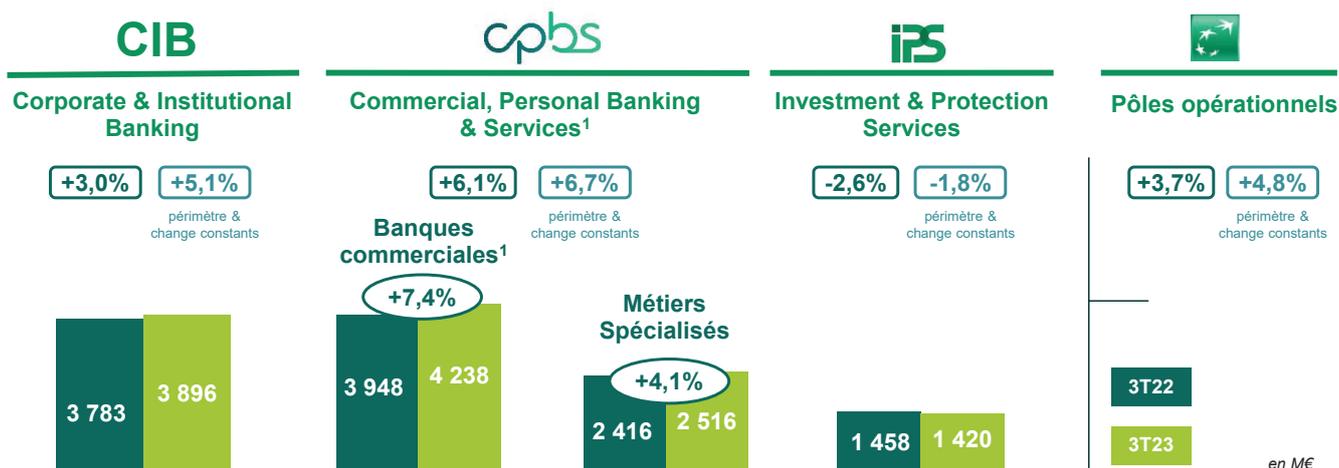
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 8

3T23 - Revenus

Croissance des pôles opérationnels



CIB : Performance soutenue par la diversification - Très forte hausse de Global Banking (+24,7%²), forte progression de Securities Services (+12,4%²) et activité plus normalisée de Global Markets (-8,4%² / 3T22, +59,0% / 3T18)

CPBS : Forte croissance des revenus - Nette progression des banques commerciales portée par la croissance des revenus d'intérêt - Forte hausse d'Arval & Leasing Solutions (+9,6%) et des nouveaux métiers digitaux & Personal Investors (+35,0%) et contexte moins favorable pour Personal Finance (-2,4%²)

IPS : Bonne performance (+4,5% hors Real Estate et Principal Investments) - Progression soutenue de Wealth Management (+9,1%) et de l'Assurance (+4,3%)

1. Intégrant 100% de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL en France) ; 2. A périmètre et change constants



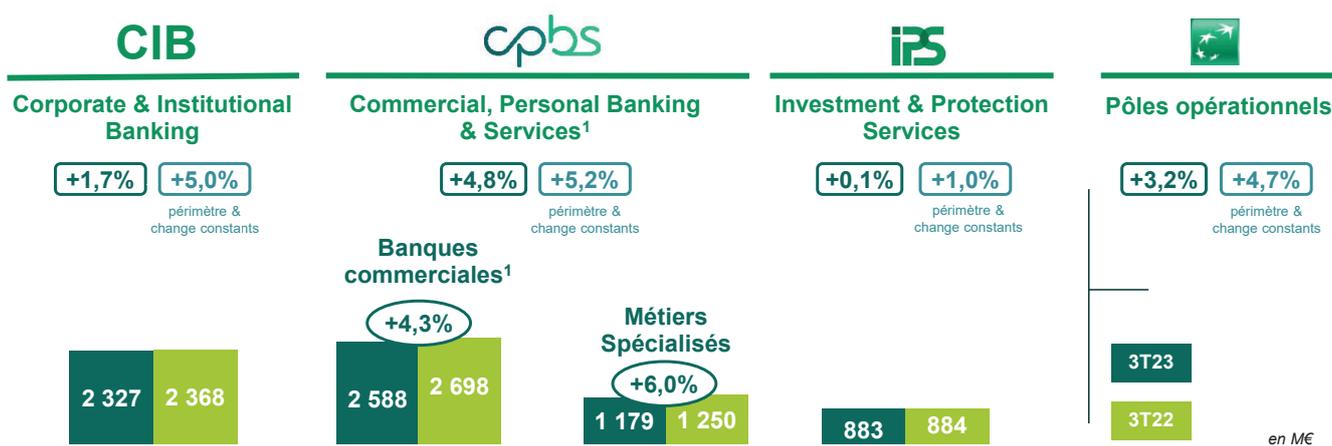
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 9

3T23 - Frais de gestion

Effets de ciseaux positifs



CIB : effet de ciseaux positif de 1,2 pt - Bonne maîtrise des frais de gestion

CPBS : effet de ciseaux positif de 1,3 pt - Effet de ciseaux positif des banques commerciales de la zone Euro au global et d'Europe Méditerranée - Accompagnement de la croissance et de la transformation des métiers spécialisés

IPS : effet de ciseaux positif de 4,3 pts hors Real Estate et Principal Investments - Effets de ciseaux positifs de l'Assurance et des métiers Wealth & Asset Management²

1. Intégrant 100% de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL en France) ; 2. Hors métiers Immobilier et Principal Investments



BNP PARIBAS

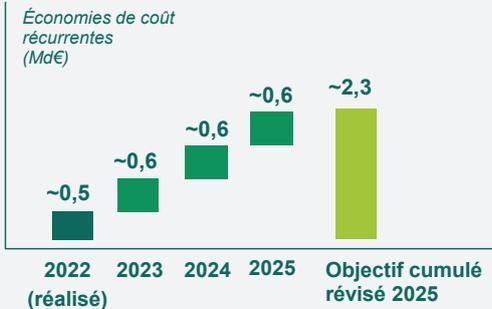
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 10

Performance opérationnelle & croissance à coût marginal dans un contexte inflationniste

Objectif 2022–2025 :
Effet de ciseaux positif chaque année
>+2pts en moyenne

Programme d'économies de coûts récurrentes de 2,3 Md€ entre 2022 et 2025 (~1,0 Md€ déjà réalisé)



Fin de la contribution au FRU :
-0,8 Md€ de frais de gestion entre 2023 et 2024¹

1

Plateformes industrialisées & ressources mutualisées

Développement des Centres de Services Partagés (CSP) et des plateformes techniques mutualisées :
Objectif 2025 : augmentation de 25% des ressources des principaux CSP (5 000 ETP²) – >90% réalisé

Simplification et automatisation des processus :
+1 800 assistants virtuels en production, potentiel additionnel >1 000 assistants virtuels d'ici 2025

2

Parc immobilier & nouveaux usages

Optimisation du parc immobilier pour répondre aux nouvelles méthodes de travail et nouveaux usages

- Amélioration du taux de mutualisation³ de plus de 10 points depuis 2021 (objectif 2025 : <0,75)
- Optimisation continue du parc immobilier
- Diminution du nombre d'agences : > 6% depuis 2021

Objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre en propre (-5% / an sur la durée du plan)

3

Discipline sur les coûts notamment externes

Discipline rigoureuse de gestion des dépenses externes dans un environnement inflationniste

- Gestion proactive des dépenses externes
- Plan d'actions volontaires combinant actions sur la demande et sur les prix

1. Rappel : contribution au FRU au 9M23 de 1 002 M€ - hypothèse de stabilisation des contributions similaires aux taxes bancaires locales estimées à 200 M€ par an à partir de 2024 – Anticipation de cet impact pris en compte dans le calcul des résultats distribuables 2023 ; 2. Y compris assistants externes ; 3. Ratio de mutualisation illustrant l'optimisation des immeubles avec la mise en place du flex office : nombre de places < nombre de résidents



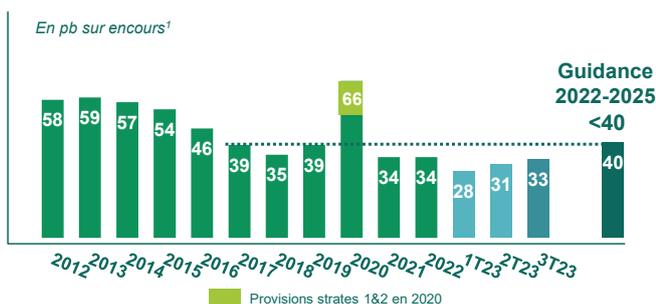
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 11

Profil de risque prudent et diversifié

● **Gestion proactive et de long-terme reflétée par un coût du risque bas**



● **Croissance prudente des activités de marché : VaR (mesure du risque de marché) stable**



→ **Gestion prudente et disciplinée des risques associée à une diversification forte et un positionnement favorable (géographies, secteurs, métiers, segments de clientèle)**

- Coût du risque : 734 M€ (+45 M€ / 2T23 ; -163 M€ / 3T22)
- Coût du risque à un niveau toujours bas
- Dotations sur créances douteuses (strate 3) à un niveau bas (390 M€ hors Personal Finance)
- Reprise modérée de provisions sur encours sains (strates 1 & 2) de 48 M€ incluant une dotation complémentaire de 62 M€ sur le portefeuille d'immobilier commercial

→ **Niveau élevé de couverture et de prudence**

Stock de provisions de strates 1 & 2 élevé : 5,2 Md€ (2,1 x le CdR sur créances douteuses (strate 3) en 2022)
70% de taux de couverture des créances douteuses (strate 3)

1. Périmètre hors Bank of the West à partir du 1T22



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 12

Coût du risque – 3T23 (1/2)

Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb)

CIB – Global Banking



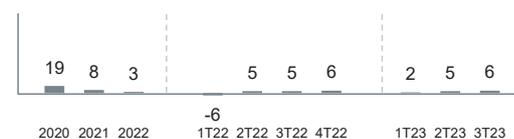
- Coût du risque : -46 M€ (+39 M€ / 2T23 ; -162 M€ / 3T22)
- Reprise de provisions sur encours sains (strates 1 & 2) et sur créances douteuses (strate 3)

BCEF¹



- Coût du risque : +117 M€ (-33 M€ / 2T23 ; +15 M€ / 3T22)
- Dotation de provisions sur encours sains (strates 1 & 2) - baisse du coût du risque sur créances douteuses / 2T23

BCEB¹



- Coût du risque : +22 M€ (+3 M€ / 2T23 ; +5 M€ / 3T22)
- Coût du risque à un niveau très bas

1. Intégrant 100% de la Banque Privée



BNP PARIBAS

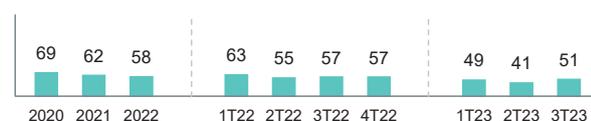
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 13

Coût du risque – 3T23 (2/2)

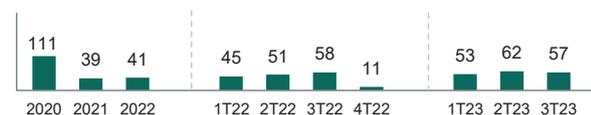
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb)

BNL bc¹



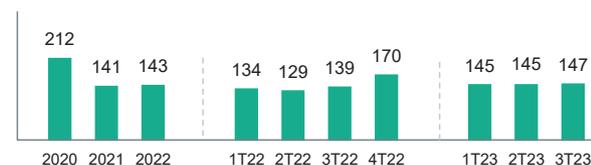
- Coût du risque : +98 M€ (+18 M€ / 2T23 ; -15 M€ / 3T22)
- Coût du risque à un niveau bas
- Baisse significative et continue du coût du risque sur créances douteuses (strate 3) sur les particuliers et les entreprises (hors l'impact ce trimestre de la vente de crédits douteux)

Europe Méditerranée¹



- Coût du risque : +50 M€ (-6 M€ / 2T23 ; -5 M€ / 3T22)
- Coût du risque stable

Personal Finance



- Coût du risque : +397 M€ (+34 M€ / 2T23 ; +61 M€ / 3T22)
- Coût du risque sur créances douteuses stable / 2T23 mais baisse des reprises de provisions sur encours sains (strates 1 & 2)

1. Intégrant 100% de la Banque Privée



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

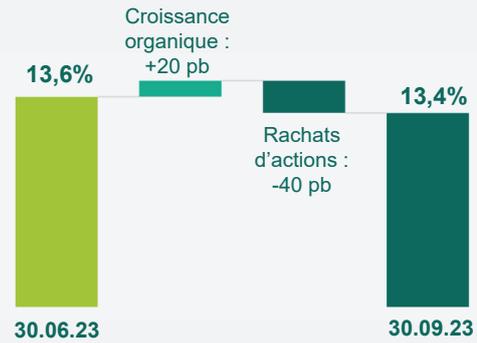
Résultats au 30.09.23 | 14

3T23 - Structure financière solide

Ratio CET1 : 13,4%¹ au 30.09.23

- Résultat du 3T23 après prise en compte d'un taux de distribution de 60% net de l'évolution des actifs pondérés : +20 pb
- Impact lié au lancement de la 2nde tranche du programme de rachats d'action 2023 (2,5 Md€) : -40 pb
- Les autres effets sont au global limités sur le ratio

Ratio de levier² : 4,5% au 30.09.23



Liquidity Coverage Ratio élevé³ : 138 % au 30.09.23

Niveau d'actifs liquides de haute qualité (HQLA) élevé (370 Md€ au 30.09.23)

- ~70% de dépôts en banques centrales
- ~30% de titres de dettes majoritairement de « niveau 1 »

Réserve de liquidité immédiatement disponible⁴ : 439 Md€ au 30.09.23

- Marge de manœuvre >1 an / aux ressources de marché
- dont 253 Md€ de dépôts en banques centrales

1. CRD5 ; y compris dispositions transitoires IFRS9 ; cf. diapositive 73 ; 2. Calculé conformément au Règlement (UE) n°2019/876 ; 3. LCR fin de période calculé conformément au Règlement (CRR) 575/2013 art. 451a ; 4. Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement

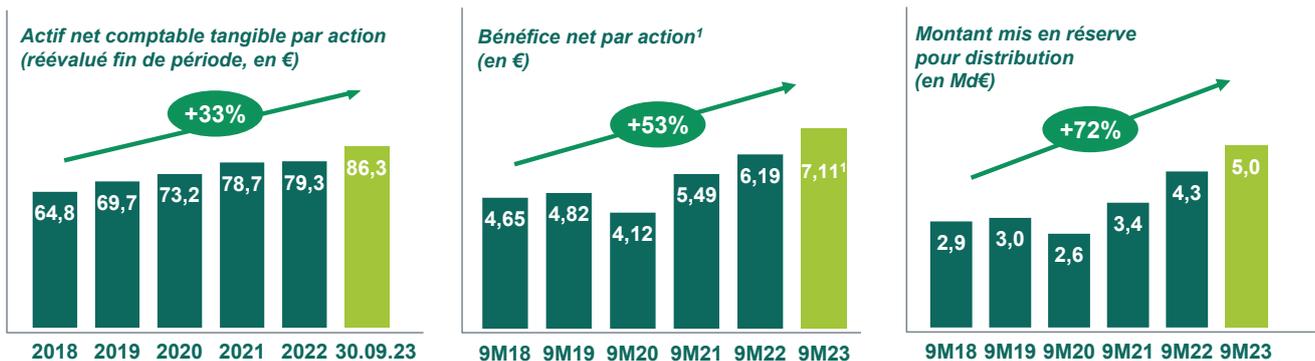


BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 15

Un modèle de création de valeur unique



- **Taux de distribution ordinaire de 60%² : croissance continue du dividende** (minimum 50% du résultat distribuable en numéraire) amplifiée par les programmes de rachat d'actions
- **Programme de rachat d'actions de 5 Md€ en 2023 (soit ~7% de la capitalisation boursière³)**
 - Plus de 85% réalisé au 20.10.23
 - Annulation de 70 millions d'actions au 23.10.23

1. Bénéfice par action calculé sur la base du résultat distribuable 9M23 et du nombre d'actions en circulation en fin de période (6,85€ sur la base du nombre d'actions moyen) - Cf. diapositive 68 ; 2. Appliqué au Résultat distribuable après TSSDI ; 3. Capitalisation boursière au 30.09.23 (source : Bloomberg)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 16

La technologie au cœur du plan GTS 2025

Des investissements disciplinés au service de la performance technologique

<p>Intelligence Artificielle</p>	<p>+ de 700 use cases en production, en ligne avec l'objectif de doublement</p>		<p>~300 cas d'usage en cours d'expérimentation dont 26 d'IA générative avec LLM¹ sur une plateforme sécurisée</p>
<p>API & IT Marketplace</p>	<p>820 API +24% vs. 2022 670M transactions/mois²</p>	<p>68% des entités sur les plateformes cibles du Groupe (objectif 2025 : 80%)</p>	<p>IT marketplace : +290 produits IT disponibles, ~1200k visites depuis début 2023 (+65% / 9M22)</p>
<p>Cloud</p>	<p>43% des applications utilisant le cloud</p>		<p>Objectif 2025 : >60% ~15 000 certifications obtenues par les collaborateurs</p>
<p>Attractivité</p>	<p>1er</p>	<p>Profils IA : 1^{ère} banque européenne et 6^{ème} recruteur de l'industrie bancaire au niveau mondial³ Profils IT : 1^{ère} banque et 10^{ème} entreprise en terme d'attractivité pour les étudiants ingénieurs en France⁴</p>	<p>200 +200 collaborations avec des startups</p>

1. Large Language Model, technologie d'Intelligence Artificielle ; 2. Sur les plateformes d'API du Groupe ; 3. Source : "The Evident AI Talent Report"— Evident Insights, Classement à Juin 2023 dans le secteur financier mondial ; 4. Source : "EXCLUSIF - Voici les entreprises qui font le plus rêver les étudiants en 2023"— Start, Les Echos, classement en France



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 17

Une ambition claire pour l'avènement d'une économie neutre en carbone en 2050¹



Des objectifs contribuant à l'avènement d'une économie neutre en carbone en 2050

- 2025** : 350 Md€ de crédits & obligations durables⁷
200 Md€ d'accompagnement à la transition des clients vers une économie bas carbone⁸
- 2030** : Sortie du charbon thermique (pays de l'UE & OCDE)
40 Md€ d'exposition de crédit à la production d'énergies bas carbone
80% des expositions de crédits à la production d'énergie seront des expositions à l'énergie bas carbone

Une mobilisation reconnue

- N°1 mondial et en EMEA en financements durables⁹
- Plus forte appétence pour les financements obligataires verts des 16 plus grandes banques mondiales et plus faible appétence pour ceux du fossile sur les 12 derniers mois¹⁰
- MSCI : Score 2023 de AA au classement « MSCI ESG Ratings », faisant figurer le Groupe parmi les institutions financières leaders
- Forbes : Pour la 10^{ème} année consécutive, la Banque est labellisée Top Employer Europe 2023

1. Voir le rapport Climat du Groupe, publié en 05.23 ; 2. Paris Agreement Capital Transition Assessment ; 3. Glasgow Financial Alliance for Net Zero ; 4. Exploration, production, raffinage ; 5. Pétrole et Gaz ; 6. Quelles que soient les modalités de financement - Financement de projet, Reserve Based Lending (RBL), Floating Production Storage and Offloading (FPSO, plateformes flottantes) ; 7. Montant des crédits durables liés à des sujets environnementaux ou sociaux, accordés par BNP Paribas à ses clients et montant cumulé de tous les types d'obligations durables 2022-2025 (montant total divisé par le nombre de teneurs de livres) ; 8. Prêts verts, obligations vertes, ainsi que tous les financements soutenant les technologies bas-carbone, telles que les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, etc. ; 9. Source : Dealogic - Financements durables Global & EMEA (ESG Bonds and Loans), bookrunner en volume au 9M23 ; 10. Source : étude AFII - Anthropocene Fixed Income Institute Net green/fossil bond syndication league table, 09.23



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 18

- **Dispositif toujours plus solide en matière de conformité et de contrôle et poursuite de l'insertion opérationnelle d'une culture de conformité renforcée**
 - **Amélioration constante du modèle opérationnel de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme :**
 - Approche normative adaptée aux risques, dispositif de gestion des risques partagé entre Métiers et *Compliance Officers* (connaissance du client, revue des transactions atypiques...)
 - Pilotage global au niveau du Groupe avec une information régulière aux organes de supervision
 - **Renforcement continu des dispositifs de respect des sanctions financières internationales :**
 - Mise en œuvre rigoureuse et diligente des mesures nécessaires à l'application des sanctions internationales, dès leur publication
 - Large diffusion des procédures et forte centralisation garantissant une couverture efficace et cohérente du périmètre de surveillance
 - Optimisation permanente des outils de filtrage des transactions transfrontalières et de criblage des bases de relations
 - **Poursuite de l'amélioration du cadre de lutte contre la corruption avec une intégration accrue au sein des processus opérationnels du Groupe**
 - **Programme de formation en ligne intensifié :** formations obligatoires pour tous les collaborateurs sur la sécurité financière (sanctions & embargos, lutte contre le blanchiment & le financement du terrorisme, lutte contre la corruption), la protection de l'intérêt des clients, l'intégrité des marchés, et de l'ensemble des sujets traités dans le code de conduite du Groupe
 - **Maintien des missions régulières de l'Inspection Générale pour auditer la sécurité financière au sein des entités générant des flux en dollars.** Ces revues rapprochées ont cours depuis début 2015 au travers de cycles de 18 mois chacun. Les 5 premiers cycles ont vu une amélioration continue des dispositifs de traitements et de contrôles. Un 6ème cycle a été lancé sur les mêmes fréquences en août 2022 et s'achèvera en décembre 2023.
- **Plan de remédiation décidé dans le cadre de l'accord global de juin 2014 avec les autorités des États-Unis très largement réalisé**



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 19



BNP PARIBAS

RÉSULTATS DU GROUPE

RÉSULTATS DES PÔLES OPÉRATIONNELS

CONCLUSION

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 3T23 ET 9M23

ANNEXES

Corporate & Institutional Banking - 3T23

Résultats en forte hausse, effet de ciseaux positif et baisse du coût du risque

Positions de leader et gains de part de marché :

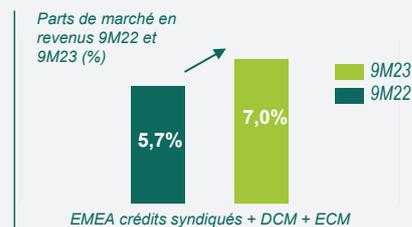
- N° 1 en EMEA en revenus de marchés de capitaux¹
- N° 1 mondial et en EMEA en financements durables²

Financements : très bon niveau d'activité de la clientèle, en particulier dans les zones Amériques et EMEA

Marchés : activité soutenue sur les marchés d'actions, en particulier sur les dérivés d'action et les volumes de *Prime Brokerage* ; demande en forte hausse sur les marchés de crédit ; environnement plus normalisé sur les marchés de taux, change et matières premières

Services titrés : poursuite de la bonne dynamique commerciale et encours moyens en hausse avec le rebond des marchés

Marché de capitaux : n°1 en EMEA en revenus¹

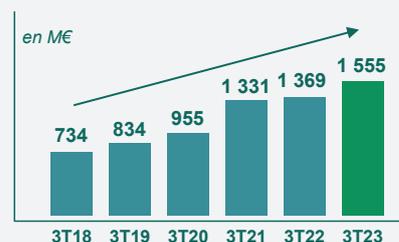


PNB	Frais de Gestion	Résultat avant impôt
3 896 M€ +3,0% / 3T22	2,368 M€ +1,7% / 3T22	1 555 M€ +13,6% / 3T22

PNB : +5,1% à périmètre et change constants ; très forte hausse de Global Banking (+24,7%³) et Securities Services (+12,4%³) et bonne résistance de Global Markets (-8,4%³)

Frais de gestion : +5,0% à périmètre et change constants ; **effet de ciseaux positif** au global, très positif chez Global Banking et Securities Services, et **baisse du coût du risque**

Forte croissance du RNAI



1. Source : Dealogic 9M23 et 9M22 – total des revenus ECM, DCM et Syndicated Loans ; 2. Source : Dealogic – All ESG Fixed Income, Global & EMEA Financements durables (ESG Bonds and Loans), bookrunner en volume, 9M23 ; 3. A périmètre et change constants



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 21

CIB – Global Banking - 3T23

Très bonne dynamique commerciale et revenus en très forte hausse

Positions de leader et gains de part de marché :

- Gains de part de marché et positions de leader européen sur les marchés obligataires et de crédits syndiqués
- *Transaction Banking* : N°1 ex-aequo en EMEA en revenus au 1S23¹

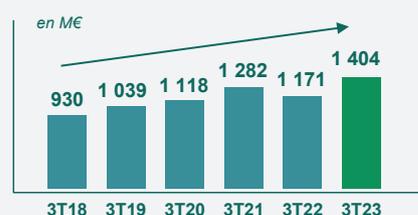
Très bonne dynamique de l'activité, notamment dans les **marchés obligataires**

Très bonne activité en **Transaction Banking**, notamment en EMEA

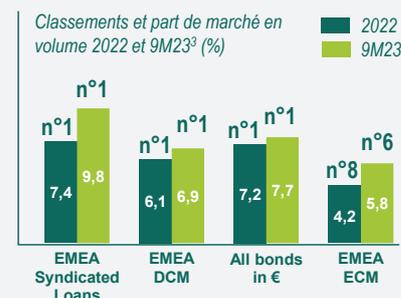
Crédits (179 Md€, -1,8%² / 3T22) : encours stables / 2T23

Dépôts (208 Md€, +2,5%² / 3T22) : poursuite de la croissance des dépôts

Forte croissance du PNB (+51% / 3T18)



Leader européen avec des parts de marché en croissance



PNB : +24,7% à périmètre et change constants
Hausse du PNB dans les zones Amériques et EMEA
 Très forte hausse en *Transaction Banking*, notamment en EMEA (+58,7% à périmètre et change constants)
 Très forte progression de la plateforme *Capital Markets*, notamment dans les zones Amériques et EMEA

PNB
1 404 M€ +19,9% / 3T22

1. Source : Coalition Greenwich Competitor Analytics ; no 1 ex-aequo, classement basé sur les revenus des banques de l'indice Top 12 Coalition Index en Transaction Banking (Cash Management et Trade Finance, hors Correspondent Banking) au 1S23 en EMEA : Europe, Middle-East, Africa ; 2. Encours moyens, variation à périmètre et change constants ; 3. Source : Dealogic au 31.12.22 et au 30.09.23 – part de marché bookrunner en volume



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 22

CIB – Global Markets - 3T23

Revenus soutenus par le modèle diversifié dans un environnement plus contrasté

Marché d'actions : activité soutenue en dérivés d'action et bonne dynamique sur les volumes de *Prime Brokerage*

Marché de taux, change et matières premières : ralentissement de l'activité par rapport à une activité très soutenue au 3T22

Marché du crédit : activité globale en forte hausse, notamment en EMEA

Confirmation des positions de leader sur les **plateformes électroniques multi-dealers**

Reconnaissance du leadership de BNP Paribas Exane en Europe : n° 1 dans les catégories *Industry Research Provider for Developed Europe*, *Specialist Sales* et *Sales*¹

- 8,4% à périmètre et change constants

PNB

1 800 M€
-9,1% / 3T22

Equity & Prime Services (-0,2%²) : bonne performance soutenue par l'activité en dérivés d'action

FICC (-14,3%²) : très bonne performance dans les activités de crédit compensée par des activités plus normalisées en EMEA par rapport à une base élevée au 3T22 dans les marchés de taux, change et plus particulièrement dans les marchés de matières premières

Evolution du PNB (+59% / 3T18)



Classements sur les plateformes électroniques multi-dealers

Marché des changes	N°1 sur les volumes globaux ³ N°1 sur les NDFs ⁴
Marché de taux	N°1 sur les Obligations d'Etat en € ⁵
Marché du crédit	N°3 sur les indices <i>iTraxx</i> de CDS en € ⁶
Marché d'actions	N°1 sur les <i>futures</i> et options sur dividendes ⁷ N°2 sur les <i>futures</i> sur indices <i>ESG Stoxx600</i> et <i>Eurostoxx50</i> ⁸

1. Institutional Investor - Sondage de marché, septembre 2023 ; 2. Hors l'impact d'une activité en cours de transfert de EPS vers FICC ; 3. Bloomberg au 3T23 ; 4. 360T, Bloomberg et FXALL au 9M23 ; 5. Bloomberg au 3T23 ; 6. Bloomberg au 3T23 ; 7. EUREX au 9M23 ; 8. EUREX au 9M23



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 23

CIB – Securities Services - 3T23

Revenus en très forte hausse

Activité commerciale dynamique s'appuyant sur un modèle diversifié :

- Nouveaux mandats : notamment mandat de gestion tripartite des collatéraux avec UniSuper en Australie
- Poursuite du développement soutenu en Private Capital

Volumes de transactions en baisse de 2,9% / 3T22, due notamment à une moindre volatilité dans les marchés

Hausse des encours moyens de 6,4 % / 3T22, notamment en raison du rebond des marchés

PNB

691 M€
+9,4% / 3T22

+12,4% à périmètre et change constants

Effet de la hausse des encours moyens et poursuite de l'impact favorable de l'environnement de taux

Volumes de transactions en légère baisse en raison d'une volatilité plus modérée

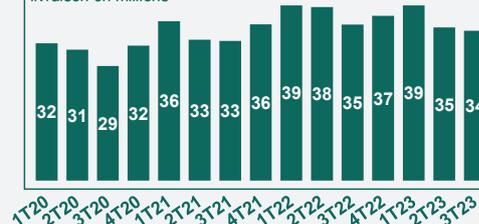
Actifs en conservation (AuC) et sous administration (AuA)

Encours fin de période en 000 Md€



Volumes de transactions

Transactions de règlement / livraison en millions



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Commercial, Personal Banking & Services - 3T23

Croissance de l'activité et effet de ciseaux positif

Crédits : +2,1% / 3T22 (+9,5% / 3T21), quasi-stabilité des banques commerciales de la zone euro (-0,6%) et forte hausse des métiers spécialisés

Dépôts : -3,2% / 3T22 (+3,7% / 3T21), quasi-stabilité des banques commerciales de la zone euro / 2T23 (-0,6%)

Banque Privée : très forte collecte nette de 4,3 Md€ au 3T23 (13,8 Md€ depuis le 01.01.23 soit 7,4% des actifs sous gestion⁷)

Forte progression des activités de paiement : hausse des volumes sur l'activité d'acquisition carte (+13% / 3T22)¹

Poursuite de l'acquisition clients de Hello bank!² (+17,8% / 30.09.22) et **rythme élevé d'ouvertures de compte chez Nickel** (+24,7% / 30.09.22)

PNB ³	Frais de Gestion ³	Résultat avant impôt ⁴
6 754 M€	3 948 M€	1 931 M€
+6,1% / 3T22	+4,8% / 3T22	-2,2% / 3T22

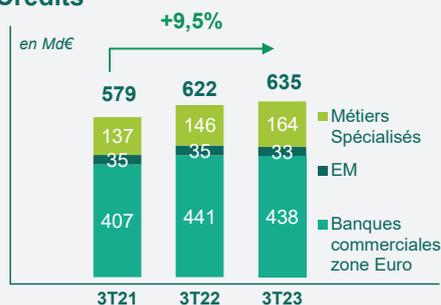
Progression du **PNB** des banques commerciales (+7,4%) avec la hausse des revenus d'intérêt (+11,6%) et la croissance des métiers spécialisés (+4,1% ; +14,2% hors Personal Finance)

Effet de ciseaux positif (+1,3 pt) porté par les banques commerciales et Arval & Leasing Solutions

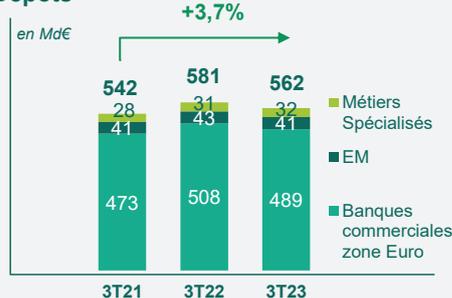
Résultat avant impôt stable (-0,1% à périmètre et change constants)

Situation d'hyperinflation en Turquie⁵ : hausse du RBE compensée en RNAI par l'impact sur les « autres éléments hors exploitation »

Crédits⁶



Dépôts⁶



1. Périmètre : Particuliers, Entrepreneurs, Banque Privée et Entreprises, ensemble des transactions d'acquisition hors Acepta Italie SpA ; 2. Hors Autriche et Italie 3. Intégrant 100% de la Banque Privée hors effet PEL/CEL ; 4. Intégrant 2/3 de la Banque Privée hors effet PEL/CEL ; 5. Effets de l'application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture en Turquie (CPI linkers) ; 6. Périmètre et change historiques (hors Bank of the West cédée le 01.02.23) ; 7. Sur une base annualisée



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 25

CPBS – Banque commerciale en France - 3T23

Bonne résistance et redressement progressif des marges

Crédits : -0,2% / 3T22, stabilité des encours et poursuite de l'ajustement des marges

Dépôts : -4,5% / 3T22 (-0,5% / 2T23), stabilisation des dépôts avec une bonne tenue des marges et un ralentissement de la transformation vers les supports rémunérés¹

Progression de l'épargne hors-bilan (+9,1% / 30.09.22) et collecte nette en assurance vie élevée (+1,7 Md€ au 30.09.23, +5,4% / 30.09.22)

Très bonne collecte nette en **banque privée** de 1,6 Md€ au 3T23 (5,6 Md€ depuis le 01.01.23)

Assurance : bonne performance avec une hausse de 7,0% de la production sur les activités dommages et télésurveillance par rapport au 9M22

PNB ²	Frais de Gestion ²	Résultat avant impôt ³
1 602 M€	1 133 M€	309 M€
-3,2% / 3T22	stable / 3T22	-19,7% / 3T22

Revenus d'intérêt en baisse de 5,9% / 3T22 (+3,1% hors impact des couvertures inflation)

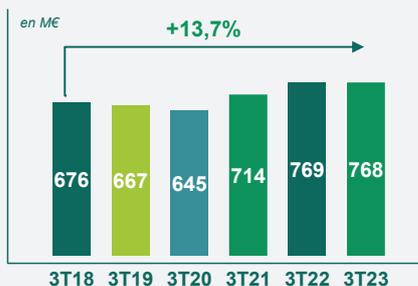
Stabilité des **commissions** (-0,2% / 3T22) soutenue par une bonne performance en *cash management* et moyens de paiement

Stabilité des **frais de gestion** avec l'effet continu des mesures d'économie de coûts

Franchises fortes et différenciantes

N°1 en Corporate Banking⁴
N°1 en Cash Management⁴
N°1 en Banque Privée et Gestion de Fortune⁵
~30% des clients retail sont Mass Affluent⁶

Progression des commissions



1. Comptes d'épargne et dépôts à taux de marché ; 2. Intégrant 100% de la Banque Privée hors effet PEL/CEL (-2M€ au 3T23, +13 M€ au 3T22) ; 3. Intégrant 2/3 de la Banque Privée hors effet PEL/CEL ; 4. Source : Coalition Greenwich Share leader 2022 ; 5. Source : classement basé sur des données et analyse internes d'un échantillon de Banque Privée et Gestion de fortune en France – 1^{ère} banque de la zone Euro sur la base des Actifs sous gestion tels que publiés par les principales banques de la zone Euro ; 6. Source : données de gestion



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 26

CPBS - BNL banca commerciale – 3T23

Forte hausse du résultat

Crédits : -6,2% / 3T22, -5,0% sur le périmètre hors crédits douteux, stabilité des crédits aux particuliers et baisse du crédit aux entreprises avec une amélioration des marges

Dépôts : -2,1% / 3T22, bonne résilience des encours (+1,2% / 1T23) accompagnée d'une amélioration continue des marges

Épargne hors-bilan : -3,6% / 30.06.23

Banque Privée : très bonne collecte nette de 1,0 Md€ au 3T23 soutenue par les synergies avec le métier entreprise (3,0 Md€ depuis le 01.01.23)

PNB ¹	Frais de Gestion ¹	Résultat avant impôt ²
660 M€	448 M€	110 M€
+1,2% / 3T22	+1,8% / 3T22	+16,3% / 3T22

Progression des **revenus d'intérêt** (+4,2% / 3T22) grâce à la bonne tenue des marges sur dépôts en partie compensée par la hausse des coûts de refinancement

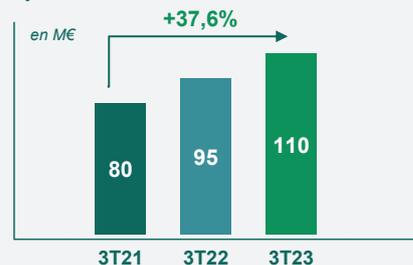
Baisse des **commissions** (-3,0% / 3T22) en lien avec la baisse des commissions financières partiellement compensée par la bonne résilience des commissions bancaires

Bonne maîtrise des **frais de gestion** et baisse du **coût du risque**

Amélioration du coût du risque



Forte hausse du résultat avant impôt



1. Intégrant 100% de la Banque Privée ; 2. Intégrant 2/3 de la Banque Privée



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 27

CPBS - Banque Commerciale en Belgique - 3T23

Forte hausse du résultat et effet de ciseaux très positif

Crédits : +2,1% / 3T22, progression sur l'ensemble des segments y compris les crédits aux entreprises

Dépôts : -2,1% / 3T22 (-0,7% hors l'impact de l'émission des obligations par l'Etat belge à échéance septembre 2024¹)

Épargne hors-bilan : +1,1% / 30.09.22 portée par les OPCVM

Banque Privée : bonne collecte nette de 2,7 Md€ depuis le 01.01.23

PNB ²	Frais de Gestion ²	Résultat avant impôt ³
1 014 M€	591 M€	379 M€
+10,7% / 3T22	+5,8% / 3T22	+16,4% / 3T22

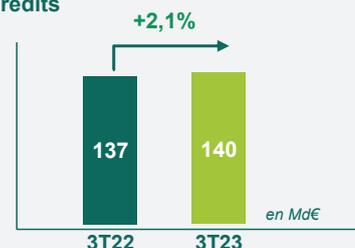
Hausse des revenus d'intérêt (+14,9% / 3T22) soutenue par la bonne tenue des marges malgré la hausse des coûts de refinancement

Progression des commissions (+1,0% / 3T22) portée par la hausse des commissions financières notamment liée à la souscription des obligations de l'Etat belge

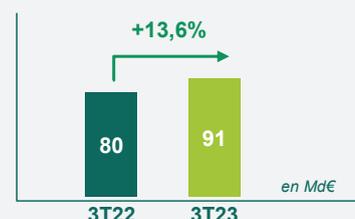
Effet de ciseaux très positif (+4,8 pts) grâce à la maîtrise des frais de gestion compensant partiellement l'impact de l'inflation

Coût du risque à un niveau bas

Crédits



Actifs clientèle hors-bilan⁴ (fin de période)



1. Impact de -6,9 Md€ sur les volumes de dépôts fin de période compensé par une hausse des volumes sur les comptes titres (+5,1Md€ en fin de période) pris en compte dans les actifs clientèle hors bilan mais non pris en compte en épargne hors bilan ; 2. Intégrant 100% de la Banque Privée ; 3. Intégrant 2/3 de la Banque Privée ; 4. Assurance Vie, OPCVM & Comptes Titres



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 28

CPBS - Europe Méditerranée - 3T23

Bonne résilience de l'activité

Crédits : stable¹ / 3T22, progression des volumes sur la clientèle des entreprises notamment en Pologne - origination prudente et ciblée en Turquie et sur la clientèle des particuliers en Pologne

Dépôts : +4,4%¹ / 3T22, progression portée par la hausse en Pologne

Situation d'hyperinflation en Turquie : impact de l'application de la norme IAS 29 et de la prise en compte de la performance de la couverture (CPI linkers) depuis le 01.01.22

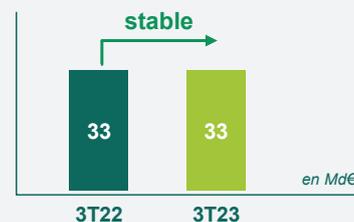
PNB ²	Frais de Gestion ²	Résultat avant impôt ³
809 M€	455 M€	238 M€
+38,2% ⁴ / 3T22	+21,0% ⁴ / 3T22	+9,6% ⁴ / 3T22

PNB (+19,5%⁴ / 3T22 hors effet de la situation d'hyperinflation en Turquie⁵) : hausse en lien avec la bonne progression des revenus d'intérêt en Pologne

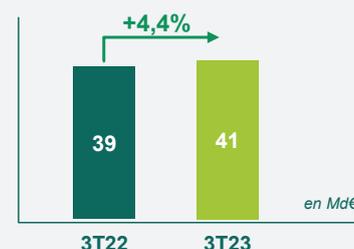
Frais de gestion (+8,9%⁴ / 3T22 hors effet de la situation d'hyperinflation en Turquie⁵) : progression en lien avec une inflation élevée

Situation d'hyperinflation en Turquie⁵ : hausse du RBE (+67 M€ / 3T22) compensée par une baisse des «autres éléments hors exploitation» (-119 M€ / 3T22) dans un contexte de forte inflation et de stabilité de la livre turque / euro⁵

Crédits¹



Dépôts¹



1. A périmètre et change constants ; 2. Intégrant 100% de la Banque Privée ; 3. Intégrant 2/3 de la Banque Privée ; 4. A périmètre et change constants hors Turquie à effet de change historique en cohérence avec l'application d'IAS 29 ; 5. Application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture (CPI linkers), faible effet de change TRY / EUR (-1,9% par rapport au 30 juin 2023) et hausse du CPI de 25% sur le trimestre



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 29

CPBS - Métiers Spécialisés - Personal Finance - 3T23

Poursuite de la mise en œuvre de la transformation

Crédits : +11,5% / 3T22, forte progression notamment sur la mobilité ; progression des marges à la production / 2T23 malgré une pression toujours soutenue

Poursuite des effets de la mise en place des partenariats en crédits auto sur la progression des volumes et l'amélioration structurelle du profil de risque

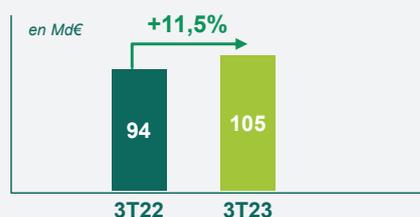
Bon déroulement de la mise en œuvre du recentrage géographique des activités et de la réorganisation du modèle opérationnel

PNB	Frais de Gestion	Résultat avant impôt
1 292 M€	713 M€	197 M€
-3,9% / 3T22	+3,5% / 3T22	-42,1% / 3T22

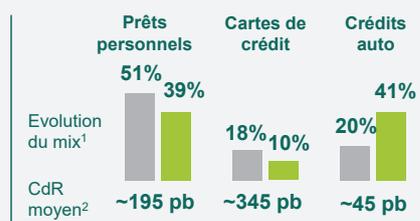
PNB : -2,4% à périmètre et change constants avec la pression sur les marges due à la hausse des coûts de financement malgré l'effet de l'augmentation des volumes

Frais de gestion : hausse en lien avec les projets de développement ciblés
Effet de la hausse du coût du risque malgré une dotation sur créances douteuses (strate 3) stable / 2T23

Crédits



Amélioration structurelle du coût du risque avec l'évolution du portefeuille



1. Entre le 31.12.2016 et le 30.09.2023 ; 2. Moyenne 2019-3T23 calculée sur la base de données de gestion et des encours moyens hors Floa



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 30

CPBS - Métiers spécialisés - Arval & Leasing Solutions - 3T23

Très forte performance et effet de ciseaux positif

Arval

- Forte progression du parc financé (+9,7%¹ / 30.09.22) et niveau toujours élevé du prix des véhicules d'occasion
- Hausse des commandes (+4,7% / 30.09.22)

Leasing Solutions

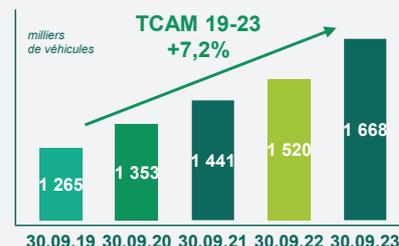
- Hausse des encours (+5,4%² / 3T22)
- Bonne dynamique de partenariats sur le segment **Vendor Finance**³ : lancement opérationnel du partenariat stratégique avec BMO Groupe Financier

PNB	Frais de Gestion	Résultat avant impôt
958 M€ +9,6% / 3T22	367 M€ +7,8% / 3T22	557 M€ +11,0% / 3T22

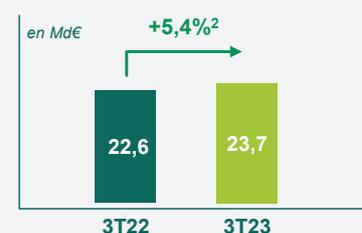
Forte hausse des revenus d'Arval (+11,9% / 3T22⁴) soutenue par la hausse du parc financé malgré la normalisation progressive, à un niveau élevé, du prix des véhicules d'occasion et **croissance de Leasing Solutions** avec la hausse des encours

Effet de ciseaux positif (+1,8 pt) et **forte croissance du résultat avant impôt**

Arval : progression du parc financé⁵



Leasing Solutions : hausse des encours



1. Progression de la flotte fin de période en milliers de véhicules, +7,0% hors acquisition de Terberg Business Lease et BCR ; 2. A périmètre et change constants ; 3. Solutions de financement de vente d'actifs ; 4. Baisse des revenus par rapport au 2T23 accentuée avec l'effet de saisonnalité entre le 3T et le 2T (-3,6% / 1T23) ; 5. Flotte fin de période



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 31

CPBS - Métiers spécialisés – Nouveaux Métiers Digitaux et Personal Investors - 3T23

Des métiers moteurs pour l'acquisition de nouveaux clients

Nickel, une offre de paiement accessible à tous

- Poursuite du déploiement en Europe avec le lancement en Allemagne après l'Espagne (2021), la Belgique et le Portugal (2022)
- Progression des ouvertures de comptes (~64 000 / mois)¹, ~3,6 M de comptes ouverts² (+25% / 30.09.22), hausse du nbre de points de vente (+24% / 30.09.22)

Floa, leader français du paiement fractionné

- Développement du nombre de partenaires actifs depuis le début de l'année (x 2,5 depuis le 01.01.23)
- Bon niveau de production avec un resserrement des critères d'octroi

BNP Paribas Personal Investors, spécialiste des services bancaires et d'investissements digitaux

- Bonne progression des actifs sous gestion (+9,5% / 30.09.22) en lien avec la hausse du nombre de clients (+5,9% / 30.09.22)

PNB ³	Frais de Gestion ³	Résultat avant impôt ⁴
266 M€ +35,0% / 3T22	170 M€ +13,8% / 3T22	64 M€ X 2,9 / 3T22

PNB : progression des Nouveaux Métiers Digitaux avec le développement de l'activité et forte hausse de Personal Investors soutenue par l'environnement de taux

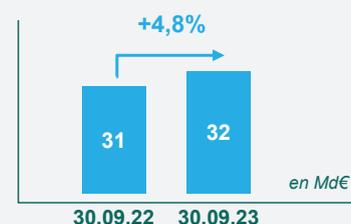
Effet de ciseaux très positif (+21,2 pts) et **forte croissance du RNAI (x2,9)**

Nickel : déploiement en Europe

~3,6 M de comptes ouverts² au 30.09.23 (~+707k / 30.09.22)



Personal Investors : dépôts



1. En moyenne au 3T23 dans l'ensemble des pays ; 2. Comptes ouverts depuis la création, au total dans l'ensemble des pays ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée en Allemagne ; 4. Intégrant 2/3 de la Banque Privée en Allemagne



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 32

Investment & Protection Services - 3T23

Bonne résilience dans des environnements contrastés

Assurance : forte augmentation du résultat portée par les activités de Protection et la progression de la contribution des partenariats

Wealth Management : forte croissance des revenus et bonne collecte nette (+13,7 Md€ au 9M23) notamment dans les banques commerciales

Asset Management¹ : bonne performance intrinsèque et bonne collecte nette au global (+11,3 Md€ au 9M23)

Real Estate et Principal Investments : effet de base élevée pour Principal Investments et environnement moins porteur pour le métier Immobilier

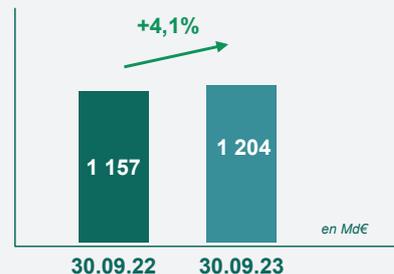
PNB	Frais de Gestion	Résultat avant impôt
1 420 M€	884 M€	606 M€
-2,6% / 3T22	+0,1% / 3T22	-6,7% / 3T22
<i>hors Real Estate et Principal Investments</i>		
+4,5% / 3T22	+0,2% / 3T22	+12,3% / 3T22

Croissance des **revenus** de 4,5%¹ avec la progression des revenus en Assurance (+4,3%), Wealth Management (+9,1%) et Asset Management¹ (+2,6%²)

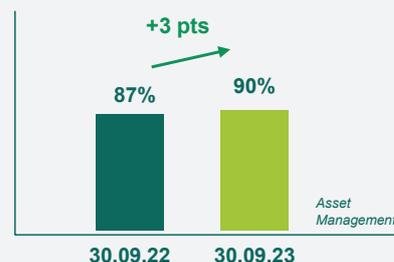
Effet de ciseaux positif (+4,3 pts) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments

Rappel : Impact positif d'une plus-value de cession au 3T22 chez Wealth Management en « Autres éléments hors exploitation »

Actifs sous gestion³



Evolution des actifs sous gestion classés Art. 8 ou 9⁴



1. Hors contribution de Real Estate et Principal Investments ; 2. Hors un effet de base négatif ; 3. Y compris actifs distribués ; 4. Actifs sous gestion des fonds ouverts distribués en Europe classifiés Article 8 ou 9 d'après la réglementation SFDR



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 33

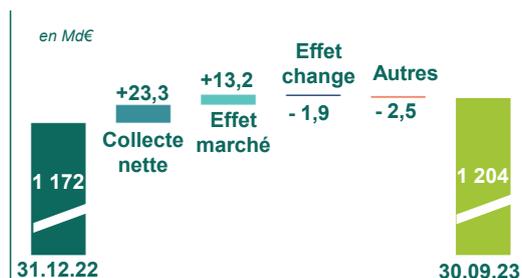
IPS - Collecte et actifs sous gestion – 9M23

Bonne collecte nette notamment en actifs monétaires

Actifs sous gestion : 1 204 Md€ au 30.09.23

- **Effet de performance des marchés** : +13,2 Md€
- **Collecte nette** : +23,3 Md€, bonne collecte portée notamment par la collecte en fonds monétaires du métier Asset Management et la très bonne collecte de Wealth Management
- **Effet de change** : -1,9 Md€
- **Autres** : -2,5 Md€
- **+4,1% / 30.09.22**

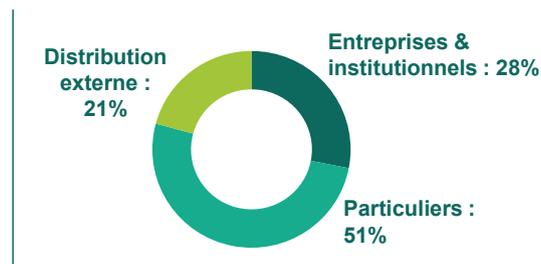
Évolution des actifs sous gestion¹



Actifs sous gestion¹ au 30.09.23 par ligne de métier



Actifs sous gestion¹ au 30.09.23 par origine de clientèle



1. Y compris actifs distribués ; 2. Actifs sous gestion de Real Estate 27 Md€ - Actifs sous gestion de Principal Investments intégrés chez Asset Management suite à la constitution de la franchise Actifs Privés



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 34

IPS - Assurance – 3T23

Résultat en très forte hausse

Activité Épargne :

- Collecte brute de 17,1 Md€ au 9M23
- Collecte nette positive en France soutenue par la collecte en unités de compte

Activité Protection :

- Bonne dynamique en assurance affinitaire et en assurance dommages en France, et à l'international
- Contribution des partenariats en hausse

Modèle équilibré



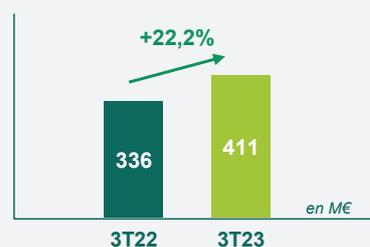
PNB	Frais de Gestion	Résultat avant impôt
536 M€	202 M€	411M€
+4,3% / 3T22	+1,7% / 3T22	+22,2% / 3T22

Hausse du PNB soutenue notamment par la bonne performance de l'activité Protection notamment en France et en Italie

Effet de ciseaux très positif (+2,6 pts)

Très forte progression des contributions des sociétés mises en équivalence dans l'ensemble des régions

Forte croissance du résultat avant impôt



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 35

IPS - Gestion Institutionnelle et Privée¹ – 3T23

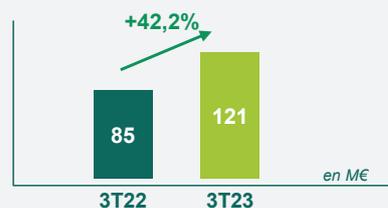
Bonne résilience dans des environnements contrastés

Wealth Management : bonne collecte nette (4,2 Md€² au 3T23) notamment dans les banques commerciales - bonne tenue des marges et hausse des commissions sur transactions

Asset Management³ : décollecte nette en fin de trimestre (-3,2 Md€ au 3T23) après une collecte soutenue au 1S23 - décollecte sur les fonds de gestion active moyen long terme partiellement compensée par la collecte nette sur les fonds de gestion passive

Net ralentissement de l'activité de **Real Estate** dans un environnement peu porteur et effet de base pour **Principal Investments**

Wealth Management : forte croissance du RBE⁵



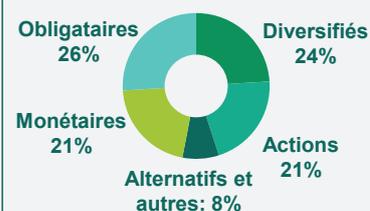
PNB	Frais de Gestion	Résultat avant impôt
884 M€	681 M€	195 M€
-6,4% / 3T22	-0,4% / 3T22	-37,8% / 3T22
<i>hors Real Estate et Principal Investments</i>		
+4,6% / 3T22	-0,4% / 3T22	-4,8% / 3T22

Hausse du **PNB** du métier Wealth Management de 9,1% et du métier Asset Management³ de 2,6%⁴ compensée par le recul des métiers Real Estate et Principal Investments

Effet de ciseaux positif (+5,0 pts) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments

Rappel : Impact positif d'une plus-value de cession au 3T22 chez Wealth Management

Asset Management : 524 Md€ d'actifs gérés⁶ au 30.09.23



1. Asset Management, Wealth Management, Real Estate et Principal Investments ; 2. Y compris l'impact de la cession d'un portefeuille en Espagne ; 3. Hors Real Estate et Principal Investments ; 4. Hors un effet de base négatif ; 5. Résultat Brut d'Exploitation ; 6. Y compris Principal Investments



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

42

Résultats au 30.09.23 | 36



RÉSULTATS DU GROUPE
RÉSULTATS DES PÔLES OPÉRATIONNELS
CONCLUSION
RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 3T23 ET 9M23
ANNEXES

— Conclusion



**Performance intrinsèque solide
soutenue par le modèle diversifié et reflétée par le résultat distribuable¹**

- **Croissance des revenus** (+4,3% / 3T22)¹
- **Effet de ciseaux positif**
- **Forte hausse du résultat avant impôt** (+7,2% / 3T22)¹
- **RNPG distribuable en ligne avec l'objectif 2023** (2 705 M€)

**Gestion prudente et disciplinée des risques, proactive et de long terme
soutenant un coût du risque bas et une structure financière solide**

- **Coût du risque** : 33 pb (inférieur à la guidance <40 pb)
- **CET1** : 13,4%

Confirmation de l'objectif de résultat distribuable en 2023¹

- **RNPG distribuable 9M23** (8 810 M€) en ligne avec l'objectif
- **Forte hausse du BPA distribuable²** (+14,9% / 9M22)

**Une ambition claire
pour l'avènement d'une économie neutre en carbone en 2050**

Mobilisation et engagement forts des équipes au service des clients

1. Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) – Cf. diapositives 8 et 44 – Évolutions calculées sur cette base ; 2. Bénéfice par action distribuable fin de période calculé sur la base du résultat distribuable 9M23 et du nombre d'actions en circulation en fin de période (6,85€ sur la base du nombre d'action moyen) - Cf. diapositive 68





RÉSULTATS DU GROUPE
RÉSULTATS DES PÔLES OPÉRATIONNELS
CONCLUSION
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS
DU 3T23 ET 9M23**
ANNEXES

Point d'étape au 9M23

	Objectifs 2025	Point d'étape au 9M23 (base distribuable ²)
RNPG TCAM 2022 – 2025	>+9% par année	+9,5% / 9M22 publié
Effet de ciseaux TCAM 2022 – 2025	>2 pts en moyenne ¹ positif chaque année	+4,5 pts ³
Coût du risque	<40 pb chaque année	33 pb
Ratio CET1	12,9% en 2024 12,0% en 2025 (Bâle 3 finalisé, plein)	13,4%
ROTE (publié)	~12%	12,7%
BPA TCAM 2022 – 2025	>+12% par année ou ~40% sur la période	+14.9% ⁴
Taux de distribution ⁵	60% dont 50% en numéraire	5,0 Md€ mis en réserve pour distribution

1. TCAM 2022-2025 des revenus moins TCAM 2022-2025 des frais de gestion ; 2. Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) – Cf. diapositives 8 et 44 – Evolutions calculées sur cette base ; 3. Rappel : résultat distribuable prenant en compte l'anticipation de la fin de la constitution du Fonds de Résolution Unique dès 2023 (+1,0 pt hors cette prise en compte) ; 4. Bénéfice par action distribuable fin de période calculé sur la base du résultat distribuable 9M23 et du nombre d'actions en circulation en fin de période (6,85€ sur la base du nombre d'action moyen) - Cf. diapositive 68 ; 5. Appliqué au résultat distribuable après prise en compte des TSSDI



Principaux éléments exceptionnels et extraordinaires – 3T23 et 9M23

Éléments exceptionnels

en M€

	3T23	3T22	9M23	9M22
Produit Net Bancaire				
• Provisions pour litiges («Autres Activités»)			-125	
Total PNB exceptionnels			-125	
Frais de gestion				
• Coûts d'adaptation globaux liés au métier Personal Finance («Autres Activités»)	-40	-32	-236	-85
• Coûts de restructuration et d'adaptation («Autres Activités»)	-87	-93	-275	-216
• Coûts de renforcement IT («Autres Activités»)				
Total Frais de gestion exceptionnels	-127	-125	-639	-302
Coût du risque				
• Provisions («Europe-Méditerranée»)			-130	
• Impact de la « loi sur l'assistance aux emprunteurs » en Pologne (« Autres Activités »)		-204		-204
Total coût du risque exceptionnel		-204	-130	-204
Autres éléments hors exploitation				
• Ecart d'acquisition négatif (bpost banque) («Autres Activités»)				+244
• Plus-value de cession d'une participation («Autres Activités»)				+204
• Dépréciation & recyclage de la réserve de conversion ¹ (Ukrsibbank) («Autres Activités»)				-433
Total AEHE exceptionnels				+15
Éléments extraordinaires (exclus de la base distribuable)				
Produit net bancaire				
• Ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la BCE au 4T22 («Autres Activités»)	-58		-891	
Résultat des activités cédées en application de la norme IFRS 5			+2 947	
• Plus-value de cession de Bank of the West réalisée le 01.02.23				
Total des éléments exceptionnels et extraordinaires (avant impôt)	-185	-329	+1 162	-491
Total des éléments exceptionnels et extraordinaires (après impôt)²	-153	-257	+1 350	-384

1. Précédemment constatée en capitaux propres ; 2. Part du Groupe



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 41

3T23 - Groupe BNP Paribas

En millions d'euros	Distribuable	3T22	3T23 distribuable	3T23	3T22	3T23 /	3T23	3T22	3T23 /
	3T23		/ 3T22			3T22			3T22
									(Hors éléments exceptionnels et extraordinaires ¹)
Groupe									
PNB	11 625	11 141	+4,3%	11 581	11 141	+4,0%	11 639	11 141	+4,5%
Frais de gestion	-7 093	-6 860	+3,4%	-7 093	-6 860	+3,4%	-6 966	-6 735	+3,4%
RBE	4 532	4 281	+5,9%	4 488	4 281	+4,8%	4 673	4 406	+6,1%
Coût du risque	-734	-897	-18,1%	-734	-897	-18,1%	-734	-693	+6,0%
Résultat d'exploitation	3 798	3 384	+12,2%	3 754	3 384	+10,9%	3 939	3 713	+6,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	193	176	+9,6%	193	176	+9,6%	193	176	+9,6%
Autres résultats hors exploitation	-133	39	n.s.	-133	39	n.s.	-133	39	n.s.
Résultat avant impôt	3 858	3 599	+7,2%	3 814	3 599	+6,0%	3 999	3 928	+1,8%
Impôt sur les bénéfices	-1 060	-871	+21,7%	-1 060	-871	+21,7%	-1 092	-944	+15,7%
Intérêts minoritaires	-93	-92	+1,5%	-93	-92	+1,5%	-93	-92	+1,5%
Résultat net hors activités destinées à être cédées	2 705	2 637	+2,6%	2 661	2 637	+0,9%	2 814	2 893	-2,8%
Résultat net des activités destinées à être cédées	0	136	n.s.	0	136	n.s.	0	136	n.s.
Résultat net part du groupe	2 705	2 773	-2,5%	2 661	2 773	-4,0%	2 814	3 030	-7,1%
Coefficient d'exploitation	61,0%	61,6%	-0,6 pt	61,2%	61,6%	-0,4 pt	59,9%	60,5%	-0,6 pt

1. Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) ; 2. Cf. diapositive 7 – NB : sans aucun autre ajustement



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 42

En millions d'euros	Distribuable		9M23 distribuable	9M23			9M23		
	9M23	9M22	/9M22	9M23	9M22	9M23	9M23	9M22	9M23
				/ 9M22			/ 9M22		
	(Hors éléments exceptionnels et extraordinaires ¹)								
Groupe									
PNB	35 925	34 545	+4,0%	34 976	34 545	+1,2%	35 992	34 545	+4,2%
Frais de gestion	-22 271	-22 393	-0,5%	-23 173	-22 393	+3,5%	-22 534	-22 091	+2,0%
RBE	13 654	12 152	+12,4%	11 803	12 152	-2,9%	13 458	12 454	+8,1%
Coût du risque	-2 065	-2 306	-10,4%	-2 065	-2 306	-10,4%	-1 935	-2 102	-7,9%
Résultat d'exploitation	11 589	9 846	+17,7%	9 738	9 846	-1,1%	11 522	10 352	+11,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	520	561	-7,3%	520	561	-7,3%	520	546	-4,7%
Autres résultats hors exploitation	-9	18	n.s.	-9	18	n.s.	-9	18	n.s.
Résultat avant impôt	12 100	10 425	+16,1%	10 249	10 425	-1,7%	12 033	10 916	+10,2%
Impôt sur les bénéfices	-2 929	-2 921	+0,3%	-2 929	-2 921	+0,3%	-3 117	-3 029	+2,9%
Intérêts minoritaires	-361	-298	+21,0%	-361	-298	+21,0%	-361	-298	+21,0%
Résultat net hors activités destinées à être cédées	8 810	7 205	+22,3%	6 959	7 205	-3,4%	8 555	7 588	+12,7%
Résultat net des activités destinées à être cédées	0	502	n.s.	2 947	502	n.s.	0	502	n.s.
Résultat net part du groupe	8 810	7 706	+14,3%	9 906	7 706	+28,5%	8 555	8 090	+5,8%
Coefficient d'exploitation	62,0%	64,8%	-2,8 pt	66,3%	64,8%	+1,5 pt	62,6%	63,9%	-1,3 pt

- Impôt sur les bénéfices : taux moyen de 30,1%, (30,4% sur les neuf premiers mois 2022), du fait notamment de la comptabilisation au premier trimestre des taxes et contributions au titre de l'année en application de la norme IFRIC 21 « Taxes » dont une part importante n'est pas déductible

1. Résultat servant de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 et reflétant la performance intrinsèque du Groupe post impact de la cession de Bank of the West et post contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique (FRU) ; 2. Cf. diapositive 41 – NB : sans aucun autre ajustement



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 43

Calcul du Résultat Net Part du Groupe distribuable – 3T23 & 9M23

- Compensation de l'impact négatif extraordinaire de l'ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la BCE au 4T22 : +58 M€
- Ajustement complémentaire lié à la vente de Bank of the West : -14 M€

Produit net bancaire

- Impact de l'ajustement des couvertures
- Ajustement complémentaire

+58 M€

-14 M€

Total de l'ajustement sur le RNPG 3T23

+44 M€

Rappel : Total des ajustements sur le RNPG 1S23 (hors plus value de cession de BoW)

+1 807 M€

Rappel : Exclusion de la plus value de cession de BoW

-2 947 M€

RNPG distribuable 3T23

+ 2 705 M€

RNPG distribuable 9M23

+ 8 810 M€



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 44

● Une croissance organique au 9M23 qui compense les effets de la cession de Bank of the West

en millions d'euros

RNPG 9M23	9 906
Plus value de cession de Bank of the West (extraordinaire)	2 947
Elements exceptionnels (hors extraordinaires)	-706
Ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO (extraordinaires)	-891
RNPG 9M23 publié (hors éléments extraordinaires et exceptionnels¹ et hors BoW)	8 555
RNPG 9M22 publié (hors éléments exceptionnels¹ et y compris BoW)	8 429

● Une croissance organique soutenue par la bonne performance des pôles

(9M23/9M22)	Périmètre & change		(3T23/3T22)	Périmètre & change	
	historiques	constants		historiques	constants
Produit net bancaire	+3,0%	+3,6%	Produit net bancaire	+3,7%	+4,8%
Frais de gestion	+2,6%	+3,3%	Frais de gestion	+3,2%	+4,7%
Résultat brut d'exploitation	+3,6%	+4,0%	Résultat brut d'exploitation	+4,3%	+5,0%
Coût du risque	-1,5%	-0,6%	Coût du risque	-5,6%	-3,9%
Résultat d'exploitation	+4,5%	+4,9%	Résultat d'exploitation	+6,3%	+6,8%
Résultat avant impôt	+2,2%	+2,9%	Résultat avant impôt	+2,1%	+3,0%

1. Cf. diapositive 41 – NB : sans aucun autre ajustement



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 45

Corporate and Institutional Banking – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Corporate and Institutional Banking						
PNB	3 896	3 783	+3,0%	12 766	12 561	+1,6%
Frais de gestion	-2 368	-2 327	+1,7%	-8 083	-7 964	+1,5%
RBE	1 528	1 456	+4,9%	4 684	4 597	+1,9%
Coût du risque	47	-90	n.s.	125	-168	n.s.
Résultat d'exploitation	1 575	1 366	+15,3%	4 808	4 429	+8,6%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	6	5	+9,8%	12	19	-36,0%
Autres éléments hors exploitation	-26	-3	n.s.	-31	-3	n.s.
Résultat avant impôt	1 555	1 369	+13,6%	4 789	4 445	+7,7%
Coefficient d'exploitation	60,8%	61,5%	-0,7 pt	63,3%	63,4%	-0,1 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB : +1,6% / 9M22** (+2,8% à périmètre et change constants)
 - Progression en Global Banking (+16,8%) et Securities Services (+5,2%), baisse de Global Markets (-7,3% par rapport à une base élevée au 9M22)
- **Frais de gestion : +1,5% / 9M22** (+3,1% à périmètre et change constants)
 - Effet de ciseaux positif au global et très positif de Global Banking et Securities Services
 - Accompagnement de la croissance de l'activité
- **Coût du risque** : en reprise nette, avec des reprises de provisions sur encours sains (strates 1 & 2) et un coût du risque sur créances douteuses (strate 3) à un niveau bas



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 46

Corporate and Institutional Banking

Global Banking – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Global Banking						
PNB	1 404	1 171	+19,9%	4 283	3 668	+16,8%
Frais de gestion	-679	-654	+3,8%	-2 183	-2 107	+3,6%
RBE	726	518	+40,1%	2 100	1 561	+34,5%
Coût du risque	46	-116	n.s.	132	-181	n.s.
Résultat d'exploitation	771	402	+92,0%	2 232	1 380	+61,8%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	1	+23,1%	4	3	+33,2%
Autres éléments hors exploitation	-5	0	n.s.	-5	0	n.s.
Résultat avant impôt	768	403	+90,6%	2 232	1 383	+61,4%
Coefficient d'exploitation	48,3%	55,8%	-7,5 pt	51,0%	57,4%	-6,4 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB : +16,8% / 9M22** (+18,8% à périmètre et change constants)
 - Très forte hausse de l'activité *Transaction Banking*, en particulier en EMEA, et de la plateforme Capital Markets
 - Poursuite des gains de part de marché, en particulier en EMEA
- **Frais de gestion : +3,6% / 9M22** (+5,2% à périmètre et change constants)
 - Effet de ciseaux très positif (+13,2 pts)
 - Hausse en lien avec l'activité
- **Coût du risque** : en reprise, reprises de provisions sur encours sains (strates 1 & 2) et un coût du risque sur créances douteuses (strate 3) à un niveau bas



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 47

Corporate and Institutional Banking

Global Markets – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Global Markets						
PNB	1 800	1 980	-9,1%	6 476	6 985	-7,3%
FICC	1 021	1 156	-11,7% ¹	4 053	4 285	-5,4%
EPS	779	824	-5,5% ²	2 423	2 701	-10,3%
Frais de gestion	-1 163	-1 161	+0,2%	-4 295	-4 307	-0,3%
RBE	638	819	-22,2%	2 182	2 678	-18,5%
Coût du risque	1	28	-95,8%	-8	15	n.s.
Résultat d'exploitation	639	847	-24,6%	2 173	2 693	-19,3%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	3	-47,7%	4	13	-70,0%
Autres éléments hors exploitation	0	-1	-99,9%	-5	-1	n.s.
Résultat avant impôt	640	848	-24,5%	2 173	2 704	-19,6%
Coefficient d'exploitation	64,6%	58,6%	+6,0 pt	66,3%	61,7%	+4,6 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB : -7,3% / 9M22** (-6,7% à périmètre et change constants)
 - Base très élevée au 9M22
 - Baisse des revenus de FICC du fait d'une activité plus normalisée au 2T23 et au 3T23 dans un environnement moins dynamique, notamment sur les produits de taux et de change et les matières premières
 - Baisse au global des revenus d'Equity & Prime Services avec un environnement moins porteur notamment au 2T23
- **Frais de gestion : -0,3% / 9M22** (+1,3% à périmètre et change constants)
 - Baisse en lien avec le ralentissement de l'activité, en particulier au 2T23

1. -0,2% hors impact du transfert d'une activité de EPS vers FICC ; 2. -14,3% hors impact du transfert d'une activité de EPS vers FICC



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

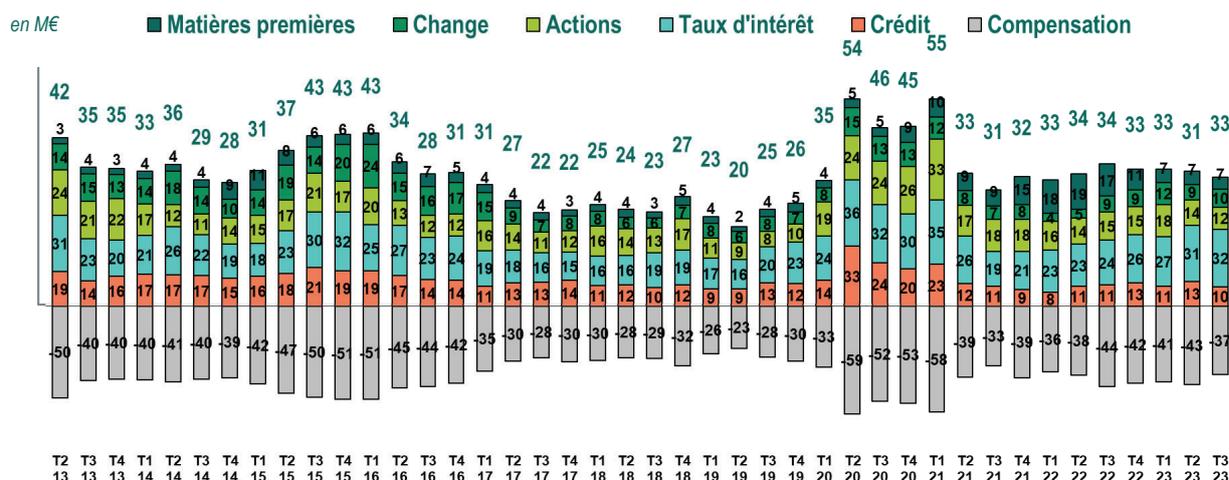
48

Résultats au 30.09.23 | 48

Corporate and Institutional Banking

Risques de marché – 9M23

● VaR – Value at Risk - (1 jour, 99%) moyenne



● VaR moyenne stable à un niveau faible¹

- Niveau toujours bas - légère hausse / 2T23
- Aucun événement de *backtesting* théorique constaté ce trimestre
- 3 événements enregistrés sur les 12 derniers mois et seulement 21 depuis le 01.04.2013, soit un peu plus de 2 par an sur longue période incluant des crises, en ligne avec le modèle interne de calcul de la VaR (1 jour, 99%)

¹ VaR calculée pour le suivi des limites de marché



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 49

Corporate and Institutional Banking

Securities Services – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Securities Services						
PNB	691	632	+9,4%	2 007	1 908	+5,2%
Frais de gestion	-526	-513	+2,7%	-1 605	-1 550	+3,6%
RBE	165	119	+38,2%	402	358	+12,2%
Coût du risque	0	-2	n.s.	1	-1	n.s.
Résultat d'exploitation	165	118	+40,6%	403	357	+12,9%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	3	1	n.s.	4	3	+37,2%
Autres éléments hors exploitation	-22	-1	n.s.	-22	-1	n.s.
Résultat avant impôt	147	118	+24,5%	385	358	+7,4%
Coefficient d'exploitation	76,1%	81,1%	-5,0 pt	80,0%	81,2%	-1,2 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB : +5,2% / 9M22** (+7,1% à périmètre et change constants), effet favorable de la hausse des taux et de la hausse des encours moyens partiellement compensé par la baisse des volumes de transactions
- **Frais de gestion : +3,6% / 9M22** (+5,0% à périmètre et change constants), effet de ciseaux positif (+1,6 pt)

	30.09.23	30.09.22	Variation / 30.09.22	30.06.23	Variation / 30.06.23
Securities Services					
Actifs en conservation (en Md€)	11 894	10 798	+10,1%	12 015	-1,0%
Actifs sous administration (en Md€)	2 394	2 262	+5,8%	2 408	-0,6%
	3T23	3T22	3T23 / 3T22	2T23	3T23 / 2T23
Nombre de transactions (en millions)	34,5	35,5	-2,9%	35,0	-1,7%



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 50

Commercial, Personal Banking & Services – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Commercial, Personal Banking & Services¹						
PNB	6 754	6 364	+6,1%	20 202	19 226	+5,1%
Frais de gestion	-3 948	-3 767	+4,8%	-12 309	-11 913	+3,3%
RBE	2 806	2 597	+8,0%	7 893	7 313	+7,9%
Coût du risque	-762	-681	+11,9%	-2 146	-1 892	+13,4%
Résultat d'exploitation	2 044	1 916	+6,7%	5 748	5 422	+6,0%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	92	120	-23,7%	258	364	-29,1%
Autres éléments hors exploitation	-113	3	n.s.	-76	39	n.s.
Résultat avant impôt	2 023	2 039	-0,8%	5 930	5 825	+1,8%
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-92	-65	+41,2%	-248	-195	+27,3%
Résultat avant impôt de Commercial, Personal Banking	1 931	1 974	-2,2%	5 682	5 630	+0,9%
Coefficient d'exploitation	58,5%	59,2%	-0,7 pt	60,9%	62,0%	-1,1 pt

1. Hors effets PEL/CEL et incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt - Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB¹ : +5,4% / 9M22**
 - Bonne performance des banques commerciales
 - Hausse des métiers spécialisés avec une très forte croissance d'Arval
- **Frais de gestion¹ : +3,6% / 9M22**, hausse des frais de gestion contenue avec l'effet des mesures d'économie de coûts - effet de ciseaux positif (+1,8 pt) soutenue par l'effet de ciseaux des banques commerciales (+3,1 pts)
- **Résultat avant impôt² : +1,6% / 9M22**
 - Hausse du RBE partiellement compensée en RNAI par l'impact de la situation d'hyperinflation en Turquie³ sur les « autres éléments hors exploitation »

1. Incluant 100% de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL en France), à périmètre et change constants ; 2. Incluant 2/3 de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL en France), à périmètre et change constants ; 3. Effets de l'application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture de la couverture en Turquie (CPI linkers)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 51

CPBS - Banque Commerciale en France – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
BCEF¹						
PNB	1 602	1 656	-3,2%	4 988	4 972	+0,3%
incl. Revenus d'intérêt	834	887	-5,9%	2 645	2 628	+0,6%
incl. Commissions	768	769	-0,2%	2 343	2 344	-0,0%
Frais de gestion	-1 133	-1 133	+0,0%	-3 523	-3 488	+1,0%
RBE	469	523	-10,3%	1 465	1 484	-1,3%
Coût du risque	-117	-102	+15,1%	-343	-259	+32,7%
Résultat d'exploitation	352	421	-16,5%	1 121	1 225	-8,5%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	-6,1%	0	1	n.s.
Autres éléments hors exploitation	0	1	n.s.	0	26	-100,0%
Résultat avant impôt	352	422	-16,6%	1 121	1 252	-10,4%
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privé	-42	-36	+15,9%	-124	-110	+12,2%
Résultat avant impôt de la BCEF	309	385	-19,7%	998	1 142	-12,6%
Coefficient d'exploitation	70,7%	68,4%	+2,3 pt	70,6%	70,2%	+0,4 pt

	3T23	Variation / 3T22	Variation / 2T23	9M23	Variation / 9M22
CREDITS	211,1	-0,2%	-0,2%	211,7	+2,1%
Particuliers	111,3	-0,1%	-0,1%	111,5	+1,4%
Dont Immobilier	99,4	-0,4%	-0,2%	99,6	+1,1%
Dont Consommation	11,9	+2,5%	+0,3%	11,8	+4,1%
Entreprises	99,8	-0,4%	-0,2%	100,2	+2,8%
DEPOTS	237,6	-4,5%	-0,5%	239,5	-1,9%
Dépôts à vue	130,1	-24,4%	-4,6%	137,0	-19,0%
Comptes d'épargne	68,4	-0,0%	+0,8%	68,1	+0,3%
Dépôts à taux de marché	39,1	n.s.	+13,2%	34,4	n.s.

En milliards d'euros	30.09.23	Variation / 30.09.22	Variation / 30.06.23
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	104,4	+3,9%	-0,3%
OPCVM	41,5	+24,9%	+1,5%

1. Hors effets PEL/CEL, incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt - Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB¹ : +0,3% / 9M22**
 - Revenus d'intérêt : +0,6%, hausse soutenue par la bonne tenue des marges malgré la hausse des coûts de refinancement
 - Commissions : stables, hausse des commissions bancaires en lien notamment avec les moyens de paiement et le cash management compensée par la baisse des commissions financières
- **Frais de gestion¹ : +1,0% / 9M22**, hausse contenue par l'effet des mesures d'économie de coûts
- **Résultat avant impôt² : -12,6% / 9M22**, base élevée des « éléments hors exploitation » au 2T22 et hausse du coût du risque en lien notamment avec un dossier spécifique

1. Incluant 100% de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL, +38 M€ au 9M22 et -2 M€ au 9M23) ; 2. Incluant 2/3 de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL en France)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 52

CPBS - BNL banca commerciale – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
BNL bc¹						
PNB	660	652	+1,2%	2 023	1 978	+2,3%
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	398	382	+4,2%	1 201	1 149	+4,5%
<i>incl. Commissions</i>	263	271	-3,0%	822	829	-0,8%
Frais de gestion	-448	-440	+1,8%	-1 339	-1 310	+2,3%
RBE	213	213	+0,1%	683	669	+2,2%
Coût du risque	-98	-114	-13,5%	-277	-351	-21,2%
Résultat d'exploitation	114	99	+15,6%	407	318	+28,1%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	-69,8%	0	0	n.s.
Autres éléments hors exploitation	0	0	+99,3%	-3	2	n.s.
Résultat avant impôt	115	99	+15,5%	404	320	+26,3%
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-4	-4	-1,3%	-16	-20	-20,0%
Résultat avant impôt de BNL bc	110	95	+16,3%	387	299	+29,4%
Coefficient d'exploitation	67,8%	67,4%	+0,4 pt	66,2%	66,2%	+0,0 pt

Encours moyens en milliards d'euros	3T23	Variation / 3T22	Variation / 2T23	9M23	Variation / 9M22
CREDITS	74,2	-6,2%	-3,0%	75,9	-3,4%
Particuliers	37,5	-2,4%	-0,9%	37,9	-0,8%
Dont Immobilier	27,1	-1,4%	-0,9%	27,3	+0,7%
Dont Consommation	5,0	+1,2%	+0,7%	5,0	+1,4%
Entreprises	36,6	-9,9%	-5,1%	38,0	-5,9%
DEPOTS	64,0	-2,1%	-1,1%	63,9	-0,7%
Dépôts Particuliers	37,5	-1,7%	-0,4%	37,5	-1,6%
Dont Dépôts à vue	34,8	-8,2%	-2,2%	35,5	-6,3%
Dépôts Entreprises	26,5	-2,8%	-2,2%	26,5	+0,5%

En milliards d'euros	30.09.23	Variation / 30.09.22	Variation / 30.06.23
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	22,7	-11,5%	-2,8%
OPCVM	14,5	-2,5%	-4,7%

1. Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt - Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

PNB¹ : +2,3% / 9M22

- Revenus d'intérêt : +4,5%, hausse liée notamment à l'impact positif de l'environnement de taux et la bonne tenue des marges sur les dépôts et malgré la hausse des coûts de refinancement, accompagnée par une croissance des revenus plus marquée sur la clientèle des entreprises avec l'accompagnement des clients dans la transition énergétique
- Commissions: -0,8%, stabilité soutenue par la progression des commissions bancaires

Frais de gestion¹ : +2,3% / 9M22

- Effet des mesures d'efficacité opérationnelle compensant partiellement l'impact de l'inflation

Résultat avant impôt² : +29,4% / 9M22, hausse amplifiée par la baisse du coût du risque

1. Incluant 100% de la Banque Privée ; 2. Incluant 2/3 de la Banque Privée



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 53

CPBS - Banque Commerciale en Belgique – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
BCEB¹						
PNB	1 014	917	+10,7%	3 036	2 817	+7,8%
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	731	636	+14,9%	2 167	1 945	+11,4%
<i>incl. Commissions</i>	283	281	+1,0%	869	872	-0,3%
Frais de gestion	-591	-558	+5,8%	-2 104	-2 017	+4,4%
RBE	424	359	+18,1%	932	800	+16,4%
Coût du risque	-22	-17	+32,7%	-50	-16	n.s.
Résultat d'exploitation	402	342	+17,4%	882	785	+12,4%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	n.s.	1	0	n.s.
Autres éléments hors exploitation	2	3	-23,6%	6	10	-37,5%
Résultat avant impôt	405	345	+17,4%	890	796	+11,9%
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-26	-19	+34,2%	-66	-49	+33,6%
Résultat avant impôt de la BCEB	379	326	+16,4%	825	747	+10,4%
Coefficient d'exploitation	58,2%	60,9%	-2,7 pt	69,3%	71,6%	-2,3 pt

	3T23	Variation / 3T22	Variation / 2T23	9M23	Variation / 9M22
CREDITS	139,7	+2,1%	+0,2%	139,1	+3,9%
Particuliers	78,3	+1,9%	+0,3%	78,1	+3,1%
Dont Immobilier	66,7	+2,4%	+0,5%	66,5	+3,1%
Dont Consommation	0,2	-2,4%	-18,9%	0,1	+28,2%
Dont Entrepreneurs	11,4	-0,5%	-0,1%	11,4	+2,4%
Entreprises et collectivités publ.	61,4	+2,2%	+0,1%	61,1	+5,0%
DEPOTS	158,9	-2,1%	-1,2%	160,0	-1,0%
Dépôts à vue	61,2	-19,0%	-4,5%	64,0	-16,6%
Comptes d'épargne	78,2	-6,6%	-3,7%	80,5	-2,2%
Dépôts à terme	19,5	n.s.	+25,5%	15,5	n.s.

En milliards d'euros	30.09.23	Variation / 30.09.22	Variation / 30.06.23
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	24,1	-1,2%	-0,6%
OPCVM	38,1	+2,6%	-1,8%

1. Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt - Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

PNB¹ : +7,8% / 9M22

- Revenus d'intérêt : +11,4%, forte croissance liée à la bonne tenue des marges malgré la hausse des coûts de refinancement
- Commissions : -0,3%, hausse des commissions financières compensée par la baisse des commissions bancaires

Frais de gestion¹ : +4,4% / 9M22, hausse contenue par les mesures d'économie de coûts compensant partiellement l'impact de l'inflation ; effet de ciseaux très positif (+3,4 pts)

Résultat avant impôt² : +10,4% / 9M22, forte croissance du RBE et impact du coût du risque par rapport à une base faible au 9M22 (reprise de provisions au 1S22)

1. Incluant 100% de la Banque Privée ; 2. Incluant 2/3 de la Banque Privée



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 54

CPBS - Banque Commerciale au Luxembourg – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
BCEL¹						
PNB	152	116	+31,0%	442	345	+28,3%
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	129	94	+37,6%	371	272	+36,4%
<i>incl. Commissions</i>	23	22	+2,7%	71	73	-1,8%
Frais de gestion	-71	-62	+14,5%	-228	-208	+9,7%
RBE	81	54	+50,1%	214	136	+56,8%
Coût du risque	-4	3	n.s.	-6	11	n.s.
Résultat d'exploitation	77	56	+37,0%	208	147	+41,5%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Autres éléments hors exploitation	0	1	-99,9%	0	3	-90,0%
Résultat avant impôt	77	58	+34,0%	208	150	+39,0%
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-2	-1	+26,4%	-5	-5	+11,5%
Résultat avant impôt de la BCEL	76	56	+34,2%	203	145	+39,8%
Coefficient d'exploitation	47,0%	53,8%	-6,8 pt	51,7%	60,4%	-8,7 pt

1. Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt - Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

PNB¹ : +31,0% / 3T22 ; +28,3% / 9M22

- Revenus d'intérêt : +37,6% / 3T22 ; +36,4% / 9M22, très forte hausse en lien avec la bonne tenue des marges sur dépôts, notamment sur la clientèle entreprise, et la progression des encours de crédit
- Commissions : +2,7% / 3T22 ; -1,8% / 9M22, bon niveau de commissions, en retrait au 9M23 par rapport à un niveau élevé au 9M22

Encours moyens en milliards d'euros	3T23	Variation / 3T22	Variation / 2T23	9M23	Variation / 9M22
CREDITS	13,1	+0,8%	+0,2%	13,1	+2,0%
Particuliers	8,1	+0,1%	-0,5%	8,2	+1,5%
Entreprises et collectivités publ.	5,0	+1,9%	+1,5%	4,9	+2,8%
DEPOTS	28,8	-7,1%	+2,0%	28,6	-4,7%
Dépôts à vue	13,3	-30,6%	-5,3%	14,2	-23,8%
Comptes d'épargne	6,7	-22,7%	-3,8%	7,1	-19,0%
Dépôts à terme	8,8	n.s.	+21,8%	7,3	n.s.

En milliards d'euros	30.09.23	Variation / 30.09.22	Variation / 30.06.23
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	1,0	-5,2%	-0,2%
OPCVM	1,9	+0,9%	-3,9%

Frais de gestion¹ : +14,5% / 3T22 ; +9,7% / 9M22, effet de ciseaux très largement positif (+18,7 pts par rapport au 9M22)

Résultat net avant impôt² : +34,2% / 3T22 ; +39,8% / 9M22, forte croissance du RBE et impact du coût du risque par rapport à une base faible au 9M22 (reprise de provisions au 3T22 et 9M22)

1. Incluant 100% de la Banque Privée ; 2. Incluant 2/3 de la Banque Privée



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 55

CPBS - Europe Méditerranée – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Europe-Méditerranée¹						
PNB	809	607	+33,3%	2 060	1 812	+13,7%
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	682	488	+39,6%	1 730	1 462	+18,4%
<i>incl. Commissions</i>	127	118	+7,2%	329	350	-5,8%
Frais de gestion	-455	-395	+15,3%	-1 235	-1 239	-0,3%
RBE	354	212	+67,0%	825	573	+44,1%
Coût du risque	-50	-55	-9,3%	-155	-143	+8,6%
Résultat d'exploitation	303	156	+94,0%	670	430	+55,9%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	74	100	-25,4%	226	302	-25,3%
Autres éléments hors exploitation	-123	-5	n.s.	-110	-34	n.s.
Résultat avant impôt	255	251	+1,6%	786	697	+12,7%
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-17	-3	n.s.	-35	-10	n.s.
Résultat avant impôt de Europe-Méditerranée	238	248	-3,8%	751	688	+9,2%
Coefficient d'exploitation	56,3%	65,1%	-8,8 pt	60,0%	68,4%	-8,4 pt

1. Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt - Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

Effet change : forte appréciation de l'euro / la livre turque et dépréciation de l'euro / zloty

- TRY/EUR² : -37,3% / 3T22, -1,9% / 2T23, -37,3% / 9M22
- PLN/EUR³ : +5,3% / 3T22, +0,9% / 2T23, +1,9% / 9M22

A périmètre et change constants⁴ / 9M22

- **PNB⁵** : +18,8% ; +18,6% hors effet de la situation d'hyperinflation⁶ en Turquie - hausse des revenus en lien avec la bonne progression des revenus d'intérêt en Pologne
- **Frais de gestion⁵** : +5,3% ; +5,1% hors effet de la situation d'hyperinflation⁶ en Turquie - progression en lien avec une inflation élevée - effet de ciseaux positif
- **Situation d'hyperinflation en Turquie⁶** : baisse des «autres éléments hors exploitation»⁵ (-135 M€ / 9M22)

2. Cours fin de période avec l'application en Turquie d'IAS 29 ; 3. Cours moyens ;

4. A périmètre et change constants hors Turquie à effet de change historique en cohérence avec l'application d'IAS 29 ; 5. Incluant 100% de la Banque Privée ;

6. Effets de l'application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture (CPI linkers) en Turquie



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

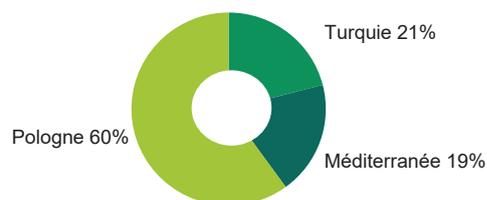
Résultats au 30.09.23 | 55

CPBS - Europe Méditerranée

Volumes et risques

moyens en milliards d'euros	3T23	Variation / 3T22		Variation / 2T23		Variation / 9M22		
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants	
CREDITS	32,7	-7,7%	+0,0%	+1,7%	+1,3%	32,9	-5,7%	+0,0%
DEPOTS	41,1	-3,3%	+4,4%	+3,0%	+2,6%	41,0	-0,1%	+5,2%

Répartition géographique des encours de crédit 3T23



Coût du risque / encours

Coût du risque annualisé / encours début de période	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23
Turquie	1,05%	1,12%	-0,30%	0,07%	-0,06%
Pologne	0,31%	0,01%	0,75%	0,92%	0,51%
Autres	0,69%	-0,85%	0,91%	0,53%	1,53%
Europe Méditerranée	0,58%	0,11%	0,53%	0,62%	0,57%

- NB (2T23) : reprise de -26pb hors coût du risque exceptionnel en Pologne

TEB : une banque solide et bien capitalisée

- Ratio de solvabilité¹ de 19,23% au 30.09.23
- Très largement auto-financée
- 0,9% des encours de crédit du Groupe au 30.09.23

1. Capital Adequacy Ratio (CAR)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 57

CPBS - Métiers Spécialisés - Personal Finance - 9M23

€/m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Personal Finance						
PNB	1 292	1 345	-3,9%	3 907	4 104	-4,8%
Frais de gestion	-713	-689	+3,5%	-2 256	-2 183	+3,4%
RBE	580	656	-11,7%	1 650	1 922	-14,1%
Coût du risque	-397	-336	+18,0%	-1 117	-960	+16,4%
Résultat d'exploitation	183	320	-42,9%	533	962	-44,6%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	18	22	-16,9%	37	62	-40,1%
Autres éléments hors exploitation	-4	-2	n.s.	39	-14	n.s.
Résultat avant impôt	197	340	-42,1%	609	1 010	-39,7%
Coefficient d'exploitation	55,2%	51,2%	+4,0 pt	57,8%	53,2%	+4,6 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

A périmètre et change constants / 9M22

- PNB** : -3,9%, en lien avec l'effet de la pression sur les marges et malgré l'augmentation des volumes
- Frais de gestion** : +4,1%, hausse en lien avec les projets de développement ciblés
- Résultat avant impôt** : -39,7% en lien notamment avec la baisse du RBE et la hausse du coût du risque (NB : impact positif d'un élément non récurrent au 2T23 en « Autres éléments hors exploitation »)

Encours moyens en milliards d'euros	3T23	Variation / 3T22		Variation / 2T23		Variation / 9M22		Coût du risque annualisé / encours début de période						
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23		
ENCOURS CONSOLIDES	105,2	+11,5%	+12,3%	-0,1%	-0,3%	102,5	+9,6%	+10,1%	France	2,11%	0,81%	1,40%	1,92%	1,55%
ENCOURS GERES (1)	123,6	+12,3%	+14,0%	+0,8%	+0,8%	119,7	+9,9%	+11,1%	Italie	1,22%	1,03%	1,57%	2,32%	1,80%
									Espagne	1,64%	2,58%	1,75%	0,46%	1,68%
									Autres Europe de l'Ouest	0,72%	1,92%	1,16%	0,74%	1,19%
									Europe de l'Est	1,40%	1,57%	1,05%	1,07%	0,67%
									Brésil	6,42%	13,60%	4,24%	4,77%	3,10%
									Autres	1,28%	1,57%	1,95%	1,70%	1,79%
									Personal Finance	1,39%	1,70%	1,45%	1,45%	1,47%

(1) Intégrant 100% des encours des filiales non détenues à 100% ainsi que des partenariats



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 58

CPBS - Métiers spécialisés – 9M23

Arval & Leasing Solutions – Nouveaux métiers digitaux

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Arval & Leasing Solutions						
PNB	958	874	+9,6%	2 986	2 580	+15,7%
Frais de gestion	-367	-341	+7,8%	-1 128	-1 048	+7,6%
RBE	591	534	+10,8%	1 858	1 532	+21,3%
Coût du risque	-46	-38	+21,3%	-117	-116	+0,7%
Résultat d'exploitation	546	496	+10,0%	1 741	1 416	+23,0%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	1	n.s.	0	6	n.s.
Autres éléments hors exploitation	12	5	n.s.	-9	45	n.s.
Résultat avant impôt	557	502	+11,0%	1 732	1 467	+18,1%
Coefficient d'exploitation	38,3%	39,0%	-0,7 pt	37,8%	40,6%	-2,8 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB** : +15,7% / 9M22, très bonne performance d'Arval, progression des revenus de Leasing Solutions
- **Frais de gestion** : +7,6% / 9M22, effet de ciseaux largement positif (+8,1 pts)
- **Résultat avant impôt** : +18,1% / 9M22, impact de la situation d'hyperinflation² en Turquie sur les « autres éléments hors exploitation »

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Nouveaux Métiers Digitaux & Personal Investors¹						
PNB	266	197	+35,0%	760	619	+22,9%
Frais de gestion	-170	-149	+13,8%	-494	-420	+17,5%
RBE	96	48	n.s.	267	198	+34,5%
Coût du risque	-29	-23	+25,7%	-81	-58	+39,4%
Résultat d'exploitation	67	25	n.s.	186	140	+32,5%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	-2	-2	-17,5%	-6	-7	-10,8%
Autres éléments hors exploitation	0	0	-60,1%	0	1	-56,3%
Résultat avant impôt	65	23	n.s.	180	134	+34,3%
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et priv	-1	0	n.s.	-3	-1	n.s.
Résultat avant impôt des NDB & PI	64	22	n.s.	177	132	+33,5%
Coefficient d'exploitation	63,8%	75,7%	-11,9 pt	64,9%	68,0%	-3,1 pt

1. Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt - Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB** : +22,9% / 9M22, très forte hausse des revenus de Personal Investors et des Nouveaux Métiers Digitaux
- **Frais de gestion** : +17,5% / 9M22, en lien avec la stratégie de développement des métiers, effet de ciseaux positif (+5,4 pts)
- **Résultat avant impôt** : +33,5% / 9M22

2. Effets de l'application de la norme IAS 29 et prise en compte de la performance de la couverture (CPI linkers) en Turquie



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 59

CPBS - Métiers spécialisés – 9M23

Arval & Leasing Solutions et Personal Investors

Arval

Encours moyens en milliards d'euros	3T23	Variation / 3T22		Variation / 2T23		9M23	Variation / 9M22	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
Encours consolidés	33,2	+23,5%	+21,7%	+5,5%	+5,4%	31,5	+20,2%	+18,0%
Parc Financé (en milliers de véhicules)	1 668	+9,7%	+7,0%	+1,5%	+1,5%	1 642	+9,3%	+6,6%

Leasing Solutions

Encours moyens en milliards d'euros	3T23	Variation / 3T22		Variation / 2T23		9M23	Variation / 9M22	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
Encours consolidés	23,7	+4,6%	+5,4%	+0,7%	+0,5%	23,4	+4,8%	+5,9%

Personal Investors

Encours moyens en milliards d'euros	3T23	Variation / 3T22	Variation / 2T23	9M23	Variation / 9M22
CREDITS	0,5	-20,1%	-3,3%	0,5	-11,1%
DEPOTS	31,6	+3,2%	-1,7%	32,0	+4,8%

En milliards d'euros	30.09.23	Variation / 30.09.22	Variation / 30.06.23
ACTIFS SOUS GESTION	164,3	+9,5%	+1,4%
Ordres Particuliers Europe (millions)	9,2	-9,6%	+2,4%



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 60

Investment & Protection Services – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Investment & Protection Services						
PNB	1 420	1 458	-2,6%	4 259	4 284	-0,6%
Frais de gestion	-884	-883	+0,1%	-2 660	-2 596	+2,5%
RBE	536	575	-6,8%	1 599	1 688	-5,3%
Coût du risque	-13	2	n.s.	-16	-10	+67,9%
Résultat d'exploitation	523	577	-9,4%	1 583	1 679	-5,7%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	80	31	n.s.	206	118	+74,8%
Autres éléments hors exploitation	3	41	-92,0%	3	92	-96,9%
Résultat avant impôt	606	650	-6,7%	1 792	1 888	-5,1%
Coefficient d'exploitation	62,2%	60,5%	+1,7 pt	62,4%	60,6%	+1,8 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

En milliards d'euros	30.09.23	30.09.22	Variation / 30.09.22	30.06.23	Variation / 30.06.23
Actifs sous gestion (en Md€)	1 203,9	1 156,6	+4,1%	1 218,4	-1,2%
Assurance	244,6	248,4	-1,6%	250,2	-2,3%
Wealth Management	408,3	388,8	+5,0%	410,5	-0,5%
AM+RE+PI	551,0	519,3	+6,1%	557,7	-1,2%
Gestion d'actifs	523,7	488,7	+7,2%	529,1	-1,0%
Real Estate	27,4	30,6	-10,6%	28,7	-4,6%
	3T23	3T22	Variation / 3T22	2T23	Variation / 2T23
Collecte nette (en Md€)	-0,1	5,4	n.s.	4,1	n.s.
Assurance	-0,8	-0,2	n.s.	-0,8	-6,1%
Wealth Management	4,2	4,2	+1,3%	3,8	+10,7%
AM+RE+PI	-3,6	1,4	n.s.	1,1	n.s.
Gestion d'actifs	-3,2	0,8	n.s.	0,9	n.s.
Real Estate	-0,4	0,6	n.s.	0,2	n.s.

NB : Impact de la cession de portefeuille en Espagne (Wealth Management)

- **PNB : -0,6% / 9M22** (+5,5% hors Real Estate et Principal Investments)
 - Bonne progression des revenus des métiers Wealth Management et Assurance
 - Bonne résistance des revenus du métier Asset Management
 - Forte baisse des revenus des métiers Real Estate et Principal Investments liée à un effet de base et des environnements peu porteurs
- **Frais de gestion : +2,5% / 9M22**, (+3,1% hors Real Estate et Principal Investments)
 - Hausse des frais de gestion contenue notamment par des mesures d'économie de coûts
 - Effet de ciseaux positif (+2,4 pts) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments
- **Résultat avant impôt : -5,1% / 9M22** (+9,2% hors Real Estate et Principal Investments)
 - Rappel : base élevée au 9M22 des plus-values liées à des cessions en Assurance et en Wealth Management et une création de JV en Asset Management



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 61

IPS - Assurance – 9M23

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Assurance						
PNB	536	514	+4,3%	1 617	1 516	+6,6%
Frais de gestion	-202	-199	+1,7%	-608	-596	+1,9%
RBE	334	315	+6,0%	1 009	920	+9,7%
Coût du risque	0	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat d'exploitation	334	315	+6,0%	1 009	920	+9,7%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	78	20	n.s.	183	73	n.s.
Autres éléments hors exploitation	0	1	n.s.	-1	15	n.s.
Résultat avant impôt	411	336	+22,2%	1 192	1 008	+18,3%
Coefficient d'exploitation	37,8%	38,7%	-0,9 pt	37,6%	39,3%	-1,7 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

La norme IFRS 17 « contrats d'assurances » remplace la norme IFRS 4 « contrats d'assurances » depuis le 01.01.23. Cette entrée en vigueur de la norme IFRS 17 est conjointe à la mise en œuvre de la norme IFRS 9 pour les activités d'assurance. L'impact de la volatilité générée par la comptabilisation à la juste valeur des actifs sur le résultat financier (IFRS 9) est présenté en « Autres activités »¹ et n'impacte donc pas les revenus du métier Assurance.

- **Provisions techniques : -0,7% / 9M22**
- **PNB : +6,6% / 9M22**, bonne progression de l'activité Protection et hausse du résultat technique
- **Frais de gestion : +1,9% / 9M22**, progression en lien avec la poursuite de projets ciblés
- **Résultat avant impôt : +18,3% / 9M22**, hausse de la contribution des sociétés mises en équivalence dans toutes les régions

1. Voir diapositive 64 pour les impacts sur les Autres Activités



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 62

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Gestion Institutionnelle et Privée						
PNB	884	944	-6,4%	2 642	2 768	-4,6%
Frais de gestion	-681	-684	-0,4%	-2 052	-2 000	+2,6%
RBE	202	260	-22,2%	590	768	-23,2%
Coût du risque	-13	2	n.s.	-16	-10	+67,9%
Résultat d'exploitation	189	262	-27,9%	574	759	-24,4%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	2	11	-81,4%	22	45	-50,4%
Autres éléments hors exploitation	4	40	-91,1%	4	77	-95,5%
Résultat avant impôt	195	313	-37,8%	600	881	-31,9%
Coefficient d'exploitation	77,1%	72,4%	+4,7 pt	77,7%	72,2%	+5,5 pt

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- **PNB : -4,6% / 9M22** (+4,6% hors Real Estate et Principal Investments)
 - Très bonne performance du métier Wealth Management
 - Bonne résistance des revenus du métier Asset Management
 - Forte baisse des revenus des métiers Real Estate et Principal Investments liée à un effet de base et des environnements peu porteurs
- **Frais de gestion : +2,6% / 9M22** (+3,6% hors Real Estate et Principal Investments)
 - Hausse des frais de gestion contenue notamment par des mesures d'économie de coûts
 - Effet de ciseaux positif (+1,0 pt) hors l'impact conjoncturel lié aux métiers Real Estate et Principal Investments
- **Résultat avant impôt : -31,9% / 9M22** (-6,7% hors Real Estate et Principal Investments)
 - Rappel : base élevée au 9M22 des plus-values liées à une cession en Wealth Management et une création de JV en Asset Management



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 63

3T23 / 9M23 - Autres Activités

Retraitements de la volatilité et des frais rattachables liés aux activités d'assurance

- **A partir du 01.01.23, le périmètre « Autres activités » intègre 2 retraitements liés à l'application de la norme IFRS 17 conjointement à la mise en œuvre d'IFRS 9 pour les activités d'assurance¹. Pour une meilleure lisibilité ces retraitements seront externalisés chaque trimestre.**

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Autres activités : retraitements liés aux activités d'assurance de la volatilité (IFRS9) et des frais rattachables (distributeurs internes)						
PNB	-239	-280	-14,9%	-809	-1 056	-23,5%
Retraitement de la volatilité (métier Assurance)	-2	-31	-93,0%	-51	-297	-82,7%
Retraitement Frais rattachables (Distributeurs internes)	-236	-249	-5,1%	-757	-759	-0,3%
Frais de gestion	236	249	-5,1%	757	759	-0,3%
Retraitement Frais rattachables (Distributeurs internes)	236	249	-5,1%	757	759	-0,3%
RBE	-2	-31	-93,0%	-51	-297	-82,7%
Résultat avant impôt	-2	-31	-93,0%	-51	-297	-82,7%

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

- Les frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance » sont présentés comptablement en déduction du PNB et non plus en frais de gestion. L'impact de ces écritures pour les distributeurs internes est porté par « Autres activités ».
 - Ces écritures sont sans effet sur le résultat brut d'exploitation
- L'impact de la volatilité générée par la comptabilisation à la juste valeur des actifs sur le résultat financier (IFRS 9) est présenté en « Autres activités » et n'impacte donc pas les revenus du métier Assurance.

¹. Voir diapositive 62 pour les impacts sur le métier Assurance



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 64

Autres Activités – 3T23

Hors retraitements liés aux activités d'assurance

€m	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
Autres activités excl. les retraitements liés aux activités d'assurance						
PNB	-65	-43	+51,0%	-904	-34	n.s.
Frais de gestion	-220	-222	-0,8%	-1 162	-951	+22,2%
<i>incl. coûts de restructuration, de renforcement IT et d'adaptation</i>	-127	-125	+1,9%	-639	-302	n.s.
RBE	-285	-265	+7,6%	-2 066	-986	n.s.
Coût du risque	-7	-126	-94,7%	-34	-244	-86,2%
Résultat d'exploitation	-292	-391	-25,4%	-2 100	-1 230	+70,8%
QP du résultat net des sociétés mises en équivalence	16	19	-19,0%	45	61	-26,7%
Autres éléments hors exploitation	3	-2	n.s.	95	-111	n.s.
Résultat avant impôt	-273	-374	-27,0%	-1 960	-1 280	+53,2%

Fonds propres alloués disponibles dans les séries trimestrielles

● PNB

- Réévaluation du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (DVA) : 22 M€
- Ajustement au 3T23 des couvertures lié aux changements de modalités de la BCE sur le TLTRO au 4T22 : - 58 M€

● Frais de gestion

- Coûts de restructuration et coûts d'adaptation : 40 M€ (32 M€ au 3T22)
- Coûts de renforcement IT : 87 M€ (93 M€ au 3T22)

● Coût du risque

- Rappel 3T22 : impact de la « loi sur l'assistance des emprunteurs » en Pologne pour -204 M€



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 65

Autres Activités – 9M23

Hors retraitements liés aux activités d'assurance

● PNB

- Réévaluation du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (DVA) : -11 M€ (+202 M€ au 9M22 compensé par un élément non récurrent négatif)
- Ajustement au 9M23 des couvertures lié aux changements de modalités de la BCE sur le TLTRO au 4T22 : - 891 M€
- Provisions pour litiges au 2T23 : -125 M€

● Frais de gestion

- Baisse des taxes soumises à IFRIC 21 et notamment de la contribution au Fonds de Résolution Unique
- Coûts d'adaptation globaux liés au métier Personal Finance au 1T23 : 236 M€
- Coûts de restructuration et coûts d'adaptation : 128 M€ (85 M€ au 9M22)
- Coûts de renforcement IT : 275 M€ (216 M€ au 1S22)

● Autres éléments hors exploitation

- Impact positif de plus values de cession au 2T23
- Rappel 9M22 : Ecart d'acquisition négatif (bpost banque) (+244 M€), plus-value de cession d'une participation (+204 M€), dépréciation et recyclage de la réserve de conversion (Ukrsibbank)¹ (-433 M€)

- **Résultat avant impôt** : forte baisse du RBE liée notamment à l'impact extraordinaire au 9M23 de l'ajustement des couvertures avec les changements de modalités de la BCE sur le TLTRO au 4Q22 (-891 M€) et aux coûts d'adaptation globaux liés au métier Personal Finance (-236 M€)

1. Précédemment constatée en capitaux propres



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 66



RÉSULTATS DU GROUPE
RÉSULTATS DES PÔLES OPÉRATIONNELS
CONCLUSION
RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 3T23 ET 9M23
ANNEXES

Nombre d'actions et Bénéfice par Action

● Nombre d'actions

<i>en millions</i>	30-sept.-23	30-sept.-22
Nombre d'actions (fin de période)	1 173	1 234
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période)	1 170	1 233
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 215	1 233

Rappel : Depuis le début du programme de rachat d'actions 2023, 75 113 757 actions ont été rachetées dont 43 882 757 actions pour la première tranche et 31 231 000 actions pour la seconde tranche au 20 octobre 2023.
Annulation de 69 643 757 actions au 23 octobre 2023

● Bénéfice par Action¹

<i>en millions</i>	30-sept-23	30-sept-22
Résultat net part du Groupe ²	8 810	8 046
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-488	-293
Effet change sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée remboursés	0	-123
Résultat net part du Groupe², après rémunération et effet change sur TSSDI	8 322	7 630
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 215	1 233
Bénéfice par Action (BPA) en euros	6,85	6,19
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période)	1 170	1 233
Bénéfice par Action fin de période (BPA fin de période), en euros	7,11	6,19

¹. Calculé sur la base du Résultat Net distribuable en 2023 ; ². Résultat Net distribuable en 2023 ; ³. Sur la base des résultats publiés au 30 septembre 2022



Actif net par Action

Actif Net par Action

en millions d'euros	30-sept.-23	30-sept.-22	
Capitaux propres comptables part du Groupe	124 138	120 764	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres (gains et pertes latents ou différés)	-3 106	-1 388	
dont Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	13 473	10 820	(2)
dont rémunération nette d'impôts à verser sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	121	38	(3)
Actif Net Comptable (a)	110 544	109 906	(1)-(2)-(3)
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	9 522	12 154	
Actif Net Comptable Tangible (a)	101 022	97 752	
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période) en millions	1 170	1 233	
Actif Net Comptable par Action (euros)	94,5	89,1	
dont actif net comptable par action non réévalué (euros)	97,1	90,2	
Actif Net Comptable Tangible par Action (euros)	86,3	79,3	

(a) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 69

Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents (1/2)

Capitaux permanents part du Groupe non réévalués utilisés pour le calcul du ROE / ROTE (sur la base des résultats publiés)

en millions d'euros	30-sept.-23	30-Sep-22	
Actif Net Comptable	110 544	109 906	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres (gains latents ou différés)	-3 106	-1 388	(2)
dont projet de distribution du résultat 2022		6 043	(3)
dont projet de distribution du résultat 2023	6 883		(4)
Annualisation du résultat retraité (a)	3 191	3 289	(5)
Retraitement coupons courus non échus fin de période	-166	-171	(6)
Capitaux propres permanents part du Groupe, non réévalués, utilisés pour le calcul du ROE (b)	109 792	108 369	(1)-(2)-(3)-(4)+(5)+(6)
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	9 522	12 154	
Capitaux propres permanents tangibles part du Groupe, non réévalués, utilisés pour le calcul du ROTE (b)	100 270	96 215	
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROE (c)	108 446	106 097	
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROTE (d)	97 690	94 245	

(a) 1/3 du RNPG 9M, hors éléments exceptionnels à l'exclusion des coûts de renforcement IT, d'adaptation et de restructuration, et hors contribution au FRU et taxes après impôts ;

(b) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI et incluant les projets de distribution du résultat

(c) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 30 septembre avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende) ;

(d) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 30 septembre avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition)

NB : Le taux de distribution et la part de Résultat Net Part du Groupe pris en compte pour la distribution ordinaire sont toujours établis sur une base ajustée de la rémunération des TSSDI. En 2023, la distribution est appliquée sur le Résultat net part du Groupe distribuable ajusté de la rémunération des TSSDI.



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

59

Résultats au 30.09.23 | 70

Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents (2/2)

● Calcul de la rentabilité des fonds propres

(sur la base des résultats publiés)

en millions d'euros	30-sept-23	30-Sep-22	
Résultat net part du Groupe (RNPG)	9 906	8 046	(1)
Eléments exceptionnels et extraordinaires (a)	1 587	-383	(2)
dont éléments exceptionnels et extraordinaires (non annualisés)	1 853	-159	(3)
dont coûts de renforcement IT, adaptation et de restructuration (annualisés)	-267	-224	(4)
Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) et taxes après impôts	-1 521	-1 664	(5)
RNPG non retraité des éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisées (b)	13 452	11 634	(6)
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) et effet change	-654	-587	
Impact des coûts de renforcement IT, adaptation et de restructuration (annualisés)	-356	-299	
RNPG pour le calcul du ROE / ROTE (c)	12 443	10 748	
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROE (d)	108 446	106 097	
Rentabilité des fonds propres	11,5%	10,1%	
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROTE (e)	97 690	94 245	
Rentabilité des fonds propres tangibles	12,7%	11,4%	

(a) cf. diapositive 41 ;

(b) Basé sur le RNPG retraité annualisé du 30 septembre, (6) = $4/3^* [(1)-(2)-(5)]+(3)+(5)$;

(c) Basé sur le RNPG retraité annualisé du 30 septembre ;

(d) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé du 30 septembre avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende) ;

(e) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé du 30 septembre avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 71

Un bilan de qualité

● Créances douteuses / encours bruts

	30-sept-23	30-sept-22
Créances douteuses (a) / encours bruts (b)	1,7%	1,7%

a) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, non nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres

b) (b) Encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

● Taux de couverture

en milliards d'euros	30-sept-23	30-sept-22
Provisions (a)	14,1	14,7
Engagements douteux (b)	20,1	20,1
Taux de couverture Stage 3	69,8%	73,1%

a) Dépréciations stage 3

b) (b) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 72

Ratio common equity Tier 1

Ratio common equity Tier 1 de Bâle 3¹

(passage des fonds propres comptables aux fonds propres prudentiels)

en Milliards d'euros	30-sept.-23	30-juin-23
Capitaux propres	129,3	128,3
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-13,5	-13,5
Projet de distribution du résultat 2022		
Projet de distribution du résultat 2023	-5,0	-3,5
Ajustements réglementaires sur capitaux propres ²	-2,8	-2,5
Ajustements réglementaires sur intérêts minoritaires	-2,9	-2,9
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	-8,2	-8,0
Impôts différés actifs sur déficits reportables	-0,1	-0,1
Autres ajustements réglementaires	-1,4	-1,4
Déduction des engagements de paiement irrévocable	-1,4	-1,4
Fonds propres Common Equity Tier One	94,0	95,0
Actifs pondérés	699	698
Ratio Common Equity Tier 1	13,4%	13,6%

Ratios de Fonds propres

	30-sept-23	31-déc.-22	30-sept.-22
Ratio de solvabilité global (a)	17,8%	16,2%	15,9%
Ratio Tier 1 (a)	15,5%	13,9%	13,5%
Ratio Common equity Tier 1 (a)	13,4%	12,3%	12,1%

(a) CRD5, sur la base des risques pondérés à 699 Md€ au 30.09.23, 745 Md€ au 31.12.22 et 766 Md€ au 30.09.22 ; cf. diapositive 77

Prise en compte au 30.06.23 de la part restant à exécuter de la 1^{ère} tranche du programme de rachat d'actions au 30.06.23

- 2,10 Md€ au titre de la partie déjà exécutée de la 1^{ère} tranche de rachats d'actions, déjà déduite des capitaux propres comptables au 30.06.23
- 0,40 Md€ au titre de la partie non exécutée de la 1^{ère} tranche de rachats d'actions, inclus dans 'les ajustements réglementaires sur capitaux propres' au 30.06.23

Prise en compte au 30.09.23 de la 2^{ème} tranche (2,5 Md€) du programme de rachat d'actions

- 3,5 Md€ de réduction de capital liée à l'annulation des actions acquises en date du 27 septembre 2023 dans le cadre de l'exécution de la première tranche et d'une partie de la seconde tranche (1 Md€) du programme de rachat d'actions 2023.
- 0,2 Md€ au titre de la partie déjà exécutée de la 2^{ème} tranche de rachats d'actions, déjà déduite des capitaux propres comptables au 30.09.23
- 1,3 Md€ au titre de la partie non exécutée de la 2^{ème} tranche de rachats d'actions, inclus dans 'les ajustements réglementaires sur capitaux propres' au 30.09.23

1. CRD5 ; 2. Y compris Prudent Valuation Adjustment



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 73

Ressources de marché à moyen / long terme

Présence continue sur les marchés de dette

~110% du programme règlementaire réalisé au 20.10.23

Programme d'émissions règlementaires pour 2023¹: 18,5 Md€

Instruments de capital : 3,5 Md€¹ ; 4,0 Md€ d'AT1 déjà émis²

AT1 :

- 1 Md\$ (traité en 2022, en pré-financement du programme 2023), PerpNC5³, coupon de 9.25% (sa, 30/360) ; équiv. US Treasuries à 5 ans+496,9 pb
- 1,25 Md€, PerpNC7.4⁴, coupon de 7.375% (sa, Act/Act), équiv. mid-swap€+463,1 pb
- 600 MSGD, PerpNC5³, coupon de 5.90% (sa, Act/360), équiv. mid-swap SORA-OIS à 5 ans+267,4 pb
- 1,5 Md\$, PerpNC5³, coupon de 8.50% (sa, 30/360) ; équiv. US Treasuries à 5 ans+435,4 pb

Dettes Senior : 15 Md€¹:

Non Préférée: 4,3 Md€ déjà réalisés², incluant :

- 850 M€, 9.4 ans bullet, UK Gilt+215pb
- 1 Md€, 6NC5⁵, obligation verte, mid-swap€+145 pb
- 1 Md€, 8NC7⁶, obligation verte, mid-swap€+137 pb
- 27,2Md¥, 6NC5⁵, mid-swap Tonar+105 pb

Préférée : 12,1 Md€ déjà réalisés², incluant :

- 1,25 Md€, 8NC7⁶, mid-swap€+92 pb
- 335 MCHF, 5 ans bullet, CHF mid-swap+75 pb
- 1,75 Md\$, 6NC5⁵, US Treasuries à 5 ans+145 pb
- 1 Md€, 6NC5⁵, mid-swap€+78 pb
- 1,25 Md€, 10 ans bullet, mid-swap€+118 pb
- 225 MCHF, 6 ans bullet, CHF mid-swap+80 pb
- 300 MA\$, 6NC5⁵ (fixe/révisable), BBSW+170 pb
- 1,50 Md\$, 6NC5⁵, US Treasuries à 5 ans+150 pb
- 750 M€, 6NC5⁵, UK Gilt+155 pb
- 121,9Md¥, 5Y bullet, mid-swap Tonar+60 pb
- 3,2Md¥, 7Y bullet, mid-swap Tonar+61 pb
- 4,6Md¥, 10Y bullet, mid-swap Tonar+62 pb
- 1,50 Md€, 9NC8⁷, mid-swap€+95 pb

Autres Dettes sécurisées:

Covered bonds : 3,5 Md€¹ ; 3,7 Md€ déjà réalisés :

- 1 Md€, 7 ans bullet mid-swap€+22 pb, BNP Paribas Home Loan SFH
- 1,7Md€, 5 ans bullet mid-swap€+15 pb, BNP Paribas Home Loan SFH
- 1 Md€, 5 ans bullet mid-swap€+32 pb, BNP Paribas Fortis SA

Titrisations : 3,1 Md€ ; 1,9Md€ déjà émis

1. Sous réserve des conditions de marché, montants indicatifs; 2. Contrevaieurs en € sur la base du cours de change historique pour les émissions cross-currency swappées et du cours de change à la date de réalisation de l'opération pour les autres ; 3. Perpétuel avec option de rachat à 5 ans, puis tous les 5 ans ; 4. Perpétuel avec option de rachat à 7.4 ans, puis tous les 5 ans ; 5. Échéance à 6 ans avec une seule option de rachat à 5 ans; 6. Échéance à 8 ans avec une seule option de rachat à 7 ans ; 7. Échéance à 9 ans avec une seule option de rachat à 8 ans



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 74

Ratio TLAC : ~660 pb au-dessus de l'exigence sans utiliser la dette Senior Préférée au 30.09.23

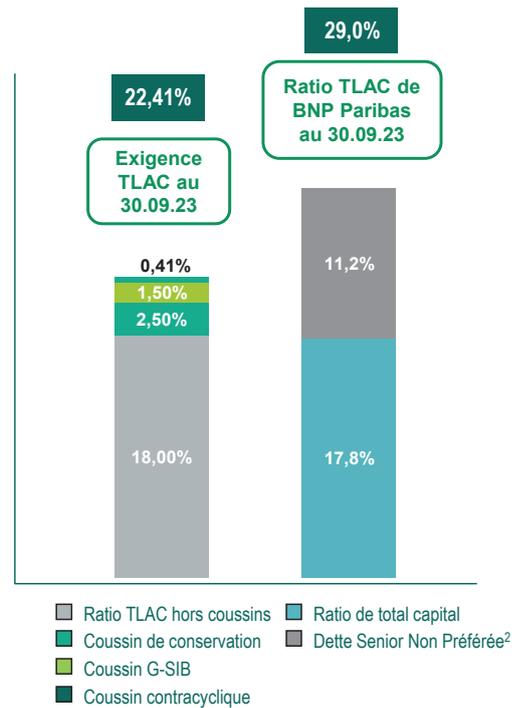
Exigence TLAC au 30.09.23 : 22,41% des actifs pondérés

Incluant le coussin de conservation des fonds propres, le coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB buffer), le coussin de fonds propres contracyclique (41 pb)

Exigence TLAC au 30.09.23 : 6,75% des expositions de levier

Ratio TLAC de BNP Paribas au 30.09.23¹

- ✓ **29,0% des actifs pondérés :**
 - Total capital de 17,8% au 30.09.23
 - 11,2% de dette senior non préférée²
 - Sans utiliser la dette senior préférée éligible
- ✓ **8,4% de l'exposition de levier**



1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 18 154 millions d'euros au 30 septembre 2023) peuvent être éligibles dans la limite de 3,5 % des actifs pondérés. BNP Paribas n'utilise pas cette option au 30 septembre 2023;
2. Capital restant dû et autres ajustements réglementaires, dont fraction amortie des instruments de Tier 2 ayant une échéance résiduelle supérieure à 1 an



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 75

Distance aux seuils de restrictions des distributions au 30.09.23

Exigences de Fonds Propres au 30.09.23¹:

- CET1 : 9,79%
- Tier 1 : 11,58%
- Total Capital : 13,98%

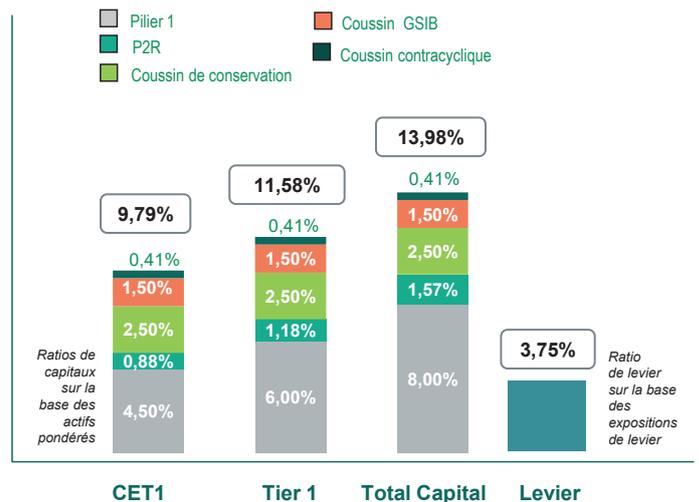
Exigence de levier au 30.09.23 : 3,75%

Exigence MREL au 30.09.23 :

Distance aux possibles restrictions de distribution (M-MDA) applicable à partir du 01.01.22 ; contrainte non mordante car plus élevée que la distance aux seuils de restrictions des distributions

Distance au 30 septembre 2023 aux seuils de restrictions applicables aux distributions², égale au plus petit des quatre montants : 17,8 Md€

Exigences de Fonds Propres et de levier au 30.09.23¹



Ratios de BNP Paribas au 30.09.23
Distance au 30.09.23 aux seuils de restrictions applicables aux distributions ²

CET1	Tier 1	Total Capital	Levier
13,4%	15,5%	17,8%	4,5%
25,5 Md€ ³	27,7 Md€ ³	26,8 Md€ ³	17,8 Md€ ⁴

1. Coussin contracyclique de 41 pbs au 30.09.23; 2. Telle que définie dans l'article 141 de la CRD5; 3. Calculée sur la base de 699 Md€ d'actifs pondérés au 30.09.23; 4. Calculée sur la base de 2424 Mds€ d'expositions de levier au 30.09.23



BNP PARIBAS

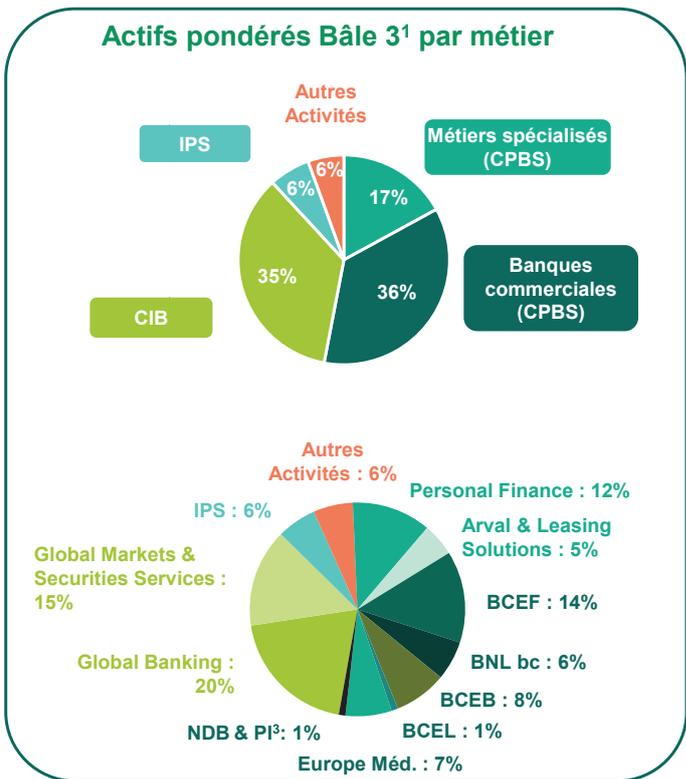
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 76

Actifs pondérés Bâle 3¹

● 699 Md€ au 30.09.23 (698 Md€ au 30.06.23)

En Md€	30.09.23	30.06.23
Risque de Crédit	533	533
Risque Opérationnel	58	58
Risque de Contrepartie	47	45
Risque Marché / Change	27	28
Positions de titrisation du portefeuille bancaire	16	15
Autres ²	18	18
Total des actifs pondérés Bâle 3¹	699	698



1. CRD5 ; 2. Inclut les DTA et les participations significatives dans les entités du secteur financier, sujets à une pondération de 250%; 3. New Digital Businesses and Personal Investors



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 77

Liquidité : base de dépôts diversifiée et gestion disciplinée, prudente et proactive

Un positionnement favorable et un modèle intégré et diversifié soutenant la stabilité des ressources

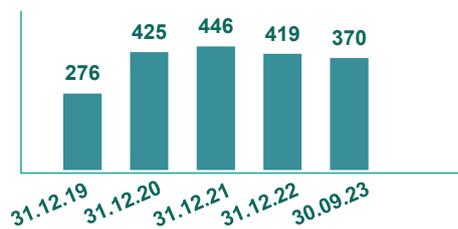
● Base de dépôts bénéficiant de la diversification du Groupe, d'une approche client de long-terme et de positions de leader sur les flux

- #1 européen en *cash management* - #1 en Services titres en EMEA – 1^{ère} Banque Privée de la zone Euro
- Dépôts diversifiés par géographies, entités et devises : BCEF (26%), BCEB (17%), autres banques commerciales (19%), Global Banking (23%), Securities Services (11%) et IPS (5%)
- Dépôts diversifiés par segment : 46% de dépôts de détail dont ~2/3 assurés, 42% d'entreprises dont 20% opérationnels et 12% de clients financiers¹ dont 84% opérationnels

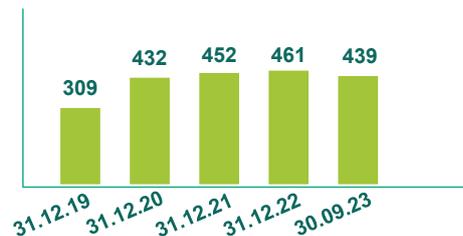
● Gestion disciplinée, prudente et proactive

- Mesures et suivis effectués à différents niveaux (consolidé, sous consolidé et par entité) : par devise, horizons de 1j à +20 ans, métriques internes et réglementaires, conditions normales et stressées
- Indicateurs intégrés dans la gestion opérationnelle des métiers (processus budgétaire, suivi des clients, origination, tarification...)

● Evolution des actifs liquides de haute qualité (HQLA) (en Md€)



● Evolution de la réserve de liquidité immédiatement disponible² (en Md€)



1. Hors dépôts non opérationnels à moins d'un mois ; 2. Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.23 | 78

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 2023

En millions d'euros	30/09/2023	31/12/2022 <i>retraité selon IFRS 17 et 9</i>
ACTIF		
Caisse, banques centrales	269 880	318 560
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	260 672	166 077
Prêts et opérations de pensions	279 489	191 125
Instruments financiers dérivés	332 004	327 932
Instruments financiers dérivés de couverture	27 547	25 401
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres		
Titres de dettes	42 183	35 878
Instruments de capitaux propres	2 231	2 188
Actifs financiers au coût amorti		
Prêts et créances sur les établissements de crédit	40 706	32 616
Prêts et créances sur la clientèle	853 247	857 020
Titres de dettes	113 923	114 014
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(6 389)	(7 477)
Placements et autres actifs liés aux activités d'assurance	246 268	245 475
Actifs d'impôts courants et différés	5 514	5 932
Comptes de régularisation et actifs divers	174 444	208 543
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 927	6 073
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	43 159	38 468
Immobilisations incorporelles	3 959	3 790
Ecart d'acquisition	5 598	5 294
Actifs destinés à être cédés	-	86 839
TOTAL ACTIF	2 701 362	2 663 748
DETTES		
Banques centrales	4 606	3 054
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	116 587	99 155
Dépôts et opérations de pensions	338 321	234 076
Dettes représentées par un titre	77 986	65 578
Instruments financiers dérivés	309 078	300 121
Instruments financiers dérivés de couverture	40 986	40 001
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes envers les établissements de crédit	121 984	124 718
Dettes envers la clientèle	965 980	1 008 056
Dettes représentées par un titre	190 527	155 359
Dettes subordonnées	24 690	24 160
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(16 399)	(20 201)
Passifs d'impôts courants et différés	3 598	2 979
Comptes de régularisation et passifs divers	156 605	185 010
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	208 784	209 772
Passifs financiers liés aux activités d'assurance	19 948	18 858
Provisions pour risques et charges	8 769	10 040
Dettes liées aux actifs destinés à être cédés	-	77 002
TOTAL DETTES	2 572 050	2 537 738
CAPITAUX PROPRES		
<i>Capital et réserves</i>	117 338	115 008
<i>Résultat de la période, part du groupe</i>	9 906	9 848
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	127 244	124 856
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	(3 106)	(3 619)
Total part du Groupe	124 138	121 237
Intérêts minoritaires	5 174	4 773
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	129 312	126 010
TOTAL PASSIF	2 701 362	2 663 748

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - GROUPE

	3T23	3T22	3T23 / 3T22	9M23	9M22	9M23 / 9M22
<i>En millions d'euros</i>						
Groupe						
PNB	11 581	11 141	+4,0%	34 976	34 545	+1,2%
Frais de gestion	-7 093	-6 860	+3,4%	-23 173	-22 393	+3,5%
RBE	4 488	4 281	+4,8%	11 803	12 152	-2,9%
Coût du risque	-734	-897	-18,1%	-2 065	-2 306	-10,4%
Résultat d'exploitation	3 754	3 384	+10,9%	9 738	9 846	-1,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	193	176	+9,6%	520	561	-7,3%
Autres résultats hors exploitation	-133	39	n.s.	-9	18	n.s.
Résultat avant impôt	3 814	3 599	+6,0%	10 249	10 425	-1,7%
Impôt sur les bénéfices	-1 060	-871	+21,7%	-2 929	-2 921	+0,3%
Intérêts minoritaires	-93	-92	+1,5%	-361	-298	+21,0%
Résultat net des activités destinées à être cédées	0	136	n.s.	2 947	502	n.s.
Résultat net part du groupe	2 661	2 773	-4,0%	9 906	7 706	+28,5%
Coefficient d'exploitation	61,2%	61,6%	-0,4 pt	66,3%	64,8%	+1,5 pt

L'information financière de BNP Paribas pour le troisième trimestre 2023 est constituée du présent communiqué de presse, des séries trimestrielles de l'année 2022 recomposées et de la présentation attachée.

BNP Paribas a publié le 2 mai 2023 des séries trimestrielles de l'année 2022 recomposées pour tenir compte sur chacun des trimestres (i) de l'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente à la suite de la cession de Bank of the West le 1er février 2023 ; (ii) de l'application de la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » et de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités d'assurance à partir du 1er janvier 2023 ; (iii) de l'application de la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyper-inflationnistes » en Turquie à partir du 1er janvier 2022 et (iv) de transferts internes d'activités et de résultats opérés chez Global Markets et dans la Banque Commerciale en Belgique. Les séries trimestrielles de l'exercice 2022 ont été retraitées de ces effets comme s'ils étaient intervenus au 1er janvier 2022. Cette présentation reprend ces séries trimestrielles de 2022 ainsi recomposées.

L'information réglementée intégrale, y compris le document d'enregistrement universel, est disponible sur le site Internet : <http://invest.bnpparibas.com> dans l'espace « Résultats » et est publiée par BNP Paribas en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

RÉSULTAT PAR POLE AU TROISIEME TRIMESTRE 2023

	Commercial, Personal Banking & Services (2/3 de la Banque Privée)	Investment & Protection Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	6 569	1 420	3 896	11 885	-304	11 581	
	var/3T22	+5,6%	-2,6%	+3,0%	+3,7%	-6,1%	+4,0%
	var/2T23	-0,5%	-0,7%	-2,6%	-12%	-54,3%	+19%
Frais de gestion	-3 858	-884	-2 368	-7 109	16	-7 093	
	var/3T22	+4,9%	+0,1%	+17%	+3,2%	-39,8%	+3,4%
	var/2T23	+4,6%	+0,6%	+4,1%	+3,9%	n.s.	+3,0%
Résultat Brut d'exploitation	2 711	536	1 528	4 775	-287	4 488	
	var/3T22	+6,5%	-6,8%	+4,9%	+4,3%	-3,0%	+4,8%
	var/2T23	-6,9%	-2,7%	-113%	-7,9%	-59,6%	+0,3%
Coût du risque	-761	-13	47	-727	-7	-734	
	var/3T22	+116%	n.s.	n.s.	-5,6%	-94,7%	-18,1%
	var/2T23	+3,9%	n.s.	-39,8%	+10,9%	-79,7%	+6,5%
Résultat d'exploitation	1 950	523	1 575	4 048	-294	3 754	
	var/3T22	+4,6%	-9,4%	+15,3%	+6,3%	-30,4%	+10,9%
	var/2T23	-10,5%	-4,9%	-12,5%	-10,6%	-60,5%	-0,8%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	92	80	6	177	16	193	
Autres éléments hors exploitation	-113	3	-26	-136	3	-133	
Résultat avant impôt	1 929	606	1 555	4 089	-275	3 814	
	var/3T22	-2,9%	-6,7%	+13,6%	+2,1%	-32,1%	+6,0%
	var/2T23	-5,4%	-0,3%	-13,9%	-12,9%	-56,7%	-6,0%

	Commercial, Personal Banking & Services (2/3 de la Banque Privée)	Investment & Protection Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	6 569	1 420	3 896	11 885	-304	11 581	
	3T22	6 223	1458	3 783	11465	-324	11 411
	2T23	6 600	1430	3 998	12 028	-665	11363
Frais de gestion	-3 858	-884	-2 368	-7 109	16	-7 093	
	3T22	-3 677	-883	-2 327	-6 887	27	-6 860
	2T23	-3 689	-879	-2 275	-6 842	-47	-6 889
Résultat Brut d'exploitation	2 711	536	1 528	4 775	-287	4 488	
	3T22	2 545	575	1456	4 577	-296	4 281
	2T23	2 911	551	1723	5 186	-712	4 474
Coût du risque	-761	-13	47	-727	-7	-734	
	3T22	-682	2	-90	-770	-126	-897
	2T23	-732	-2	78	-656	-33	-689
Résultat d'exploitation	1 950	523	1 575	4 048	-294	3 754	
	3T22	1863	577	1366	3 807	-423	3 384
	2T23	2 179	550	1801	4 530	-745	3 785
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	92	80	6	177	16	193	
	3T22	120	31	5	157	19	176
	2T23	71	58	3	132	17	149
Autres éléments hors exploitation	-113	3	-26	-136	3	-133	
	3T22	3	41	-3	41	-2	39
	2T23	29	0	2	31	93	124
Résultat avant impôts	1 929	606	1 555	4 089	-275	3 814	
	3T22	1987	650	1369	4 005	-406	3 599
	2T23	2 280	607	1806	4 694	-636	4 058
Impôt sur les bénéfices							-1 060
Intérêts minoritaires							-93
Résultat net des activités destinées à être cédées							0
Résultat net part du groupe							2 661

RÉSULTAT PAR POLE SUR 9 MOIS 2023

	Commercial, Personal Banking & Services (2/3 de la Banque Privée)	Investment & Protection Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe
<i>En millions d'euros</i>						
Produit net bancaire	19 663	4 259	12 766	36 688	-1 712	34 976
Frais de gestion	var/9M 22 -12 026	+4,6% -2 660	-0,6% -8 083	+16% -22 768	+3,0% -405	+57,0% -23 173
Résultat Brut d'exploitation	7 637	1 599	4 684	13 921	-2 118	11 803
Coût du risque	var/9M 22 -2 140	+3,3% -16	+2,5% -16	+15% 125	+2,6% -2 031	n.s. -34
Résultat d'exploitation	5 498	1 583	4 808	11 889	-2 151	9 738
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	var/9M 22 258	+6,8% 206	-5,3% 206	+19% 12	+3,6% 475	+65,1% 45
Autres éléments hors exploitation	-76	3	-31	-104	95	-9
Résultat avant impôt	5 680	1 792	4 789	12 261	-2 012	10 249
Impôt sur les bénéfices	var/9M 22 -17%	+0,2% -17%	-5,1% -17%	+7,7% -17%	+2,2% -17%	+27,6% -17%
Intérêts minoritaires						-361
Résultat net des activités destinées à être cédées						0
Résultat net part du groupe						9 906

HISTORIQUE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Groupe							
PNB	11 581	11 363	12 032	10 885	11 141	11 536	11 868
Frais de gestion	-7 093	-6 889	-9 191	-7 471	-6 860	-6 779	-8 754
RBE	4 488	4 474	2 841	3 414	4 281	4 757	3 114
Coût du risque	-734	-689	-642	-697	-897	-758	-651
Résultat d'exploitation	3 754	3 785	2 199	2 717	3 384	3 999	2 463
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	193	149	178	94	176	227	158
Autres résultats hors exploitation	-133	124	0	-22	39	-26	4
Résultat avant impôt	3 814	4 058	2 377	2 790	3 599	4 200	2 625
Impôt sur les bénéfices	-1 060	-1 078	-791	-732	-871	-1 131	-919
Intérêts minoritaires	-93	-170	-98	-102	-92	-112	-95
Résultat net des activités destinées à être cédées	0	0	2 947	185	136	136	229
Résultat net part du groupe	2 661	2 810	4 435	2 142	2 773	3 093	1 840
Coefficient d'exploitation	61,2%	60,6%	76,4%	68,6%	61,6%	58,8%	73,8%
Encours moyens de prêts (Md€)	820,5	820,8	815,9	823,1	816,8	796,9	776,8
Dépôts moyens (Md€)	770,0	773,5	784,5	794,1	789,9	770,4	752,2
Encours de prêts au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	894,6	898,8	901,2	927,2	907,1	890,2	853,3
Coût du risque (en pb annualisé)	33	31	28	30	40	34	31

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Corporate and Institutional Banking							
PNB	3 896	3 998	4 873	3 842	3 783	4 093	4 685
Frais de gestion	-2 368	-2 275	-3 440	-2 727	-2 327	-2 299	-3 338
RBE	1 528	1 723	1 433	1 115	1 456	1 794	1 347
Coût du risque	47	78	-1	-157	-90	-76	-2
Résultat d'exploitation	1 575	1 801	1 432	958	1 366	1 717	1 346
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	6	3	3	2	5	9	4
Autres éléments hors exploitation	-26	2	-6	-8	-3	-1	1
Résultat avant impôt	1 555	1 806	1 428	952	1 369	1 726	1 351
Coefficient d'exploitation	60,8%	56,9%	70,6%	71,0%	61,5%	56,2%	71,2%
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	29,0	29,0	28,8	29,9	29,6	28,9	27,4
RWA (M d€)	246,6	243,3	244,6	244,0	266,5	260,7	256,2
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Global Banking							
PNB	1 404	1 425	1 455	1 513	1 171	1 239	1 258
Frais de gestion	-679	-655	-849	-734	-654	-648	-805
RBE	726	770	605	779	518	591	453
Coût du risque	46	85	1	-155	-116	-85	20
Résultat d'exploitation	771	855	607	624	402	505	473
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	1	1	1	1	1	1
Autres éléments hors exploitation	-5	0	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt	768	856	608	626	403	506	474
Coefficient d'exploitation	48,3%	46,0%	58,4%	48,5%	55,8%	52,3%	64,0%
Encours moyens de crédits (M d€)	179	179	182	188	187	176	168
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	172	176	177	189	179	170	163
Dépôts moyens (M d€)	208	209	216	219	209	198	190
Coût du risque (en pb annualisé)	-11	-19	0	33	26	20	-5
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	16,3	16,5	16,5	16,5	16,4	16,0	15,2
RWA (M d€)	140,7	140,6	146,1	146,3	155,5	149,0	145,3
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Global Markets							
PNB	1 800	1 913	2 764	1 651	1 980	2 191	2 814
<i>incl. FICC</i>	<i>1 021</i>	<i>1 126</i>	<i>1 906</i>	<i>1 152</i>	<i>1 156</i>	<i>1 379</i>	<i>1 749</i>
<i>incl. Equity & Prime Services</i>	<i>779</i>	<i>787</i>	<i>857</i>	<i>499</i>	<i>824</i>	<i>812</i>	<i>1 065</i>
Frais de gestion	-1 163	-1 116	-2 016	-1 474	-1 161	-1 152	-1 994
RBE	638	796	748	177	819	1 040	819
Coût du risque	1	-6	-4	-3	28	8	-21
Résultat d'exploitation	639	790	744	174	847	1 048	798
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	2	1	3	8	2
Autres éléments hors exploitation	0	2	-7	-9	-1	-1	1
Résultat avant impôt	640	793	740	166	848	1 055	801
Coefficient d'exploitation	64,6%	58,4%	72,9%	89,3%	58,6%	52,6%	70,9%
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	11,5	11,3	11,2	12,0	11,8	11,5	10,9
RWA (M d€)	95,4	92,7	88,3	87,7	99,4	98,5	96,3
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Securities Services							
PNB	691	661	655	679	632	663	613
Frais de gestion	-526	-504	-575	-520	-513	-499	-538
RBE	165	157	79	159	119	164	75
Coût du risque	0	-1	1	1	-2	0	0
Résultat d'exploitation	165	156	81	160	118	164	75
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3	1	0	-1	1	0	1
Autres éléments hors exploitation	-22	0	0	1	-1	0	0
Résultat avant impôt	147	158	81	161	118	164	77
Coefficient d'exploitation	76,1%	76,2%	87,9%	76,6%	81,1%	75,3%	87,8%
Actifs en détention (M d€)	11 894	12 015	11 941	11 133	10 798	11 214	11 907
Actifs sous administration (M d€)	2 394	2 408	2 520	2 303	2 262	2 256	2 426
Nombre de transactions (en millions)	34,5	35,0	38,6	36,9	35,5	38,3	38,6
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	1,2	1,2	1,1	1,4	1,4	1,4	1,3
RWA (M d€)	10,5	10,0	10,2	9,9	11,6	13,2	14,6

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Commercial, Personal Banking & Services (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	6 752	6 778	6 670	6 306	6 377	6 580	6 308
Frais de gestion	-3 948	-3 776	-4 585	-3 964	-3 767	-3 766	-4 380
RBE	2 804	3 003	2 084	2 342	2 610	2 814	1 927
Coût du risque	-762	-733	-650	-600	-681	-614	-596
Résultat d'exploitation	2 042	2 269	1 435	1 742	1 929	2 200	1 331
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	92	71	95	69	120	157	86
Autres éléments hors exploitation	-113	30	8	-62	3	26	11
Résultat avant impôt	2 021	2 370	1 537	1 750	2 052	2 383	1 428
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-92	-90	-66	-87	-65	-76	-54
Résultat avant impôt de Commercial, Personal Banking & Services	1 929	2 280	1 471	1 663	1 987	2 307	1 374
Coefficient d'exploitation	58,5%	55,7%	68,7%	62,9%	59,1%	57,2%	69,4%
Encours moyens de crédits (Md€)	635	635	627	627	622	612	600
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	635	628	629	624	620	607	593
Dépôts moyens (Md€)	562	564	568	575	581	573	562
Coût du risque (en pb annualisé)	48	47	41	38	44	40	40
FP alloués (Md€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	43,4	43,4	43,6	41,7	41,5	41,0	39,7
RWA (Md€)	373,0	376,1	374,9	375,1	376,9	374,4	374,0
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Commercial, Personal Banking & Services - hors effets PEL/CEL (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	6 754	6 782	6 666	6 298	6 364	6 566	6 296
Frais de gestion	-3 948	-3 776	-4 585	-3 964	-3 767	-3 766	-4 380
RBE	2 806	3 006	2 081	2 335	2 597	2 800	1 916
Coût du risque	-762	-733	-650	-600	-681	-614	-596
Résultat d'exploitation	2 044	2 273	1 431	1 735	1 916	2 186	1 320
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	92	71	95	69	120	157	86
Autres éléments hors exploitation	-113	30	8	-62	3	26	11
Résultat avant impôt	2 023	2 374	1 534	1 742	2 039	2 369	1 417
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-92	-90	-66	-87	-65	-76	-54
Résultat avant impôt de Commercial, Personal Banking & Services	1 931	2 283	1 468	1 655	1 974	2 293	1 362
Coefficient d'exploitation	58,5%	55,7%	68,8%	62,9%	59,2%	57,4%	69,6%
Encours moyens de crédits (Md€)	635	635	627	627	622	612	600
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	635	628	629	624	620	607	593
Dépôts moyens (Md€)	562	564	568	575	581	573	562
Coût du risque (en pb annualisé)	48	47	41	38	44	40	40
FP alloués (Md€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	43,4	43,4	43,6	41,7	41,5	41,0	39,7
RWA (Md€)	373,0	376,1	374,9	375,1	376,9	374,4	374,0
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Commercial, Personal Banking & Services (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	6 569	6 600	6 494	6 141	6 223	6 420	6 147
Frais de gestion	-3 858	-3 689	-4 479	-3 872	-3 677	-3 683	-4 281
RBE	2 711	2 911	2 015	2 269	2 545	2 737	1 866
Coût du risque	-761	-732	-646	-613	-682	-613	-589
Résultat d'exploitation	1 950	2 179	1 369	1 656	1 863	2 124	1 277
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	92	71	95	69	120	157	86
Autres éléments hors exploitation	-113	29	8	-62	3	26	11
Résultat avant impôt	1 929	2 280	1 471	1 663	1 987	2 307	1 374
Coefficient d'exploitation	58,7%	55,9%	69,0%	63,0%	59,1%	57,4%	69,6%
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	43,4	43,4	43,6	41,7	41,5	41,0	39,7
RWA (Md€)	368,9	371,9	370,8	370,9	372,6	370,3	369,9
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Commercial, Personal Banking & Services - hors effets PEL/CEL (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	6 571	6 604	6 491	6 134	6 210	6 406	6 136
Frais de gestion	-3 858	-3 689	-4 479	-3 872	-3 677	-3 683	-4 281
RBE	2 713	2 915	2 012	2 262	2 533	2 723	1 855
Coût du risque	-761	-732	-646	-613	-682	-613	-589
Résultat d'exploitation	1 952	2 182	1 365	1 648	1 851	2 110	1 266
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	92	71	95	69	120	157	86
Autres éléments hors exploitation	-113	29	8	-62	3	26	11
Résultat avant impôt	1 931	2 283	1 468	1 655	1 974	2 293	1 362
Coefficient d'exploitation	58,7%	55,9%	69,0%	63,1%	59,2%	57,5%	69,8%
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	43,4	43,4	43,6	41,7	41,5	41,0	39,7
RWA (Md€)	368,9	371,9	370,8	370,9	372,6	370,3	369,9

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales (incluant 100% de la Banque Privée) ¹							
PNB	4 236	4 154	4 157	3 937	3 960	4 099	3 902
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	2 772	2 661	2 678	2 483	2 499	2 582	2 413
<i>incl. Commissions</i>	1 464	1 493	1 479	1 454	1 461	1 517	1 490
Frais de gestion	-2 698	-2 524	-3 208	-2 720	-2 588	-2 568	-3 106
RBE	1 538	1 630	949	1 218	1 372	1 531	796
Coût du risque	-291	-307	-231	-115	-285	-234	-239
Résultat d'exploitation	1 246	1 323	717	1 103	1 087	1 297	557
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	76	64	88	75	100	133	70
Autres éléments hors exploitation	-121	-24	39	-54	0	10	-3
Résultat avant impôt	1 201	1 362	844	1 123	1 187	1 441	625
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-91	-89	-65	-86	-65	-75	-54
Résultat avant impôt des Banques Commerciales	1 110	1 273	778	1 037	1 122	1 366	571
Coefficient d'exploitation	63,7%	60,8%	77,2%	69,1%	65,3%	62,6%	79,6%
Encours moyens de crédits (M d€)	471	473	475	479	476	468	459
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	499	501	504	501	497	485	474
Dépôts moyens (M d€)	530	532	536	545	550	542	532
Coût du risque (en pb annualisé)	23	25	18	9	23	19	20
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	29,8	30,0	30,5	29,6	29,5	29,2	28,3
RWA (M d€)	252,8	256,8	259,0	263,5	267,9	265,8	267,2
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales - hors effets PEL/CEL (incluant 100% de la Banque Privée) ¹							
PNB	4 238	4 157	4 154	3 929	3 948	4 085	3 891
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	2 774	2 664	2 675	2 475	2 487	2 568	2 401
<i>incl. Commissions</i>	1 464	1 493	1 479	1 454	1 461	1 517	1 490
Frais de gestion	-2 698	-2 524	-3 208	-2 720	-2 588	-2 568	-3 106
RBE	1 540	1 633	946	1 210	1 360	1 517	785
Coût du risque	-291	-307	-231	-115	-285	-234	-239
Résultat d'exploitation	1 248	1 326	714	1 095	1 075	1 283	546
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	76	64	88	75	100	133	70
Autres éléments hors exploitation	-121	-24	39	-54	0	10	-3
Résultat avant impôt	1 203	1 366	840	1 115	1 174	1 427	613
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-91	-89	-65	-86	-65	-75	-54
Résultat avant impôt des Banques Commerciales	1 112	1 276	775	1 029	1 110	1 352	560
Coefficient d'exploitation	63,7%	60,7%	77,2%	69,2%	65,6%	62,9%	79,8%
Encours moyens de crédits (M d€)	471	473	475	479	476	468	459
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	499	501	504	501	497	485	474
Dépôts moyens (M d€)	530	532	536	545	550	542	532
Coût du risque (en pb annualisé)	23	25	18	9	23	19	20
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	29,8	30,0	30,5	29,6	29,5	29,2	28,3
RWA (M d€)	252,8	256,8	259,0	263,5	267,9	265,8	267,2
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	4 056	3 979	3 984	3 775	3 809	3 941	3 744
Frais de gestion	-2 610	-2 439	-3 104	-2 630	-2 501	-2 486	-3 009
RBE	1 445	1 540	880	1 145	1 308	1 455	735
Coût du risque	-290	-306	-228	-129	-285	-232	-231
Résultat d'exploitation	1 155	1 233	652	1 017	1 023	1 222	504
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	76	64	88	75	100	133	70
Autres éléments hors exploitation	-121	-24	39	-54	0	10	-3
Résultat avant impôt	1 110	1 273	778	1 037	1 122	1 366	571
Coefficient d'exploitation	64,4%	61,3%	77,9%	69,7%	65,7%	63,1%	80,4%
Fonds propres alloués (M d€, sur la période cumulée)	29,8	30,0	30,5	29,6	29,5	29,2	28,3
RWA (M d€)	248,8	252,7	254,9	259,3	263,7	261,7	263,1
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales - hors effets PEL/CEL (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	4 058	3 982	3 981	3 768	3 796	3 927	3 733
Frais de gestion	-2 610	-2 439	-3 104	-2 630	-2 501	-2 486	-3 009
RBE	1 447	1 543	877	1 138	1 295	1 440	724
Coût du risque	-290	-306	-228	-129	-285	-232	-231
Résultat d'exploitation	1 157	1 237	649	1 009	1 010	1 208	492
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	76	64	88	75	100	133	70
Autres éléments hors exploitation	-121	-24	39	-54	0	10	-3
Résultat avant impôt	1 112	1 276	775	1 029	1 110	1 352	560
Coefficient d'exploitation	64,3%	61,3%	78,0%	69,8%	65,9%	63,3%	80,6%
Fonds propres alloués (M d€, sur la période cumulée)	29,8	30,0	30,5	29,6	29,5	29,2	28,3
RWA (M d€)	248,8	252,7	254,9	259,3	263,7	261,7	263,1

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales dans la zone euro (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	3 427	3 550	3 509	3 403	3 354	3 479	3 317
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	2 090	2 152	2 139	2 050	2 011	2 074	1 947
<i>incl. Commissions</i>	1 337	1 398	1 371	1 353	1 343	1 405	1 370
Frais de gestion	-2 243	-2 180	-2 773	-2 301	-2 193	-2 152	-2 678
RBE	1 184	1 371	736	1 102	1 161	1 327	640
Coût du risque	-241	-251	-183	-105	-230	-187	-198
Résultat d'exploitation	943	1 120	553	997	931	1 140	442
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	2	0	1	-1	5	31	6
Résultat avant impôt	946	1 120	555	996	936	1 171	448
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-74	-79	-57	-80	-61	-72	-50
Résultat avant impôt des Banques Commerciales dans la zone euro	872	1 041	498	917	875	1 099	397
Coefficient d'exploitation	65,4%	61,4%	79,0%	67,6%	65,4%	61,9%	80,7%
Encours moyens de crédits (M d€)	438	440	441	444	441	433	425
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	464	465	467	463	460	449	437
Dépôts moyens (M d€)	489	492	494	502	508	501	492
Coût du risque (en pb annualisé)	21	22	16	9	20	17	18
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	24,4	24,5	24,9	24,1	24,1	24,0	23,2
RWA (M d€)	206,4	210,2	209,5	213,0	215,8	214,0	218,8
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales dans la zone euro - hors effets PEL/CEL (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	3 429	3 554	3 506	3 395	3 341	3 465	3 306
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	2 092	2 156	2 136	2 042	1 998	2 060	1 936
<i>incl. Commissions</i>	1 337	1 398	1 371	1 353	1 343	1 405	1 370
Frais de gestion	-2 243	-2 180	-2 773	-2 301	-2 193	-2 152	-2 678
RBE	1 186	1 374	733	1 094	1 148	1 313	628
Coût du risque	-241	-251	-183	-105	-230	-187	-198
Résultat d'exploitation	945	1 123	550	989	918	1 126	430
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	2	0	1	-1	5	31	6
Résultat avant impôt	948	1 123	552	989	923	1 157	436
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-74	-79	-57	-80	-61	-72	-50
Résultat avant impôt des Banques Commerciales dans la zone euro	874	1 044	495	909	862	1 085	386
Coefficient d'exploitation	65,4%	61,3%	79,1%	67,8%	65,6%	62,1%	81,0%
Encours moyens de crédits (M d€)	438	440	441	444	441	433	425
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	464	465	467	463	460	449	437
Dépôts moyens (M d€)	489	492	494	502	508	501	492
Coût du risque (en pb annualisé)	21	22	16	9	20	17	18
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	24,4	24,5	24,9	24,1	24,1	24,0	23,2
RWA (M d€)	206,4	210,2	209,5	213,0	215,8	214,0	218,8
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales dans la zone euro (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	3 266	3 387	3 347	3 249	3 208	3 326	3 164
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>incl. Commissions</i>	0	0	0	0	0	0	0
Frais de gestion	-2 158	-2 097	-2 671	-2 213	-2 108	-2 073	-2 583
RBE	1 109	1 291	676	1 036	1 100	1 254	582
Coût du risque	-240	-250	-179	-119	-230	-186	-191
Résultat d'exploitation	869	1 041	496	918	870	1 068	391
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	2	0	1	-1	5	31	6
Résultat avant impôt	872	1 041	498	917	875	1 099	397
Coefficient d'exploitation	66,1%	61,9%	79,8%	68,1%	65,7%	62,3%	81,6%
Fonds propres alloués (M d€, sur la période cumulée)	24,4	24,5	24,9	24,1	24,1	24,0	23,2
RWA (M d€)	202,4	206,1	205,4	208,8	211,6	209,9	214,7
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales dans la zone euro - hors effets PEL/CEL (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	3 268	3 391	3 344	3 242	3 195	3 312	3 153
Frais de gestion	-2 158	-2 097	-2 671	-2 213	-2 108	-2 073	-2 583
RBE	1 110	1 294	673	1 029	1 087	1 240	571
Coût du risque	-240	-250	-179	-119	-230	-186	-191
Résultat d'exploitation	871	1 044	493	910	857	1 053	380
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	2	0	1	-1	5	31	6
Résultat avant impôt	874	1 044	495	909	862	1 085	386
Coefficient d'exploitation	66,0%	61,8%	79,9%	68,3%	66,0%	62,6%	81,9%
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	24,4	24,5	24,9	24,1	24,1	24,0	23,2
RWA (M d€)	202,4	206,1	205,4	208,8	211,6	209,9	214,7

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEF (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	1 600	1 712	1 673	1 670	1 669	1 728	1 613
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	833	914	896	902	899	919	847
<i>incl. Commissions</i>	768	799	777	768	769	809	766
Frais de gestion	-1 133	-1 114	-1 276	-1 210	-1 133	-1 117	-1 239
RBE	467	598	397	460	536	612	374
Coût du risque	-117	-151	-75	21	-102	-64	-93
Résultat d'exploitation	350	448	322	481	434	548	281
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	-1	1	25	0
Résultat avant impôt	350	448	322	481	434	574	282
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-42	-45	-37	-48	-36	-42	-31
Résultat avant impôt de BCEF	308	403	285	433	398	531	250

Coefficient d'exploitation	70,8%	65,1%	76,3%	72,4%	67,9%	64,6%	76,8%
Encours moyens de crédits (M d€)	211	211	212	213	212	208	203
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	231	231	232	228	227	221	218
Dépôts moyens (M d€)	238	239	242	247	249	244	240
Coût du risque (en pb annualisé)	20	26	13	-4	18	12	17
Banque Privée)	11,5	11,5	11,5	11,3	11,1	11,0	10,6
RWA (M d€)	101,3	103,5	102,7	103,4	105,2	102,8	103,2

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEF - hors effets PEL/CEL (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	1 602	1 716	1 670	1 662	1 656	1 714	1 602
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	834	917	893	894	887	905	836
<i>incl. Commissions</i>	768	799	777	768	769	809	766
Frais de gestion	-1 133	-1 114	-1 276	-1 210	-1 133	-1 117	-1 239
RBE	469	602	394	453	523	598	363
Coût du risque	-117	-151	-75	21	-102	-64	-93
Résultat d'exploitation	352	451	318	474	421	534	270
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	-1	1	25	0
Résultat avant impôt	352	451	318	473	422	560	270
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-42	-45	-37	-48	-36	-42	-31
Résultat avant impôt de BCEF	309	406	282	425	385	517	239

Coefficient d'exploitation	70,7%	64,9%	76,4%	72,8%	68,4%	65,1%	77,3%
Encours moyens de crédits (M d€)	211	211	212	213	212	208	203
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	231	231	232	228	227	221	218
Dépôts moyens (M d€)	238	239	242	247	249	244	240
Coût du risque (en pb annualisé)	20	26	13	-4	18	12	17
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	11,5	11,5	11,5	11,3	11,1	11,0	10,6
RWA (M d€)	101,3	103,5	102,7	103,4	105,2	102,8	103,2

Rappel sur la provision PEL/CEL : cette provision, prise en compte dans le PNB de BCEF, tient compte du risque généré par les Plans Epargne Logement (PEL) et Comptes Epargne Logement (CEL) pendant toute leur vie.

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
PEL/CEL - 100% Banque Privée en France	-2	-3	3	8	13	14	11

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEF (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	1 515	1 627	1 587	1 592	1 592	1 647	1 531
Frais de gestion	-1 092	-1 074	-1 230	-1 166	-1 092	-1 078	-1 195
RBE	423	553	357	426	500	569	336
Coût du risque	-116	-150	-72	8	-103	-64	-86
Résultat d'exploitation	308	403	285	434	397	505	250
Elements hors exploitation	0	0	0	-1	1	26	0
Résultat avant impôt	308	403	285	433	398	531	250
Coefficient d'exploitation	72,1%	66,0%	77,5%	73,2%	68,6%	65,4%	78,0%
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	11,5	11,5	11,5	11,3	11,1	11,0	10,6
RWA (M d€)	98,6	100,7	99,8	100,5	102,3	100,0	100,4

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEF - hors effets PEL/CEL (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	1 517	1 630	1 584	1 584	1 579	1 633	1 520
Frais de gestion	-1 092	-1 074	-1 230	-1 166	-1 092	-1 078	-1 195
RBE	425	556	354	418	487	555	325
Coût du risque	-116	-150	-72	8	-103	-64	-86
Résultat d'exploitation	310	406	282	426	385	491	239
Elements hors exploitation	0	0	0	-1	1	26	0
Résultat avant impôt	309	406	282	425	385	517	239
Coefficient d'exploitation	72,0%	65,9%	77,6%	73,6%	69,1%	66,0%	78,6%
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	11,5	11,5	11,5	11,3	11,1	11,0	10,6
RWA (M d€)	98,6	100,7	99,8	100,5	102,3	100,0	100,4

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BNL bc (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	660	687	675	656	652	671	654
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	398	411	392	369	382	387	380
<i>incl. Commissions</i>	263	276	284	286	271	284	274
Frais de gestion	-448	-428	-464	-426	-440	-416	-454
RBE	213	259	211	230	213	255	201
Coût du risque	-98	-80	-98	-114	-114	-110	-128
Résultat d'exploitation	114	179	113	116	99	146	73
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	0	-3	0	0	0	2	0
Résultat avant impôt	115	176	113	116	99	148	73
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-4	-5	-7	-5	-4	-8	-8
Résultat avant impôt de BNL bc	110	171	106	111	95	139	65
Coefficient d'exploitation	67,8%	62,3%	68,7%	64,9%	67,4%	62,0%	69,3%
Encours moyens de crédits (Md€)	74	76	77	79	79	78	79
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	77	79	80	80	80	79	82
Dépôts moyens (Md€)	64	65	63	64	65	65	63
Coût du risque (en pb annualisé)	51	41	49	57	57	55	63
FP alloués (Md€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	5,9
RWA (Md€)	43,7	45,1	46,4	47,6	48,7	49,3	49,8
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BNL bc (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	641	667	654	635	631	649	633
Frais de gestion	-433	-413	-450	-411	-423	-403	-440
RBE	208	255	204	224	208	246	193
Coût du risque	-98	-80	-98	-114	-114	-109	-128
Résultat d'exploitation	110	174	106	110	95	138	65
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Autre éléments hors exploitation	0	-3	0	0	0	2	0
Résultat avant impôt	110	171	106	111	95	139	65
Coefficient d'exploitation	67,5%	61,9%	68,8%	64,7%	67,0%	62,0%	69,5%
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	5,9
RWA (Md€)	43,3	44,7	46,0	47,1	48,2	48,8	49,3
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEB (incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	1 014	1 006	1 016	947	917	965	935
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	731	706	731	673	636	677	632
<i>incl. Commissions</i>	283	300	285	274	281	288	303
Frais de gestion	-591	-568	-945	-598	-558	-554	-905
RBE	424	438	70	348	359	412	30
Coût du risque	-22	-19	-8	-20	-17	-16	17
Résultat d'exploitation	402	418	62	328	342	396	47
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	2	3	1	-1	3	3	4
Résultat avant impôt	405	422	64	327	345	399	52
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-26	-28	-12	-25	-19	-20	-10
Résultat avant impôt de BCEB	379	394	52	303	326	379	42
Coefficient d'exploitation	58,2%	56,5%	93,1%	63,2%	60,9%	57,3%	96,8%
Encours moyens de crédits (Md€)	140	139	138	138	137	134	131
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	144	142	142	141	140	136	125
Dépôts moyens (Md€)	159	161	160	161	162	162	161
Coût du risque (en pb annualisé)	6	5	2	6	5	5	-6
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	6,2	6,3	6,7	6,1	6,1	6,2	5,9
RWA (Md€)	54,4	54,4	53,2	54,5	54,2	54,2	58,4
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEB (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	961	952	964	896	871	920	890
Frais de gestion	-563	-543	-906	-571	-532	-529	-870
RBE	398	410	58	324	339	392	20
Coût du risque	-22	-19	-8	-21	-17	-16	18
Résultat d'exploitation	376	391	51	303	323	376	38
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	0	0	0	1	0
Autres éléments hors exploitation	2	3	1	-1	3	3	4
Résultat avant impôt	379	394	52	303	326	379	42
Coefficient d'exploitation	58,6%	57,0%	94,0%	63,8%	61,1%	57,4%	97,8%
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	6,2	6,3	6,7	6,1	6,1	6,2	5,9
RWA (Md€)	53,6	53,6	52,4	53,9	53,4	53,5	57,6

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEL (incluant 100% de la Banque Privée) ¹							
PNB	152	145	145	130	116	114	115
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	129	122	120	105	94	90	88
<i>incl. Commissions</i>	23	23	25	25	22	24	27
Frais de gestion	-71	-69	-88	-67	-62	-66	-80
RBE	81	75	58	63	54	48	35
Coût du risque	-4	-1	-1	9	3	3	5
Résultat d'exploitation	77	75	56	72	56	51	40
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	0	1	0	2
Résultat avant impôt	77	75	57	72	58	51	42
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-2	-2	-2	-2	-1	-2	-2
Résultat avant impôt de BCEL	76	73	55	70	56	49	40
Coefficient d'exploitation	47,0%	47,8%	60,3%	51,3%	53,8%	57,8%	69,8%
Encours moyens de crédits (Md€)	13	13	13	13	13	13	13
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	13	13	14	13	13	13	13
Dépôts moyens (Md€)	29	28	29	30	31	30	29
Coût du risque (en pb annualisé)	11	2	4	-25	-8	-9	-17
FP alloués (Md€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
RWA (Md€)	7,0	7,2	7,3	7,4	7,8	7,6	7,5
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
BCEL (incluant 2/3 de la Banque Privée au Luxembourg)							
PNB	148	141	142	127	113	110	111
Frais de gestion	-69	-67	-86	-65	-61	-64	-78
RBE	79	74	56	62	52	46	33
Coût du risque	-4	-1	-1	8	3	3	5
Résultat d'exploitation	75	73	54	70	55	49	38
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	0	1	0	2
Résultat avant impôt	76	73	55	70	56	49	40
Coefficient d'exploitation	46,7%	47,7%	60,5%	51,3%	53,7%	57,9%	70,4%
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
RWA (Md€)	6,9	7,0	7,1	7,3	7,7	7,5	7,4
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales dans le reste du monde (incluant 100% de la Banque Privée) - Europe-Méditerranée ¹							
PNB	809	603	648	534	607	620	585
<i>incl. Revenus d'intérêt</i>	682	509	540	433	488	508	465
<i>incl. Commissions</i>	127	95	108	101	118	112	120
Frais de gestion	-455	-344	-435	-419	-395	-416	-428
RBE	354	259	212	115	212	204	156
Coût du risque	-50	-56	-49	-10	-55	-47	-41
Résultat d'exploitation	303	203	164	105	156	158	116
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	74	64	87	74	100	132	70
Autres éléments hors exploitation	-123	-24	37	-53	-5	-20	-9
Résultat avant impôt	255	242	288	126	251	270	177
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-17	-10	-8	-6	-3	-3	-3
Résultat avant impôt	238	232	280	120	248	267	174
Coefficient d'exploitation	56,3%	57,1%	67,2%	78,4%	65,1%	67,0%	73,3%
Encours moyens de crédits (Md€)	33	32	34	35	35	35	34
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	35	36	37	38	38	37	37
Dépôts moyens (Md€)	41	40	42	43	43	41	40
Coût du risque (en pb annualisé)	57	62	53	11	58	51	45
FP alloués (Md€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	5,4	5,5	5,6	5,5	5,4	5,2	5,1
RWA (Md€)	46,4	46,6	49,5	50,5	52,0	51,8	48,4
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Banques Commerciales dans le reste du monde (incluant 2/3 de la Banque Privée) - Europe-Méditerranée							
PNB	789	591	638	526	601	615	580
Frais de gestion	-453	-342	-433	-417	-393	-414	-427
RBE	337	249	204	109	208	201	153
Coût du risque	-50	-56	-49	-10	-55	-46	-41
Résultat d'exploitation	286	193	156	99	153	155	112
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	74	64	87	74	100	132	70
Autre éléments hors exploitation	-123	-24	37	-53	-5	-20	-9
Résultat avant impôt	238	232	280	120	248	267	174
Coefficient d'exploitation	57,4%	57,9%	67,9%	79,2%	65,4%	67,3%	73,6%
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,4	5,5	5,6	5,5	5,4	5,2	5,1
RWA (Md€)	46,4	46,6	49,5	50,5	52,0	51,8	48,4
Autre éléments hors exploitation	-123	-24	37	-53	-5	-20	-9
Résultat avant impôt	238	232	280	120	248	267	174
Coefficient d'exploitation	57,4%	57,9%	67,9%	79,2%	65,4%	67,3%	73,6%
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,4	5,5	5,6	5,5	5,4	5,2	5,1
RWA (Md€)	46,4	46,6	49,5	50,5	52,0	51,8	48,4

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Métiers spécialisés (Personal Finance, Arval & Leasing Solutions, Nouveaux Métiers Digitaux & Personal Investors incluant 100% de la Banque Privée)¹							
PNB	2 516	2 625	2 512	2 369	2 416	2 481	2 405
Frais de gestion	-1 250	-1 252	-1 377	-1 244	-1 179	-1 198	-1 274
RBE	1 267	1 373	1 136	1 125	1 238	1 283	1 131
Coût du risque	-471	-426	-418	-485	-396	-380	-357
Résultat d'exploitation	796	947	717	640	841	902	774
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	16	7	7	-5	21	24	16
Autres éléments hors exploitation	8	54	-31	-8	3	15	13
Résultat avant impôt	819	1 008	693	627	865	942	804
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-1	-1	-1	-1	0	0	-1
Résultat avant impôt des métiers spécialisés	818	1 007	692	626	865	941	803
Coefficient d'exploitation	49,7%	47,7%	54,8%	52,5%	48,8%	48,3%	53,0%
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	136	127	125	123	123	121	118
Coût du risque (en pb annualisé)	139	134	134	157	129	125	121
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	13,6	13,4	13,1	12,1	12,0	11,8	11,4
RWA (M d€)	120,1	119,3	115,9	111,6	109,0	108,6	106,8
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Personal Finance							
PNB	1 292	1 327	1 288	1 283	1 345	1 371	1 388
Frais de gestion	-713	-733	-810	-739	-689	-718	-776
RBE	580	593	477	544	656	653	613
Coût du risque	-397	-363	-358	-413	-336	-309	-315
Résultat d'exploitation	183	230	120	131	320	344	297
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	18	10	9	-5	22	26	14
Autres éléments hors exploitation	-4	50	-7	-15	-2	-6	-7
Résultat avant impôt	197	290	122	111	340	365	305
Coefficient d'exploitation	55,2%	55,3%	62,9%	57,6%	51,2%	52,4%	55,9%
Total des encours consolidés moyens (M d€)	105	105	97	96	94	94	93
Encours de crédits au début du trimestre (utilisés pour le coût du risque en pb)	108	100	98	97	97	96	94
Coût du risque (en pb annualisé)	147	145	145	170	139	129	134
FP alloués (M d€, sur la période cumulée)	9,1	8,8	8,6	8,1	8,1	8,0	7,7
RWA (M d€)	81,8	82,7	77,7	74,8	73,0	73,1	72,4
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Arval & Leasing Solutions							
PNB	958	1 046	982	858	874	893	812
Frais de gestion	-367	-358	-403	-347	-341	-341	-366
RBE	591	688	579	511	534	553	446
Coût du risque	-46	-33	-38	-30	-38	-49	-30
Résultat d'exploitation	546	655	541	482	496	504	416
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	2	1	1	4
Autres éléments hors exploitation	12	3	-24	7	5	20	20
Résultat avant impôt	557	658	517	491	502	525	440
Coefficient d'exploitation	38,3%	34,2%	41,0%	40,4%	39,0%	38,2%	45,1%
Fonds propres alloués (M d€, sur la période cumulée)	3,8	3,8	3,7	3,5	3,4	3,3	3,3
RWA (M d€)	33,8	32,0	33,5	32,0	31,2	30,7	29,5
Total des encours consolidés moyens (M d€)	57	55	53	51	49	49	48
Flotte financée (en milliers de véhicules)	1 668	1 643	1 614	1 592	1 520	1 501	1 484

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Nouveaux Métiers Digitaux & Personal Investors (incluant 100% de la Banque Privée) ¹							
PNB	266	252	243	228	197	217	205
Frais de gestion	-170	-160	-164	-158	-149	-139	-132
RBE	96	91	79	70	48	77	73
Coût du risque	-29	-30	-23	-42	-23	-23	-12
Résultat d'exploitation	67	62	57	28	25	54	61
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-3
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	0	0	1	0
Résultat avant impôt	65	60	55	25	23	53	58
Résultat attribuable à la Gestion institutionnelle et privée	-1	-1	-1	-1	0	0	-1
Résultat avant impôt des Nouveaux Métiers Digitaux & Personal Investc	64	59	54	25	22	52	58
Coefficient d'exploitation	63,8%	63,7%	67,4%	69,4%	75,7%	64,3%	64,4%
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	0,8	0,8	0,8	0,5	0,5	0,5	0,4
RWA (M d€)	4,6	4,5	4,7	4,8	4,9	4,8	4,9
Encours moyens de crédits chez Personal Investors et NDB (M d€)	2	2	2	2	2	2	1
Encours moyens de dépôts chez Personal Investors (M d€)	32	32	32	30	31	31	30
Actifs sous gestion de Personal Investors (M d€)	164	162	157	150	150	147	162
Ordres Particuliers Europe (en millions) de Personal Investors	9,2	9,0	10,0	9,2	10,1	10,1	13,0
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Nouveaux Métiers Digitaux & Personal Investor (incluant 2/3 de la Banque Privée)							
PNB	263	248	240	225	195	214	203
Frais de gestion	-168	-158	-162	-156	-147	-137	-130
RBE	95	90	78	69	48	77	72
Coût du risque	-29	-30	-23	-42	-23	-23	-12
Résultat d'exploitation	66	61	56	27	25	54	60
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-3
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	0	0	1	0
Résultat avant impôt	64	59	54	25	22	52	58
Coefficient d'exploitation	63,8%	63,7%	67,4%	69,4%	75,5%	64,1%	64,3%
FP alloués (M d€, sur la période cumulée ; incluant 2/3 de la Banque Privée)	0,8	0,8	0,8	0,5	0,5	0,5	0,4
RWA (M d€)	4,6	4,5	4,7	4,8	4,9	4,8	4,9

1. Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Investment & Protection Services							
PNB	1 420	1 430	1 409	1 529	1 458	1 426	1 400
Frais de gestion	-84	-87	-87	-96	-83	-82	-81
RBE	536	551	512	572	575	564	549
Coût du risque	-13	-2	-1	14	2	-5	-7
Résultat d'exploitation	523	550	511	586	577	559	542
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	80	58	68	61	31	41	45
Autres éléments hors exploitation	3	0	0	-4	41	16	35
Résultat avant impôt	606	607	578	643	650	617	622
Coefficient d'exploitation	62,2%	61,4%	63,7%	62,6%	60,5%	60,4%	60,8%
Actifs sous gestion avec 100% des Banques Privées (Md€)	1 204	1 218	1 213	1 172	1 157	1 180	1 227
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,4	10,4	10,6	10,0	10,0	10,0	9,9
RWA (Md€)	40,1	40,1	40,6	40,6	43,2	44,7	48,7
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Assurance							
PNB	536	557	524	500	514	512	490
Frais de gestion	-202	-203	-202	-198	-199	-201	-197
RBE	334	353	322	302	315	311	294
Coût du risque	0	0	0	0	0	0	0
Résultat d'exploitation	334	353	322	302	315	311	294
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	78	47	59	32	20	24	29
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	-2	1	17	-3
Résultat avant impôt	411	400	381	332	336	352	319
Coefficient d'exploitation	37,8%	36,5%	38,5%	39,5%	38,7%	39,2%	40,1%
Actifs sous gestion (Md€)	245	250	251	247	248	255	270
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	7,0	7,1	7,3	7,1	7,1	7,2	7,2
RWA (Md€)	14,6	14,5	14,6	14,8	16,5	18,2	23,2
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Gestion Institutionnelle et Privée							
PNB	884	873	885	1 029	944	914	910
Frais de gestion	-681	-675	-695	-759	-684	-661	-655
RBE	202	198	190	270	260	253	255
Coût du risque	-13	-2	-1	14	2	-5	-7
Résultat d'exploitation	189	196	189	284	262	248	249
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2	11	9	29	11	18	16
Autres éléments hors exploitation	4	0	0	-2	40	-1	38
Résultat avant impôt	195	207	198	311	313	265	303
Coefficient d'exploitation	77,1%	77,3%	78,6%	73,8%	72,4%	72,3%	72,0%
Actifs sous gestion avec 100% des Banques Privées (Md€)	959	968	962	925	908	925	956
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	3,4	3,4	3,3	2,9	2,9	2,8	2,8
RWA (Md€)	25,5	25,6	26,0	25,8	26,7	26,5	25,5
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Wealth Management							
PNB	414	395	409	392	379	371	370
Frais de gestion	-292	-285	-318	-317	-294	-273	-299
RBE	121	110	91	76	85	97	71
Coût du risque	-2	-1	-1	13	1	-3	-7
Résultat d'exploitation	119	109	91	89	86	94	64
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	4	0	0	-1	40	0	0
Résultat avant impôt	123	109	91	87	126	94	64
Coefficient d'exploitation	70,6%	72,1%	77,7%	80,7%	77,5%	73,7%	80,8%
Actifs sous gestion avec 100% des Banques Privées (Md€)	408	410	406	393	389	394	403
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3
RWA (Md€)	11,7	11,3	11,8	12,0	13,1	13,3	12,3
€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Asset Management (incluant Real Estate & IPS Investments)							
PNB	470	478	476	636	565	543	540
Frais de gestion	-389	-390	-377	-442	-390	-387	-356
RBE	81	87	98	194	175	156	184
Coût du risque	-11	0	0	1	1	-2	1
Résultat d'exploitation	70	87	98	195	176	154	185
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2	11	9	29	11	18	16
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	0	0	-1	38
Résultat avant impôt	72	98	107	224	187	171	239
Coefficient d'exploitation	82,8%	81,7%	79,3%	69,5%	69,0%	71,3%	65,9%
Actifs sous gestion (Md€)	551	558	555	532	519	531	553
FP alloués (Md€, sur la période cumulée)	2,1	2,0	2,0	1,5	1,5	1,5	1,5
RWA (Md€)	13,8	14,3	14,2	13,8	13,6	13,2	13,2

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Autres activités (total)							
PNB	-304	-665	-744	-627	-324	-402	-364
<i>Incl. Retraitement de la volatilité (métier Assurance)</i>	-2	-33	-16	-87	-31	-108	-158
<i>Incl. Retraitement Frais rattachables (Distributeurs internes)</i>	-236	-271	-250	-296	-249	-252	-259
Frais de gestion	16	-47	-375	85	27	64	-283
<i>incl. coûts de restructuration, de renforcement IT et d'adaptation</i>	-127	-151	-361	-188	-125	-106	-72
<i>Incl. Retraitement Frais rattachables (Distributeurs internes)</i>	236	271	250	296	249	252	259
RBE	-287	-712	-1 118	-542	-296	-338	-648
Coût du risque	-7	-33	6	59	-126	-64	-54
Résultat d'exploitation	-294	-745	-1 112	-483	-423	-402	-702
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	16	17	12	-38	19	19	23
Autres éléments hors exploitation	3	93	-1	51	-2	-66	-42
Résultat avant impôt	-275	-636	-1 101	-469	-406	-449	-722
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	4,4	4,3	4,3	3,7	3,7	3,5	3,8
RWA (Md€)	43,6	42,1	38,3	37,1	27,9	28,3	22,1

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Autres activités : retraitements liés aux activités d'assurance de la volatilité (IFRS9) et des frais rattachables (distributeurs internes)							
PNB	-239	-305	-266	-384	-280	-359	-417
<i>Incl. Retraitement de la volatilité (métier Assurance)</i>	-2	-33	-16	-87	-31	-108	-158
<i>Incl. Retraitement Frais rattachables (Distributeurs internes)</i>	-236	-271	-250	-296	-249	-252	-259
Frais de gestion	236	271	250	296	249	252	259
<i>incl. coûts de restructuration, de renforcement IT et d'adaptation</i>							
<i>Incl. Retraitement Frais rattachables (Distributeurs internes)</i>	236	271	250	296	249	252	259
RBE	-2	-33	-16	-87	-31	-108	-158
Coût du risque							
Résultat d'exploitation	-2	-33	-16	-87	-31	-108	-158
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence							
Autres éléments hors exploitation							
Résultat avant impôt	-2	-33	-16	-87	-31	-108	-158

€m	3T23	2T23	1T23	4T22	3T22	2T22	1T22
Autres activités excl. les retraitements liés aux activités d'assurance de la volatilité (IFRS 9) et des frais rattachables (distributeurs internes)							
PNB	-65	-361	-478	-244	-43	-43	52
Frais de gestion	-220	-318	-624	-211	-222	-187	-542
<i>incl. coûts de restructuration, de renforcement IT et d'adaptation</i>	-127	-151	-361	-188	-125	-106	-72
RBE	-285	-679	-1 102	-455	-265	-230	-490
Coût du risque	-7	-33	6	59	-126	-64	-54
Résultat d'exploitation	-292	-712	-1 096	-396	-391	-294	-544
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	16	17	12	-38	19	19	23
Autres éléments hors exploitation	3	93	-1	51	-2	-66	-42
Résultat avant impôt	-273	-603	-1 085	-382	-374	-342	-564

INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE - ARTICLE 223-1 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
<p>Agrégats du compte de résultat de l'Assurance (PNB, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)</p>	<p>Agrégats du compte de résultat de l'Assurance (PNB, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt) excluant la volatilité générée par la comptabilisation à la juste valeur de certains actifs sur le résultat financier en IFRS 9, transférée en « Autres activités ». Les gains ou pertes réalisés en cas de cession ainsi que les éventuelles dépréciations durables sont inclus dans le compte de résultat de l'assurance.</p> <p>La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »</p>	<p>Présentation du résultat de l'assurance reflétant la performance opérationnelle et intrinsèque (technique et financière)</p>
<p>Agrégats du compte de résultat des « Autres activités »</p>	<p>Agrégats du compte de résultat des « Autres Activités incluant les retraitements liés aux activités d'assurance de la volatilité (IFRS 9) et des frais rattachables (distributeurs internes) » suite à l'application à partir du 01.01.23 de la norme IFRS 17 « contrats d'assurances » conjointement à l'application de la norme IFRS 9 pour les activités d'assurance incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Retraitement en PNB des « Autres activités » de la volatilité sur le résultat financier générée par la comptabilisation en juste valeur en IFRS 9 de certains actifs de l'Assurance • Les frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance » sont présentés comptablement en déduction du PNB et non plus en frais de gestion Ces écritures comptables portent exclusivement sur le métier Assurance et les entités du Groupe (hors métier Assurance) distribuant des contrats d'assurance (dits distributeurs internes) et sont sans effet sur le résultat brut d'exploitation. L'impact des écritures liés aux contrats internes de distribution est porté par le segment « Autres activités » <p>La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »</p>	<p>Externalisation au sein des « Autres activités » de l'impact des frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance » sur les contrats de distribution internes afin de ne pas perturber la continuité dans la lecture de la performance financière des différents métiers</p>
<p>Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels (PNB, revenus d'intérêt, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)</p>	<p>Somme des agrégats du compte de résultat de CPBS (avec les agrégats du compte de résultat des banques commerciales, incluant 2/3 de la banque privée en France, en Italie, en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne, en Pologne et en Turquie), IPS et CIB</p> <p>Agrégats du compte de résultat du Groupe BNP Paribas = Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels + agrégats du compte de résultat de Autres Activités</p> <p>La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Résultats par pôle ».</p> <p>Les revenus d'intérêt mentionnés dans les banques commerciales incluent la marge d'intérêts (au sens de la note 3.a des états financiers) ainsi que dans une moindre mesure d'autres revenus (au sein des notes 3.c, 3.d et 3.e des états financiers) et exclus les commissions (au sens de la note 3.b des états financiers). Les agrégats du compte de résultat des banques commerciales ou métiers spécialisés distribuant des contrats d'assurance excluent l'impact de l'application d'IFRS 17 sur la présentation comptable des frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance » en déduction du PNB et non plus en frais de gestion, impact porté par « Autres activités »</p>	<p>Mesure représentative de la performance opérationnelle du Groupe BNP Paribas</p>
<p>Agrégats du compte de résultat d'une activité de Banque commerciale avec 100 % de la Banque Privée</p>	<p>Agrégat du compte de résultat d'une activité de banque commerciale, incluant la totalité du compte de résultat de la banque privée</p> <p>La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »</p>	<p>Mesure représentative de la performance de l'activité d'une banque commerciale, y compris la totalité de la performance de la banque privée (avant partage du compte de résultat avec le métier Wealth Management, la banque privée étant sous la responsabilité conjointe de la banque commerciale (2/3 du compte de résultat) et du métier Wealth Management (1/3 du compte de résultat)</p>

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
Agrégats du compte de résultat hors effet PEL/CEL (PNB, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	Agrégat du compte de résultat hors effet PEL/CEL La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »	Mesure représentative des agrégats de la période retraités de la variation de provision comptabilisant le risque généré par les PEL et CEL sur l'ensemble de leur durée
Coefficient d'exploitation	Rapport entre les coûts et les revenus	Mesure de l'efficacité opérationnelle dans le secteur bancaire
Coût du risque/encours de crédit à la clientèle début de période (en points de base)	Rapport entre coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période Les détails du calcul sont fournis dans l'annexe « Coût du risque sur encours » des diapositives de présentation des résultats	Mesure du niveau de risque par métier en pourcentage du volume des encours
Évolution des frais de gestion hors impact IFRIC 21	Évolution des frais de gestion excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21	Mesure représentative de l'évolution des frais de gestion excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21 comptabilisées dans leur quasi-totalité sur le 1 ^{er} trimestre pour l'ensemble de l'année, donnée afin d'éviter toute confusion par rapport aux autres trimestres
Rentabilité des fonds propres (ROE)	Les détails du calcul du ROE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres du Groupe BNP Paribas
Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)	Les détails du calcul du ROTÉ sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres tangibles du Groupe BNP Paribas
Résultat net part du Groupe distribuable	<p>Agrégats du compte de résultat jusqu'au résultat net part du Groupe ajustés conformément aux annonces faites en février 2023 pour refléter la performance intrinsèque du Groupe en 2023 année pivot, post cession de Bank of the West réalisée le 01.02.23 mais aussi dernière année anticipée de la contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique par ailleurs marquée par des éléments extraordinaires.</p> <p>Les ajustements, détaillés dans la diapositive « Calcul du Résultat Net Part du Groupe distribuable » de présentation des résultats 2023:</p> <ul style="list-style-type: none"> • incluent l'effet de l'anticipation de la fin de la contribution au Fonds de Résolution Unique en 2023 • excluent le résultat des entités destinées à être cédées (application de la norme IFRS) (notamment plus-value de cession de Bank of The West) et les éléments complémentaires liés à la cession de Bank of the West • excluent des éléments extraordinaires tels que La compensation de l'impact négatif extraordinaire de l'ajustement des couvertures lié aux changements de modalités sur le TLTRO décidés par la BCE au quatrième trimestre 2022 <p>Le résultat net part du Groupe distribuable sert de base au calcul de la distribution ordinaire en 2023 mais aussi au suivi de la performance du Groupe en 2023</p>	Mesure du résultat du Groupe BNP Paribas reflétant la performance intrinsèque du Groupe en 2023, année pivot, post impact de la cession de Bank of the West et dernière année anticipée de la contribution à la constitution du Fonds de Résolution Unique, par ailleurs marquée par des éléments extraordinaires
Résultat net part du Groupe hors exceptionnels	Résultat net part du Groupe retraité des éléments exceptionnels Le détail des éléments exceptionnels est fourni dans la diapositive « Principaux éléments exceptionnels » de présentation des résultats	Mesure du résultat du Groupe BNP Paribas hors éléments non récurrents d'un montant significatif ou éléments ne reflétant pas la performance opérationnelle, notamment les coûts de d'adaptation et de restructuration

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
Taux de couverture des engagements douteux	Rapport entre les dépréciations stage 3 et les encours dépréciés (stage 3), bilan et hors-bilan, nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)	Mesure du provisionnement des créances douteuses

Note méthodologique – Analyse comparative à périmètre et change constants

Les modalités de détermination des effets périmètre sont liées à différents types d'opérations (acquisitions, cessions, etc.). L'objectif sous-tendant le calcul des effets périmètre est d'améliorer la comparabilité des données d'une période sur l'autre.

Dans le cas d'acquisitions ou de création de société, l'entité est exclue pour chaque agrégat des résultats à périmètre constant des trimestres de l'exercice courant pour la période correspondante de non détention au cours de l'exercice précédent.

Dans le cas de cessions, les résultats de l'entité sont exclus de manière symétrique pour chaque agrégat sur l'exercice précédent pour les trimestres où l'entité n'est plus détenue.

En cas de changement de méthode de consolidation, les résultats sont présentés au taux d'intégration minimum sur les deux années (exercice courant et exercice antérieur) pour les trimestres faisant l'objet d'un retraitement à périmètre constant.

Le principe retenu par le Groupe BNP Paribas pour élaborer les analyses à change constant est de recalculer les résultats du trimestre de l'année N-1 (trimestre de référence) en les convertissant au cours de change du trimestre équivalent de l'année N (trimestre analysé). L'ensemble de ces calculs est effectué par rapport à la devise de reporting de l'entité.

Rappel

Produit Net Bancaire (PNB) : dans l'ensemble du document, les termes « Produit Net Bancaire » ou « Revenus » sont utilisés indifféremment.

Frais de gestion : correspondent à la somme des Frais de personnel, Autres charges générales d'exploitation, Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles. Dans l'ensemble du document, les termes « Frais de gestion » ou « Coûts » peuvent être utilisés indifféremment.

Pôles Opérationnels : ils regroupent les trois pôles suivants :

- **Corporate and Institutional Banking (CIB)** regroupant : Global Banking, Global Markets, Securities Services;
- **Commercial, Personal Banking and Services (CPBS)** composé de :
 - Des banques commerciales en France, en Belgique, en Italie, au Luxembourg et en Europe-Méditerranée ;
 - Les métiers spécialisés avec Arval & Leasing Solutions ; BNP Paribas Personal Finance ; Nouveaux métiers digitaux (incluant Nickel, Lyf...) & Personal Investors ;
- **Investment & Protection Services (IPS)** composé de : Assurance, Gestion Institutionnelle et Privée (GIP) qui comprend Wealth Management, Asset Management, Real Estate et Principal Investments

2. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PRORES – PILIER 3 [NON AUDITES]

CHIFFRES CLES

Les données relatives aux ratios de fonds propres ci-dessous tiennent compte des dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 *bis* du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873). L'impact de ces mesures transitoires sur les fonds propres et les ratios réglementaires est présenté dans la partie *Fonds propres* (voir tableau n°16 : IFRS9-FL).

Depuis le 1er janvier 2023, les entités d'assurance du Groupe appliquent la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » ainsi que la norme IFRS 9, différée pour ces entités jusqu'à l'entrée en vigueur d'IFRS 17. La non matérialité de cette première application sur les capitaux propres (voir note 2 des états financiers) et le traitement des entités d'assurance par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel conduisent à un impact limité sur les informations du Chapitre 5.

Le Groupe a annoncé le 1er février 2023, la réalisation de la cession des activités de banque commerciale aux Etats-Unis opérées par l'ensemble homogène BancWest à BMO Groupe Financier pour un montant total de 16,3 milliards de dollars américains. L'opération a généré une plus-value exceptionnelle (nette d'impôts) de 2,9 milliards d'euros ainsi qu'un impact positif sur le ratio Common Equity Tier 1 (CET1) du Groupe de 170 points de base soit une libération de fonds propres de base de catégorie 1 de 11,6 milliards d'euros. Au 31 décembre 2022, cet ensemble homogène contribuait principalement au risque de crédit et au risque opérationnel du Groupe pour respectivement 47,9 milliards d'euros et 3,7 milliards d'euros d'actifs pondérés.

Le Groupe a initié en 2023 un programme de rachat d'actions pour un montant total de 5 milliards d'euros, dont 4 milliards d'euros dans l'intention de compenser l'effet de la dilution du bénéfice net par action liée à la cession de 100 % de ses activités de banque commerciale aux Etats-Unis opérées par BancWest.

Ainsi, la première tranche de 2,5 milliards d'euros de rachat d'actions a été exécutée dans sa globalité en date du 3 août 2023. Par ailleurs, après avoir reçu l'autorisation de la Banque centrale européenne le 27 juillet, la seconde tranche d'un montant de 2,5 milliards d'euros a été lancée le 4 août 2023.

En date du 27 septembre 2023, 3,5 milliards d'euros d'actions auto-détenues dans le cadre de ce programme de rachat ont été annulées, réduisant ainsi le capital de BNP Paribas. La partie résiduelle de la seconde tranche de ce programme de rachat d'actions 2023 au 30 septembre 2023 est déduite des fonds propres prudentiels.

► **TABLEAU N°1 : INDICATEURS CLÉS (EU KM1)**

		a	b	c	d	e
En millions d'euros		30 septembre 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 décembre 2022	30 septembre 2022
Fonds propres disponibles						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	93 983	95 036	94 098	91 828	92 752
2	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	108 716	108 345	107 380	103 445	103 405
3	Fonds propres totaux	124 497	124 347	124 179	120 562	121 824
Actifs pondérés						
4	Montant total des actifs pondérés	699 257	697 533	694 407	744 851	766 166
Ratios de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés)						
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1	13,44%	13,62%	13,55%	12,33%	12,11%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1	15,55%	15,53%	15,46%	13,89%	13,50%
7	Ratio de fonds propres totaux	17,80%	17,83%	17,88%	16,19%	15,90%
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au SREP (Pillar 2 Requirement en pourcentage des actifs pondérés)						
EU 7a	Exigences de <i>Pillar 2 Requirement</i> totales	1,57%	1,57%	1,57%	1,39%	1,39%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1	0,88%	0,88%	0,88%	0,78%	0,78%
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1	1,18%	1,18%	1,18%	1,04%	1,04%
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP	9,79%	9,73%	9,60%	9,45%	9,40%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés)						
8	Coussin de conservation des fonds propres	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre					
9	Coussin de fonds propres contracyclique	0,41%	0,35%	0,14%	0,09%	0,04%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique ⁽¹⁾	0,00%	0,00%	0,07%	0,08%	0,08%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB)	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (D-SIB)	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
11	Exigences globales de coussin ⁽²⁾	4,41%	4,35%	4,21%	4,17%	4,12%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres totaux ⁽³⁾	13,98%	13,92%	13,78%	13,56%	13,51%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP	8,06%	8,24%	8,17%	6,80%	6,45%
Ratio de levier						
13	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	2 423 620	2 405 785	2 464 153	2 373 844	2 638 456
14	Ratio de levier	4,49%	4,50%	4,36%	4,36%	3,92%
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier)						
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au risque de levier excessif	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Exigences de coussin lié au ratio de levier et exigences de ratio de levier global (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier)						
EU 14d	Exigences de coussin lié au ratio de levier	0,75%	0,75%	0,75%	0,00%	0,00%
EU 14e	Exigences de ratio de levier globales	3,75%	3,75%	3,75%	3,00%	3,00%
Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)						
15	Valeur pondérée moyenne des actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux	420 636	436 951	446 763	454 812	463 895
EU 16a	Valeur pondérée totale des sorties de trésorerie	532 522	544 367	557 137	566 963	565 281
EU 16b	Valeur pondérée totale des entrées de trésorerie	219 522	217 017	220 069	223 055	219 219
16	Valeur ajustée des sorties de trésorerie nettes totales	313 001	327 349	337 068	343 909	346 062
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)	134,61%	133,74%	132,63%	132,26%	134,13%
Ratio de financement stable net (NSFR)						
18	Financement stable disponible total	975 976	977 327	1 004 613	1 043 285	1 099 120
19	Financement stable requis total	846 468	838 082	864 714	906 821	930 728
20	Ratio de financement stable net (NSFR)	115,30%	116,61%	116,18%	115,05%	118,09%

(1) Depuis le 30 juin 2023, le coussin pour risque systémique (SyRB) sectoriel en Belgique sur les portefeuilles hypothécaires ne s'applique pas au niveau du Groupe BNP Paribas consolidé.

(2) Les exigences globales de coussin de fonds propres tiennent compte du coussin le plus élevé entre les coussins G-SIB et D-SIB.

(3) Hors "Pillar 2 Guidance" non publique.

Au 30 septembre 2023, le niveau d'exigence de fonds propres CET1 s'élève à 9,79% des actifs pondérés. Le niveau d'exigence minimal des ratios LCR et NSFR, s'élève à 100%.

► **TABLEAU N°2 : RATIO TLAC (EU KM2)**

En millions d'euros		30 septembre 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 décembre 2022	30 septembre 2022
1	Fonds propres et autres instruments de dettes éligibles en TLAC	203 100	201 683	202 664	199 176	204 421
2	Actifs pondérés	699 257	697 533	694 407	744 851	766 166
3	RATIO TLAC (en pourcentage des actifs pondérés)	29,05%	28,91%	29,19%	26,74%	26,68%
4	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	2 423 620	2 405 785	2 464 153	2 373 844	2 638 456
5	RATIO TLAC (en pourcentage de l'exposition de levier)	8,38%	8,38%	8,22%	8,39%	7,75%
6a	Application de l'exemption prévue au paragraphe 4 de l'article 72 ter du Règlement (UE) n° 2019/876 ^(*)	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
6b	Si application du paragraphe 3 de l'article 72 ter du Règlement (UE) n° 2019/876: montant total des dettes senior préférées éligibles au ratio TLAC ^(*)	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué
6c	Si application du paragraphe 3 de l'article 72 ter du Règlement (UE) n° 2019/876: part des dettes senior préférées utilisées dans le calcul du ratio TLAC ^(*)	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué

() Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72 ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 18 154 millions d'euros au 30 septembre 2023) peuvent être éligibles dans la limite de 3,5 % des actifs pondérés. Le Groupe n'utilise pas cette option au 30 septembre 2023.*

Au 30 septembre 2023, le ratio TLAC du Groupe s'élève à 29,05 % des actifs pondérés, sans utiliser les dettes senior préférées éligibles dans la limite de 3,5 % des actifs pondérés. Le Groupe est ainsi au-dessus du niveau minimal d'exigence applicable qui est de 22,41 %. Cette exigence minimale tient compte d'un coussin de conservation de 2,50 %, d'un coussin G-SIB de 1,50 %, d'un coussin contracyclique de 0,41 %.

Le ratio TLAC du Groupe s'élève à 8,38 % des expositions de levier. Ce ratio est à comparer à une exigence minimale de 6,75 %.

FONDS PROPRES

Actualisation du tableau n° 13 du Document d'enregistrement universel 2022 p.345.

► TABLEAU N°13 : FONDS PROPRES PRUDENTIELS

<i>En millions d'euros</i>	30 septembre 2023	31 décembre 2022
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves		
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents(*)	22 737	26 236
<i>dont actions ordinaires(*)</i>	22 737	26 236
Bénéfices non distribués	82 211	82 684
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	(2 873)	(3 319)
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidé)	2 203	1 736
Bénéfices intermédiaires, nets de charge et de tout dividende prévisibles, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant(**)	4 438	
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AVANT AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES	108 716	107 337
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements règlementaires(***)	(14 732)	(15 508)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	93 983	91 828
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments	15 246	12 103
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements règlementaires	(513)	(487)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	14 733	11 616
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)	108 716	103 445
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions(****)	19 001	20 692
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements règlementaires	(3 220)	(3 575)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)(****)	15 781	17 117
TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)(****)	124 497	120 562

(*) Incluant -3,5 milliards d'euros de réduction de capital liée à l'annulation des actions acquises en date du 27 septembre 2023 dans le cadre de l'exécution de la première tranche et d'une partie de la seconde tranche du programme de rachat d'actions 2023.

(**) Tenant compte d'une anticipation de distribution de 60% au titre du résultat distribuable après prise en compte de la charge de rémunération des Titres Super Subordonnées à Durée Indéterminée et sous réserves des conditions habituelles.

(***) Incluant -1,5 milliard d'euros, au 30 septembre 2023, dont 1,3 milliard d'euros relatif à la partie non exécutée de la seconde tranche du programme de rachat d'actions et 0,2 milliard d'euros au titre de la part exécutée de cette même tranche ; Incluant l'ajustement au titre de la politique de distribution dite « ordinaire » du résultat 2022 sous forme de rachat d'actions de -962 millions d'euros, au 31 décembre 2022.

(****) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered applicables aux fonds propres de catégorie 2.

Au 30 septembre 2023, hors prise en compte du résultat du 3^{ème} trimestre, les fonds propres de base de catégorie 1 s'élèvent à 93 000 millions d'euros, les fonds propres de catégorie 1 s'élèvent à 107 732 millions d'euros et le total des fonds propres à 123 513 millions d'euros.

► **TABLEAU N°16 : EFFET DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES À LA NORME IFRS 9 (EU IFRS9-FL)**

<i>En millions d'euros</i>		30 septembre 2023	31 décembre 2022
Fonds propres			
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	93 983	91 828
2	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	93 983	91 444
3	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	108 716	103 445
4	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	108 716	103 060
5	Total des fonds propres	124 497	120 562
6	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	124 497	120 484
Actifs pondérés			
7	Actifs pondérés	699 257	744 851
8	Actifs pondérés si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	699 257	745 046
Ratios de fonds propres			
9	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	13,44%	12,33%
10	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	13,44%	12,27%
11	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	15,55%	13,89%
12	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	15,55%	13,83%
13	Total des fonds propres	17,80%	16,19%
14	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	17,80%	16,17%
Ratio de levier			
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	2 423 620	2 373 844
16	Ratio de levier	4,49%	4,36%
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	4,49%	4,34%

Le Groupe n'applique pas les dispositions prévues par l'article 468 du Règlement (UE) n° 2020/873 relatives au traitement temporaire des plus et moins-values latentes sur instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres émis par les administrations centrales, régionales ou locales. Ces dispositions ont pris fin au 1^{er} janvier 2023.

EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDERES

Actualisation du tableau n° 17 du Document d'enregistrement universel 2022 p. 349.

► TABLEAU N°17 : ACTIFS PONDERÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES (EU OV1)

En millions d'euros		a		b	c
		Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
		30 septembre 2023	31 décembre 2022		30 septembre 2023
1	Risque de crédit	532 849	579 635		42 628
2	Dont approche standard	183 698	231 375		14 696
3	Dont approche NI simple (F-IRB)				
4	Dont approche par référencement				
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	42 307	41 192		3 385
5	Dont approche basée sur les notations internes avancées (A-IRB)	306 844	307 068		24 548
6	Risque de contrepartie	46 888	42 320		3 751
7	Dont SACCR (dérivés)	3 479	1 208		278
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	29 871	31 072		2 390
EU 8a	Dont expositions sur CCP liées aux activités de compensation	7 225	2 541		578
EU 8b	Dont CVA	5 907	6 464		473
9	Dont autres	406	1 035		32
15	Risque de règlement	3	9		-
16	Expositions de titrisation du portefeuille bancaire	15 557	15 794		1 245
17	Dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA)	8 089	8 770		647
18	Dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA)	1 288	1 132		103
19	Dont approche standard (SEC-SA)	6 181	5 892		494
EU 19a	Dont expositions pondérées à 1250% (ou déduites des fonds propres) ⁽¹⁾				
20	Risque de marché	27 439	25 543		2 195
21	Dont approche standard	6 655	6 622		532
22	Dont approche fondée sur les modèles internes (IMA)	20 784	18 921		1 663
23	Risque opérationnel	58 080	61 656		4 646
EU 23a	Dont approche de base	4 261	4 280		341
EU 23b	Dont approche standard	8 631	12 073		690
EU 23c	Dont approche par mesure avancée (AMA)	45 188	45 302		3 615
24	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)	18 439	19 895		1 475
29	TOTAL	699 257	744 851		55 941

(1) Le Groupe a opté pour l'approche par déduction plutôt que par une pondération à 1250%. Le montant des expositions de titrisation du portefeuille bancaire déduites des fonds propres atteint 235 millions d'euros au 30 septembre 2023 (214 millions d'euros au 31 décembre 2022).

Actualisation du tableau n° 31 du Document d'enregistrement universel 2022 p.389.

► TABLEAU N°31 : VARIATION DES ACTIFS PONDERÉS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR TYPE D'EFFETS (EU CR8)

► Variation du 3^{ème} trimestre 2023

En millions d'euros		a		Exigences de fonds propres	
		Total	Actifs pondérés dont approche IRBA	Total	Exigences de fonds propres dont approche IRBA
1	30 juin 2023	533 101	304 005	42 648	24 320
2	Volume des actifs	2 152	1 578	172	126
3	Qualité des actifs	(5 972)	(6 214)	(478)	(497)
4	Mise à jour des modèles	31	31	2	2
5	Méthodologie et réglementation				
6	Acquisitions et cessions	(2 012)		(161)	
7	Variation des taux de change	1 386	1 893	111	151
8	Autres	4 164	5 552	333	444
9	30 septembre 2023	532 849	306 844	42 628	24 548

► Variation au 30 septembre 2023

En millions d'euros		a		Exigences de fonds propres	
		Actifs pondérés			
		Total	dont approche IRBA	Total	dont approche IRBA
1	31 décembre 2022	579 635	307 068	46 371	24 565
2	Volume des actifs	685	(2 795)	55	(224)
3	Qualité des actifs	(11 778)	(9 016)	(942)	(721)
4	Mise à jour des modèles	1 667	1 708	133	137
5	Méthodologie et réglementation	(2 348)	17	(188)	1
6	Acquisitions et cessions	(44 462)		(3 557)	
7	Variation des taux de change	(860)	512	(69)	41
8	Autres	10 310	9 351	825	748
9	30 septembre 2023	532 849	306 844	42 628	24 548

Actualisation du tableau n°82 du Document d'enregistrement universel 2022 p.481.

► **TABLEAU N°82 : VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCR7)**

► Variation du 3^{ème} trimestre 2023

En millions d'euros		a		Exigences de fonds propres	
		Actifs pondérés			
		Total	dont méthode du modèle interne(*)	Total	dont méthode du modèle interne
1	30 juin 2023	45 305	31 363	3 624	2 509
2	Volume des actifs	(646)	(966)	(52)	(77)
3	Qualité des actifs	(839)	(954)	(67)	(76)
4	Mise à jour des modèles				
5	Méthodologie et réglementation	3 111		249	
6	Acquisitions et cessions				
7	Variation des taux de change	(17)		(1)	
8	Autres	(26)	428	(2)	34
9	30 septembre 2023	46 888	29 871	3 751	2 390

(*) Méthode du modèle interne au titre du modèle de contrepartie bilatéral (hors CCP clearing).

► Variation au 30 septembre 2023

En millions d'euros		a		Exigences de fonds propres	
		Actifs pondérés			
		Total	dont méthode du modèle interne(*)	Total	dont méthode du modèle interne
1	31 décembre 2022	42 320	31 072	3 386	2 486
2	Volume des actifs	3 286	1 779	263	142
3	Qualité des actifs	(742)	(1 203)	(59)	(96)
4	Mise à jour des modèles	662	(500)	53	(40)
5	Méthodologie et réglementation	3 111		249	
6	Acquisitions et cessions	(159)		(13)	
7	Variation des taux de change	(85)		(7)	
8	Autres	(1 504)	(1 276)	(120)	(102)
9	30 septembre 2023	46 888	29 871	3 751	2 390

(*) Méthode du modèle interne au titre du modèle de contrepartie bilatéral (hors CCP clearing).

► **TABLEAU N°86 : VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE MARCHÉ PAR TYPE D'EFFETS (EU MR2-B)**

► Variation du 3^{ème} trimestre 2023

	a	b	c	d	e	f	g
<i>En millions d'euros</i>	VaR	SVaR	IRC ^(*)	CRM ^(**)	Approche standard	Total actifs pondérés	Total exigences de fonds propres
1 30 juin 2023	5 066	11 339	3 809	638	6 919	27 771	2 222
2.a Volume des actifs	244	(742)	1 145	(265)	(152)	230	18
2.b Qualité des actifs	(239)	(271)	(296)	350		(456)	(36)
3 Mise à jour des modèles							
4 Méthodologie et réglementation							
5 Acquisitions et cessions					6	6	
6 Variation des taux de change							
7 Autres	1	5			(118)	(112)	(9)
8 30 septembre 2023	5 072	10 331	4 659	723	6 655	27 439	2 195

(*) Incremental Risk Charge.

(**) Comprehensive Risk Measure.

► Variation au 30 septembre 2023

	a	b	c	d	e	f	g
<i>En millions d'euros</i>	VaR	SVaR	IRC ^(*)	CRM ^(**)	Approche standard	Total actifs pondérés	Total exigences de fonds propres
1 31 décembre 2022	5 635	9 936	2 731	618	6 622	25 543	2 043
2.a Volume des actifs	393	1 804	2 111	(325)	(579)	3 404	272
2.b Qualité des actifs	(343)	(325)	(186)	430		(425)	(34)
3 Mise à jour des modèles	(607)	(1 075)				(1 682)	(135)
4 Méthodologie et réglementation							
5 Acquisitions et cessions	87	186			(10)	264	21
6 Variation des taux de change							
7 Autres	(94)	(195)	3		622	336	27
8 30 septembre 2023	5 072	10 331	4 659	723	6 655	27 439	2 195

(*) Incremental Risk Charge.

(**) Comprehensive Risk Measure.

RISQUE DE LIQUIDITE

Actualisation du tableau n°101 du document d'enregistrement universel 2022 p.507.

► TABLEAU N°101 : RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME (LCR)(*) - DÉTAIL (EU LIQ1)

	Valeur non pondérée				Valeur pondérée			
	a	b	c	d	e	f	g	h
	30 septembre 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 décembre 2022	30 septembre 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 décembre 2022
<i>En millions d'euros</i>								
Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITÉ (HQLA)								
1 TOTAL ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITÉ (HQLA)					420 636	436 951	446 763	454 812
SORTIES DE TRÉSORERIE								
2 Dépôts de détail (y compris petites entreprises)	432 121	440 215	446 460	449 679	32 046	32 893	33 553	33 907
3 <i>dont dépôts stables</i>	254 490	260 292	264 816	267 574	12 725	13 015	13 241	13 379
4 <i>dont dépôts moins stables</i>	165 121	168 507	171 086	172 289	19 203	19 697	20 056	20 209
5 Financements non collatéralisés auprès de contreparties non détail	510 230	537 281	563 639	580 770	234 633	248 694	264 473	276 564
6 <i>dont dépôts opérationnels</i>	166 440	172 777	179 881	183 500	40 978	42 502	44 218	45 092
7 <i>dont dépôts non opérationnels</i>	330 609	351 386	368 820	381 294	180 475	193 074	205 317	215 497
8 <i>dont dettes non collatéralisées</i>	13 180	13 119	14 938	15 976	13 180	13 119	14 938	15 976
9 Financements collatéralisés auprès de contreparties non détail (dont pensions données)					91 116	88 304	90 243	93 594
10 Exigences supplémentaires	390 921	392 540	391 373	386 823	104 403	102 242	98 688	95 246
11 <i>dont sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté</i>	48 334	44 761	42 661	41 927	47 611	44 321	42 370	41 835
12 <i>dont sorties sur dettes collatéralisées</i>	7 498	8 020	6 351	4 069	7 498	8 020	6 351	4 069
13 <i>dont facilités de crédit et de liquidité</i>	335 089	339 759	342 361	340 827	49 294	49 901	49 967	49 342
14 Autres obligations de financement contractuel	63 615	65 514	62 495	60 124	63 615	65 514	62 495	60 124
15 Autres obligations de financement éventuel	137 295	138 667	139 806	137 612	6 711	6 720	7 686	7 528
16 TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE					532 522	544 367	557 137	566 963
ENTRÉES DE TRÉSORERIE								
17 Opérations de prêts collatéralisées (dont pensions reçues)	441 809	445 077	453 494	471 715	92 466	93 950	96 941	98 884
18 Entrées provenant des expositions pleinement performantes	90 998	93 786	97 236	99 136	71 490	73 167	75 733	77 223
19 Autres entrées de trésorerie	65 025	59 732	57 623	57 284	55 566	49 900	47 395	46 947
20 TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE	597 832	598 595	608 354	628 136	219 522	217 017	220 069	223 055
EU-20c Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %	427 000	424 511	432 262	443 412	219 522	217 017	220 069	223 055
21 COUSSIN DE LIQUIDITÉ					420 636	436 951	446 763	454 812
22 TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE					313 001	327 349	337 068	343 909
23 RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ (%)					134,61%	133,74%	132,63%	132,26%

(*) L'ensemble des données présentées sont calculées comme la moyenne glissante des 12 dernières mesures de fin de mois.

Informations qualitatives sur le LCR (EU LIQ-B)

Le Liquidity Coverage Ratio (LCR) du Groupe s'élève à 135% en moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, ce qui représente un excédent de liquidité de 108 milliards d'euros par rapport à l'exigence réglementaire. Le niveau de LCR moyen du Groupe a varié entre 132% et 135%.

Les actifs liquides du Groupe reconnus au numérateur du ratio avec des décotes réglementaires (valeurs pondérées) s'élèvent à 421 milliards d'euros en moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, et sont composés de dépôts en banques centrales (68% à fin septembre) et de titres souverains et publics (32%).

En moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, les sorties nettes de trésorerie à trente jours du scénario de stress réglementaire LCR s'élèvent à 313 milliards d'euros, dont une part significative correspond aux dépôts avec 267 milliards d'euros, partiellement compensés par les entrées de trésorerie sur les prêts de 71 milliards d'euros.

En moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, les flux nets stressés de trésorerie sur les financements et prêts collatéralisés, c'est-à-dire essentiellement des opérations de pension et d'échanges de titres, tenant compte de décotes règlementaires appliquées aux collatéraux, s'élèvent à 1 milliards d'euros d'entrées nettes. Les flux nets associés aux instruments dérivés et au stress règlementaire appliqué aux sûretés représentent une sortie nette de trésorerie de 19 milliards d'euros avec des flux sortants (48 milliards d'euros) partiellement compensés par des flux entrants (29 milliards d'euros).

Enfin les hypothèses de tirage sur les engagements de financement s'élèvent à 49 milliards d'euros en moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois.

Aucune devise significative ne présente de déséquilibre excessif.

3. FACTEURS DE RISQUE

Sauf mention contraire, les informations et éléments financiers contenus dans ces facteurs de risque incluent en particulier l'activité relative à BancWest pour refléter une vision prudentielle. Ils reflètent donc l'accord conclu le 18 décembre 2021 par le Groupe avec BMO Groupe Financier pour la cession de 100% de ses activités de banque commerciale aux États-Unis opérées par l'ensemble homogène BancWest. Les conditions de cette transaction entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente. La cession de BancWest à BMO Groupe Financier a été réalisée le 1er février 2023. Sauf mention contraire, les informations et éléments financiers sont donc présentés hors effets de l'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente.

Les principales catégories de risques propres à l'activité du Groupe BNP Paribas sont présentées ci-après. Elles peuvent être notamment appréhendées au travers des actifs pondérés ou d'autres indicateurs, quantitatifs ou qualitatifs, lorsque les actifs pondérés ne sont pas adaptés (comme pour le risque de liquidité et de financement).

<i>En milliards d'euros</i>	Actifs pondérés		
	30 septembre 2023¹	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Risque de crédit	533	580	554
Risque de contrepartie	47	42	40
Risque lié aux positions de titrisation du portefeuille bancaire	16	16	14
Risque opérationnel	58	62	63
Risque de marché	27	26	25
Montants inférieurs aux seuils de déduction (pondérés à 250 %)	18	20	18
TOTAL	699	745	714

De manière transversale, les risques auxquels le Groupe BNP Paribas est exposé peuvent provenir d'un certain nombre de facteurs liés entre autres à l'évolution de son environnement macroéconomique, réglementaire ou de facteurs liés à la mise en œuvre de sa stratégie et de son activité.

Les risques importants propres à l'activité du Groupe BNP Paribas, déterminés sur la base des circonstances connues de la Direction à la date du présent document, sont ainsi présentés ci-après sous 7 principales catégories, conformément à l'article 16 du Règlement (UE) n° 2017/1129 dit « Prospectus 3 » du 14 juin 2017, dont les dispositions relatives aux facteurs de risque sont entrées en vigueur le 21 juillet 2019 : les risques de crédit, de contrepartie et risques liés aux positions de titrisation du portefeuille bancaire ; le risque opérationnel ; le risque de marché ; le risque de liquidité et de financement ; les risques liés aux contextes macroéconomiques et de marchés ; les risques liés à la réglementation ; les risques liés à l'évolution du Groupe BNP Paribas dans son environnement.

Les politiques de gestion du risque ont été prises en compte dans l'appréciation de la matérialité des différents risques, il est rappelé notamment que conformément à la réglementation bancaire, les actifs pondérés intègrent les éléments de d'atténuation du risque éligibles au titre de celle-ci.

¹ Hors activité de BancWest.

1. RISQUES DE CREDIT, DE CONTREPARTIE ET RISQUES LIES A LA TITRISATION DU PORTEFEUILLE BANCAIRE

Au 31 décembre 2022, le Groupe BNP Paribas est exposé au risque de crédit à hauteur de 42 % sur les entreprises, 26 % sur les administrations centrales et banques centrales, 25 % sur la clientèle de détail, 4 % sur les établissements de crédit, 2 % sur les autres actifs risqués et 1 % sur les actions. Au 31 décembre 2022, le portefeuille de la Banque était notamment composé de créances sur des emprunteurs situés en France à hauteur de 33 %, en Belgique et au Luxembourg à hauteur de 15 %, en Italie à hauteur de 9 %, dans les autres pays européens à hauteur de 19 %, en Amérique du Nord à hauteur de 13 %, en Asie à hauteur de 6 % et dans le reste du monde à hauteur de 5 %. Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 580 milliards d'euros au 31 décembre 2022, soit 78 % du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas et à 533 milliards d'euros au 30 septembre 2023 soit 76% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

Au 31 décembre 2022, le risque de contrepartie se répartit à hauteur de 42 % sur les entreprises, 12 % sur les administrations centrales et banques centrales, 13 % sur les établissements de crédit et entreprises d'investissement, et 33 % sur les chambres de compensation. Par produits, l'exposition du Groupe BNP Paribas, hors risque sur CVA (« Credit Valuation Adjustment »), au 31 décembre 2022 se répartit à 47 % sur les dérivés de gré à gré, à 29 % sur les opérations de pension et de prêts/emprunts titres, 17 % sur les dérivés listés et 7 % sur les contributions au fonds de défaillance des chambres de compensation (CCP). Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées. Par ailleurs, le risque sur CVA (« Credit Valuation Adjustment ») mesure le risque de pertes lié à la volatilité des CVA résultant des mouvements de spreads de crédit associés aux contreparties auxquelles le Groupe est exposé. Les actifs pondérés spécifiques au risque de contrepartie s'élèvent à 42 milliards d'euros au 31 décembre 2022, soit 6 % du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas et à 47 milliards d'euros au 30 septembre 2023 soit 7% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas. (L'essentiel des engagements du Groupe BNP Paribas est en portefeuille bancaire prudentiel. Les expositions titrisées sont essentiellement celles initiées par le Groupe BNP Paribas). Les positions de titrisation conservées ou acquises par le Groupe BNP Paribas se répartissent également en fonction de son rôle : BNP Paribas était au 31 décembre 2022 initiateur de 43 % de ces expositions, sponsor pour 34 % et investisseur pour 23 %. Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 16 milliards d'euros au 31 décembre 2022 pour le Groupe BNP Paribas, soit 2 % du total des actifs pondérés, et à 16 milliards d'euros au 30 septembre 2023 soit 2% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

1.1 Toute augmentation substantielle des provisions ou tout engagement insuffisamment provisionné au titre du risque de crédit et de contrepartie pourrait peser sur les résultats et sur la situation financière du Groupe BNP Paribas

Les risques de crédit et de contrepartie affectent les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas lorsqu'un client ou une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et lorsque la valeur comptable de ces obligations figurant dans les états financiers du Groupe BNP Paribas est positive. Ces clients ou ces contreparties peuvent être des banques, des établissements financiers, des entreprises industrielles ou commerciales, des États ou des entités étatiques, des fonds d'investissement, ou des personnes physiques. Dès lors que le taux de défaut des clients ou des contreparties augmente, le Groupe BNP Paribas est susceptible d'enregistrer des charges et provisions significatives pour créances irrécouvrables ou douteuses (strate 3) ou sur encours sains (strates 1 et 2), en réponse à la détérioration des conditions économiques ou d'autres facteurs, ce qui affecterait alors sa rentabilité. De ce fait, dans le cadre de ses activités de prêt, le Groupe BNP Paribas constitue régulièrement des provisions, qui sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique coût du risque. En 2022, elles s'élevaient à 2 965 milliards d'euros contre 2 925 milliards en 2021. Ce montant résultait notamment de l'impact exceptionnel de la « loi sur l'assistance des emprunteurs » en Pologne (voir section 5.3 *Du fait du périmètre géographique de ses activités, le Groupe BNP Paribas est exposé au risque pays et à l'évolution des contextes politiques, macroéconomiques ou financiers d'une région ou d'un pays*), qui a conduit à l'enregistrement d'un impact exceptionnel négatif au troisième trimestre d'un montant de 204 millions d'euros. Les provisions enregistrées sur encours sains (strates 1 et 2) s'élevaient à 463 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2022 et étaient notamment liées aux effets indirects de l'invasion de l'Ukraine, de la hausse de l'inflation et des taux, partiellement compensées par des reprises de provisions liées à la crise sanitaire et à des effets de changement de méthodes afin de s'aligner sur des standards européens pour 251 millions d'euros au quatrième trimestre 2022.

Le niveau global des provisions du Groupe BNP Paribas est établi en fonction de l'historique des pertes, du volume et du type de prêts consentis, des normes sectorielles, des arriérés de prêts, des conditions économiques et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement de divers prêts ou à des méthodes statistiques basées sur des scénarios applicables à des catégories d'actifs. Le Groupe BNP Paribas s'efforce de constituer des provisions adaptées.

Pour autant, le Groupe BNP Paribas pourrait être amené, à l'avenir, à augmenter de manière significative les provisions pour créances douteuses ou pour créances saines en réponse à une détérioration des conditions économiques ou à d'autres facteurs. Par exemple, les provisions ont augmenté en 2020 principalement par l'effet de la prise en compte anticipée ex-ante des pertes potentielles liées aux effets de la crise sanitaire (provisions de strates 1 et 2 sur encours sains conformément à la norme IFRS 9). L'augmentation significative des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de pertes, tel qu'estimé, inhérent au portefeuille de prêts non douteux ou encore la réalisation de pertes supérieures aux montants spécifiquement provisionnés seraient susceptibles de peser sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas et sur sa situation financière.

À titre d'information, au 31 décembre 2022, le taux de créances douteuses rapportées aux encours bruts représentait 1,7 % et le taux de couverture de ces engagements douteux (nets des garanties reçues) par les provisions s'élevait à 72,5 % contre des taux respectifs de 2,0 % et de 73,6 % au 31 décembre 2021.

Bien que le Groupe BNP Paribas cherche à réduire son exposition au risque de crédit et de contrepartie en utilisant des méthodes de réduction du risque telles que le recours à des contrats de collatéralisation, l'obtention de garanties, la conclusion de contrats de dérivés de crédit ou contrats d'assurance emprunteur et d'accords de compensation, il n'est pas certain que ces techniques permettront de compenser les pertes résultant des défauts des contreparties. Le Groupe BNP Paribas est également exposé au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit (comme une contrepartie au titre d'un instrument dérivé ou un contrat d'assurance emprunteur) et au risque de perte de valeur du collatéral. De plus, seule une fraction de l'ensemble du risque de crédit et de contrepartie du Groupe BNP Paribas est couverte par ces techniques. Par conséquent, le Groupe BNP Paribas est exposé de manière très significative à ces risques.

1.2 La solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un effet défavorable sur le Groupe BNP Paribas

La capacité du Groupe BNP Paribas à effectuer des opérations de financement ou d'investissement ou à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée par la solidité financière des autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de négoce, de compensation, de contrepartie et de financement. Par conséquent, la défaillance d'un ou plusieurs États, établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, pourrait conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et, à l'avenir, conduire à des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe BNP Paribas est exposé, de manière directe et indirecte, à de nombreuses contreparties financières telles que des chambres de compensation, des prestataires de services d'investissement, des banques commerciales ou d'investissement, des fonds communs de placement, des fonds alternatifs, ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels elle conclut de manière habituelle des transactions. Le Groupe BNP Paribas pourrait également être exposé aux risques liés à l'implication croissante dans le secteur financier d'acteurs peu ou non réglementés et à l'introduction de nouveaux types d'opérations peu ou non réglementés (par exemple, fonds non régulés, plateformes de négociation ou plateformes de financement participatif). Le risque de crédit et de contrepartie serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Groupe BNP Paribas ne pouvaient pas être cédés, si leur valeur venait à se détériorer ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe BNP Paribas au titre des prêts ou produits dérivés en défaut ou encore, dans le cas d'une défaillance d'un acteur des marchés financiers significatif tel qu'une contrepartie centrale.

À titre d'information, au 31 décembre 2022, la valeur exposée au titre du risque de contrepartie s'élève à 28 milliards d'euros pour les « établissements financiers », soit 13 % du total de la valeur exposée au risque de contrepartie pour le Groupe BNP Paribas, et à 73 milliards d'euros pour les chambres de

compensation (CCP), soit 33 % du total de la valeur exposée au risque de contrepartie pour le Groupe BNP Paribas.

En outre, les fraudes ou malversations commises par les acteurs des marchés financiers peuvent avoir un effet significatif défavorable sur les institutions financières en raison notamment des interconnexions entre les institutions opérant sur les marchés financiers. La fraude commise par Bernard Madoff révélée en 2008, qui a conduit un certain nombre d'institutions financières, dont le Groupe BNP Paribas, à annoncer des pertes ou des expositions significatives, en est un exemple. Le Groupe BNP Paribas demeure l'objet de diverses demandes contentieuses en lien avec l'affaire Madoff ; voir note 8.c *Procédures judiciaires et d'arbitrage* des états financiers consolidés pour la période close le 30 juin 2023.

Les pertes pouvant résulter des risques susmentionnés pourraient peser de manière significative sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas.

2. RISQUE OPERATIONNEL

Les actifs pondérés spécifiques au titre des risques opérationnels s'élèvent à 62 milliards d'euros au 31 décembre 2022, soit 8 % du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas et à 58 milliards d'euros au 30 septembre 2023 soit 8% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas. Sur la période 2014-2022, le principal type d'incidents de risque opérationnel pour le Groupe BNP Paribas appartient à la catégorie « Clients, produits et pratiques commerciales », qui représente plus de la moitié des impacts financiers sous l'effet notamment de l'accord global avec les autorités des États-Unis relatif à la revue de certaines transactions en dollars intervenu en juin 2014. Les défaillances dans les processus comprenant notamment les erreurs dans l'exécution ou le traitement d'opérations et la fraude externe constituent respectivement les deuxième et troisième types d'incidents ayant le plus d'impact financier. Sur la période 2014-2022, les autres types de risque se répartissent entre la fraude externe (14 %), l'interruption de l'activité et dysfonctionnement des systèmes (3 %), les pratiques en matière d'emploi en sécurité au travail (2 %), la fraude interne (1 %) et les dommages occasionnés aux actifs matériels (1 %).

2.1 Les politiques, procédures et méthodes de gestion du risque mises en œuvre par le Groupe BNP Paribas pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou imprévus, susceptibles d'occasionner des pertes significatives

Le Groupe BNP Paribas investit des ressources substantielles pour élaborer des politiques, procédures et méthodes de gestion du risque et entend poursuivre ses efforts en la matière. Pour autant, les techniques et stratégies utilisées ne permettent pas de garantir une diminution effective du risque dans tous les environnements économiques et de marché. Ces techniques et stratégies pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que le Groupe BNP Paribas n'aurait pas préalablement identifiés ou anticipés. Le Groupe BNP Paribas pourrait avoir des difficultés à évaluer la solvabilité de ses clients, les paramètres de risque, comme par exemple la valeur de ses actifs et l'efficacité de ses couvertures, ou à mesurer les risques de façon adéquate si, en raison des perturbations sur les marchés ou dans certains environnements, telles que celles qui ont prévalu ces dernières années, les modèles et les approches utilisés ne permettraient plus d'anticiper les comportements, les évaluations, les hypothèses et les estimations futurs. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que le Groupe BNP Paribas utilise pour gérer le risque s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier son exposition au risque, le Groupe BNP Paribas procède ensuite à une analyse, généralement statistique, de ces observations. Les procédures utilisées par le Groupe BNP Paribas pour évaluer les pertes liées à son exposition au risque de crédit ou la valeur de certains actifs sont fondées sur des analyses complexes et subjectives qui reposent notamment sur des prévisions concernant les conditions économiques et l'impact que pourraient avoir ces conditions sur la capacité de remboursement des emprunteurs et la valeur des actifs. En période de perturbation sur les marchés ou, plus largement, de fortes incertitudes, de telles analyses pourraient aboutir à des estimations inexactes et en conséquence mettre en cause la fiabilité de ces procédures d'évaluation. Les outils et indicateurs utilisés pourraient livrer des conclusions erronées quant à la future exposition au risque, en raison notamment de facteurs que le Groupe BNP Paribas n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques, ou de la réalisation d'un événement considéré comme extrêmement improbable par les outils et les indicateurs. Cela diminuerait la capacité du Groupe BNP Paribas à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies pourraient s'avérer nettement supérieures à la moyenne historique. Par ailleurs, les modèles quantitatifs du Groupe BNP Paribas n'intègrent pas l'ensemble des risques. Certains risques font en effet l'objet d'une analyse plus qualitative qui pourrait s'avérer insuffisante et exposer ainsi le Groupe BNP Paribas à des pertes significatives et imprévues.

2.2 Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BNP Paribas pourrait provoquer des pertes significatives d'informations relatives aux clients, nuire à la réputation du Groupe BNP Paribas et provoquer des pertes financières

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe BNP Paribas dépend étroitement des systèmes de communication et d'information. Cette dépendance s'accroît depuis la généralisation des services bancaires mobiles et de banque en ligne, et du développement du *cloud computing*, et plus généralement l'utilisation de nouvelles technologies. Toute panne, interruption ou défaillance de la sécurité de ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de services et/ou de traitement des prêts ou conduire le Groupe BNP Paribas à engager des coûts significatifs pour la récupération des données

perdus et leur vérification. Le Groupe BNP Paribas ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate.

Par ailleurs, le Groupe BNP Paribas est soumis au cyber-risque., c'est-à-dire le risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données confidentielles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et utilisateurs, dans le but de causer des pertes matérielles aux sociétés, employés, partenaires et clients du Groupe BNP Paribas et/ou aux fins d'extorsion (rançongiciel). Au cours des dernières années, un nombre croissant de sociétés (y compris des institutions financières) ont fait l'objet d'intrusions ou de tentatives d'intrusion de leurs systèmes de sécurité informatique, parfois dans le cadre d'attaques complexes et hautement ciblées des réseaux informatiques. Les techniques mises en œuvre pour pirater, interrompre, dégrader la qualité des services fournis, dérober des données confidentielles ou saboter des systèmes informatiques se sont perfectionnées et sont en constante évolution, et il est souvent impossible de les identifier avant le lancement d'une attaque. Le Groupe BNP Paribas et ses prestataires de services tiers pourraient donc ne pas être en mesure de se prémunir contre de telles techniques ou de mettre en place rapidement un système de contre-mesures approprié et efficace. Toute panne ou interruption des services informatiques du Groupe BNP Paribas ou de ceux de ses prestataires de services tiers et toute divulgation d'informations confidentielles des clients, contreparties ou salariés du Groupe BNP Paribas (ou toutes autres personnes) qui pourrait en résulter, ou toute intrusion ou attaque contre ses systèmes et réseaux de communication, pourraient causer des pertes significatives et seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la réputation, les résultats opérationnels et la situation financière du Groupe BNP Paribas. Les autorités de régulation estiment aujourd'hui que la cybercriminalité constitue un risque systémique croissant pour le secteur financier. Elles ont souligné la nécessité pour les institutions financières d'améliorer leur résilience face aux cyberattaques en renforçant les procédures internes de surveillance et de contrôle informatique. Une cyberattaque réussie pourrait donc exposer le Groupe à une amende des autorités de régulation, en particulier en cas de perte de données personnelles des clients.

Enfin, le Groupe BNP Paribas est exposé au risque de dysfonctionnement opérationnel ou d'interruption d'un agent compensateur, de marchés étrangers, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels le Groupe BNP Paribas a recours pour exécuter ou faciliter des transactions portant sur les titres financiers. En raison de son interconnexion grandissante avec les clients, le Groupe BNP Paribas pourrait également augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ces derniers. Les communications du Groupe BNP Paribas, les systèmes de données et ceux de ses clients, ceux de ses prestataires de services et contreparties, peuvent aussi être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence de cybercrime ou cyberterrorisme ; le Groupe BNP Paribas ne peut pas garantir que ces dysfonctionnements ou interruptions de ses propres systèmes ou ceux d'autres parties ne surviendront pas ou qu'en cas de survenance, ces dysfonctionnements ou interruptions seront résolus adéquatement.

2.3 Le risque de réputation pourrait peser sur la solidité financière et la confiance des clients et des contreparties dans le Groupe BNP Paribas

Compte tenu du caractère hautement concurrentiel de l'industrie des services financiers, la réputation de solidité financière et d'intégrité du Groupe BNP Paribas est capitale pour attirer et fidéliser ses clients. L'utilisation de divers moyens pour promouvoir et commercialiser ses produits et services pourrait entacher la réputation du Groupe BNP Paribas, si ces derniers étaient considérés comme inadaptés à l'intérêt des clients. De même, à mesure que ses portefeuilles de clientèle et d'activités s'élargissent, le fait que les procédures et les contrôles exhaustifs mis en œuvre pour prévenir les conflits d'intérêts puissent s'avérer inopérants, ou être perçus comme tels, pourrait porter préjudice à la réputation du Groupe BNP Paribas. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un employé, toute fraude ou malversation commise par des acteurs du secteur financier auxquels le Groupe BNP Paribas est exposé, tout retraitement, toute diminution ou correction des résultats, ou toute action juridique ou réglementaire à l'issue potentiellement défavorable, telle que la transaction que le Groupe BNP Paribas a conclue avec les autorités américaines en 2014 en raison de la violation des lois et règlements américains relatifs aux sanctions économiques. Tout préjudice porté à la réputation du Groupe BNP Paribas pourrait s'accompagner d'une perte d'activité, susceptible de peser sur ses résultats opérationnels et sa situation financière.

3. RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché du Groupe BNP Paribas s'exprime principalement dans le cadre des activités de négociation réalisées par les métiers du pôle Corporate & Institutional Banking (CIB), principalement au sein de Global Markets, qui représentait 17 % des revenus du Groupe BNP Paribas en 2022. Les activités de négociation de BNP Paribas sont directement liées aux relations économiques avec les clients des métiers, ou indirectement dans le cadre d'une activité de teneur de marché. Par ailleurs, le risque de marché relatif aux activités bancaires du Groupe BNP Paribas recouvre les risques de taux et de change des activités d'intermédiation bancaire. Le risque de change concerne d'une part l'exposition au risque de change dit opérationnel qui provient des résultats nets dégagés par les activités conduites dans des devises différentes de la devise fonctionnelle de l'entité concernée. Il concerne d'autre part la position de change dite structurelle qui est liée aux investissements dans des devises différentes de la devise fonctionnelle. Concernant le risque de taux, le Groupe BNP Paribas a défini les notions de risque de taux standard et de risque de taux structurel. Le risque de taux standard correspond au cas général d'une opération donnée. Le risque de taux structurel correspond au risque de taux lié aux fonds propres et aux dépôts à vue non rémunérés. Si les stratégies de couverture du Groupe BNP Paribas s'avèrent inefficaces ou ne fournissent qu'une couverture partielle, le Groupe BNP Paribas pourrait subir des pertes pouvant avoir un impact négatif sur ses résultats opérationnels ainsi que sur sa situation financière. Le risque des activités de marché de BNP Paribas est notamment mesuré par la « Value at Risk » (VaR) et différents autres indicateurs de marché (VaR stressée, risque additionnel de défaut et de migration, mesure globale relative au portefeuille de corrélation) ainsi que par des tests de résistance, des mesures de sensibilité et des limites.

Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 26 milliards d'euros au 31 décembre 2022, soit près de 3 % du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas et à 27 milliards d'euros au 30 septembre 2023 soit 4% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

3.1 Les fluctuations de marché et la volatilité exposent le Groupe BNP Paribas au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de marché et d'investissement

À des fins de négoce ou d'investissement, le Groupe BNP Paribas prend des positions sur les marchés de dette, de devises, de matières premières et d'actions, ainsi que sur des actions non cotées, des actifs immobiliers et d'autres types d'actifs, notamment via des contrats de produits dérivés. Une volatilité extrême de ces marchés, c'est-à-dire l'amplitude des variations de prix sur une période et un marché donnés, indépendamment du niveau de ce marché, pourrait avoir une incidence défavorable sur ces positions. La volatilité, si elle s'avérait insuffisante ou excessive par rapport aux anticipations du Groupe BNP Paribas, pourrait également engendrer des pertes sur de nombreux autres produits utilisés par le Groupe BNP Paribas, tels que les swaps, les contrats à terme, les options et les produits structurés.

Dans la mesure où le Groupe BNP Paribas détient des actifs, ou des positions nettes acheteuses, sur l'un de ces marchés, tout repli de celui-ci pourrait occasionner des pertes liées à la dépréciation de ces positions. À l'inverse, si le Groupe BNP Paribas vendait des actifs à découvert ou détenait des positions nettes vendeuses sur l'un de ces marchés, tout rebond de celui-ci pourrait, malgré les limites de risque et les systèmes de contrôle existants, exposer le Groupe BNP Paribas à des pertes potentiellement très importantes dans la mesure où il devrait couvrir ses positions à découvert dans un marché haussier. De manière occasionnelle, le Groupe BNP Paribas pourrait constituer une position acheteuse sur un actif et une position vendeuse sur un autre actif, pour couvrir des opérations avec la clientèle et/ou dans l'anticipation de tirer avantage de la variation de la valeur relative de ces actifs. Si toutefois ces valeurs relatives évoluaient dans un sens ou d'une manière contraire aux anticipations du Groupe BNP Paribas, ou de telle manière que les positions du Groupe BNP Paribas ne soient pas couvertes, il serait possible que cette stratégie expose le Groupe BNP Paribas à des pertes. Dans la mesure où elles seraient substantielles, ces pertes pourraient obérer les résultats et la situation financière du Groupe BNP Paribas. Par ailleurs, les stratégies de couverture mises en place par le Groupe BNP Paribas peuvent être imparfaites en fonction des conditions de marché.

Le Groupe BNP Paribas pourrait subir des pertes si l'un des instruments ou l'une des stratégies de couverture qu'il utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels il est exposé s'avérait inopérant. Nombre de ces stratégies s'appuient sur l'observation du comportement passé des marchés et l'analyse des corrélations historiques. À titre d'exemple, si le Groupe BNP Paribas détient une position longue sur un actif, il pourra couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont le

comportement permet généralement de neutraliser toute évolution de la position longue. Il se peut cependant que cette couverture soit partielle, que ces stratégies ne couvrent pas tous les risques futurs ou qu'elles ne permettent pas une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité de ces stratégies de couverture. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant de couvertures inefficaces sont comptabilisés pourrait accroître la volatilité des résultats publiés par le Groupe BNP Paribas.

Le Groupe BNP Paribas utilise un modèle « Value at Risk » (VaR) pour quantifier son exposition aux pertes potentielles résultant des risques de marché. Il réalise également des stress tests afin de quantifier son exposition potentielle dans des scénarios extrêmes (voir partie *Tests de résistance – risque de marché* de la section 5.7 *Risque de marché du Document d'Enregistrement Universel de BNP Paribas au 31 décembre 2022*). Toutefois, ces techniques reposent sur des méthodologies statistiques basées sur des observations historiques qui peuvent s'avérer être des prédictions peu fiables pour le futur. Par conséquent, l'exposition du Groupe BNP Paribas aux risques de marché dans des scénarios extrêmes pourrait être plus importante que les expositions anticipées par ces quantifications techniques.

Plus généralement, la volatilité des marchés financiers résultant de perturbations ou dégradations des conditions macroéconomiques pourrait avoir des conséquences adverses sur les positions de marché et d'investissement du Groupe BNP Paribas sur les marchés de la dette, des changes, des matières premières et des actions, et ses positions sur d'autres investissements. À titre indicatif, les revenus de Global Markets représentaient 17 % des revenus du Groupe BNP Paribas en 2022. Des perturbations sévères et une forte volatilité ont souvent caractérisé les marchés au cours des dernières années (y compris en 2022) et pourraient persister ou survenir à nouveau, exposant alors le Groupe BNP Paribas à des pertes significatives. De telles pertes pourraient s'étendre à une grande diversité de transactions et instruments de marché et de couverture, y compris les *swaps*, *forward*, futures, options et produits structurés. La volatilité des marchés financiers rend difficile toute anticipation des tendances et la mise en œuvre effective des stratégies de marché. Elle pèse également sur le marché primaire d'actions et d'obligations, comme en 2022, affectant l'activité de Corporate & Institutional Banking.

3.2 Les revenus tirés des activités du Groupe BNP Paribas générant des commissions sont potentiellement vulnérables à une baisse des marchés et à une baisse d'activité

Les commissions du Groupe BNP Paribas représentaient 21 % des revenus totaux en 2022. Les conditions économiques et financières affectent le nombre et la taille d'opérations de marché de capitaux dans lesquelles le Groupe BNP Paribas intervient comme garant ou conseil financier ou au titre d'autres services de financement et d'investissement. Ces revenus, reposant notamment sur les frais de transaction rémunérant ces services, sont directement liés au nombre et à la taille des opérations dans le cadre desquelles le Groupe BNP Paribas intervient, et peuvent ainsi être affectés de manière significative par les tendances économiques ou financières défavorables à ses clients et aux activités de financement et d'investissement. Par ailleurs, les commissions de gestion que le Groupe BNP Paribas facture à ses clients étant généralement calculées sur la valeur ou la performance des portefeuilles, toute baisse des marchés qui aurait pour conséquence de diminuer la valeur de ces portefeuilles ou d'augmenter le montant des rachats réduirait les revenus afférents aux activités de gestion d'actifs, de dérivés d'actions et de Banque Privée. Indépendamment de l'évolution du marché, le développement de la gestion indicielle ou la sous-performance des organismes de placement collectif du Groupe BNP Paribas constituent des facteurs susceptibles de provoquer une contraction des revenus afférents à l'activité de gestion d'actifs ainsi que l'accélération des rachats et la diminution de la souscription de parts de ces organismes. Une réduction du niveau du chiffre d'affaires provenant des activités basées sur les commissions et les honoraires susmentionnés peut avoir un impact négatif important sur les résultats financiers du Groupe BNP Paribas.

3.3 Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe BNP Paribas ainsi que de la dette du Groupe BNP Paribas pourraient avoir un effet défavorable sur son résultat net et sur ses capitaux propres

La valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe BNP Paribas et de certains autres actifs, ainsi que de la dette du Groupe BNP Paribas dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement des états financiers. Au 31 décembre 2022, en application d'IFRS 5, à l'actif du bilan du Groupe BNP Paribas, les instruments financiers en valeur de marché par résultat, les instruments financiers dérivés de couverture et les actifs financiers en valeur de marché par capitaux

propres s'élevaient respectivement à 685 milliards d'euros, 25 milliards d'euros et 38 milliards d'euros. Au passif, les instruments financiers en valeur de marché par résultat et les instruments financiers dérivés de couverture s'élevaient respectivement à 704 milliards d'euros et 40 milliards d'euros au 31 décembre 2022. La plupart des ajustements sont effectués sur la base des évolutions de la juste valeur des actifs ou de la dette du Groupe BNP Paribas au cours d'un exercice comptable, et les variations sont comptabilisées soit dans le compte de résultat soit directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, dans la mesure où elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la valeur d'autres actifs, affectent les résultats consolidés du Groupe BNP Paribas et en conséquence son résultat net. Un ajustement à la baisse de la juste valeur des portefeuilles de titres et de produits dérivés du Groupe BNP Paribas peut entraîner une réduction des capitaux propres et, dans la mesure où un tel ajustement ne serait pas compensé par des contrepassations affectant la valeur des passifs du Groupe BNP Paribas, les ratios d'adéquation des fonds propres du Groupe BNP Paribas pourraient également être abaissés. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour les périodes suivantes.

4. RISQUE DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité du Groupe BNP Paribas peut être notamment appréhendé au travers du Ratio de Liquidité à Court terme (LCR) analysant la couverture des sorties nettes de trésorerie à trente jours en scénario de stress. Le LCR fin de période du Groupe BNP Paribas s'élève à 129 % à la fin de l'année 2022. La réserve de liquidité s'établit par ailleurs en fin d'année 2022 à 461 milliards d'euros.

4.1 L'accès du Groupe BNP Paribas au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières, de détérioration des conditions économiques, de dégradation de notation, d'accroissement des spreads de crédit des États ou d'autres facteurs

La crise financière, la crise de la dette souveraine de la zone euro ainsi que l'environnement macroéconomique global ont conduit, il y a une dizaine d'années, de façon ponctuelle à une restriction de l'accès au financement des banques européennes et à une dégradation des conditions de ce financement, en raison de plusieurs facteurs, notamment : l'augmentation importante du risque de crédit perçu des banques, liée en particulier à l'exposition à la dette souveraine, la dégradation de la notation affectant certains États et établissements financiers et la spéculation sur les marchés de la dette. De nombreuses banques européennes, y compris le Groupe BNP Paribas, ont dû ponctuellement faire face pendant ces périodes à un accès plus difficile aux marchés obligataires pour les investisseurs institutionnels et au marché interbancaire, ainsi qu'à une augmentation générale de leur coût de financement. Plus récemment, dans le cadre de la crise sanitaire, la Banque centrale européenne (« BCE ») a par ailleurs mis en place des facilités de refinancement destinées à favoriser le financement de l'économie par les banques (TLTRO), auxquelles le Groupe a fait appel. Les conditions défavorables sur le marché de la dette pourraient réapparaître à la suite d'un changement de politique monétaire (comme celui constaté par exemple avec l'aggravation de l'inflation et de la remontée rapide des taux d'intérêt mais aussi avec la fin de l'« assouplissement quantitatif » et des changements de modalités du TLTRO en 2022 et 2023), d'une récession, d'une stagnation durable de la croissance, d'une déflation, d'une « stagflation » (croissance atone accompagnée d'une inflation), d'une nouvelle crise de dette souveraine, de nouvelles formes de crises financières ou pour des raisons liées au secteur financier, à l'économie en général (dont les conséquences économiques de la crise sanitaire récente, de l'invasion de l'Ukraine et ses impacts sur l'économie mondiale) ou au Groupe BNP Paribas en particulier. Dans ce cas, l'effet sur la liquidité, le bilan et le coût de financement du secteur financier européen en général ou du Groupe BNP Paribas en particulier pourrait être très significativement défavorable et avoir un impact négatif sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas ainsi que sur sa situation financière.

4.2 Une dégradation prolongée des marchés peut réduire la liquidité du Groupe BNP Paribas et rendre plus difficile la cession d'actifs. Une telle situation peut engendrer des pertes significatives. En outre, le Groupe BNP Paribas doit assurer une Gestion Actif-Passif adéquate afin d'éviter toute exposition à des pertes

Dans certains des métiers du Groupe BNP Paribas, en particulier Global Markets (qui représentait 17 % des revenus du Groupe BNP Paribas en 2022) et la Gestion Actif-Passif, des fluctuations prolongées des marchés, en particulier une dégradation prolongée du prix des actifs, peuvent peser sur le niveau d'activité ou réduire la liquidité sur le marché concerné. Cette situation peut exposer le Groupe BNP Paribas à des pertes significatives si celui-ci n'est pas en mesure de solder rapidement ses positions éventuellement perdantes. Cela est particulièrement vrai des actifs qui sont intrinsèquement peu liquides. Certains actifs qui ne sont pas négociés sur une Bourse de valeurs ou sur un marché réglementé, tels que certains produits dérivés négociés entre institutions financières, sont généralement valorisés à l'aide de modèles plutôt que sur la base de cours de marché. Compte tenu de la difficulté de suivre l'évolution du prix de ces actifs, le Groupe BNP Paribas pourrait subir des pertes significatives qu'il n'avait pas prévues (voir paragraphe *Simulations de stress et réserve de liquidité* de la section 5.8 *Risque de liquidité du Document d'Enregistrement Universel de BNP Paribas au 31 décembre 2022*).

Le Groupe BNP Paribas est exposé au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas correctement à ceux de ses passifs. Pour un certain nombre des actifs du Groupe BNP Paribas, les dates de paiement sont incertaines et si le Groupe BNP Paribas reçoit des revenus moins importants que ceux attendus à un moment donné, des financements additionnels provenant du marché pourraient être requis afin qu'il puisse exécuter ses obligations. Alors que le Groupe BNP Paribas se fixe, dans le cadre de ses procédures de gestion des risques, des limites strictes

concernant les écarts entre actifs et passifs, il ne peut être garanti que ces limites seront efficaces pour éliminer tous les impacts négatifs potentiels résultant de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

4.3 Les notations des sociétés du Groupe BNP Paribas pourraient être dégradées et la rentabilité du Groupe pourrait en être sérieusement impactée

Les notations de crédit ont un impact significatif sur la liquidité du Groupe BNP Paribas. Le Groupe BNP Paribas est suivi par quatre agences de notation financière, Standard & Poor's, Moody's, Fitch et DBRS. Le 24 avril 2023, Standard & Poor's a confirmé la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de BNP Paribas SA de A+ et la note court terme à A-1, avec une perspective stable. Le 3 juillet 2023, Fitch a maintenu la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de BNP Paribas SA de AA- et la note court terme des dépôts et de la dette senior préférée de BNP Paribas SA de F1+ et a révisé la perspective à stable. Le 5 juillet 2022, Moody's a confirmé la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée à Aa3 et la note court terme à P-1, avec une perspective stable. Le 21 juin 2023, DBRS a confirmé la note de la dette senior préférée à AA(*low*) et la note court terme à R-1(*middle*), avec une perspective stable. Une dégradation de la notation de crédit des sociétés du Groupe BNP Paribas pourrait nuire à la liquidité et compétitivité du Groupe. Cela pourrait également augmenter les coûts de financement du Groupe BNP Paribas, limiter son accès aux marchés de capitaux ou encore déclencher des obligations supplémentaires au titre de ses programmes d'émissions de *covered bonds* ou de contrats financiers de marché, de dérivés ou de couverture.

Par ailleurs, le coût de financement à long terme non garanti du Groupe BNP Paribas auprès d'investisseurs de marché est également directement lié à ses spreads de crédit, qui à leur tour dépendent dans une certaine mesure de ses notations de crédit. Un accroissement des spreads de crédit peut significativement augmenter le coût de financement du Groupe BNP Paribas. Les spreads de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les spreads de crédit sont aussi influencés par la perception que le marché a de la solvabilité du Groupe BNP Paribas. Enfin, les spreads de crédit peuvent être affectés par les fluctuations des coûts d'acquisition des swaps de crédit indexés sur les titres de créance du Groupe, qui sont influencés à la fois par la notation de ces titres mais aussi par un certain nombre de facteurs de marché échappant à tout contrôle du Groupe BNP Paribas.

5. RISQUES LIÉS AUX CONTEXTES MACROÉCONOMIQUES ET DE MARCHÉS

5.1 Le contexte économique et financier défavorable a eu par le passé, et pourrait avoir à l'avenir, un impact sur le Groupe BNP Paribas et les marchés dans lesquels il opère

Dans l'exercice de ses activités, le Groupe BNP Paribas est exposé à l'évolution des marchés financiers et plus généralement, à l'évolution de la conjoncture économique en France (30 % des revenus du Groupe au 31 décembre 2022), dans les autres pays d'Europe (47 % des revenus du Groupe au 31 décembre 2022) et dans le reste du monde (23 % des revenus du Groupe au 31 décembre 2022, dont 6 % liés aux activités de Bank of the West aux États-Unis dont la vente a été réalisée le 1^{er} février 2023). Une détérioration des conditions de marché dans les pays où le Groupe BNP Paribas intervient et de l'environnement économique pourrait à l'avenir avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- un contexte économique défavorable se répercutant sur les activités et opérations des clients du Groupe BNP Paribas, en réduisant la demande de crédits et le volume des opérations, en renforçant ainsi le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients notamment en raison de la détérioration de la capacité financière des entreprises et des ménages ;
- une baisse (ou une augmentation de la volatilité) du cours des titres obligataires, actions et matières premières impactant les activités du Groupe BNP Paribas, notamment ses activités de marché, de banque d'investissement ainsi que de gestion d'actifs ;
- les politiques macroéconomiques adoptées en réponse à la conjoncture économique, existante ou anticipée, pouvant avoir des effets imprévus et potentiellement avoir des conséquences sur les paramètres de marché, tels que les taux d'intérêt et les taux de change qui, à leur tour, peuvent impacter les activités du Groupe BNP Paribas les plus exposées aux risques de marché ;
- la perception favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, pouvant aboutir à la formation de bulles spéculatives sur certains actifs, et les corrections issues d'une dégradation d'une telle conjoncture ;
- des perturbations économiques significatives (à l'image de la crise financière de 2008, de la crise de la dette souveraine européenne de 2011, de la récession induite par la pandémie de Covid-19 en 2020 et 2021 ou de la forte inflation et de la hausse des taux d'intérêt ainsi que des chocs géopolitiques (par exemple l'invasion de l'Ukraine en 2022)) pouvant avoir un impact important sur toutes les activités du Groupe BNP Paribas, aggravé si la perturbation est caractérisée par une absence de liquidité des marchés qui rendrait difficile, voire impossible, la vente de certains produits à leur valeur de marché. Ces perturbations pourraient également entraîner notamment une baisse des commissions de flux ou une baisse des crédits à la consommation ; et
- divers événements politiques et géopolitiques défavorables tels que des catastrophes naturelles, des tensions géopolitiques, des risques sanitaires tels que la pandémie de Covid-19 et ses suites, la crainte ou la réitération de nouvelles épidémies ou pandémies, des actes terroristes, troubles sociaux, cyberattaques, conflits armés ou menaces de conflits et risques y afférents, sont de nature à affecter de manière ponctuelle ou durable les conditions économiques dans lesquelles évolue le Groupe BNP Paribas.

Plusieurs facteurs de risque pourraient particulièrement affecter l'économie et les marchés financiers en 2023. Ils constituent la suite d'événements intervenus ou de tendances enclenchées en 2022. Tout d'abord une inflation forte. L'inflation a eu et pourrait continuer à avoir comme effet une augmentation des coûts (matières premières et salaires) pour les entreprises (clients du Groupe ainsi que pour le Groupe lui-même) et du coût de la vie pour les particuliers, et comme risque la diminution des marges des entreprises et de la qualité de crédits aux entreprises et à la consommation. Ensuite, un resserrement monétaire significatif et rapide pesant sur les marchés financiers et l'industrie bancaire ainsi que sur l'économie plus généralement, avec un renchérissement du coût de financement des entreprises et des particuliers, avec le risque notamment d'un fort ralentissement de la croissance, voire d'une récession globale ou régionale.

Parmi les facteurs pouvant influencer fortement sur la trajectoire macroéconomique et notamment l'existence, la gravité et la durée d'une récession en 2023 figure l'évolution des tensions géopolitiques qui continuent et pourraient continuer d'être source d'instabilité des marchés mondiaux, pesant sur les indices boursiers, augmentant les prix des matières premières (tels que l'électricité, le pétrole, le gaz et les produits agricoles comme le blé) ou provoquant la crainte de leur pénurie, aggravant ainsi les perturbations des chaînes d'approvisionnement et augmentant les coûts de production et de transport

ainsi que, plus généralement, l'inflation. L'impact sur le marché mondial de l'énergie et notamment en Europe devrait continuer à se faire ressentir en 2023. Enfin, des risques de crises de différents types existent dont celui des dettes souveraines (niveau élevé d'endettement public post-pandémie, augmentation rapide de coût de (re)financement, effet de taux de change aggravant, notamment pour les emprunteurs exposés au dollar américain, et risques politiques – par exemple, de blocage au congrès américain); d'éclatement de différentes bulles financières favorisées par l'environnement précédent de liquidités abondantes et de taux d'intérêt très bas suivi d'une augmentation de l'inflation et d'un changement des politiques monétaires et notamment la hausse très significative des taux d'intérêt (par exemple, la Réserve fédérale (US) a relevé son taux directeur de 4,25% en 2022 et de 0,25% en janvier 2023, mars 2023, mai 2023 et juillet 2023, et la BCE a relevé son taux directeur de 2,5% en 2022, de 0,5% en janvier 2023 et mars 2023 et de 0,25% en mai 2023, juin 2023, juillet 2023 et septembre 2023) ; et d'événements géopolitiques de différents types et provenant de différentes sources, dans un contexte de tensions politiques et sociales accrues dans différentes régions du monde.

Il est difficile d'anticiper des dégradations de conjoncture économique ou d'autres perturbations de marché et de déterminer les marchés qui seront significativement touchés. Si l'économie, ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe, ou bien les marchés financiers dans leur globalité, continuaient de se détériorer ou devenaient de plus en plus volatils, cela pourrait avoir un impact significatif et défavorable sur les opérations, les activités, les résultats et la situation financière du Groupe BNP Paribas.

5.2 Toute variation significative des taux d'intérêt, et en particulier la récente hausse rapide des taux d'intérêt après une période prolongée de taux d'intérêt bas, pourrait avoir un effet négatif sur le résultat d'exploitation et la situation financière du Groupe BNP Paribas

Depuis début 2022, les taux d'intérêt augmentent après des années de taux bas. Dans ce contexte, les résultats du Groupe BNP Paribas ont été et pourraient continuer à être significativement affectés de plusieurs manières. La hausse des taux d'intérêt augmente le coût du financement pour le Groupe en raison des taux d'intérêt plus élevés sur les passifs tels que les dépôts à court terme, les titres négociables à court terme et les obligations, ainsi que le risque d'arbitrage par les clients entre les dépôts non rémunérés et les dépôts rémunérés (aggravé en France par les décisions politiques visant à augmenter les taux sur l'épargne réglementée, y compris à des niveaux supérieurs au rendement perçu par les banques sur ces mêmes dépôts). Cela peut créer un déséquilibre et une réduction de la marge nette d'intérêt du fait du portefeuille important de prêts accordés dans un environnement de taux d'intérêt bas détenu par le Groupe. Le Groupe peut également avoir des difficultés (notamment en raison du taux d'usure en France) à refléter rapidement des taux d'intérêt plus élevés dans les nouveaux prêts hypothécaires ou autres prêts à taux fixe aux consommateurs ou aux entreprises, tandis que le coût des dépôts des clients et les coûts de couverture augmenteraient plus rapidement. En outre, la BCE a modifié au cours des derniers mois les instruments qu'elle a utilisés ces dernières années pour mettre en œuvre l'« assouplissement quantitatif » et améliorer la liquidité des banques (par exemple, la création du nouvel « instrument de protection de la transmission » et la modification des conditions de ses opérations de refinancement ciblé à long terme (TLTRO 3)) ; le Groupe procédant à des opérations de couverture globale de sa position de taux, tout changement des termes et conditions affectant ces instruments peut induire des ajustements de ces couvertures, qui pourraient avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BNP Paribas.

En outre, un portefeuille comportant des montants importants de prêts à taux d'intérêt bas et d'actifs à revenu fixe à la suite d'une période prolongée de taux d'intérêt bas devrait (dans un contexte de hausse rapide des taux d'intérêt du marché) perdre de la valeur. Si les stratégies de couverture du Groupe sont inefficaces ou ne fournissent qu'une couverture partielle contre un tel changement de valeur, le Groupe pourrait subir des pertes significatives.

Des taux d'intérêt plus élevés augmentent les charges financières des emprunteurs et peuvent peser sur leur capacité à faire face à leurs obligations. De plus, toute augmentation des taux plus forte ou plus rapide que prévu pourrait menacer la croissance économique dans l'Union européenne, aux États-Unis et ailleurs. Ces effets pourraient mettre à l'épreuve la résilience des portefeuilles de prêts et d'obligations du Groupe BNP Paribas, ce qui pourrait entraîner une augmentation des créances douteuses et des défauts de paiement. Plus généralement, la fin des politiques monétaires accommodantes, en particulier de la part de la Réserve Fédérale américaine et de la BCE, pourrait entraîner des corrections sévères sur certains marchés ou actifs (par exemple, les emprunteurs privés et souverains de qualité inférieure,

certaines secteurs des actions et de l'immobilier, notamment commercial, et les financements à effet de levier) qui ont particulièrement bénéficié d'une période prolongée de taux d'intérêt bas et d'un environnement de liquidité élevée, et avoir un impact négatif sur les acteurs de ces marchés. De telles corrections pourraient potentiellement être contagieuses pour les marchés financiers en général, y compris par le biais d'une augmentation substantielle de la volatilité. Les activités du Groupe BNP Paribas pourraient en conséquence être fortement perturbées et, par conséquent, ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient en subir un effet négatif important.

5.3 Du fait du périmètre géographique de ses activités, le Groupe BNP Paribas est exposé au risque pays et à l'évolution des contextes politiques, macroéconomiques ou financiers d'une région ou d'un pays

Le Groupe BNP Paribas surveille le risque pays et le prend en compte dans l'évaluation à la juste valeur et le coût du risque enregistrés dans ses états financiers. Cependant, un changement significatif dans l'environnement politique ou macroéconomique pourrait entraîner l'enregistrement de charges additionnelles ou aboutir à des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers. En outre, des facteurs spécifiques à une région ou à un pays dans lesquels le Groupe BNP Paribas opère pourraient rendre difficile l'exercice de son activité et conduire à des pertes d'exploitation ou des dépréciations d'actifs.

Au 31 décembre 2022, le portefeuille de crédits du Groupe BNP Paribas était notamment composé de créances sur des emprunteurs situés en France à hauteur de 33 %, en Belgique et au Luxembourg à hauteur de 15 %, en Italie à hauteur de 9 %, dans les autres pays européens à hauteur de 19 %, en Amérique du Nord à hauteur de 13 %, incluant BancWest, en Asie à hauteur de 6 % et dans le reste du monde à hauteur de 5 %. Une dégradation des conditions économiques ou de l'environnement réglementaire de ces pays ou régions aurait des répercussions particulièrement significatives sur le Groupe BNP Paribas. À titre d'exemple, l'introduction par le gouvernement polonais, en juillet 2022, d'une loi permettant aux emprunteurs de prêts immobiliers, généralement à taux variable, de suspendre leurs remboursements pendant huit mois entre 2022 et 2024 a conduit le Groupe (opérant en Pologne par le biais de BNP Paribas Bank Polska) à enregistrer un impact exceptionnel négatif au troisième trimestre 2022 de 204 millions d'euros. De plus, le Groupe BNP Paribas est exposé à des risques propres s'agissant des pays non-membres de l'OCDE, et qui sont sujets à des incertitudes telles que l'instabilité politique, l'imprévisibilité législative et fiscale, l'expropriation ainsi que d'autres risques moins présents dans des économies plus développées.

Par ailleurs, le Groupe BNP Paribas est présent en Ukraine, pays envahi en février 2022, au travers de sa filiale UkrSibbank dont il détient 60 % du capital au côté de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (40 %). Au 31 décembre 2021, l'ensemble des expositions brutes bilan et hors-bilan du Groupe BNP Paribas sur l'Ukraine (qui sont concentrées sur UkrSibbank) représentait moins de 0,09 % des expositions brutes du Groupe. Dans le contexte du conflit en Ukraine, le Groupe a réévalué la nature du contrôle exercé sur sa filiale UkrSibbank et a conclu à la perte du contrôle exclusif et à la conservation d'une influence notable sur l'entité. Cette situation conduit le Groupe à la consolider par mise en équivalence à partir du 1^{er} mars 2022. La perte de contrôle se traduit par la constatation d'une moins-value de - 159 millions d'euros et le reclassement en résultat des variations cumulées d'actifs et passifs liées aux parités monétaires de - 274 millions d'euros, enregistrés en « Gains nets sur autres actifs immobilisés », comme indiqué dans la note 7.c des états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2022.

Concernant la Russie, objet de sanctions économiques sévères imposées notamment par l'Union européenne, les États-Unis et le Royaume-Uni, les expositions brutes bilan et hors-bilan sur ce pays représentaient moins de 0,04 % des expositions brutes du Groupe BNP Paribas au 31 décembre 2022. Le montant des expositions résiduelles nettes, à la fois en Russie et en Ukraine, est plus limité compte tenu de la manière dont la Banque opère dans ces deux marchés et dont elle sécurise ses activités, avec des garanties et des collatéraux. En outre, différents clients ou contreparties du Groupe BNP Paribas, notamment des institutions financières et des *corporates*, ont des activités dans ces pays, des expositions aux emprunteurs de ces pays ou des fournisseurs importants dans ces pays et pourraient voir leur situation financière affaiblie par le conflit et ses conséquences, notamment en raison de la cessation de leurs activités en Ukraine et/ou en Russie ou de la réduction ou cessation (spontanée ou contrainte) de leur approvisionnement en provenance de ces pays. Le Groupe suit attentivement l'évolution de la situation en liaison avec les autorités concernées et en particulier les réactions de la communauté internationale en matière de sanctions économiques.

6. RISQUES LIÉS À LA RÉGLEMENTATION

6.1 Des mesures législatives et réglementaires adoptées ces dernières années, ainsi que des évolutions législatives et réglementaires en cours ou à venir, pourraient affecter de manière significative le Groupe BNP Paribas ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel il opère

Des mesures législatives ou réglementaires entrées en vigueur ces dernières années dans les juridictions au sein desquelles le Groupe BNP Paribas exerce ses activités (notamment en France, en Europe et aux États-Unis) ont entraîné, et sont susceptibles de continuer à entraîner à l'avenir, une mutation substantielle de l'environnement dans lequel le Groupe BNP Paribas et d'autres institutions financières évoluent.

Parmi les mesures les plus récentes adoptées figurent notamment :

- L'augmentation des exigences prudentielles, notamment par le Règlement du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (tel que modifié de temps à autre, le « **CRR** ») en matière de fonds propres, de solvabilité et de liquidité (en particulier pour les institutions financières d'importance systémique, telles que le Groupe BNP Paribas), ainsi que la modification des règles de pondération du risque et des modalités de l'utilisation des modèles internes qui ont débouché et pourraient déboucher sur une hausse des exigences en capital.
À propos des exigences de ratios de fonds propres minimum, le Conseil a arrêté fin 2022 sa position sur les propositions de la Commission européenne relatives au paquet législatif visant à finaliser la mise en œuvre au sein de l'Union européenne de l'accord de Bâle 3 adopté par le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (GHOS). Dans l'analyse d'impact accompagnant le paquet législatif, la Commission européenne a estimé, sur la base d'une étude d'impact de l'Autorité bancaire européenne datant de décembre 2020 et d'estimations supplémentaires de la Commission européenne pour certains ajustements spécifiques à l'UE, que la mise en œuvre des normes définitives de Bâle 3 pourrait entraîner une augmentation moyenne des exigences minimales totales de fonds propres comprise entre 6,4 % et 8,4 %, après une mise en œuvre complète de la réforme. Sur la base de l'analyse d'impact actualisée de l'Autorité bancaire européenne tenant compte de l'effet combiné de la réforme et des conséquences potentielles de la crise sanitaire, la Commission européenne a décidé d'appliquer les nouvelles exigences de fonds propres aux banques européennes à compter du 1^{er} janvier 2025, avec une période d'introduction progressive au cours de laquelle les exigences seront augmentées graduellement jusqu'en 2030 (et 2032 pour certaines exigences). Sur cette base, le Groupe a communiqué une augmentation potentielle de 8 % de ses risques pondérés à la date de première application annoncée au 1^{er} janvier 2025, ce qui implique une augmentation potentielle de 8 % des exigences minimales totales de fonds propres, liée à la finalisation de Bâle 3 (plein). Cette estimation pourrait être ajustée en fonction de l'évolution du projet de texte, de l'évolution du Groupe et du contexte macroéconomique. En juin 2023, les négociations ont abouti à un accord provisoire devant encore être confirmé par le Conseil et le Parlement européen avant d'être formellement adopté.
- Le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision existantes ainsi que la création de nouvelles autorités de supervision, par exemple au titre du Mécanisme de Surveillance Unique (« **MSU** ») en application duquel le Groupe BNP Paribas est sous la supervision directe de la BCE.
- Le renforcement des régimes de prévention et de résolution des crises bancaires, notamment par l'adoption de la Directive sur le Redressement et la Résolution des Banques du 15 mai 2014 (telle que modifiée de temps à autre, la « **DRRB** »), afin notamment que les pertes soient supportées en priorité par les créanciers et actionnaires des banques et de limiter ainsi au minimum les coûts supportés par les contribuables.
- La mise en place, par la DRRB, de fonds nationaux de résolution, ainsi que la création, par le Règlement du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 (tel que modifié de temps à autre, « **le Règlement MRU** ») du Conseil de Résolution Unique (« **CRU** »), compétent pour entamer une procédure de résolution à l'égard d'établissements bancaires tels que le Groupe BNP Paribas, et du Fonds de Résolution Unique (« **FRU** »), financés par les établissements bancaires via une contribution annuelle. En 2022, la contribution du Groupe BNP Paribas s'est élevée à 1 256 millions d'euros.
- Des restrictions visant l'exercice par les banques commerciales de certaines activités considérées comme spéculatives qui sont interdites ou doivent être exercées au sein de filiales dédiées (en particulier les opérations pour compte propre) et sont soumises à des exigences prudentielles spécifiques et de financement autonome.
- L'interdiction ou des limitations de tarifs visant certains types de produits financiers ou d'activités.

- La mise en place de systèmes nationaux de garantie des dépôts et un projet de système européen de garantie/assurance des dépôts qui couvrira progressivement tout ou partie des systèmes de garantie des dépôts nationaux participants.
- Le renforcement des exigences de contrôle interne, de gestion des risques et de transparence quant à certaines activités.
- La mise en œuvre de tests de résistance réglementaires (y compris en matière climatique) qui pourrait conduire à l'application d'exigences supplémentaires en matière de capital réglementaire (voir partie *Tests de résistance – risque de marché* de la section 5.7 *Risque de marché du Document d'Enregistrement Universel de BNP Paribas au 31 décembre 2022*).
- Le renforcement des pouvoirs des autorités compétentes en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ; notamment à travers la création d'une nouvelle autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux qui devrait être établie en 2023 en vue de commencer ses activités entre 2024 et 2026.
- Le renforcement des exigences en matière de règles de gouvernance et de bonne conduite et la limitation et l'imposition accrue des rémunérations de certains salariés au-delà de certains niveaux.
- L'évolution des réglementations applicables aux valeurs mobilières, et plus particulièrement aux instruments financiers (en ce compris les actions et autres titres financiers émis par les entités du Groupe BNP Paribas) ; l'introduction de nouvelles règles pour améliorer la transparence, l'efficacité et l'intégrité des marchés financiers et notamment la régulation des transactions à haute fréquence, le renforcement des règles en matière d'abus de marché, la régulation plus stricte de certains types de produits financiers, telle que l'obligation de déclarer les produits dérivés et opérations de financement sur titres ou encore l'obligation soit de procéder à la compensation des opérations sur produits dérivés négociés de gré à gré, soit de limiter les risques y afférents (y compris à travers la constitution de garanties pour les produits dérivés non compensés par une contrepartie centrale).
- Les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres.
- Le renforcement des exigences de divulgation d'informations, y compris à travers l'introduction de nouvelles exigences de publication d'informations sur (i) la manière dont les groupes bancaires fournissant des services de gestion de portefeuille comme le Groupe BNP Paribas intègrent les risques ou les incidences négatives en matière de durabilité, les objectifs d'investissement durable ou la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales lorsqu'ils prennent des décisions d'investissement, et (ii) la manière et la mesure selon lesquelles les groupes bancaires financent ou développent eux-mêmes des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental au sens de la Taxonomie européenne.
- Le renforcement des exigences de transparence et de publication d'informations prudentielles sur la gestion des risques RSE, incluant les risques physiques et de transition liés au changement climatique et l'introduction de nouvelles exigences relatives à la prise en compte des risques climatiques dans les systèmes de mesure et de gestion des risques des groupes bancaires, y compris à travers la publication de propositions à l'attention des banques en matière de gestion et de publication des risques climatiques.
- La multiplication de mesures non spécifiques aux institutions financières, telles que des mesures relatives au secteur des fonds d'investissement ou celles promouvant l'innovation technologique telles que l'ouverture de l'accès aux données (« open data ») ; le développement de la réglementation relative aux services de paiement, du financement participatif (*crowdfunding*) et des fintechs.

Les mesures existantes, de même que celles (par définition imprévisibles) qui pourraient être adoptées dans le futur, pourraient être de nature, notamment, à réduire la capacité du Groupe BNP Paribas à allouer et affecter ses ressources de capital et de financement, limiter sa capacité à diversifier ses risques, réduire la disponibilité de certaines ressources de financement et de liquidité, augmenter le coût du financement, augmenter les coûts de mise en conformité de ses activités, augmenter le coût ou réduire la demande des produits et services offerts par le Groupe BNP Paribas, imposer au Groupe BNP Paribas de procéder à des réorganisations internes, des changements structurels ou à des cessions, affecter la capacité du Groupe BNP Paribas à exercer certaines activités, ou à attirer ou à retenir des talents, faciliter l'entrée de nouveaux acteurs dans le secteur des services financiers ou affecter le modèle économique du Groupe BNP Paribas, et, plus généralement, affecter sa compétitivité et sa rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière et ses résultats opérationnels.

6.2 En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BNP Paribas pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales, et pourrait subir des pertes à la suite d'un contentieux privé, en lien ou non avec ces sanctions.

Le Groupe BNP Paribas est exposé au risque de non-conformité. L'adoption par différents pays d'exigences légales ou réglementaires, multiples et parfois divergentes et contradictoires, exacerbe ce risque. Outre le préjudice porté à la réputation du Groupe et l'éventuel déclenchement d'actions civiles (y compris les actions de groupe), le non-respect de ces textes exposerait le Groupe BNP Paribas à des contentieux et des amendes et frais significatifs (y compris des amendes et des frais qui excéderaient les montants provisionnés), à des avertissements des autorités, à des suspensions d'activité, voire dans des cas extrêmes, au retrait de l'agrément par les autorités. Ce risque est encore renforcé par l'accroissement constant du niveau de contrôle des institutions financières par les autorités compétentes ainsi que par les augmentations conséquentes des montants des amendes et peines applicables. En outre, les contentieux privés à l'encontre d'institutions financières ont augmenté de manière substantielle ces dernières années. Par conséquent, le Groupe BNP Paribas est exposé à un risque juridique significatif dans la conduite de ses opérations et le nombre de demandes de dommages-intérêts ainsi que les montants réclamés en cas de litiges, de procédures d'autorités de régulation ou autres contentieux menés contre des établissements financiers ont augmenté de façon importante ces dernières années et pourraient continuer à s'accroître. Dans ce contexte, le Groupe BNP Paribas peut constituer des provisions comme indiqué dans la note 4.p des états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2022, *Provisions pour risques et charges*.

À cet égard, le 30 juin 2014, le Groupe BNP Paribas a conclu une série d'accords avec – et a été soumis à des décisions prises par – des agences gouvernementales fédérales américaines et de l'État de New York ainsi que différentes autorités de supervision et ce, afin de mettre un terme aux enquêtes menées pour avoir enfreint des lois et réglementations des États-Unis relatives à des sanctions économiques. Les amendes et pénalités imposées au Groupe BNP Paribas dans le cadre de ce règlement global incluaient notamment le paiement d'une amende s'élevant au total à 8,97 milliards de dollars (6,6 milliards d'euros) et la reconnaissance de responsabilité (*guilty plea*) de BNP Paribas SA, la société mère du Groupe BNP Paribas, pour avoir enfreint la loi pénale fédérale et la loi pénale de l'État de New York. À la suite de ces accords, le Groupe BNP Paribas continue de faire l'objet d'un contrôle accru par les autorités de tutelle (y compris par le biais de la présence au sein du Groupe BNP Paribas d'un consultant indépendant), qui surveillent le respect par le Groupe BNP Paribas des mesures correctives décidées en accord avec elles.

Le Groupe BNP Paribas est actuellement impliqué dans plusieurs contentieux et enquêtes comme résumé dans la note 8.c des états financiers consolidés pour la période close le 30 juin 2023, *Procédures judiciaires et d'arbitrage*. Le Groupe BNP Paribas pourrait à nouveau être impliqué dans de telles procédures à n'importe quel moment. Aucune garantie ne peut être donnée qu'une décision défavorable dans un ou plusieurs contentieux ou une ou plusieurs enquêtes n'aura pas un effet défavorable significatif sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas quelle que soit la période concernée.

6.3 Le Groupe BNP Paribas pourrait connaître une évolution défavorable menant à sa résolution ou à une restructuration en dehors d'une résolution : les détenteurs de titres BNP Paribas pourraient subir des pertes si BNP Paribas devait faire l'objet d'une procédure de résolution.

La DRRB, le Règlement MRU, l'ordonnance du 20 août 2015 et l'ordonnance du 21 décembre 2020, tels que modifiés de temps à autre, confèrent à l'ACPR ou au CRU le pouvoir d'entamer une procédure de résolution à l'égard d'établissements bancaires tels que le Groupe BNP Paribas, avec pour objectif d'assurer la continuité des fonctions critiques, d'éviter les risques de contagion, de recapitaliser ou de restaurer la viabilité de l'établissement. Ces pouvoirs doivent être mis en œuvre de manière que les pertes, sous réserve de certaines exceptions, soient supportées en priorité par les actionnaires, puis par les porteurs d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2 (tels que les obligations subordonnées), puis par les porteurs d'obligations senior non préférées et enfin par les porteurs d'obligations senior préférées conformément à l'ordre de priorité de leurs créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité. À titre d'information, la composition des financements *wholesale* moyen terme du Groupe BNP Paribas au 31 décembre 2022 était la suivante : dette hybride Tier 1 pour 12,5 milliards d'euros, dette subordonnée Tier 2 pour 22,4 milliards d'euros, dette

senior non sécurisée non préférée pour 72,2 milliards d'euros, dette senior non sécurisée préférée pour 60,7 milliards d'euros et dette senior sécurisée pour 12,7 milliards d'euros.

Les autorités de résolution disposent également de pouvoirs étendus pour mettre en œuvre les outils de résolution à l'égard des institutions et des groupes soumis à une procédure de résolution, ce qui peut notamment inclure la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais, la séparation des actifs de cet établissement, la substitution de l'institution en qualité de débiteur au titre d'instruments de dette, la dépréciation totale ou partielle d'instruments de fonds propres réglementaires, la dilution d'instruments de fonds propres réglementaires à travers l'émission de nouveaux titres de capital, la dépréciation totale ou partielle ou la conversion en titres de capital d'instruments de dette, la modification des conditions des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension temporaire des paiements), la suspension de la cotation et de l'admission à la négociation d'instruments financiers, la révocation des dirigeants ou la nomination d'un administrateur spécial.

Certains pouvoirs, en ce compris la dépréciation totale ou partielle d'instruments de fonds propres réglementaires, la dilution d'instruments de fonds propres réglementaires à travers l'émission de nouveaux titres de capital, la dépréciation totale ou partielle ou la conversion en titres de capital d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2 (tels que les obligations subordonnées), peuvent également être employés en dehors de toute procédure de résolution et/ou en vertu de la réglementation des aides d'État de la Commission européenne si l'institution nécessite un soutien public exceptionnel.

La mise en œuvre de ces moyens et pouvoirs à l'égard du Groupe BNP Paribas pourrait donner lieu à des changements structurels significatifs du Groupe BNP Paribas (notamment des ventes d'actifs ou d'activités ou de la création d'établissements relais) et à une dépréciation totale ou partielle, une modification ou une variation des droits des actionnaires ou des créanciers. L'exercice de ces pouvoirs pourrait également, après le transfert de tout ou partie des activités ou la séparation des actifs du Groupe BNP Paribas, laisser les porteurs d'obligations (même en l'absence de toute dépréciation ou conversion) dans une situation de créanciers d'un établissement dont les activités ou les actifs restants seraient insuffisants pour honorer les créances détenues par tout ou partie de ses créanciers.

7. RISQUES LIÉS À L'ÉVOLUTION DU GROUPE BNP PARIBAS DANS SON ENVIRONNEMENT

7.1 Si le Groupe BNP Paribas ne parvenait pas à réaliser ses objectifs stratégiques, ou si ses résultats ne suivaient pas les tendances prévues, le cours de ses instruments financiers pourrait en être défavorablement affecté.

Le Groupe BNP Paribas a annoncé, lors de la publication de ses résultats annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2021, son plan stratégique 2025 qui comporte différents objectifs financiers et opérationnels. Lors de la publication de ses résultats annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2022, le Groupe a revu à la hausse ses objectifs à horizon 2025. Les résultats réalisés du Groupe BNP Paribas sont susceptibles de différer significativement de ces tendances pour diverses raisons, y compris en cas de réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section, en particulier du fait des évolutions macroéconomiques dont l'inflation et la montée des taux d'intérêt, l'invasion de l'Ukraine et les conséquences résiduelles de la crise sanitaire qui ont eu et pourraient continuer d'avoir des répercussions majeures sur les perspectives économiques et de générer des chocs majeurs sur les marchés financiers. Si le Groupe BNP Paribas n'évolue pas en ligne avec ces tendances, sa situation financière et la valeur de ses instruments financiers pourraient en être affectées, de même que ses coûts de financement.

De plus, le Groupe mène une politique ambitieuse de responsabilité sociale et environnementale (RSE) et s'engage pour avoir un impact positif sur la société avec des réalisations concrètes. En 2022, BNP Paribas a renforcé son engagement en faveur d'une économie durable et de l'accélération des stratégies de décarbonation, avec la signature de la Net-Zero Banking Alliance, de la Net-Zero Asset Owner Alliance et de la Net-Zero Asset Manager Initiative. Le Groupe prend ainsi des positions fortes, en étant membre fondateur des Principes pour une Banque Responsable de l'ONU, qui l'engage à aligner sa stratégie sur l'Accord de Paris et sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans le cadre de son plan stratégique 2022-2025, il a pour objectif de mobiliser 350 milliards d'euros à travers les activités de crédits et d'émissions obligataires durables liées aux sujets environnementaux et sociaux (crédits aux entreprises, institutionnels et particuliers liés aux sujets environnementaux et sociaux et émissions obligataires durables annuelles) et 300 milliards d'euros d'investissements responsables et durables gérés en 2025 (Fonds ouverts de BNP Paribas Asset Management distribués en Europe, classés Article 8 et 9 au sens de la réglementation SFDR). De plus, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, le Groupe BNP Paribas avait pris dès 2019 de nouveaux engagements afin de réduire à zéro son exposition au charbon thermique à horizon 2030 dans les pays de l'OCDE, et à horizon 2040 pour le reste du monde. Fin 2022, le Groupe BNP Paribas a publié son premier rapport d'alignement pour le climat et ses objectifs de réduction de l'intensité d'émissions carbone d'ici 2025 et engage les mesures nécessaires à l'alignement de ses portefeuilles de crédits à ses engagements de neutralité carbone. Enfin, en janvier 2023, le Groupe a renforcé sa politique d'engagement dans la société et s'engage dans le cadre d'une approche globale aux côtés de ses clients dans la transition vers une économie durable et bas-carbone. Fort des expertises développées au travers du *Low Carbon Transition Group*, le Groupe a annoncé de nouveaux objectifs matérialisant une accélération du financement de la production des énergies à bas-carbone et une réduction du financement de la production des énergies fossiles à horizon 2030. Si le Groupe ne parvenait pas à atteindre ces objectifs, qui dépendent en partie d'éléments en dehors de son contrôle, sa réputation pourrait être affectée.

7.2 Le Groupe BNP Paribas pourrait connaître des difficultés relatives à l'intégration des activités issues des opérations d'acquisition ou de rapprochement et pourrait ne pas réaliser les bénéfices attendus de ces opérations.

Le Groupe BNP Paribas procède régulièrement à des opérations d'acquisition de sociétés ou de rapprochement d'activités. Pour rappel, les dernières opérations significatives du Groupe BNP Paribas ont été l'intégration de la plateforme Prime Brokerage & Electronic Execution de Deutsche Bank en 2019, l'acquisition de 100 % d'Exane, détenue jusque-là à 50 % par BNP Paribas, finalisée le 13 juillet 2021, et l'acquisition de 100 % de Floa, filiale de Casino et de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (via la Banque Fédérative du Crédit Mutuel – BFCM) et l'un des leaders français des paiements innovants, finalisée le 1^{er} février 2022. Les intégrations opérationnelles d'activités ont impliqué, en 2022, 188 millions d'euros de coûts de restructuration. Une intégration réussie ainsi que la réalisation de synergies nécessitent, entre autres, une coordination satisfaisante des efforts du développement de l'activité et du marketing, le maintien du personnel de direction clé, des politiques d'embauche et de

formation efficaces ainsi que l'adaptation des systèmes d'information et des systèmes informatiques. Toute difficulté rencontrée au cours du processus de regroupement des activités est susceptible d'engendrer une augmentation des coûts d'intégration ainsi que des économies ou bénéfices plus faibles qu'anticipé. De ce fait, il ne peut y avoir de garantie quant à l'étendue des synergies réalisées ni quant à leur date de réalisation. De plus, le processus d'intégration des activités opérationnelles existantes du Groupe BNP Paribas avec les activités opérationnelles acquises pourrait perturber les activités d'une ou plusieurs de ses branches et détourner l'attention de la Direction sur d'autres aspects des activités opérationnelles du Groupe BNP Paribas, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les activités et résultats du Groupe BNP Paribas. Par ailleurs, dans certains cas, des litiges relatifs aux opérations de croissance externe pourraient avoir un impact défavorable sur les processus d'intégration ou avoir d'autres conséquences défavorables, notamment sur le plan financier.

Bien que le Groupe BNP Paribas procède généralement à une analyse approfondie des sociétés qu'elle envisage d'acquérir, il n'est souvent pas possible de conduire un examen exhaustif de celles-ci. Dans l'hypothèse où le Groupe BNP Paribas n'aurait pas pu mener un exercice de due diligence approfondi préalablement à une acquisition, il pourrait acquérir des actifs douteux ou problématiques, ou des activités qui pourraient ne pas être rentables ou présenter certains risques potentiels qui ne se matérialisent qu'après l'acquisition. L'acquisition d'une activité non rentable ou d'une activité présentant des risques matérialisés peut présenter un impact négatif important sur la rentabilité globale du Groupe BNP Paribas et augmenter son passif.

7.3 L'environnement du Groupe BNP Paribas pourrait évoluer du fait d'une intensification de la concurrence, par des acteurs bancaires et non bancaires, ce qui pourrait peser sur les revenus et la rentabilité du Groupe.

Le Groupe BNP Paribas est confronté à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il est présent, notamment l'Europe et les États-Unis, et cette concurrence pourrait s'intensifier du fait du mouvement de concentration dans le secteur des services financiers, du fait de l'entrée de nouveaux acteurs dans le domaine des services de paiement et de financement ou du développement des plateformes de financement participatif (*crowdfunding*) ainsi que de l'évolution permanente des habitudes de consommation en matière bancaire. À titre d'illustration, le Groupe BNP Paribas a engagé des initiatives dans ce domaine avec le lancement de Hello bank! ou l'acquisition de Nickel ou celle encore de Floa, mais de nouveaux concurrents, soumis à une réglementation plus souple ou à des exigences moins fortes en matière de ratios prudentiels (fonds de dette, *shadow banks*) ou bénéficiant d'économies d'échelle, de synergies de données, d'innovations technologiques (opérateurs internet et mobiles, plateformes numériques, fintechs) ou d'un libre accès aux données financières des clients pourraient être plus compétitifs en proposant des prix plus bas et des services plus innovants répondant aux besoins nouveaux des consommateurs. Des technologies nouvelles, facilitant ou transformant les processus de transaction et les systèmes de paiement, telles que par exemple les technologies *blockchain* et les services qui y sont liés, ou susceptibles d'impacter significativement les mécanismes fondamentaux du système bancaire actuel, telles que par exemple les monnaies digitales des banques centrales, se sont développées ces dernières années ou pourraient connaître un essor dans un avenir proche. S'il est difficile de prévoir les effets de ces évolutions ainsi que la réglementation qui leur est applicable, l'usage de telles technologies pourrait néanmoins réduire les parts de marché des banques, et notamment du Groupe BNP Paribas, capter des investissements qui auraient pu être réalisés dans des technologies utilisées par des institutions financières plus établies, comme le Groupe BNP Paribas ou, plus largement, faire émerger un système monétaire différent dans lequel l'intérêt de recourir aux institutions financières établies, telles que le Groupe BNP Paribas, serait affecté. Si de telles évolutions continuaient à prendre de l'ampleur, en particulier grâce au soutien des gouvernements et des banques centrales, si le Groupe BNP Paribas ne parvenait pas à préserver sa compétitivité en France ou sur ses autres grands marchés en proposant une palette de produits et de services plus innovante, attractive et rentable que celle offerte par les concurrents actuels ou les nouveaux entrants ou si certaines de ces activités venaient à être exercées par d'autres institutions que les banques, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants, ou subir des pertes dans toutes ou certaines de ses activités. Il est également possible que l'application d'exigences renforcées (notamment en matière de capital réglementaire et de limitations d'activité) aux établissements financiers de taille significative ou d'importance systémique, auxquelles les nouveaux acteurs peuvent ne pas être soumis, engendre des distorsions de concurrence préjudiciables aux intérêts des plus grandes institutions du secteur privé, telles que le Groupe BNP Paribas.

7.4 Le Groupe BNP Paribas pourrait voir son activité perturbée et connaître des pertes en raison des risques liés aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), notamment au changement climatique, tels que des risques de transition, des risques physiques ou des risques de responsabilité.

Le Groupe BNP Paribas est exposé aux risques liés au changement climatique, directement sur ses propres opérations ou indirectement via ses activités de financement et d'investissement. Il existe deux principaux types de risques liés au changement climatique : (i) les risques de transition, qui résultent d'une modification du comportement des agents économiques et financiers en réponse à la mise en place de politiques énergétiques ou de changements technologiques en vue d'une transition vers une économie bas-carbone ; et (ii) les risques physiques, conséquence de l'impact direct du changement climatique sur les personnes et les biens via des épisodes météorologiques extrêmes ou bien des risques de long terme tels que la montée des eaux ou l'augmentation des températures. Le risque physique peut se propager tout au long de la chaîne de valeur des entreprises clientes du Groupe BNP Paribas, ce qui peut conduire à un défaut de paiement et donc générer des pertes financières, tandis que le processus de réduction des émissions est susceptible d'avoir un impact significatif sur tous les secteurs de l'économie en affectant la valeur des actifs financiers et la rentabilité des entreprises.

De plus, des risques de responsabilité peuvent découler de ces deux catégories de risque. Ils correspondent à la compensation financière qui peut être demandée par des particuliers, des entreprises, des gouvernements ou des organisations non gouvernementales (ONG) qui peuvent être affectés par des événements, des activités ou des effets liés au changement climatique et qui chercheraient à tenir les acteurs du secteur financier responsables du financement, de la facilitation ou de toute autre contribution à ces événements, activités ou effets. Ces dernières années, l'activisme des actionnaires, des fonds activistes, des ONG et autres, notamment en matière d'ESG, a été dirigé contre de nombreuses sociétés publiques. Ces initiatives visent notamment à exiger des entreprises qu'elles divulguent des informations importantes sur leurs actions et engagements liés à l'ESG et, dans certains cas, à les obliger à procéder à des réorientations stratégiques et commerciales. D'autre part, dans certaines juridictions, les opérateurs économiques peuvent également être confrontés à des actions en justice de la part de particuliers, d'entreprises, de gouvernements ou d'ONG, de groupes ou de personnes.

Les initiatives et cadres politiques et réglementaires, y compris aux niveaux français, de l'Union européenne et international, concernant le changement climatique et la durabilité, ainsi que les engagements volontaires et conjoints par le biais d'alliances industrielles, créent des risques juridiques, réglementaires et de réputation croissants. Le cadre réglementaire ESG est en constante mutation, évolue et continue d'évoluer. Il comporte, entre autres, des exigences en termes de divulgation d'informations et de prise en compte des risques climatiques dans les systèmes de mesures et de gestion des risques, ainsi qu'un devoir général de vigilance (voir section 6.1 *Des mesures législatives et réglementaires adoptées ces dernières années, ainsi que des évolutions législatives et réglementaires en cours ou à venir, pourraient affecter de manière significative le Groupe BNP Paribas ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel il opère*). Ces initiatives et cadres se chevauchent à certains égards et ne sont pas toujours cohérents dans leurs objectifs, ce qui entraîne une complexité réglementaire et, dans certains cas, un manque de clarté et des difficultés d'interprétation. La non-conformité des activités et de la communication du Groupe avec ces exigences réglementaires ainsi que toute autre réglementation concernant la transition vers une économie à plus faible émission de carbone, le changement climatique, la durabilité ou les investissements liés à l'énergie, pourraient avoir un impact négatif sur ses activités, la valeur de ses investissements et sa réputation.

BNP Paribas ne considère pas les risques de nature ESG comme constituant des types de risque mais plutôt comme des facteurs de risque susceptibles d'affecter n'importe quel type de risque, et notamment les risques de crédit, de marché ou les risques opérationnels. En conséquence, les facteurs de risque ESG sont progressivement incorporés dans le dispositif et les processus de gestion des risques existants du Groupe. Ainsi, et tel qu'exposé de manière détaillée au chapitre 7 du Document d'Enregistrement Universel de BNP Paribas au 31 décembre 2022, les facteurs de risque de nature ESG, dont le sous-ensemble des facteurs de risque climatiques et environnementaux, figurent parmi les facteurs de risque que les contributeurs au processus d'identification de risque du Groupe prennent en compte et auxquels ils appliquent une appréciation du risque sur des scénarios à court à moyen terme (trois ou quatre années à venir) ainsi qu'à plus long terme. En 2022, le Groupe a identifié plusieurs

grands facteurs de risque directement ou indirectement liés au changement climatique dont l'évolution possible des marchés de l'assurance et de la réassurance ; les attentes des clients et impact du consumérisme ; les attentes financières des investisseurs ; le changement climatique et la transition énergétique ; les menaces pour la santé et l'environnement ; et les préoccupations sur les banques et l'ESG. Le Groupe suit ces risques dans le cadre de la conduite de son activité, dans celle de ses contreparties ou dans ses investissements pour compte propre ou pour compte de tiers. À ce titre, les politiques spécifiques de crédit et la Politique Générale de Crédit ont été enrichies depuis 2012 et 2014 respectivement avec l'ajout de clauses relatives à la responsabilité sociale et environnementale. De plus, le développement d'exigences réglementaires en la matière pourrait conduire à un accroissement des litiges subis par les institutions financières en lien avec le changement climatique et d'autres thématiques qui y sont relatives. Le Groupe pourrait ainsi être tenu responsable de défaillances dans l'exécution des transactions, telles qu'une appréciation inadéquate des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance de certains produits financiers.

De plus, des politiques sectorielles et d'exclusion de financement de certains secteurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) ont aussi été mises en place et le Groupe BNP Paribas devra adapter ses activités et la sélection de ses contreparties de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques (voir section 7.1 *Si le Groupe BNP Paribas ne parvenait pas à réaliser ses objectifs stratégiques, ou si ses résultats ne suivaient pas les tendances prévues, le cours de ses instruments financiers pourrait en être défavorablement affecté*). Spécifiquement et à titre d'exemple, en matière de financement des entreprises, le Groupe BNP Paribas peut être amené, en fonction des résultats de l'analyse ESG qui est conduite, à prendre la décision de sortir d'une relation avec un client (résultats insatisfaisants), de mettre celle-ci sous surveillance et de la suivre régulièrement (résultats intermédiaires) et d'entrer en relation, ou de continuer la relation, avec ce client (résultats satisfaisants). De même, en matière d'investissements, selon l'efficacité des dispositifs de gestion des risques ESG mis en œuvre, le Groupe peut être amené à investir, s'engager ou désinvestir. En dépit des actions menées par le Groupe BNP Paribas pour suivre les risques et lutter contre le changement climatique, les risques physiques, de transition ou de responsabilité liés à celui-ci, ou tout retard ou échec dans la mise en œuvre des mesures de gestion de ces risques, pourraient avoir un impact négatif important sur les activités du Groupe, sa situation financière et sa réputation.

7.5 L'évolution de certaines participations dans les établissements de crédit ou financiers pourrait peser sur la situation financière du Groupe BNP Paribas.

Certaines catégories d'actifs peuvent être assorties d'une pondération de risque élevée de 250 %. Elles incluent : les établissements de crédit ou financiers consolidés par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel, à l'exception des entités d'assurance ; les participations financières significatives, dans les établissements de crédit ou financiers détenus à plus de 10 % ; les actifs d'impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles.

Au 31 décembre 2022, les actifs pondérés assortis d'une pondération de risque élevée de 250 % s'élevaient à 20 milliards d'euros, soit 3 % du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas. Ils s'élevaient à 18 milliards d'euros au 30 septembre 2023 soit 3% du total des actifs pondérés du Groupe. Si le Groupe BNP Paribas augmente le montant des actifs assortis d'une pondération de risque élevé (soit en augmentant la proportion de ces actifs assortis d'une pondération de risque élevé dans son portefeuille global d'actifs, soit en raison d'une augmentation de la pondération réglementaire des risques applicable à ces actifs), ses ratios d'adéquation des fonds propres pourraient être abaissés.

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 Amendement du point 2.1.1 « Présentation des mandataires sociaux » du chapitre 2

Suite à la démission de Mme Gibson-Brandon le 10 septembre 2023 en raison de contraintes familiales, le Conseil d'administration est composé des 13 membres suivants :

- **Jean Lemierre**, fonction principale : Président du Conseil d'administration de BNP Paribas
- **Jean-Laurent Bonnafé**, fonction principale : Administrateur Directeur Général de BNP Paribas
- **Jacques Aschenbroich**, fonction principale : Président d'Orange
- **Juliette Brisac** (administratrice représentant les salariés actionnaires), fonction principale : Chief Operating Officer de la Direction de l'Engagement d'entreprise du Groupe BNP Paribas
- **Pierre-André de Chalendar**, fonction principale : Président de la Compagnie de Saint-Gobain
- **Monique Cohen**, fonction principale: Senior Advisor de Seven2
- **Hughes Epailard** (administrateur élu par les salariés), fonction principale : Chargé d'Affaires Immobilier BNP Paribas
- **Marion Guillou**, fonction principale : Administratrice de sociétés
- **Lieve Logghe**, fonction principale : Directrice Générale *ad interim* et Directrice Financière du Groupe Euronav
- **Christian Noyer**, fonction principale : Gouverneur Honoraire de la Banque de France
- **Daniela Schwarzer**, fonction principale : Membre du Directoire de la Fondation Bertelsmann
- **Michel Tilmant**, fonction principale : Administrateur de sociétés
- **Sandrine Verrier** (administratrice élue par les salariés), fonction principale : Assistante de production et d'appui commercial BNP Paribas.

4.2 Amendement du point 2.1.2 du chapitre 2

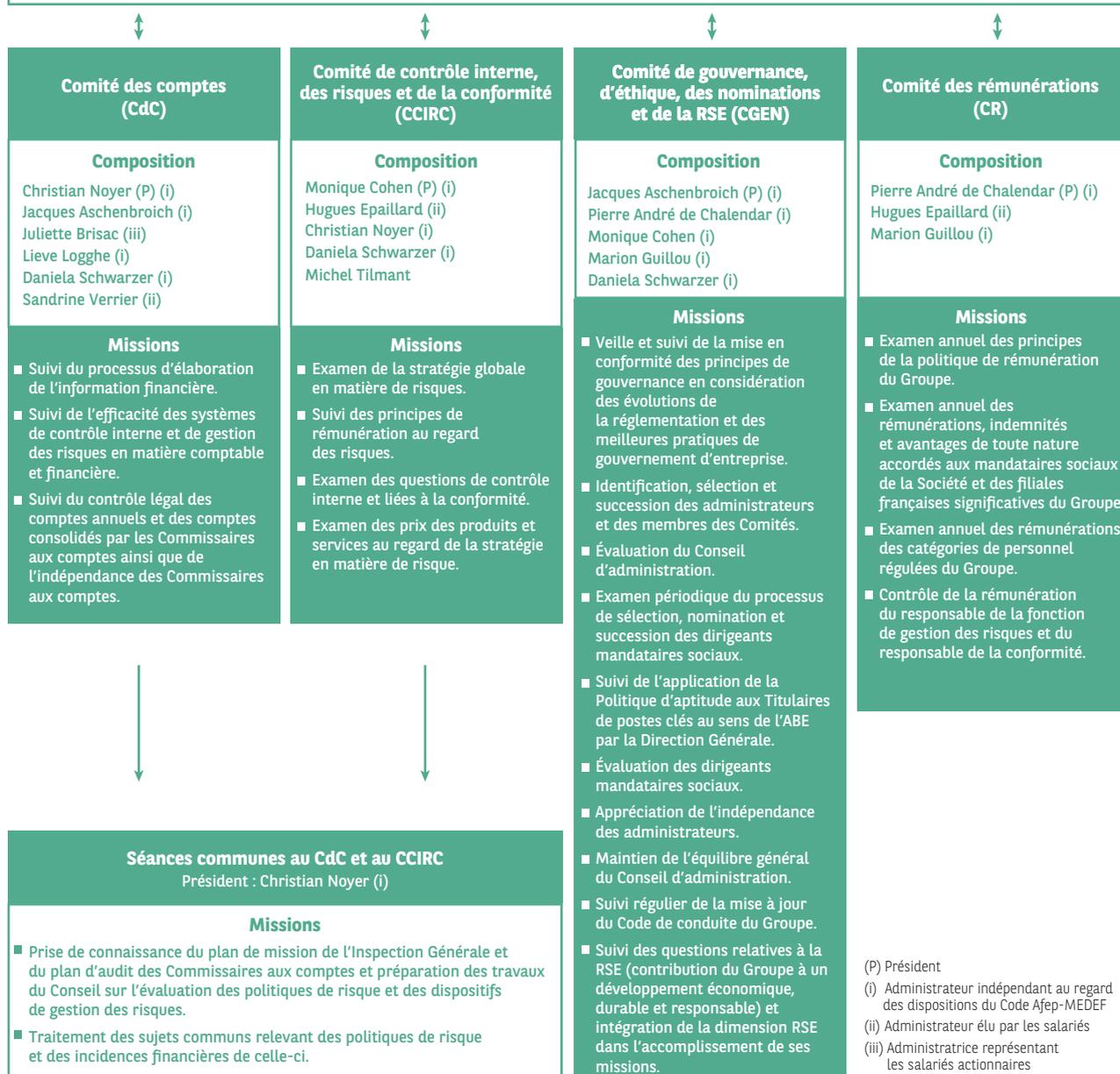
Le tableau figurant en page 50 est remplacé par le présent tableau afin de tenir compte du changement de composition des membres des comités spécialisés.

Le Conseil d'administration (au 11 septembre 2023)

Président : Jean Lemierre

Missions et contrôles dans les domaines suivants :

- Orientations et opérations stratégiques
- Promotion de la RSE
- Gouvernance, contrôle interne et comptes
- Supervision de la gestion des risques
- Communication financière
- Rémunérations
- Plan préventif de rétablissement
- Suivi de l'application du Code de conduite



(P) Président

(i) Administrateur indépendant au regard des dispositions du Code Afep-MEDEF

(ii) Administrateur élu par les salariés

(iii) Administratrice représentant les salariés actionnaires

4.3 Passifs éventuels

BNP Paribas (la « Banque ») est partie en tant que défenderesse à plusieurs litiges, différends et procédures (y compris des enquêtes par des autorités judiciaires ou de supervision) dans un certain nombre de juridictions, découlant du cours normal de ses activités commerciales, y compris entre autres en lien avec ses activités en qualité de contrepartie, prêteur, employeur, investisseur et contribuable.

Les risques y afférents ont été évalués par la Banque et font l'objet, le cas échéant, de provisions présentées dans la note 5.k « Provisions pour risques et charges » des Etats Financiers consolidés au 30 juin 2023, une provision étant constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les principaux passifs éventuels représentatifs de procédures judiciaires, administratives ou arbitrales en cours à la date du 30 septembre 2023 sont quant à eux décrits ci-dessous. La Banque considère actuellement qu'aucune de ces procédures n'est de nature à avoir un impact défavorable significatif sur sa situation financière ou sa rentabilité, néanmoins l'issue de procédures judiciaires ou administratives est par nature imprévisible.

Le liquidateur de la société Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (ci-après « BLMIS ») a intenté un certain nombre de recours contre la Banque et certaines de ses filiales, auprès du tribunal des faillites américain (United States Bankruptcy Court Southern District of New York). Ces recours, connus sous le nom de demandes de « clawback », s'apparentent aux divers recours introduits par le liquidateur de BLMIS en vertu du Code des faillites des États-Unis (U.S. Bankruptcy Code) et de la loi de l'État de New York à l'encontre de nombreuses institutions, et visent au recouvrement de sommes prétendument transférées aux entités du Groupe BNP Paribas par BLMIS ou indirectement par le biais de fonds liés à BLMIS et dans lesquels des entités du Groupe BNP Paribas détenaient des participations. À la suite de certaines décisions du tribunal des faillites américain et du « U.S. District Court » entre 2016 et 2018, la majorité des actions du liquidateur de BLMIS ont été soit rejetées, soit considérablement limitées. Toutefois, ces décisions ont été soit infirmées, soit effectivement annulées par des décisions ultérieures de la Cour d'Appel des États-Unis pour le Deuxième Circuit rendues le 25 février 2019 et le 30 août 2021. Par conséquent, le liquidateur de BLMIS a réintroduit certains de ces recours et a fait valoir des créances d'un montant global d'environ 1,2 milliard de dollars américains à fin mai 2023. BNP Paribas dispose d'arguments très solides à opposer à ces recours, et se défend vigoureusement dans ces instances.

Une procédure judiciaire a été intentée en Belgique à la requête d'actionnaires minoritaires de l'ancien groupe Fortis contre la Société fédérale de Participations et d'Investissement, Ageas et BNP Paribas, demandant notamment la condamnation de BNP Paribas à des dommages et intérêts à titre de restitution par équivalent d'une partie des actions de BNP Paribas Fortis, qui lui ont été apportées en 2009, au motif que le transfert de ces actions serait nul. Le Tribunal de l'entreprise de Bruxelles a décidé, le 29 avril 2016, de surseoir à statuer jusqu'à l'issue de la procédure pénale en cours en Belgique dans le dossier Fortis. Dans cette procédure pénale, le ministère public a demandé un non-lieu. Elle est aujourd'hui définitivement clôturée, la Chambre du conseil du Tribunal de première instance de Bruxelles ayant constaté la prescription des charges dans une ordonnance du 4 septembre 2020, devenue définitive. Certains actionnaires minoritaires poursuivent la procédure judiciaire contre BNP Paribas et la Société fédérale de Participations et d'Investissement devant le Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, et BNP Paribas continue à se défendre avec vigueur contre les allégations de ces actionnaires.

Comme de nombreuses autres institutions financières dans les secteurs de la banque, de l'investissement, des fonds communs ou du courtage, la Banque a reçu ou est susceptible de recevoir des demandes d'information ou de faire l'objet d'enquêtes d'autorités de supervision, d'agences gouvernementales ou d'autorégulation. La Banque répond à ces requêtes, coopère avec les autorités et régulateurs en question et s'efforce de traiter et de remédier aux points soulevés.

Le 26 février 2020 le Tribunal correctionnel de Paris a jugé BNP Paribas Personal Finance coupable de pratique commerciale trompeuse et de recel de ce délit. BNP Paribas Personal Finance est condamnée à payer une amende de 187 500 euros et à verser un montant au titre des frais de défense ainsi que des dommages et intérêts en faveur des parties civiles. Le jugement est assorti de l'exécution provisoire sur les intérêts civils. BNP Paribas Personal Finance a interjeté appel de la décision le 6 mars 2020. Par ailleurs, une demande en référé de suspension de l'exécution provisoire a également été initiée, mais celle-ci a été déboutée par ordonnance du 25 septembre 2020. Les dommages-intérêts ont été versés par BNP Paribas Personal Finance aux parties civiles, sans préjudice de la procédure pendante devant la Cour d'appel de Paris et des procédures judiciaires civiles qui suivent leurs cours par ailleurs.

Il n'existe pas d'autre procédure judiciaire, administrative ou d'arbitrage (y compris toute procédure qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Banque.

4.4 Accessibilité de l'amendement

Ce document est disponible sur le site internet <https://invest.bnpparibas/> ou sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers www.amf-france.org.

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le Groupe BNP Paribas peut, sans engagement, demander les documents :

- **par courrier :**
BNP Paribas – Finance & Stratégie
Relations Investisseurs et Information Financière
Palais du Hanovre
16 rue de Hanovre – CAT03B2
75002 Paris
- **par téléphone :** +33 (0)1 40 14 63 58

L'information réglementée est accessible sur le site : <https://invest.bnpparibas.com/information-reglementee>

4.5 Changement significatif

A l'exception des éléments mentionnés dans cet amendement au Document d'enregistrement universel 2022, aucun changement significatif de la situation financière du Groupe n'est survenu depuis le 30 septembre 2023, aucun changement significatif de la situation financière ou de la performance financière du Groupe n'est survenu depuis la fin de la dernière période pour laquelle des états financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires en date du 3 août 2023.

A la connaissance de BNP Paribas, il n'y a pas eu d'événements récents qui soient significativement pertinents pour l'évaluation de la solvabilité de BNP Paribas depuis le 30 septembre 2023.

5. RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

- Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant : Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris – La Défense (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

- PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant : Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

- Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000.

Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant : Charles de Boisriou, 61, rue Henri Regnault, Courbevoie (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

6. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

PERSONNE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS

M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général de BNP Paribas

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS

J'atteste que les informations contenues dans la version française du 4^{ème} amendement au document d'enregistrement universel 2022, déposé auprès de l'AMF le 26 octobre 2023, sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Paris, le 26 octobre 2023,

Le Directeur Général

Jean-Laurent BONNAFÉ

7. TABLE DE CONCORDANCE

7.1 Rubriques de l'annexe I du Règlement (UE) 2017/1129

Afin de faciliter la lecture du document d'enregistrement universel, la présente table de concordance reprend les rubriques prévues par le Règlement délégué (UE) 2019/980 (Annexe I), complétant le Règlement (UE) 2017/1129 dit Règlement « Prospectus » et renvoie aux pages du présent document d'enregistrement universel où sont mentionnées les informations relatives à chacune des rubriques.

Rubriques de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2019/980	Quatrième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Troisième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Second amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Premier amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Document d'enregistrement universel 2022 N° de page
1. PERSONNES RESPONSABLES					
1.1 Personne responsable du Document d'enregistrement universel	123	216	238	110	744
1.2 Attestation de la personne responsable du Document d'enregistrement universel	123	216	238	110	744
1.3 Attestation ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert					
1.4 Informations provenant d'un tiers					
1.5 Approbation de l'autorité compétente	2	2	2	2	1
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	122	215	237	109	742
3. FACTEURS DE RISQUE	96-117		215-232		315-330
4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR					4-6 ; 751-753
5. APERÇU DES ACTIVITÉS					
5.1. Principales activités	132		248		7-19 ; 223-226 ; 726-732
5.2. Principaux marchés					7-19 ; 223-226 ; 726-732
5.3. Histoire et évolution de la société					6
5.4. Stratégie et objectifs					153-156 ; 626-627 ; 686-687 ; 703
5.5. Dépendance éventuelle					724
5.6. Éléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle					7-19 ; 128-144
5.7. Investissements					274-275 ; 612 ; 672-673 ; 725
6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE					
6.1. Description sommaire du Groupe/Organigramme	132		248		4 ; 686-687

Rubriques de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2019/980	Quatrième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Troisième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Second amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Premier amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Document d'enregistrement universel 2022 N° de page
6.2. Liste des filiales importantes		115-136	196-214		287-295 ; 604-611 ; 726-731
7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT					
7.1. Situation financière	3-83		3-75	3-71	156 ; 176 ; 178 ; 574-575
7.2. Résultat d'exploitation	65-83		61-75	59-71	128-144 ; 151-152 ; 159-165 ; 176 ; 224 ; 574
8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX					
8.1. Capitaux de l'émetteur	59-60 ; 64 ; 86-89	103-106	55-57 ; 85 ; 87-88 ; 180-183	50-52 ; 56-58 ; 75-82	180-181 ; 599
8.2. Source et montant des flux de trésorerie			86		179
8.3. Besoins de financement et structure de financement				16	156 ; 502-519
8.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur					N/A
8.5. Sources de financement attendues pour honorer les investissements					N/A
9. ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE					305 ; 313-314 ; 325-328
10. INFORMATION SUR LES TENDANCES					153-156 ; 725
10.1. Principales tendances récentes				84	153-156 ; 725
10.2. Tendances susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur				84	153-156 ; 725
11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE					
11.1. Prévisions ou estimations du bénéfice publiées	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
11.2. Déclaration énonçant les principales hypothèses de prévisions	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
11.3. Déclaration de comparabilité avec les informations	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE					

Rubriques de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2019/980	Quatrième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Troisième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Second amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Premier amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Document d'enregistrement universel 2022 N° de page
12.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	118-119		233-235		35-48 ; 110
12.2. Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction					53-54 ; 67-68 ; 78-106
13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES					
13.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature				86-108	78-106 ; 262-270 ; 283-284
13.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages				86-108	78-106 ; 262-270 ; 283-284
14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION					
14.1. Date d'expiration des mandats actuels			234		35-47
14.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration					N/A
14.3. Informations sur le Comité d'audit et le Comité des rémunérations					56-63
14.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme à un régime de Gouvernement d'entreprise qui lui est applicable					49-56
14.5. Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise					35-47
15. SALARIÉS					
15.1. Nombre de salariés					4 ; 653-654 ; 686
15.2. Actionariat et stock-options					78-106 ; 208-209 ; 660-661
15.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur					
16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES					
16.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	133		233		20-21
16.2. Existence de droits de vote différents des principaux actionnaires					20

Rubriques de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2019/980	Quatrième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Troisième amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Second amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Premier amendement au Document d'enregistrement universel 2022 N° de page	Document d'enregistrement universel 2022 N° de page
16.3. Contrôle de l'émetteur					20-21
16.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle					21
17. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES					78-106 ; 284-285 ; 738-739
18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR					
18.1. Informations financières historiques, y compris les états financiers	3-83	4-136	3-75; 80-214	59-71	5 ; 24 ; 128-296 ; 574-612
18.2. Informations financières intermédiaires et autres	3-83	4-136	3-75; 80-214	59-71	N/A
18.3. Audit des informations financières annuelles historiques		137-138			297-302 ; 613-618
18.4. Informations financières pro-forma					N/A
18.5. Politique de distribution des dividendes			20; 26 ;37		24 ; 27-28 ; 156 ; 602
18.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	120	109-110	186-187	84-85	273-274
18.7. Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	121	214	236	84	725
19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES					
19.1. Capital social	1	103	180		20 ; 271-273 ; 593-595 ; 733 ; 760
19.2. Acte constitutif et statuts					733-738
20. CONTRATS IMPORTANTS					724
21. DOCUMENTS DISPONIBLES	121	214	236	84	724

En application de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2019/980 (Annexe I), les éléments suivants sont inclus par référence:

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021, présent.s respectivement aux pages 177 à 290 et 291 à 296 du Document d'enregistrement universel n°D.22-0098 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 mars 2022. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://invest.bnpparibas/document/document-denregistrementuniversel-et-rapport-financier-annuel-2021> ;
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2020, présent.s respectivement aux pages 161 à 271 et 272 à 277 du Document d'enregistrement universel n°.D.21-0086 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 mars 2021. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://invest.bnpparibas/document/document-denregistrement-universel-et-rapport-financier-annuel-2020> ;
- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2019, présentés respectivement aux pages 149 à 258 et 259 à 264 du Document d'enregistrement universel n° D.20-0097 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mars 2020. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://invest.bnpparibas/document/document-denregistrementuniversel-et-rapport-financier-annuel-2019> ;

7.2 Rapport de gestion

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Rapport financier annuel	N° de page
Attestation du responsable du document	744

La table de concordance ci-après permet d'identifier dans le présent Document d'enregistrement universel les informations qui constituent le rapport de gestion de la Société (incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise) et le rapport de gestion consolidé, telles que requises par les dispositions légales et réglementaires.

I. Situation et activité de la Société et du Groupe ¹	
Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Situation de la Société et du Groupe durant l'exercice écoulé (L. 232-1 II et L. 233-26 du Code de commerce)	128-156 ; 176-295 ; 574-612
▪ Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (L.22-10-35 et L. 225-100-1 I du Code de commerce)	128-156 ; 176-295 ; 574-612
▪ Indicateurs clés de performance de nature financière et, le cas échéant, non financière de la Société et du Groupe (L.22-10-35 et L. 225-100-1 I du Code de commerce)	128-171 ; 626-627 ; 634
▪ Évolution prévisible de la Société et du Groupe (L. 232-1 II et L. 233-26 du Code de commerce)	153-156
▪ Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport de gestion (L. 232-1 II et L. 233-26 du Code de commerce)	725
▪ Activité en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe (L. 232-1 II et L. 233-26 du Code de commerce)	N/A
▪ Prises de participation ou prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège social en France (L. 233-6 et L. 247-1 I du Code de commerce)	612

¹ Les informations relatives aux événements postérieurs au conseil d'administration du 7 février 2022 ne font pas partie du rapport de gestion.

▪ Activité et résultats de l'ensemble de la Société, des filiales de la Société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité (L. 233-6 et L. 247-1 I du Code de commerce)	7-19 ; 128-152
▪ Succursales existantes de la Société (L. 232-1 II du Code de commerce)	726-732
▪ Informations sur les implantations et les activités de la Société (L. 511-45 et R. 511-16-4 du Code monétaire et financier)	287-295 ; 726-732

II. Facteurs de risques et caractéristiques des procédures de contrôle interne¹

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés (L. 22-10-35 et L. 225-100-1 I du Code de commerce)	311-330
▪ Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et mesures prises par la Société et le Groupe pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone dans toutes les composantes de leurs activités (L. 22-10-35 du Code de commerce)	119 ; 534-546
▪ Objectifs et politique en matière de couverture de chaque catégorie principale de transactions de la Société et du Groupe (L. 22-10-35 et L. 225-100-1 I du Code de commerce)	496-500
▪ Exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie de la Société et du Groupe (L. 22-10-35 et L. 225-100-1 I du Code de commerce)	368-519
▪ Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et le Groupe relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière (L. 22-10-35 du Code de commerce)	121-126

III. Informations concernant le capital social

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Nom des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus de 5 % du capital social ou des droits de vote et modifications intervenues au cours de l'exercice (L. 233-13 du Code de commerce)	20-21
▪ Nom des sociétés contrôlées et part du capital de la Société qu'elles détiennent (L. 233-13 du Code de commerce)	287-295
▪ État de la participation des salariés au capital social (L. 225-102 du Code de commerce)	20-21
▪ Titres acquis par les salariés dans le cadre d'une opération de rachat d'une entreprise (L. 225-102 du Code de commerce)	N/A
▪ Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées (L. 233-29 et R. 233-19 du Code de commerce)	N/A
▪ Informations relatives aux opérations de rachat par la Société de ses propres actions (L. 225-211 du Code de commerce)	106-109 ; 271 ; 589
▪ Ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital (L. 225-181, L. 228-99, R. 225-137, R. 228-91 du Code de commerce)	N/A
▪ État récapitulatif des opérations réalisées par les mandataires sociaux, les dirigeants, certains cadres de la société et des personnes avec lesquelles ils ont des liens personnels étroits au cours du dernier exercice et ayant fait l'objet d'une déclaration (223-26 du règlement général de l'AMF, L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier)	105

IV. Autres informations comptables, financières et juridiques

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Informations sur les délais de paiement (L. 441-14 et D.441-6 du Code de commerce)	591

¹ Les informations relatives à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 intégrées dans le Pilier 3 après l'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration ne font pas partie du rapport de gestion.

▪ Montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices et montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % (243 bis du Code général des impôts)	24
▪ Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles (L. 464-2 du Code de commerce)	719
▪ Informations sur les instruments financiers dont le sous-jacent est constitué d'une matière première agricole et moyens mis en œuvre par la Société afin d'éviter d'exercer un effet significatif sur le cours des matières premières agricoles (L. 511-4-2 du Code monétaire et financier)	N/A
▪ Montant et caractéristiques des prêts financés ou distribués par la Société ou qu'ils distribuent tels que définis au III de l'article 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et bénéficiant à ce titre de garanties publiques (L. 511-4-1 du Code monétaire et financier)	N/A
▪ Rendement des actifs de la Société (R. 511-16-1 du Code monétaire et financier)	354
V. Déclaration de performance extra-financière et plan de vigilance	
Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Informations sur les conséquences sociales et environnementales relatives à la Société, aux filiales et aux sociétés contrôlées (L. 22-10-36, L. 225-102-1 III et R. 225-105 du Code de commerce)	621-719
▪ Informations sur les effets de l'activité de la Société quant au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale (L. 22-10-36 et R. 225-105 du Code de commerce)	635-636 ; 692-710
▪ Informations concernant la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et relatives : <ul style="list-style-type: none"> ▪ aux conséquences sur le changement climatique de l'activité et de l'usage des biens et services produits, ▪ aux engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable, ▪ aux actions visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir les diversités, ▪ aux mesures prises en faveur des personnes handicapées (L. 22-10-36, L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	621-719
▪ Accords collectifs conclus dans la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et leurs impacts sur la performance économique de la Société, des filiales et des sociétés contrôlées ainsi que sur les conditions de travail des salariés (L. 22-10-36, L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	646-667
▪ Informations pour les sociétés exploitant au moins une installation figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 du Code de l'environnement (L. 225-102-2 du Code de commerce)	N/A
▪ Modèle d'affaires de la Société (R. 225-105 I du Code de commerce)	686-687
▪ Informations sociales, environnementales et sociétales pertinentes au regard des principaux risques et politiques de la société, de ses filiales et sociétés contrôlées (R. 225-105 II du Code de commerce)	Chapitre 7
▪ Informations taxonomiques / Article 8 du Règlement (EU) 2020/852 « Taxonomy »	711-714
▪ Plan de vigilance (L. 225-102-4 du Code de commerce)	692-705
VI. Rapport sur le gouvernement d'entreprise	
Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Information sur la politique de rémunération des mandataires sociaux (L. 22-10-8 du Code de commerce)	78-86
▪ Informations relatives aux rémunérations et avantages de toute nature des mandataires sociaux (L. 22-10-9 du Code de commerce)	86-98

▪ Conditions de conservation des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux (L. 225-197-1 du Code de commerce)	N/A
▪ Conditions de levées et de conservations des options attribuées aux mandataires sociaux (L. 225-185 du Code de commerce)	99
▪ Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice (L. 22-10-10 et L. 225-37-4 1° du Code de commerce)	35-48
▪ Conventions conclues entre l'un des mandataires sociaux de la Société et une filiale de la Société (L. 22-10-10 et L. 225-37-4 2° du Code de commerce)	49
▪ Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital (L. 22-10-10 et L. 225-37-4 3° du Code de commerce)	106-109
▪ Modalités d'exercice de la Direction Générale (L. 22-10-10 et L. 225-37-4 4° du Code de commerce)	51-52
▪ Composition et conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil (L. 22-10-10 1° du Code de commerce)	35-46 ; 50-51, 56-63
▪ Description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration ainsi que des objectifs, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé (L. 22-10-10 2° du Code de commerce)	52-54 ; 72-77
▪ Informations sur la recherche d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes et résultats en matière de mixité dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité (L. 22-10-10 2° du Code de commerce)	55 ; 649 ; 697
▪ Éventuelles limitations apportées par le Conseil d'administration aux pouvoirs du Directeur Général (L. 22-10-10 3° du Code de commerce)	52
▪ Code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises auquel la Société se réfère (L. 22-10-10 4° du Code de commerce)	49
▪ Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale (L. 22-10-10 5° du Code de commerce)	28-31
▪ Description de la procédure relative aux conventions courantes conclues à des conditions normales mise en place par la Société et de sa mise en œuvre (L. 22-10-10 6° et L. 22-10-12 du Code de commerce)	77
▪ Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L. 22-10-11 du Code de commerce)	109

Annexes	N° de page
▪ Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices (R. 225-102 du Code de commerce)	603
▪ Rapport de l'un des Commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière (L.22-10-36, L.225-102-1, R.225-105-2 et L.823-10 du Code de commerce)	720-722
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise (L. 22-10-71 du Code de commerce)	110

ETATS FINANCIERS ANNUELS	N° de page
▪ Comptes annuels	574-612
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	613-618
▪ Comptes consolidés	176-296
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	297-302

Appendice - Informations clefs concernant l'émetteur, en application de l'article 26.4 du Règlement (UE) n°2017/1129

1) Qui est l'émetteur des valeurs mobilières ?

I. Informations générales

Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, France

Forme juridique : La Société dénommée BNP PARIBAS est une société anonyme agréée en qualité de banque en application des dispositions du Code monétaire et financier (Livre V, Titre 1^{er}) relatives aux établissements du secteur bancaire.

Identifiant d'entité juridique : R0MUWSFPU8MPRO8K5P83

Droit régissant ses activités : BNP Paribas est une société de droit français et qui exerce ses activités dans de nombreux pays, tant en Europe qu'en dehors de l'Europe. Dès lors de nombreuses réglementations étrangères peuvent régir ses activités.

Pays d'origine : France

II. Principales activités

L'organisation de BNP Paribas s'appuie sur trois pôles opérationnels : *Corporate & Institutional Banking* (CIB), *Commercial, Personal Banking & Services* (CPBS) et *Investment & Protection Services* (IPS) :

- Le pôle **Corporate and Institutional Banking** (CIB), regroupe:
 - Global Banking,
 - Global Markets, et
 - Securities Services.
- Le pôle **Commercial, Personal Banking & Services**, regroupe :
 - Les banques commerciales de la zone euro :
 - la Banque Commerciale en France (BCEF),
 - BNL banca commerciale (BNL bc), la Banque Commerciale en Italie,
 - la Banque Commerciale en Belgique (BCEB),
 - la Banque Commerciale au Luxembourg (BCEL) ;
 - Les banques commerciales hors zone euro, qui s'organisent autour de :
 - Europe Méditerranée, couvrant les banques commerciales en dehors de la zone euro, notamment en Europe Centrale, en Europe de l'Est, en Turquie et en Afrique ;
 - Les métiers spécialisés :
 - BNP Paribas Personal Finance,
 - Arval et BNP Paribas Leasing Solutions,
 - Les Nouveaux Métiers Digitaux (notamment Nickel, Floa, Lyf) et BNP Paribas Personal Investors.
- Le pôle **Investment & Protection Services** regroupe :
 - l'Assurance (BNP Paribas Cardif),
 - la Gestion Institutionnelle et Privée : BNP Paribas Asset Management, BNP Paribas Real Estate, la gestion du portefeuille de participations industrielles et commerciales non cotées et cotées du Groupe BNP Paribas (BNP Paribas Principal Investments) et BNP Paribas Wealth Management.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

III. Principaux actionnaires au 30 juin 2023

BlackRock Inc.¹ : 6,9% du capital ;

SFPI² : 5,1% du capital ;

Amundi³ : 5,0% du capital ;

Grand-Duché du Luxembourg : 1,0% du capital.

IV. Identité des principaux dirigeants

Jean LEMIERRE : Président du Conseil d'administration de BNP Paribas ;

Jean-Laurent BONNAFÉ : Administrateur Directeur Général de BNP Paribas ;

Yann GÉRARDIN : Directeur Général délégué, en charge de Corporate & Institutional Banking ;

Thierry LABORDE : Directeur Général délégué, en charge de Commercial, Personal Banking & Services.

V. Identité des contrôleurs légaux des comptes :

Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant : Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris-La Défense (92)

PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant : Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000.

Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant : Charles de Boisriou, 61, rue Henri Regnault, Courbevoie (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du commissariat aux comptes ».

¹ Selon déclaration par BlackRock datée du 19 avril 2023

² Société Fédérale de Participations et d'Investissement : société anonyme d'intérêt public agissant pour le compte de l'Etat belge.

³ Selon déclaration par Amundi datée du 19 mai 2023

2) Quelles sont les informations financières clés concernant l'émetteur ?

BNP Paribas a publié le 2 mai 2023 des séries trimestrielles de l'année 2022 recomposées pour tenir compte sur chacun des trimestres (i) de l'application de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente à la suite de la cession de Bank of the West le 1er février 2023 ; (ii) de l'application de la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » et de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités d'assurance à partir du 1er janvier 2023 ; (iii) de l'application de la norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyper-inflationnistes » en Turquie à partir du 1er janvier 2022 et (iv) de transferts internes d'activités et de résultats opérés chez Global Markets et dans la Banque Commerciale en Belgique.

<i>En millions d'euros</i>	Année 31/12/2022	Année 31/12/2021	Année- 1 31/12/2020	Intermédiaire 30/09/2023	Intermédiaire 30/09/2022
Produits d'intérêts nets	N/A	19 238	21 312	N/A	N/A
Commissions	N/A	10 362	9 862	N/A	N/A
Gains nets sur instruments financiers	N/A	7 777	7 146	N/A	N/A
Produit Net Bancaire	45 430	43 762	44 275	34 976	34 545
Coût du risque	(3 003)	(2 971)	(5 717)	(2 065)	(2 306)
Résultat d'exploitation	12 564	11 325	8 364	9 738	9 846
Résultat net, part du Groupe	9 848	9 488	7 067	9 906	7 706
Résultat par action	7,80	7,26	5,31	6,85 ⁽¹⁾	6,19

<i>En millions d'euros</i>	Année 31/12/2022	Année 31/12/2021	Année-1 31/12/2020	Intermédiaire 30/09/2023	Intermédiaire 30/09/2022
Total des actifs	2 663 748	2 634 444	2 488 491	2 701 362	3 009 340
Dettes représentées par un titre	220 937	220 106	212 351	268 513	228 110
<i>Dont dettes senior préférées à moyen long terme</i>	58 899 ⁽²⁾	78 845 ⁽²⁾	82 086 ⁽²⁾	N/A	N/A
Dettes subordonnées	24 160	25 667	23 325	N/A	N/A
Prêts et créances sur la clientèle (nette)	857 020	814 000	809 533	853 247	869 500
Dettes envers la clientèle	1 008 056	957 684	940 991	965 980	1 015 649
Capitaux propres (part du Groupe)	121 237	117 886	112 799	124 138	120 764
Créances douteuses/encours bruts ⁽³⁾	1,7 %	2,0 %	2,1 %	1,7%	1,7%
Ratio Common Equity Tier 1 (CET1)	12,3 %	12,9 %	12,8 %	13,4%	12,1%
Ratio de fonds propres total	16,2 %	16,4 %	16,4 %	17,8%	15,9%
Ratio de levier ⁽⁴⁾	4,4 %	4,1 %	4,4 %	4,5%	3,9%

(1) Calculé sur la base du résultat net distribuable en 2023

(2) Périmètre prudentiel

(3) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors-bilan, non nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres sur les encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors-bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance).

(4) Sans l'effet de l'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales de l'Eurosystème (calculé conformément à l'article 500 ter du Règlement UE n° 2020/873). L'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales de l'Eurosystème a pris fin le 31 mars 2022.

Description succincte des réserves dans le rapport d'audit, ayant trait aux informations financières historiques : N/A

3) Quels sont les risques spécifiques de l'émetteur ?

La présentation des facteurs de risque ci-dessous, consiste en une sélection non exhaustive des principaux risques spécifiques à BNP Paribas, qui doit être complétée par un examen de l'intégralité des facteurs de risque contenus dans le prospectus, par l'investisseur.

1. Toute augmentation substantielle des provisions ou tout engagement insuffisamment provisionné au titre du risque de crédit et de contrepartie pourrait peser sur les résultats et sur la situation financière du Groupe BNP Paribas.
2. Les politiques, procédures et méthodes de gestion du risque mises en œuvre par le Groupe BNP Paribas pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou imprévus, susceptibles d'occasionner des pertes significatives.
3. Les fluctuations de marché et la volatilité exposent le Groupe BNP Paribas au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de marché et d'investissement.
4. L'accès au Groupe BNP Paribas au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières, de détérioration des conditions économiques, de dégradation de notation, d'accroissement des spreads de crédit des Etats ou d'autres facteurs.
5. Le contexte économique et financier défavorable a eu par le passé, et pourrait avoir à l'avenir, un impact sur le Groupe BNP Paribas et les marchés dans lesquels il opère.
6. Des mesures législatives et réglementaires prises ces dernières années, en particulier en réponse à la crise financière mondiale, ainsi que des nouvelles propositions de loi, pourraient affecter de manière substantielle le Groupe BNP Paribas ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel il opère.
7. Si le Groupe BNP Paribas ne parvenait pas à réaliser ses objectifs stratégiques, ou si ses résultats ne suivaient pas les tendances prévues, le cours de ses instruments financiers pourrait en être défavorablement affecté.